



Bodleian Libraries

UNIVERSITY OF OXFORD

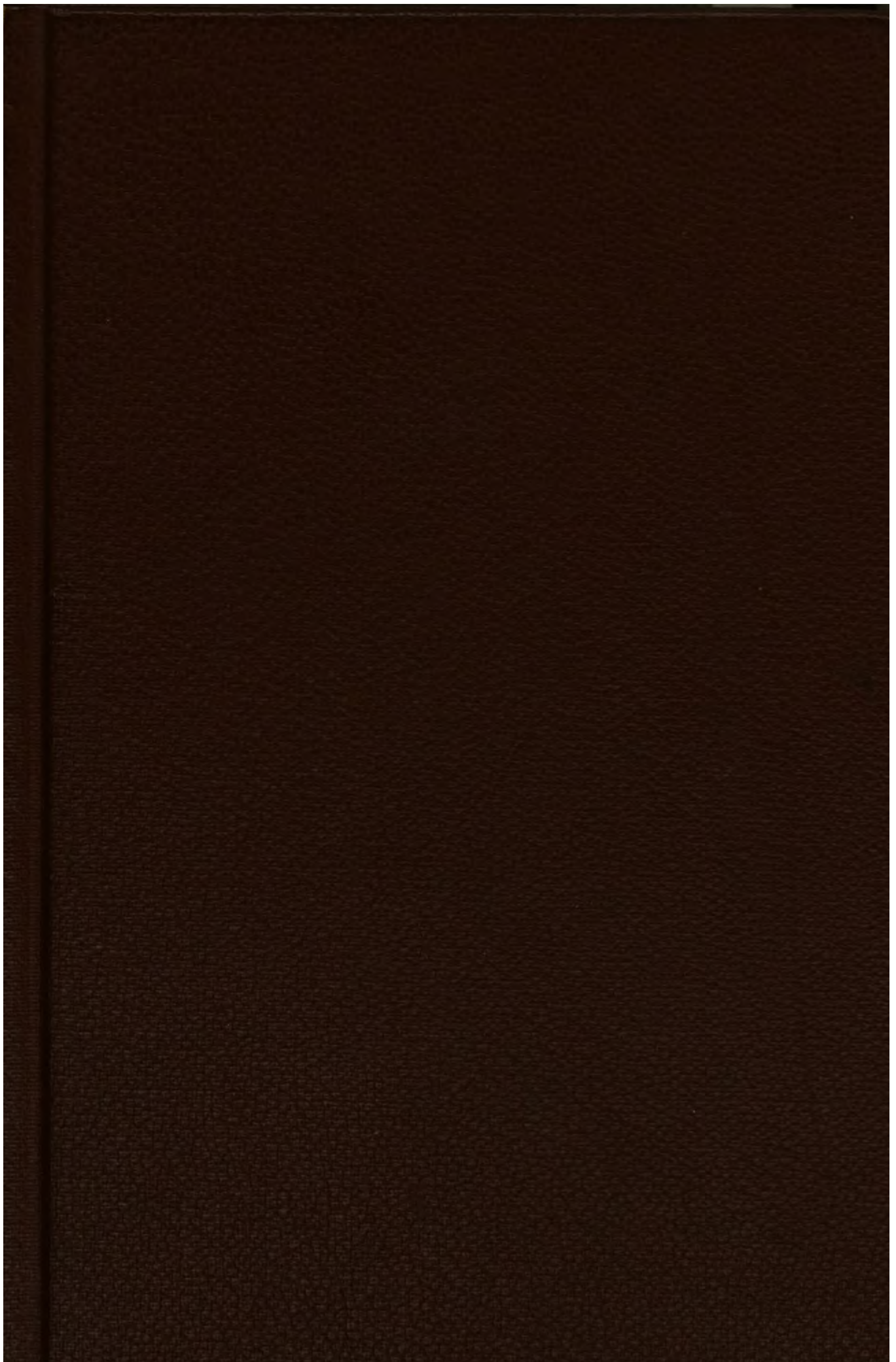
This book is part of the collection held by the Bodleian Libraries and scanned by Google, Inc. for the Google Books Library Project.

For more information see:

<http://www.bodleian.ox.ac.uk/dbooks>



This work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 2.0 UK: England & Wales (CC BY-NC-SA 2.0) licence.





300046783V

Barrès.

rée.

14 BB

MODERN LANGUAGES FACULTY LIBRARY
TAYLOR INSTITUTION
UNIVERSITY OF OXFORD

This book should be returned on or before the
date last marked below.

~~1. MAY 1935~~

27. FEB 1966

-4. NOV. 1968

14. MAR. 1969

21. JAN. 1970

22. MAY 1970

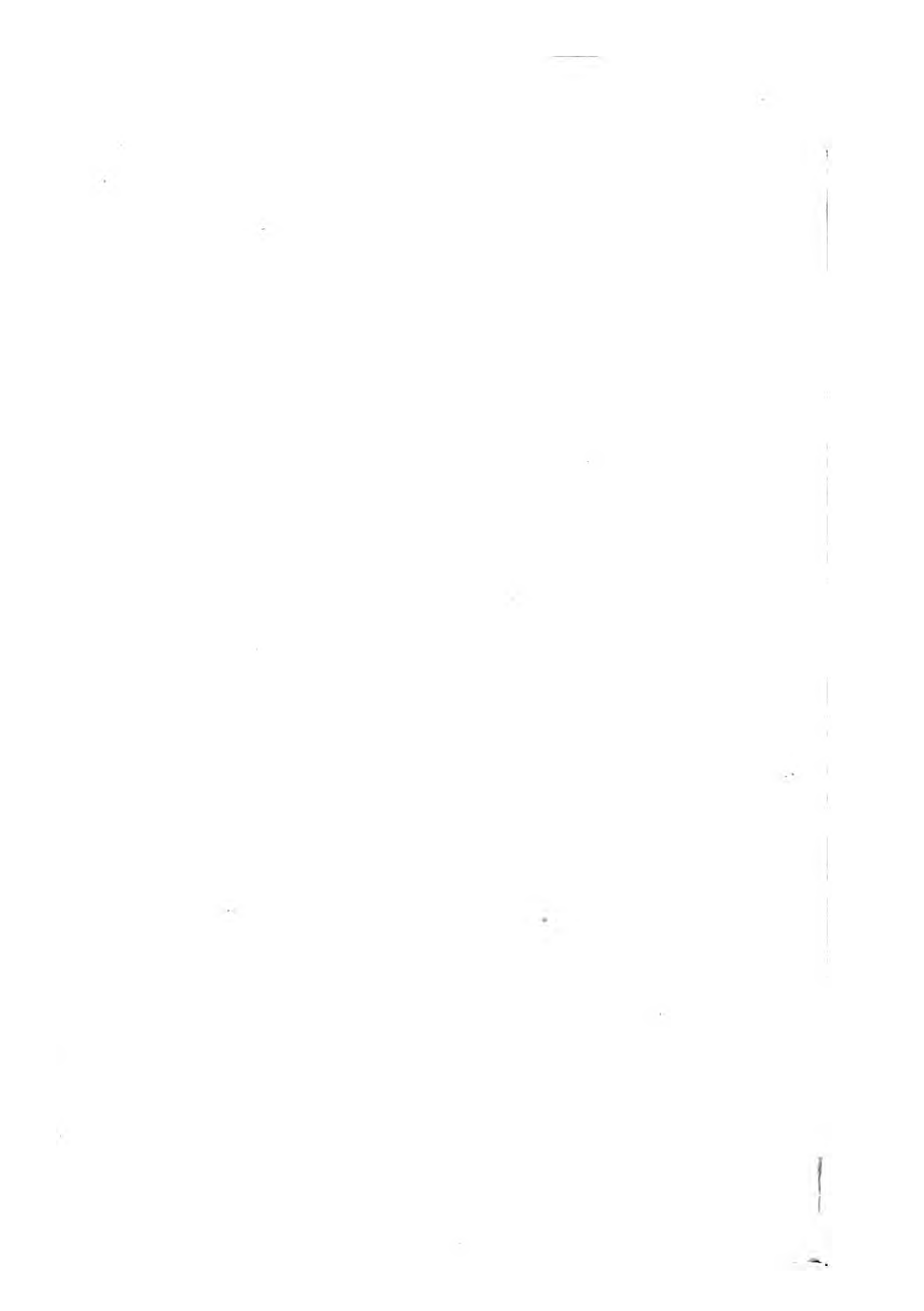
041 371.0172000

14 NOV 2000

*If this book is found please return it to the above
address—postage will be refunded.*







L'AME FRANÇAISE ET LA GUERRE



L'UNION SACRÉE

OEUVRES DE MAURICE BARRÈS

Collection à 3 fr. 50 c.

LE CULTE DU MOI

- * SOUS L'OEIL DES BARBARES 1 vol.
- ** UN HOMME LIBRE —
- *** LE JARDIN DE BÉRÉNICE —

LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE

- * LES DÉRACINÉS 1 vol.
- ** L'APPEL AU SOLDAT —
- *** LEURS FIGURES —

LES BASTIONS DE L'EST

- * AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE 1 vol.
- ** COLETTE BAUDOCHÉ, histoire d'une jeune fille de Metz. —

- L'ENNEMI DES LOIS. 1 vol.
- DU SANG, DE LA VOLUPTÉ ET DE LA MORT —
- AMORI ET DOLORI SACRUM (*La Mort de Venise*). —
- LES AMITIÉS FRANÇAISES. —
- SCÈNES ET DOCTRINES DU NATIONALISME —
- LE VOYAGE DE SPARTE. —
- GRECO OU LE SECRET DE TOULOUSE —
- LA COLLINE INSPIRÉE —
- HUIT JOURS CHEZ M. RENAN —
- LA GRANDE PITIÉ DES ÉGLISES DE FRANCE —

- ADIEU A MORÉAS. Une brochure Prix 1 fr.
- UN DISCOURS A METZ (15 août 1911). Une brochure Prix 1 fr.
- DANS LE CLOAQUE. Prix 2 fr.

MAURICE BARRÈS

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES PATRIOTES

L'AME FRANÇAISE ET LA GUERRE



L'UNION SACRÉE

PARIS

ÉMILE-PAUL FRÈRES, ÉDITEURS

100, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, 100

PLACE BEAUVAU

—
1915

Justification du tirage

N° 9,538

MODERN LANGUAGES
FACULTY LIBRARY
OXFORD.

Je redonne ici mes articles quotidiens de l'Écho de Paris pendant les premiers mois de la guerre. Ces pages offriront un intérêt au lecteur dans la mesure où elles conservent l'émotion, la couleur morale de ces journées tragiques. Elles n'apprendront rien des événements à personne. Nous savions si peu de choses, et ce peu même, nous n'étions pas autorisés à le dire! J'ai laissé les fausses nouvelles. Nos erreurs de fait, nos espérances trop hâtives ne sont-elles pas quelque chose de l'atmosphère que nous respirions?

Je me suis borné à introduire, d'espace en espace, dans la suite de ces articles, l'indication

des étapes. On peut distinguer dans la période qu'embrasse ce premier recueil et qui va de la déclaration de guerre jusqu'au 1^{er} novembre, quatre phases. Et en tête de chacune, j'ai cru bon de résumer rapidement les opérations militaires dont mes articles faisaient au jour le jour le commentaire. Ce résumé, je l'ai établi sur des documents que j'ai tout lieu de croire très sûrs.

M. B.

L'UNION SACRÉE

A LA VEILLE DE LA GUERRE

I

LA LIGUE DES PATRIOTES CHOISIT UN SUCCESSEUR A DÉROULÈDE

Paul Déroulède était mort depuis six mois. Le 12 juillet 1914, la Ligue des Patriotes se réunit pour lui donner un successeur. Sur la proposition de ses lieutenants, elle me fit l'honneur de m'élire par une acclamation unanime. Je remerciai en ces termes.

Patriotes,

J'accepte cet honneur et cette tâche. J'accepte, pour obéir à la volonté suprême de Paul Déroulède; pour me conformer au désir unanime de ses lieutenants fidèles, dont Galli et Marcel Habert viennent de se faire les interprètes; pour répondre à votre acclamation. A vous tous, patriotes, merci.

Il n'appartiendrait à personne, à cette heure, de remplir le vide laissé par la mort de notre chef. Quelle place Paul Déroulède tenait dans le cœur de la France, on l'a mesuré au jour des obsèques nationales que, spontanément, Paris lui a décernées ! Mais nous continuerons, tous ensemble, sa tâche qui était de travailler continuellement à l'union de tous les Français autour de la revendication des provinces perdues.

La première démarche du président de la Ligue des Patriotes sera pour saluer, dimanche prochain, la statue de Jeanne d'Arc la Lorraine, sur l'emplacement même où la Sainte de la Patrie a versé son sang et pour porter les fleurs du souvenir et de l'espérance à la statue de Strasbourg. Vivent l'Alsace et la Lorraine, quand même !

Notre première déclaration, c'est de reprendre, ce soir, la grande parole initiale sur laquelle fut bâtie toute la Ligue : « Républicains, Bonapartistes, Légitimistes, Orléanistes, ce ne sont là, chez nous, que des prénoms. C'est Patriote le nom de famille. »

La Ligue des Patriotes se tient en dehors des partis. Elle ne se mêlera pas aux luttes quotidiennes, électorales et parlementaires ; elle ne veut connaître que les graves intérêts

nationaux. Il sera de notre rôle de les éclairer et de les servir, dans une suite de campagnes bien préparées.

Hier, j'avais le sentiment d'agir en président de la Ligue des Patriotes quand j'allais étudier en Orient notre situation économique et morale, et encore quand je défendais les petites églises de France.

Dès aujourd'hui, une grande tâche nous est imposée que la Ligue et chaque ligueur doivent accepter avec passion. Pour ceux qui sont tant soit peu au courant des dessous de la politique du jour, il est trop visible qu'il y a une conspiration active pour rompre la Triple-Entente et lui substituer une alliance avec l'Allemagne, c'est-à-dire la vassalité de la France, agenouillée devant l'empereur Guillaume. Eh bien ! le devoir actuel et éternel de la Ligue est de s'opposer à cette déchéance morale et matérielle de notre patrie. Ainsi, jamais plus qu'à cette heure n'aura été utile l'existence de notre Ligue, destinée à servir de ferment patriotique et à maintenir en France, avec les souvenirs de 1870, la fidélité à Metz et à Strasbourg.

Que tous les bons Français viennent grossir nos rangs.

II

APPEL AUX PATRIOTES POUR LE RETOUR
DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

29 Juillet 1914.

Comme président de la Ligue des Patriotes, j'ai été sollicité d'organiser un meeting. Attendez. Je ne crois pas le moment venu. Il ne faut pas qu'un seul mot soit prononcé qui puisse être exploité contre le pays en dehors de ceux qui ont la responsabilité de parler au nom de la Patrie. Et la force morale de notre nation ne peut pas mieux éclater que dans cette manière silencieuse que tous les partis ont à cette minute de se ramasser fraternellement les uns auprès des autres.

Mais, demain matin, le chef du Gouvernement rentre dans Paris. Il revient ayant affirmé que le bloc Londres-Pétersbourg-Paris ne se laissera pas dissocier. Les patriotes — et je ne veux pas dire les ligueurs seulement, mais des milliers de Français ardemment dévoués à la Patrie — seront à la gare du

Nord et sur le parcours pour acclamer non pas un homme, non pas une conception de parti, mais celui qui vient de représenter la France à l'étranger, de resserrer l'alliance russe et de proclamer la Triple-Entente.

A cette minute on ne doit plus connaître de partis, mais seulement la France. Nos divisions politiques et sociales passent à l'arrière-plan. Nous ne sommes plus qu'une grande armée, grave et résolue, dont tous les hommes se massent coude à coude. Député de Paris et président de la Ligue des Patriotes, je serai demain parmi les milliers de Français qui salueront sur son parcours le chef de l'État et qui, par là, voudront signifier qu'ils affirment la Triple-Entente et qu'ils se groupent avec résolution autour du drapeau tricolore.

III

LA MORT DE JAURÈS

Dans la soirée du 31 juillet, la veille de la mobilisation générale (qui fut affichée dans Paris le 1^{er} août) et dans le moment où il fallait de toute nécessité l'union de tous les

Français, Jean Jaurès fut tué à coups de revolver. Il expirait, une demi-heure après le drame, à dix heures du soir.

L'Allemagne comptait sur une révolution déchaînée par les idées antimilitaristes et qui empêcherait la mobilisation. Cette circonstance tragique pouvait servir ses espérances et ses calculs. Le parti socialiste et la Fédération de la Seine recommandèrent immédiatement à tous leurs adhérents de « conserver dans ces tristes circonstances le calme et la grandeur qui conviennent aux grandes douleurs. » En même temps, j'adressai à mademoiselle Jaurès la lettre suivante :

Mademoiselle,

Je vous prie de recevoir l'expression de la part profonde que je prends à votre malheur. J'aimais votre père, alors même que nos idées nous opposaient l'un à l'autre et que je devais résister à la sympathie qui m'entraînait vers lui. L'assassinat sous lequel il succombe, quand l'union de tous les Français est faite, soulève un deuil national.

Daignez agréer, Mademoiselle, et transmettre aux vôtres, mes respectueux sentiments.

Maurice BARRÈS.

Devant la tombe ouverte, comme devant la frontière violée, disait l'Écho de Paris, il n'est plus question de politique qui divise. Le président de la Ligue des Patriotes le dit, la Fédération socialiste le répète et rien de plus réconfortant qu'un semblable accord. L'union est déjà faite de tous les Français.

PREMIÈRE PHASE

LES ÉCHECS FRANÇAIS D'AOUT

(Du 2 au 26 Août)

Le premier mois de la campagne commença pour la France par des succès et finit par des échecs.

L'Allemagne ayant proclamé « l'état de danger de guerre », immédiatement, le 31 juillet à 9 heures du soir, les transports pour la mise en place de la couverture commencent chez nous. Le 1^{er} août au soir, les affiches de mobilisation sont posées dans Paris. Le 2, sans déclaration de guerre, les troupes allemandes entrent sur notre territoire près de Longwy et près de Cirey-sur-Vezouze, et l'officier qui

commande une de ces patrouilles, rencontrant un soldat français, lui brûle la cervelle.

Le 3 août, à 6 h. 45 m. du soir, l'Allemagne nous déclare la guerre.

Le 4 août, le Secrétaire d'Etat allemand aux Affaires étrangères, von Jagow, répond à l'Ambassadeur d'Angleterre que la sécurité de l'Empire rend absolument nécessaire la marche des troupes impériales à travers la Belgique. Ce même jour, dans l'après-midi, à l'unanimité, le Parlement français se serre autour du Gouvernement, dont il approuve les déclarations. A minuit, l'Angleterre déclare la guerre à l'Allemagne.

Mais la crise d'antimilitarisme dont la France a souffert de 1898 à 1905 a ruiné notre service de renseignements. Nous voilà surpris par le plan allemand qui consiste à jeter sur nous, par la Belgique, quand nous nous attendions à être attaqués sur Verdun, Toul, Epinal, Belfort, des masses doubles de celles que nous avions présumées. Leur armée se compose normalement de 25 corps d'armée. On croyait qu'ils en porteraient 21 contre nous, mais à ces corps d'armée actifs, ils joignent leurs corps d'armée de réserve et encore d'autres formations cachées, près d'une soixantaine de corps. Devant cette nouvelle terrifiante, Joffre ne se

trouble pas. Il modifie notre concentration qui se faisait en Lorraine et porte au Nord notre effort principal.

Cependant, les Anglais tardent, et leur absence empêche de commencer les opérations. En les attendant et pour retenir une notable partie des forces allemandes loin de ces batailles imminentes du Nord, le généralissime ordonne des opérations en Alsace et en Lorraine.

En Alsace, nos troupes, menées par le général Bonneau, enlèvent Mulhouse, mais le perdent et sont rejetées sur Belfort. Elles recommencent le 14 août, sous le commandement du général Pau, qui rentre dans Mulhouse le 19 après un brillant combat à Dornach. Le 20, nous tenons par la plaine et par les Vosges les accès de Colmar. L'ennemi avait subi des pertes énormes.

En Lorraine, notre offensive commence brillamment le 14 août; le 19, nous atteignons la région de Sarrebourg et celle des étangs, nous tenons Dieuze, Morhange, Delme et Château-Salins. Le 20, notre succès est arrêté par la puissance de l'artillerie ennemie, opérant sur un terrain prodigieusement organisé et repéré, et par la défaillance de certaines unités. Malgré la magnifique tenue du vingtième

corps, commandé par le général Foch, nous sommes ramenés sur le Grand Couronné de Nancy et sur la Mortagne.

A cette date, au 20 août, la concentration des Anglais étant terminée, le généralissime prenait l'offensive à notre centre, commandé par le général Lanrezac, et à notre gauche constituée par des Français, par les Anglais et par les Belges qui déjà, depuis trois semaines, étaient engagés à Liège, à Namur et à Louvain.

C'est la bataille de Charleroi embrassant les journées des 21, 22, 23 et 24 août.

Les Allemands cherchaient à passer entre Givet et Bruxelles et à prolonger leur mouvement plus à l'ouest. Nous avions à fixer et à mettre hors de cause le centre ennemi et ensuite à nous rabattre avec toutes nos forces disponibles sur le flanc gauche du groupe allemand du Nord.

Le 21 août, notre offensive au centre, dans le Luxembourg belge, commença avec dix corps d'armée, commandés par les généraux Ruffey et de Langle de Cary. Il y eut des défaillances individuelles et collectives, des imprudences commises sous le feu de l'ennemi, des divisions mal engagées, des déploiements téméraires et des reculs précipités, une usure prématurée des hommes, enfin une insuffisance tactique

dans l'emploi de l'infanterie et de l'artillerie. Dès le 22 août, en face d'un ennemi qui utilisait habilement tous ses avantages et surtout la supériorité de ses cadres subalternes, notre échec apparut comme sérieux.

Pourtant la manœuvre pouvait réussir encore, si notre gauche et l'armée anglaise obtenaient un résultat décisif entre Sambre et Meuse. Il n'en fut rien. Le 22 août, au prix de pertes formidables, les Allemands réussissaient à passer la Sambre, et, le 24, notre armée de gauche (armée de Lanrezac), se croyant menacée à droite, se repliait sur Beaumont-Givet, tandis que l'armée anglaise cédait devant une attaque allemande sur la ligne Maubeuge-Valenciennes.

Les 25 et 26, sa retraite se précipita. Après Landrecies et Le Cateau, elle se retira vers le sud à marches forcées. Les Allemands passèrent la Meuse.

Ce brusque retrait des Anglais obligeait le généralissime à prendre un parti : ou défendre notre frontière dans des conditions extrêmement périlleuses, ou exécuter une retraite stratégique qui, en livrant à l'ennemi une partie du sol national, nous permettrait de reprendre l'offensive à notre heure.

C'est à ce second parti que Joffre s'arrêta. La retraite commença vers le sud.

I

LE JOUR SACRÉ

5 Août 1914.

Hier après midi, à 3 heures... Le gouvernement va expliquer aux Chambres l'agression sauvage de l'Allemagne et les moyens d'y faire face...

Dans un silence complet, seulement troublé par les chut! chut! où par intervalles, d'instinct, l'Assemblée s'impose à elle-même sa discipline, les députés, sans une hâte, avec la plus naturelle solennité, commandée par le fond des âmes, viennent s'asseoir de gradin en gradin à leurs places.

Le président se lève, prononce d'abord à voix très basse quelques mots, des mots pour débrouiller d'indifférentes formalités, puis d'une voix haute :

— Dans les graves circonstances...

C'est l'éloge funèbre de Jaurès qui commence. Tous debout. On salue le mort, on salue l'idée même de la mort qui va planer sur cette séance sans affaiblir nul cœur.

Et dans cette grande page oratoire de Deschanel se déroulent les mots de notre liturgie nationale officielle depuis un siècle :

« la Justice sociale, la Fraternité humaine, la Conscience humaine ». Puis voici l'appel : « Du cercueil de cet homme sort une pensée d'union ; de ses lèvres glacées, un cri d'espérance. » (Salve d'applaudissements.) Le terrain est déblayé. Tout est prêt, tout éclate. Nous savions qu'il n'y aurait pas, aujourd'hui, une seule divergence entre nous ; mais elle dépasse nos espérances, cette prodigieuse union de nos esprits et de nos cœurs.

Maintenant, un intervalle de silence et d'immobilité. Le président du conseil, « retenu par d'autres devoirs dans de telles circonstances », n'est pas arrivé. On l'attend quelques minutes. Il entre. On acclame la France. Hier, ce Viviani, il était un partisan, un homme combattu ; aujourd'hui, nous ne voulons plus rien savoir, sinon qu'il est le gouvernement de la France, derrière lequel on se range.

Il nous lit d'abord l'émouvant message du Président de la République. Puis il expose au pays et à l'univers les causes de la guerre, les raisons de la France. Historique utile, indispensable, que vous lirez par ailleurs. Ce qu'il faudrait que je vous fisse sentir, et comment ? c'est l'accord de tous les partis, le rythme qui nous réunissait, notre bon vouloir

enthousiaste et contenu, notre émotion grave, profonde, allègre, de gens qui ont pris leur décision dans une vue claire du salut public. Avec une spontanéité admirable, toute faite d'intelligence et d'enthousiasme, cette Assemblée saisissait, soulignait, parachevait chaque intention des discours. Elle se leva d'un bond pour le salut à la Russie, pour le salut à l'Angleterre, pour le salut à l'Italie, pour le salut à la Serbie, pour le salut, le plus long de tous, le plus chargé d'amour, à nos frères d'Alsace-Lorraine. Ah ! jeune et charmant Samain, mon ami, si fier, ardent, joyeux, que les Prussiens viennent d'assassiner, pour déshonorer leurs armes, dès le début de cette guerre, cette longue salve saluait votre martyr, annonçait la statue réparatrice que nous vous élèverons dans Metz reconquise.

Mais comment raconter cette séance ? J'en puis dire les faits. L'émotion patriotique dont nous étions, tous, bouleversés, je ne saurais la saisir, la mettre sur ce papier. Le cœur en feu, le front tout raisonnable, nous avons été remplis d'une espérance que l'événement ne démentira pas, car à la minute où la France unanimement trouve un calme inconnu dans ses fièvres salvatrices, l'empereur allemand semble pris de démence.

La longue série des lois utiles à la défense nationale ayant été votée rapidement, sans débat, à l'unanimité, on s'en alla dans les couloirs attendre le vote du Sénat.

Tous disaient : « Quelle séance ! Elle dépasse les meilleurs rêves. Pas une fausse note ! Voilà où il faut juger ce pays. Tout le reste est simple écorchure sur la peau, un mal bien superficiel. Nous venons de vivre des heures inoubliables. Promettons-nous de ne plus jamais en perdre la leçon. »

Et moi, je répétais avec joie : « Le plus beau discours de la journée n'a pas été de Poincaré, de Deschanel, de Viviani, ces maîtres de la tribune. Que n'avez-vous entendu, ce matin, aux obsèques de Jaurès, boulevard Henri-Martin, la harangue de Jouhaux, de la Confédération générale du travail ? »

Ah ! viennent-ils jusqu'à vous, Déroulède, au fond de votre tombe, les applaudissements de nos frères les socialistes acclamant l'heure des réparations dues au droit ?

— On ne voit jamais ce qu'on désire trop, disait parfois, à ses moments de mélancolie, Déroulède. Quand je serai mort il y aura la guerre.

Je n'ai jamais souhaité (ce que pouvait

faire un soldat comme Déroulède) les terribles leçons de la bataille, mais j'ai appelé de tous mes vœux l'union des Français autour des grandes idées de notre race. Eh ! bien, avant même qu'elle ait jeté sur notre nation sa pluie de sang, la guerre, rien que par ses approches, nous fait déjà sentir ses forces régénératrices. C'est une résurrection.

Tournons-nous vers les hommes à qui nous la devons. Je songe à ces officiers de l'Est que je connais, que j'ai toujours aimés. Mais tout de même, moi ou les autres, nous ne les avons pas toujours compris dans leur vie grise et monotone. Pour ces minutes d'août 1914, ils ont sacrifié trente années, quarante années, l'activité de toute leur vie. La minute d'aujourd'hui, où, entourés de leurs hommes confiants, ils couvrent les frontières en face des barbares, c'est leur récompense.

Mais rentrons en séance...

Viviani revient du Sénat. Il annonce que, d'accord avec la Chambre, la Haute Assemblée lui a donné les approbations, les lois et l'argent nécessaires à la lutte. Et sans papier, cette fois, se livrant à sa pensée, dans un admirable mouvement, il salue le pays, l'union absolue des Français.

Allons ! la machine morale fonctionne sans

une panne ; il en ira de même de la machine matérielle.

Belle et bonne journée, de tous points parfaite, sommet de la perfection parlementaire ! Nous ne ferions rien de mieux. Nous n'avons plus qu'à nous séparer jusqu'au jour où nous nous réunirons autour de la France victorieuse. Viviani lit la phrase qui nous ajourne. J'aurais préféré un décret de clôture. Mais, soit ! j'ai tort ; j'accepte de dire avec le gouvernement qu'à une Chambre pareille on ne doit pas marchander la confiance.

Quelles que soient les heures difficiles qu'il peut nous être donné de rencontrer, qu'il nous arrivera certainement de traverser, au cours d'une guerre dont il faut bien savoir qu'elle sera terrible, les représentants du peuple se souviendront toujours de la nécessité de maintenir l'union nationale qu'ils viennent de sceller. Ce jour, je ne l'appellerai pas un jour historique, — tous le sont dans cette période où un monde nouveau commence, — mais je le nommerai avec M. Viviani, avec Viviani, notre adversaire d'hier, aujourd'hui notre chef à tous et notre ami, un jour sacré.

II

LE CADEAU DE RETOUR QUE METZ
OFFRE A LA FRANCE

6 Août 1914.

La Lorraine et l'Alsace, à cette heure, sont enveloppées des plus effroyables ténèbres. Elles sont bâillonnées et ensanglantées, traitées comme deux pays conquis une nouvelle fois. Voilà tout ce que l'on sait. On entend la fusillade dont les Allemands poursuivent les meilleurs de là-bas ; mais, jusqu'à cette heure, on ignore les noms de ces héros sans armes assassinés. Je salue le maire de Saales, qu'ils viennent de passer par les armes ; je ne suis même pas, à cette heure, en mesure d'écrire son nom, et j'ignore dans quelles conditions exactes vient d'être égorgé notre glorieux frère, le martyr de Metz, Alexis Samain,

J'ignore, et pourtant je vous parle de lui. Hier, je lui promettais, au nom des patriotes, un monument dans Metz reconquise. Aujourd'hui, *Le Temps* veut lui donner une rue de Paris. Maintenons pieusement sur lui notre regard. Il tombe comme un soldat de la civi-

lisation éternelle, devant les brutes incorrigibles que l'univers va pourtant corriger.

Alexis Samain appartenait à une excellente famille bourgeoise ; son père était Messin, sa mère de Puttelage. Il avait fait ses études à Metz et puis à Nancy. Nous étions deux labadens. Mais lui, tout jeune. C'était un garçon de 29 à 30 ans, de taille moyenne, très énergique, nullement démonstratif d'ailleurs, une nature ardente et fermée, un vrai Lorrain. Il agissait d'une manière extraordinaire sur les jeunes gens de la Société qu'il présidait, *La Lorraine Sportive*. Sous son influence exemplaire, on méprisait, comme elle mérite de l'être, l'infériorité de la brute allemande.

Celle-ci vient de se venger. Bien souvent, les uns et les autres, nous avions conseillé à Samain de quitter Metz (où il dirigeait un important commerce de cigares). Il s'y refusait par dévouement à ses jeunes gens et pour demeurer auprès de sa vieille mère malade, qui vient dernièrement de mourir. Avec quelle joie, les Prussiens se sont jetés sur ce noble jeune homme, je le comprends ! car je sais jusqu'à quel point ils sont privés d'esprit chevaleresque, Mais quel prétexte peuvent-ils bien avoir trouvé ?

Nous interrogeons vainement l'horizon de Lorraine. Tout se tait.

Pourtant deux patriotes messins ont réussi, cette semaine, à franchir la frontière, deux amis de Samain : Jean, le courageux président du *Souvenir Français*, celui qui veillait au culte exaltant des morts en Lorraine, et le chanoine Collin, le directeur du journal *Le Lorrain*, celui qui, jusqu'au bout, a propagé et magnifié les thèses françaises,

Honneur à ces deux hommes-drapeaux !

J'ai causé longuement aujourd'hui avec l'un d'eux. Je l'ai avidement interrogé sur chacun des nobles mainteneurs de la cause française aux pays captifs. Un tel a-t-il pu se sauver ? tel autre est-il dans une forteresse ? ou bien quand ils tireront très haut, par dessus nos régiments qu'ils aiment avec frénésie, recevront-ils en plein cœur nos balles fratricides ?

Je n'ose pas imprimer les noms, chers à tous les patriotes, de ceux sur qui je me renseignais, car je crains trop que pour le plus grand nombre, ils n'aient été saisis avant d'avoir pu passer en France.

La première opération des Allemands, dès le lundi 24 juillet, a été d'envoyer des piquets d'infanterie sur la frontière pour faire le cor-

don. Dans quel but ? Contre les Français ? Non pas. Ils voulaient empêcher les jeunes Lorrains et Alsaciens de se jeter au milieu de nous, de nous réclamer des fusils et de fortifier nos bataillons. Et en effet, dès ce premier moment, de nombreux jeunes gens du pays, réservistes, sous-officiers, ont reçu leurs feuilles de route et ont été dirigés vers la frontière russe (tandis que les Allemands du même âge n'étaient pas encore appelés). N'empêche que, dans la nuit du lundi 24 au 25, le câble électrique (ou téléphonique, je ne sais) qui relie tous les forts de Metz fut coupé. Par qui ?

Les Prussiens ont imaginé une grande manifestation théâtrale de brutalité, afin de jeter la terreur dans tout le pays. Le mardi 25 et le mercredi 26, durant deux jours et une nuit, ils aiguisèrent bruyamment leurs sabres et leurs baïonnettes. Ils exigeaient que toute la ville les vît et les entendît. Plusieurs groupes de soldats furent même envoyés, aux quatre coins de Metz, poursuivre la même opération chez des maréchaux. Que dites-vous de cette fête de l'aiguisage ou de l'affutage des outils de la guerre ! Sommes-nous assez style Attila !

C'était insuffisant. Cette manière n'était

pas suffisamment *kolossale*. Il fallait au milieu de cette orgie le sang d'un homme désarmé.

— Mais, disais-je à mon interlocuteur, comment ont-ils trouvé le moyen légal d'assassiner Samain ?

— J'imagine, m'a-t-il dit, qu'il y a eu une superposition savamment organisée des deux codes, civil et militaire. La justice civile avait constitué un dossier lentement, en temps de paix ; elle l'a transmis, dès l'état de guerre proclamé, aux juges militaires. Ceux-ci, en feuilletant ce dossier, ont vu des faits dits de haute trahison. Samain était sous-officier. On entrait en temps de guerre. Ah ! ah ! ont-ils dit joyeusement, nous le tenons. C'était la mort immédiate.

Je ne conteste pas l'esprit de méthode des Allemands. Mais je dis que leurs fameuses méthodes, trop vantées, continuellement, dans tous les ordres, sont infécondes. Ils viennent d'appliquer sans broncher le système, auquel ils proclament s'être arrêtés, de briser les os de chacun des Français qu'ils rencontreront. Mais je prie que l'on me dise où est, à leur point de vue, l'utilité de cette méthode, et s'ils croient avoir trouvé le sûr moyen de se faire aider contre la France par les gens de Metz !

Le patriote messin avec qui je causais ce matin d'Alexis Samain, m'a dit comme conclusion, les yeux pleins de larmes d'amitié pour le jeune héros :

— Si nous redevenons Français, tout cela n'est rien.

Français, ils l'ont toujours été. Leur pays va redevenir la terre de France, la plus belle terre de France, arrosée par un tel sang irréprochable. Et, comme cadeau de retour, après cette longue absence, voici qu'ils nous apportent la figure exemplaire d'Alexis Samain, pour qu'il devienne un des patrons de la jeunesse française.

III

A CEUX QUI « SE RONGENT D'ATTENDRE »

7 Août 1914.

Ma table est couverte de lettres qui se plaignent. Et ces mêmes plaintes, généreuses, je les entends à chaque pas dans la rue, où des passants m'arrêtent :

— Nous voulons aller à la guerre, partir immédiatement. Aidez-nous, faites que nous allions tout de suite sous les balles.

Je comprends parfaitement l'espèce d'irritation de ces patriotes. Ils envient ceux qui, dès la première heure, grâce à leur âge, ont le privilège de s'exposer et de servir la France. Mais il ne s'agit pas de penser à soi ni à personne ; il s'agit d'obéir aux chefs.

Or, les chefs, voici ce qu'ils disent et que je répète depuis cinq jours aux jeunes et aux vieux :

— Le tour de chacun viendra. La guerre n'est pas finie ! Chacun aura l'honneur de prendre, selon ses humbles forces, le poids du danger et des fatigues. En ce moment, l'intendance, l'organisation doivent donner tout leur effort à pourvoir les combattants de première et de seconde ligne...

— J'y veux aller, en première ligne, me dit, en m'interrompant, quelque patriote ardent qui me lit.

— Sans doute, mon cher camarade, mais il vaut mieux y placer des combattants entraînés. Les gens de moins de vingt ans et les gens de plus de quarante-sept ans, si grand cœur et si bonne volonté qu'ils aient, ne doivent venir qu'après les autres. Nous voulons nous engager, déployer toute l'énergie et tout l'amour pour la patrie dont nous sommes capables, c'est très bien, mais il faudra que

l'intendance nous nourrisse, nous habille, nous arme, nous transporte. Et, pour l'heure, habillements, nourriture, transports sont mieux employés en faveur des hommes qui ont exactement l'âge de l'excellence physique.

Que personne d'ailleurs ne se dépite! Que ces raisons du haut commandement, dont je me fais l'interprète, ne découragent aucun de nous, mais au contraire qu'elles réchauffent encore notre confiance. Tous les âges de la nation brûlent d'affronter l'ennemi, et ceux qui ont les responsabilités froidement disciplinent cet enthousiasme. Ah! citoyens, réjouissons-nous. Souhaitons qu'il ne cesse pas de grossir, le cortège qui assaille les bureaux de recrutement pour obtenir l'honneur de porter les armes, et souhaitons que les chefs continuent, comme ils font, à ne connaître avec sang-froid que l'intérêt général. Une matière enthousiaste passant par des mains qui savent l'ordonner, voilà notre France à cette heure, plus belle, ma foi, que nous n'osions la rêver, nous-mêmes qui, toujours, avons proclamé que le génie français est de vieille formation militaire.

Commençons par obéir aux chefs que nous brûlons de rejoindre. Ainsi, que mes amis et camarades m'excusent. Je ne puis réclamer

pour leur noble impatience aucun traitement de faveur. Soumettons-nous aux règles de l'organisation militaire. Attendez encore quinze jours, jeunes gens de moins de vingt ans, hommes de plus de quarante-sept ans. Votre tour viendra. Il n'y aura que trop de trous à boucher dans la muraille vivante de la France.

A cette heure, que tous le sachent, aucun engagement pour la durée de la guerre n'a encore été accepté. Nul n'a pu obtenir de tour de faveur.

IV

LES ALSACIENS ET LES LORRAINS PROCLAMÉS FRANÇAIS S'ILS SERVENT LA FRANCE

8 Août 1914.

Monsieur le Ministre,

Voici une lettre que je me permets de vous adresser et que je vous prie, bien entendu, de ne pas lire. Vous avez d'autres soucis. Mais il faudrait que votre cabinet suivît mon raisonnement et donnât satisfaction aux Alsaciens et Lorrains dont je suis le porte-parole.

Dans l'inoubliable séance du 4 août, nous avons voté sans discussion, à l'unanimité, d'une manière parfaite, mais enfin un peu rapidement, une loi qui devrait tirer d'affaire nos frères annexés et qui, malheureusement, joue mal.

Je vous en rappelle le texte :

« Les Alsaciens-Lorrains qui contractent pendant le cours de la guerre un engagement volontaire au titre d'un des régiments étrangers recouvrent, sur leur demande, et après la signature de leur acte d'engagement, la nationalité française. »

» Ils peuvent, en conséquence, être incorporés, après l'accomplissement de cette formalité, dans un corps quelconque de l'armée, s'ils remplissent les conditions exigées pour l'arme dont ce corps fait partie. »

La première démarche consiste donc à contracter, 171, rue Saint-Dominique, un engagement de cinq ans pour la légion étrangère. A cet effet, il est indispensable de se soumettre à l'examen médical. Or, on le sait, pour la légion étrangère, cet examen s'accomplit dans des conditions très rigoureuses et de telle manière que seuls les sujets parfaitement robustes et jeunes sont acceptés. Quatre-vingt-

dix-neuf pour cent des Alsaciens-Lorrains qui, pleins d'enthousiasme, accourent à cette heure se présenter, vont être repoussés comme inaptes au service et ne bénéficieront pas de la faculté que nous voulons leur donner de redevenir Français.

Bref, si l'on n'y prend pas garde, les dispositions de la loi que nous venons de voter ne pourront pas jouer.

L'esprit de la loi, c'est que l'engagement à la légion est une simple formalité pour permettre à l'Alsacien-Lorrain désireux de faire la guerre qu'il redevienne Français. Redevenu Français, il choisit son arme, et le bon sens indique que c'est alors seulement qu'il doit être soumis à un examen médical qui permettra de se rendre compte s'il remplit les « conditions exigées ». Mais la lettre de la loi place l'examen médical tout en tête des opérations; elle élimine tous ceux qui ne sont pas exactement des hercules; elle rend la loi pratiquement inopérante.

Je demande donc au Gouvernement d'intervenir d'urgence; je demande qu'il donne aux bureaux de recrutement des instructions qui fassent de l'engagement à la légion étrangère une simple formalité sans examen médical. Les Alsaciens-Lorrains, ainsi réintégrés dans

leur qualité de Français, trouveront, comme nous tous, un conseil de revision normal à l'entrée des corps où ils demandent à prendre rang.

Il ne faut pas que nos frères souffrent des conditions exceptionnelles dans lesquelles, le 4 août, a été votée la première des mesures libératrices par lesquelles la France va briser leurs fers.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

Maurice BARRÈS.

P. S. — Trois mille cinq cents Alsaciens-Lorrains se sont réunis et demandent à servir en corps de volontaires. De jour en jour ils sont plus nombreux. Une cinquantaine viennent d'arriver à pied des pays annexés qu'ils fuient, pleins d'enthousiasme pour la France.

Ils se désespèrent de ne pas pouvoir immédiatement marcher à l'ennemi. Qu'ils se rassérènent ! C'est affaire de quelques jours. Le Ministre de la Guerre s'occupera d'eux dès le nécessaire fait pour les combattants de première ligne. Là-dessus nous ne pouvons rien : chacun, si impatient qu'il soit, doit s'incliner, accepter la méthode adoptée par les chefs.

Mais de ces nobles et ardents Alsaciens-

Lorrains beaucoup ont faim. Il y a là des femmes et des enfants qu'on ne sait où loger. Quelqu'un de nous a-t-il des chambres, dont il puisse disposer ?

Allez voir, assister et recueillir ces véritables frères à leur permanence, 32, rue de la Clef.

V

FONDATION DU COMITÉ DE SECOURS NATIONAL

9 Août 1914.

Il éclate enfin le jour espéré pendant quarante-quatre années ! Les pantalons rouges sont apparus sur la crête des Vosges et nos soldats reconquièrent l'Alsace éperdue de bonheur...

La France combattante comble toutes les espérances, la France non combattante fera son devoir. Il ne faut pas que la sainte ivresse, dont est illuminée l'âme de nos soldats victorieux, soit troublée par l'image des femmes, des enfants, des vieux parents qu'ils peuvent laisser dans le besoin. Une loi vient au secours

des femmes mariées, des familles légitimes. Mais il y a mille misères que la loi n'a pas prévues. Par exemple, un très grand nombre de femmes restent seules, sans ressources, et n'ont pas droit à un secours parce qu'elles n'ont pas de mari sous les drapeaux. Il faut les sauver. La Patrie ne peut pas laisser des gens mourir de faim dans la minute où pour elle des milliers de vies allègrement se sacrifient. Il s'agit, en tendant la main au monde entier, de réunir assez de millions pour compléter l'effort des pouvoirs publics et pour vaincre en France la misère, comme nos soldats vainquent la barbarie.

Tels étaient, résumés en quelques lignes, les propos qu'échangeaient, jeudi et vendredi, de cinq à sept, à la Sorbonne, dans la « Salle des Actes » de la Faculté des sciences, une trentaine de personnes réunies sur la convocation du président de l'Institut, un Alsacien, M. Appell.

Nous étions là, dans cette haute maison sereine, des personnes bien étrangères les unes aux autres, et pis encore qu'étrangères : des ennemis de la veille, des gens qu'il y a quinze jours il eût été absolument impossible de mettre en présence sans qu'ils se dévorassent. J'étais assis entre M^{lle} Jeanne

Déroulède et mon éminent confrère M. Lavisse. C'est de tout repos. Mais aux côtés de Maurice Pujo et de Bernard de Vésins, délégués par Charles Maurras empêché, et non loin de M^{gr} Odelin, qui représente l'archevêque de Paris, voilà M. Bled, secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine, voilà M. Dubreuilh, secrétaire du parti socialiste, voilà M. Héliès, président du magasin de gros des coopératives, voilà M. Jouhaux, secrétaire de la Confédération Générale du Travail. C'est un miracle, mais le plus beau, c'est qu'il n'y a plus personne pour s'en étonner ! L'union française est scellée jusque dans nos petits-enfants.

J'ai vu dans ma vie bien des assemblées délibérer. Elles étaient toujours divisées en partis. C'est, je crois, la première fois que je vois des gens chercher la vérité en commun. Il y a là, en même temps que des chefs de groupements politiques, les présidents des plus grands corps de l'Administration. On peut penser quelle précision solide apportent dans la discussion des hommes tels que le premier président de la Cour de Cassation, le premier président de la Cour des Comptes, le syndic des Agents de change. Mais ce qui est unique, inoubliable, c'est la profondeur et le sérieux

de l'émotion où baigne tout ce débat. Ces hommes, ainsi réunis, ont conscience que la présence de ceux qui hier étaient leurs adversaires est des plus utiles. Ils se savent d'autant plus de gré qu'ils étaient plus éloignés. Chacun de nous comprend que ce Comité ne peut valoir que s'il est tel que chaque Français y trouve l'homme dans lequel il a le plus confiance. Chacun cherche à prouver sa bonne volonté en offrant ses moyens d'action, et surtout en ne repoussant pas ceux du voisin.

— Je tiens à votre disposition un local, tout agencé, dit M. Hanotaux.

— Et nous, dit l'*Action Française*, nous vous proposons tout un personnel.

Les socialistes approuvent qu'on leur adjoigne dans un des sous-comités un jeune prêtre de l'Archevêché.

— Ah ! des jeunes prêtres, dit M^{gr} Odelin, nous n'en avons plus. Ils sont tous à l'armée.

M. Albert Kahn ne disait rien. Nous comptons beaucoup sur M. Kahn, en dépit de son silence. Je le regarde. Quel étrange personnage ! Son rêve d'hier, c'était de réconcilier l'humanité. Dans ce but, il fait voyager autour du monde le plus de jeunes agrégés qu'il peut. Cela lui coûte quatre-vingt-dix mille francs, chaque année. A leur retour, ces boursiers du

tour du monde, il les réunit, eux et leurs amis, le dimanche, dans une maison entourée de jardins extraordinaires qu'il possède sur le quai de Boulogne, en face de Saint-Cloud. C'est certainement l'endroit de France où l'on a l'occasion de rencontrer le plus grand nombre de jeunes Japonais, et en général de jeunes exotiques studieux. On raconte que M. Kahn vit comme un pauvre et ne jouit que de la musique. C'est un homme doué du génie de la finance, sans l'amour de l'argent, qu'il récolte et n'engrange pas. Une année, il écrivit au recteur de l'Université de Paris qu'il ne serait pas, cette fois, en mesure d'offrir les bourses, puis, sur les entrefaites, il réussit une affaire de charbons et envoya les quatre-vingt-dix mille francs.

Je ne connais pas le secret de M. Kahn. Les gens de génie mathématique, qu'ils soient de l'ordre abstrait comme Henri Poincaré, ou de l'ordre pratique, comme M. Kahn, sont un peu effarants. Celui-ci est une espèce d'illuminé qui s'exprime seulement par un œil agité et par le mouvement de ses petits bras. Dans un moment où l'argent comptant est si rare que quelqu'un me disait : « S'il vous faut de l'argent, voici cinquante francs ; si vous acceptez des chèques, voici un chèque de mille

francs, » M. Kahn sourit et ne doute pas pour chasser la misère de France de trouver des millions.

Au reste, je n'ai pas à devancer le noble Comité national qui va quêter l'univers pour les non combattants de France. Trois nations ont tiré l'épée pour nous assister dans notre lutte en faveur de la civilisation. Quel est le peuple qui refusera son obole aux femmes françaises dans la détresse ? Nous avons offert l'hospitalité au monde. Nous étions la table d'hôte de l'univers joyeux. Mais dans la peine nous ne trouverons pas des ingrats. Que dis-je, dans la peine ? Dans l'honneur ! L'univers se lève pour nous.

Et nous ! Cette réconciliation absolue, tout évidente dans la salle de la Sorbonne, et puis cette arrivée à Mulhouse, quelle résurrection de la France ! En chassant ses divisions et en refoulant son vainqueur, elle s'est deux fois régénérée. La France est rentrée en France.

Nous ne l'avions jamais perdue de vue, mais c'était une figure aérienne qui planait au-dessus de nos têtes, à portée de notre regard, loin de notre embrassement. Elle nous animait, elle nous échappait. Nous en parlions sans en jouir. Entre tous les Français, les

barrières du passé sont rompues, comme ces poteaux-frontières que les Alsaciens, disent les dépêches, viennent de jeter bas.

VI

L'ALSACE ET L'ARMÉE

10 Août 1914.

C'est un paysage matinal, un ciel d'or, d'argent et d'azur. Août 1914 ! Sur les côteaux, le clairon retentit ; au milieu des vignes et des bois, le drapeau tricolore s'avance ; l'Alsace entonne la *Marseillaise*. Les fers de l'Alsace sont rompus. Déroulède, nous sommes à Mulhouse ! Vive la République française !

Sur tous les rochers des Vosges, les enfants de l'Alsace écriront éternellement les noms des héros de la délivrance ; par centaines, les noms des officiers, sous-officiers et soldats heureux qui, des crêtes, sont entrés dans la plaine ; les noms des vivants et des morts. La victoire d'Altkirch rebaptise française l'Alsace. La marche en avant continue. Nous tenons la Revanche. Le mot pendant quarante-trois ans répété, fatigué, quasi-discrè-

dité, que nous étions des fous de maintenir, que nous eussions été mille fois plus fous d'abandonner, il est devenu un fait. Revanche, ce matin, c'est un mot tout neuf, tout rayonnant de vérité, de joie et de gloire. Joffre lance à l'Alsace une proclamation, dont les douze lignes sont le plus beau texte que mes yeux aient jamais lu, relu, encore lu : « Enfants de l'Alsace..., après quarante-quatre ans, des soldats français... Ils sont les premiers ouvriers de la grande œuvre de la Revanche. »

Revanche de l'Alsace, revanche de l'armée. Merci, Alsace et Lorraine, de votre indomptable fidélité. Merci, messieurs les officiers ! Quelle semaine de récompense pour vous ! Durant des années, votre prestige en France avait été éclipsé. Durant des années, les affronts ne vous avaient pas été ménagés. Vous baissiez la tête ; mais pas une minute, à l'état-major et dans la caserne, vous n'avez ralenti la grande œuvre de la préparation à la guerre. La patrie et le monde entier, aujourd'hui, vous saluent avec la plus brûlante reconnaissance. Vous, « les brutes galonnées », vous êtes, au jugement de l'univers, en train de sauver la civilisation. Vos hommes vous suivent avec une filiale confiance. Viennent des instants plus difficiles, nul des combat-

tants et des non-combattants ne se troublera. Il n'est pas un Français qui ne brûle de servir sous vos ordres. Honneur aux officiers de France ! Vive l'armée, dont voici la revanche !

VII

UNE VISITE A LA LÉGION ALSACIENNE

11 Août 1914.

Hier matin, pour répondre à l'invitation que m'adressaient M. Kuentzmann, président du corps des volontaires Alsaciens-Lorrains, et leur instructeur en chef, j'ai mis mon écharpe de député et je suis allé à l'École alsacienne de la rue d'Assas. C'est un des lieux principaux où se réunissent et s'exercent, en attendant qu'ils soient habillés et transportés, les volontaires alsaciens, déjà au nombre de plus de trois mille.

Dans les trois cours et dans le gymnase, seize cents hommes manœuvrent, divisés en trente-six sections, et, faute de place, ils pivotent jusque dans les couloirs. Ils se sont massés dans l'une des cours et je leur ai dit en deux phrases :

— Un Lorrain vient se réjouir avec vous de la bataille d'Altkirch. Mais pour achever

de balayer de chez nous les barbares et pour les jeter dans le Rhin, il faut encore un formidable effort. C'est pourquoi la France vous remercie, vous, les fils de la plus belle des races guerrières, d'accourir sous le drapeau tricolore.

Et, tout d'un coup, tous, ils se sont mis à crier en français et en alsacien que nous nous retrouverions dans Strasbourg et dans Metz.

Parmi ces patriotes, il y en a 150 à 200 qui ne savent pas deux mots de français et qui sont conduits par un brave Alsacien, hier soldat à Mayence dans l'armée allemande, et qui, ces jours-ci, crânement, a brûlé la politesse aux Alboches et s'est venu jeter dans nos rangs. Il m'a expliqué qu'il faisait les commandements en dialecte alsacien et puis aussitôt après en français et qu'au bout de trois jours ses hommes, se débrouillant, étaient déjà en mesure de comprendre les ordres de combat. Je l'ai embrassé. J'aurais voulu leur donner à tous l'accolade.

Ces braves Alsaciens sont déjà réintégrés dans la qualité de Français. Rien de plus aisé. Il leur suffit de contracter un engagement à la légion étrangère *pour la durée de la guerre*. Encore est-ce une simple formalité. A peine cet engagement les a-t-il rétablis Français

qu'ils ont le droit de choisir le corps où ils veulent servir.

Ici, je leur donne la parole. Je transcris la doléance qu'ils m'ont prié de présenter en leur nom au ministre de la Guerre.

— Nous nous connaissons, m'ont-ils dit, nous sommes des pays ; nous voudrions rester ensemble durant la guerre, coude à coude, constituer *une légion alsacienne*.

Je transmets leur vœu si naturel aux autorités militaires. Ah ! s'il y a une légion alsacienne, on peut être sûr qu'elle marchera comme un boulet de canon. Ces gas-là aiment la guerre et ont des comptes personnels à régler avec les Prussiens.

— Qu'est-ce qui se passe en Alsace à cette heure ? leur ai-je demandé.

— Bien des choses ! m'ont-ils dit d'un air sombre. Les Prussiens, au régiment, ont pris et se sont partagé tout l'argent qu'avaient sur eux les soldats alsaciens.

Je vous prie de croire qu'ils ne demandent qu'à taper ferme sur leurs voleurs ! Je les regarde, ces soldats encore vêtus en civil, la mâchoire serrée, les yeux brillants, le torse droit, résolu à vaincre, fils d'une race qui fut toujours irrésistible à l'arme blanche. Comme ils sont impatients de combler les

vides laissés dans le rang français par la bataille d'Altkirch ! Mais notre regard les dépasse. Derrière eux, autour d'eux, c'est toute la nation, les jeunes de dix-sept à vingt ans, les hommes mûrs au-dessus de quarante-sept ans, qui se pressent, non moins avides que cette élite, de partager l'effort, le danger et la gloire des premiers soldats engagés.

Un témoin m'a raconté la difficulté qu'ont, depuis plusieurs jours les officiers de Toul pour maîtriser leurs hommes qui ne veulent plus attendre. Il en va ainsi, tous le disent, sur l'immense ligne de bataille où, de la Flandre à la Suisse, le plus beau sang de France brûle de se montrer. Et, par derrière, c'est toute la nation qui confond sa respiration avec le souffle des frères et des fils aux armées. Un seul cœur pour toute la France et c'est un cœur alsacien-lorrain.

VIII

TOUTE L'ÂME DE PARIS EST SUR LA FRONTIÈRE

13 Août 1914.

Si l'historien se préoccupe de noter la physionomie exacte de ces longues journées où Paris attend, il faudra qu'il peigne ces

vastes avenues, remplies de soleil, à demi désertées, sans âme. Toutes les pensées n'ont plus qu'un objet, la frontière. Au début, il y avait les adieux, les commentaires, une si grande nouveauté. Maintenant, à quoi bon continuer de causer? Nous avons mille fois énuméré nos splendides raisons d'espérer. Silencieux, le cœur angoissé, j'ai écouté l'horizon. Ce grand soleil, cette attente, cet ennui, quelle effroyable simplification de la vie française!

La vérité, c'est que la vie française n'est plus aujourd'hui qu'à l'armée. Elle s'est toute retirée de Paris, elle est seulement dans les camps. Que faisons-nous, mes frères? D'imagination, d'esprit, de cœur, nous sommes tous sur les étangs de Dieuze, sur les Vosges, en Belgique. Et ceux qui attendent qu'on les emploie passent de la honte d'eux-mêmes, honte bien injustifiée, à l'irritation, tout aussi déraisonnable, contre les règlements qui leur font obstacle.

La Ligue des Patriotes, dont les membres, tous résolus à être dignes de Paul Déroulède, sont, en immense majorité, déjà groupés à la frontière, d'où quelques-uns ont pu nous faire parvenir d'admirables billets, continue de recevoir un océan de lettres qui, courrier par

courrier, viennent comme des vagues nous battre d'un refrain toujours le même, plaintes des combattants pas encore engagés au feu et non-combattants désireux d'être embauchés à n'importe quoi. Ils croient que le président de la Ligue peut quelque chose pour eux. Eh! le président de la Ligue attend comme eux tous.

Notre admirable Déroulède, quand il se sentit tout à fait malade, éprouva la plus vive angoisse à l'idée que la guerre, que toute sa vie il avait appelée et attendue de minute en minute, pourrait surgir et se dérouler sans qu'il y prît part. Il pria l'un de ses plus fidèles ligueurs, notre ami Dumonteil, d'apprendre à conduire une automobile : « Je n'entends pas, disait-il, avoir poussé durant ma vie les autres sous le feu pour rester, moi, tranquillement les pieds sur les chenets. Si je ne peux plus donner des coups, je puis toujours en recevoir. Je monterai en voiture avec ma sœur, qui me soignera en route, s'il le faut, puisque je suis un malade, et vous, Dumonteil, vous nous mènerez aux premières lignes recevoir des balles. »

Les deux frères Tharaud, qui viennent de rejoindre leur régiment avec allégresse, ont rapporté fort exactement ces propos et ces

préparatifs de notre chef dans le livre qu'ils lui ont consacré récemment. Je me demande ce qu'aurait pu faire à cette heure l'héroïque Déroulède. Il avait une prodigieuse ténacité, et il était difficile de l'empêcher d'exécuter ce qu'il avait résolu. N'empêche que son automobile n'aurait pas été loin ! A lui aussi, à lui-même, on aurait impitoyablement opposé les consignes. En vain aurait-il invoqué ses titres ou plutôt son utilité. On lui aurait répondu d'une manière ou d'une autre : « Vous avez été d'une excellence reconnue de tous, quand il s'agissait de la préparation morale et politique à la guerre. Mais l'heure de la guerre est venue, l'heure du livret militaire, du règlement, de la consigne. Quel est votre âge, votre grade, votre laissez-passer ? Halte-là ! »

Il faut se soumettre à des règlements qui ne plient devant aucune sollicitation, et qui prouvent du moins que nous sommes organisés. Il faut se soumettre, quand on n'a pas vingt ou trente ans, à marquer le pas, à laisser le danger aux autres, d'abord. C'est dur ! Au point que les meilleurs se surprennent à s'exaspérer contre une méthode qu'ils savent bien pourtant qu'il faut bénir.

La vérité, c'est que ceux qui ont vu,

fût-ce comme enfants, la guerre de 1870, ont peine à se dégager des idées qu'ils prirent alors et qui ont dominé toute leur existence. En 1870, les hommes qui pouvaient rendre service, je dis plus, qui pouvaient se mettre sous les balles, et qui, dans la deuxième partie de la guerre, n'ont pas marché, se sont déshonorés. En conséquence, nous voulons tous marcher. De plus, en 1870, quand on s'engageait, de quelque âge qu'on fût, on allait au feu et quasi immédiatement. Aujourd'hui, les jeunes gens, après avoir fait leurs écoles, iront à l'ennemi; ils n'en veulent pas douter, et l'événement leur donnera raison, mais en ira-t-il de même pour ceux qui ont passé la cinquantaine?

On a beau se dire que les lois et les règlements sont impérieux, qu'il faut s'y soumettre, qu'il faut se féliciter du nombre immense de combattants dont nous disposons, et, plus encore, de la méthode qui préside cette fois à l'armement de la France, la situation est dure pour les trop jeunes, qui piétinent d'impatience, et surtout pour les quinquagénaires, qui ne voient pas bien quel rôle on leur réserve dans quelque Perpignan lointain ou bien garder les voies ferrées...

Je remercie le ministre de la Guerre qui

m'a appelé dans la Commission que préside Barthou. Il s'agit d'étudier, d'apprécier, d'employer, de coordonner des œuvres qui, par milliers, s'offrent pour servir les combattants et les non-combattants, pour aider les soldats et pour repousser la misère. Cette Commission rendra de réels services. Et puis, il y a le *Secours National*, ce groupement dont je vous ai parlé, où tous les partis s'unissent pour quêter dans l'univers et apporter des millions à la France en péril. Enfin, il y a la *Croix-Rouge* du premier arrondissement, à laquelle je dois tout naturellement ma collaboration, afin de secourir les non-combattants dans les galetas où l'on a faim et les combattants dans les ambulances. J'ai là trois œuvres très utiles, sans compter d'autres soins de propagande, et c'est assez pour remplir les journées, même pour remplir l'esprit. Mais tout cela n'arrive pas à accaparer suffisamment l'âme. On se surprend à se croire en faute, c'est ailleurs qu'on voudrait être, là-bas, au champ du devoir.

IX

A UNE JEUNE LORRAINE COMÉDIENNE
ET LIGUEUSE

14 Août 1914.

Je viens de suivre le cercueil d'une jeune comédienne du Théâtre-Français, M^{lle} Malraison, admirée et aimée de tous les ligueurs. Elle venait dans toutes nos fêtes ; elle y disait avec un feu étonnant les poésies de Déroulède. C'était une chose charmante et touchante de voir par les plus mauvais temps, aux plus lointains quartiers, dans nos salles de réunion, souvent des salles de brasserie bien enfumées, arriver cette jeune fille, à la fois brillante et parfaitement simple. Vous pensez quel accueil enthousiaste lui faisaient nos ligueurs et nos ligueuses, quels bravos redoublés, quel ban, quel triple ban ! Et sitôt qu'elle montait sur la scène, sur l'humble estrade, que de rires et de larmes ! Elle s'appelait elle-même, en plaisantant, « l'enfant adoptive de la Ligue ». Elle en était la muse, la jeune déesse aimée et respectée de tous. Songez donc si nos ligueurs, tous épris de théâtre, en vrais Parisiens, étaient fiers de leur comédienne ordi-

naire, de cette enfant qu'ils avaient connue, il y a trois ans, élève du Conservatoire, puis lauréate des deux prix de tragédie et de comédie, pensionnaire ensuite du Théâtre-Français et jouant avec triomphe sur cette scène éclatante le rôle de Dona Sol, son beau rôle dont elle fut si enivrée qu'en mourant elle a demandé d'être ensevelie dans sa robe de mariée du cinquième acte.

Comment cette jeune fille, qui s'en va à vingt-quatre ans, était-elle ainsi devenue une ligueuse et des plus actives ? Je lui dois mon témoignage et l'expression de notre gratitude.

Il y a juste trois ans, au mois d'août 1911, Jean, le président du *Souvenir français*, en Lorraine annexée, m'invita à prendre part au pèlerinage sur les champs de bataille et à prononcer un discours à Metz. C'était audacieux de la part des patriotes messins, mais ils le voulaient, j'acceptai. Le secret fut parfaitement gardé. Le 14, dans la soirée, j'arrivai à Metz en automobile. Le 15 au matin, j'assistai à Notre-Dame à la messe de *Requiem*, dédiée aux soldats alsaciens et lorrains, tombés sous Metz en 1870. A la sortie, je me tins près de la porte, avec « les dames de Metz » et les patriotes messins, parmi lesquels je puis

citer le chanoine Collin et Jean (qui sont aujourd'hui en sûreté parmi nous), et tout en serrant la main des assistants, je leur donnais rendez-vous pour le soir à la salle de la Cigogne. Pas d'affiches, nulle annonce, rien qu'une consigne passée de bouche en bouche et que, dans la journée, j'avais encore l'occasion de répandre parmi les paysans sur les champs de bataille. Au soir, la salle était pleine...

Ah ! cette salle inoubliable, les discours du pasteur protestant et du curé de village qui m'encadraient, et ces figures penchées vers moi avec tant d'amitié ! Nommer quelqu'un, à cette heure, ce serait désigner des victimes aux assassins ; mais bientôt, dans Metz libérée, on dressera, à la suite du nom héroïque de Samain, le livre d'or de la fidélité.

Qu'ai-je dit, ce soir-là, aux Messins ? En termes voilés, je leur ai prédit les temps où nous arrivons aujourd'hui et la magnifique union que la France, à cette heure, réalise.

— Nous vous admirons tous unanimement, leur disais-je. Vous savez qu'en France, sur tous les sujets, nous sommes profondément divisés ; c'est notre vieux défaut national ; c'est une maladie dont nous avons toujours souffert et dont nous nous sommes toujours

guéris. A chaque fois que vous êtes en cause, nos partis ne disputent plus que pour savoir lequel d'entre eux vous aime le mieux.

Quand j'eus fini de parler, je causais avec chacun des auditeurs. Une jeune fille grande, toute jeune, avec une figure douce et fine et des yeux immenses, m'aborda, me dit qu'elle était d'un petit village près de Metz, qu'elle y passait quelques semaines, chaque été, qu'elle habitait le reste du temps Paris où elle suivait les cours du Conservatoire. Elle me présenta à une parente âgée qui l'accompagnait. J'avais invité une vingtaine de personnes, parmi lesquelles Samain, à prolonger avec moi la soirée; je priai ces deux dames de vouloir bien être des nôtres.

Dans cette petite réunion plus intime, M^{lle} Malraison nous fut très utile. Je désirais honorer, féliciter, fêter Samain, mais bien que nous fussions entre personnes sûres, il n'était pas raisonnable de laisser trop de place aux discours où les patriotes messins auraient pu se laisser aller et se compromettre. Aussi, après que j'eus exprimé à Samain notre reconnaissance et que je lui eus donné l'accolade fraternelle, je priai la jeune apprentie comédienne de nous dire tout ce qu'elle savait de Corneille, de Racine, de Lamartine, de Hugo

et de Musset, afin de ramener dans cette Metz captive, dans cette forteresse à demi germanisée, l'atmosphère de la France. Et c'était quelque chose de bien émouvant, ces Lorrains de la « Jeunesse sportive », écoutant avec avidité les plus beaux poèmes de chez nous, les vieilles pensées immortelles de France que leur prodiguait la voix chaude et chantante de cette jeune fille. Nous entendîmes ainsi, bien avant dans la nuit, les grands couplets romanesques et passionnés de Musset et les sonorités profondes de Hugo :

O morts pour mon pays, je suis votre envieux.

Les Allemands bafouent les Français d'avoir des âmes chevaleresques. Les Messins de la « Jeunesse sportive » accueillent avec enthousiasme toute cette littérature d'éternelle chevalerie, qui est la nourriture nécessaire à de jeunes Français et qui les place, dans la hiérarchie des êtres, bien au-dessus de la brutalité germanique.

Voilà comment la jeune pensionnaire de la Comédie-Française, que nous avons enterrée ce matin, est entrée en relations avec la Ligue des Patriotes. Voilà le récit fidèle d'un des premiers services qu'elle a rendus avec la plus ardente et charmante générosité à la grande

cause. Voilà les souvenirs et les images que je réveillais, ce matin, dans mon esprit auprès de son cercueil. Il y a cinq, six jours, j'étais allé la saluer dans la maison de santé où une dépêche amie m'avait averti qu'elle était en danger. J'avais causé avec elle, déjà mourante, de la victoire d'Altkirch et je lui avais dit : « Mademoiselle, il faut vite vous guérir. Mais tout de même, si vous avez besoin de quelques semaines de convalescence, prenez-les sans fièvre. Il y aura des hauts et des bas, dans nos succès. Dites-le autour de vous. Ce n'est pas avant plusieurs mois que nous vous inviterons à dire des vers de Corneille, de Hugo et de Déroulède, en l'honneur du martyr de Samain, dans Metz purifiée. »

Tout à l'heure, en arrivant à l'église Notre-Dame-des-Champs, j'ai rencontré sur le parvis le chanoine Collin : « J'ai tenu à venir », m'a-t-il dit. Ce qui reste des ligueurs de Paris était là, à côté des sociétaires de la Comédie-Française et des camarades de théâtre. C'était quelque chose de plus que l'enterrement d'une jeune comédienne, fêtée, adulée ; c'était le cortège d'une jeune femme à qui nous gardons une respectueuse reconnaissance. Adieu, ma jeune compatriote ; vous avez été, selon vos forces, la servante de Metz et de la patrie.

X

NON COMBATTANTS, RETOURNONS
AU TRAVAIL

15 Août 1914.

D'heure en heure, approchent le grand moment et la bataille gigantesque, telle que le monde n'en a jamais vu. Nous ne serons pas battus; les engagements où nos troupes ont pris contact, avec une supériorité éclatante d'élan à l'arme blanche et d'artillerie, en sont la preuve; mais fussions-nous battus, nous ne serions pas vaincus. Écoutez le pas des masses russes! Durons, et quoi qu'il advienne, l'Alsace et la Lorraine vont nous être rendues.

Une fois de plus, répétons notre acte de confiance et de reconnaissance dans le corps des officiers, dans la masse sublime de nos soldats et de notre nation armée, dans l'esprit d'un peuple qui, demain, va se retrouver tout transformé de cœur, tout prêt à embellir la vie des plus humbles, devenus des héros.

Nous, les non-combattants, nous que notre âge empêche de partir ou du moins d'être

immédiatement convoqués ou acceptés, que pouvons-nous faire pour la patrie et pour les combattants ?

Je vais vous le dire. Il faut que nous reprenions notre labeur ordinaire jusqu'au jour d'aller prendre le fusil.

Nous supplions les commerçants et les industriels de se remettre au travail.

L'arrêt du labeur civil conduit directement à une misère prompte et grave des milliers d'hommes et de femmes privés de leurs salaires.

— Vous voulez de l'argent, en voici ! Vous voulez mon concours, je vous l'offre !

Ainsi parlent des milliers de gens de bonne volonté. Qu'ils me permettent de leur dire le résultat de mes réflexions et de mes expériences, depuis dix jours qu'avec tant d'autres je suis l'effort d'organisation des diverses commissions, l'effort de générosité de mon arrondissement et de la France.

La première générosité et la première organisation, c'est que les industriels et commerçants non mobilisés essayent de continuer, de reprendre le travail avec les éléments qui restent et de payer la main-d'œuvre, puisqu'ils peuvent obtenir les retraits d'argent nécessaires à ces paiements.

Beaucoup d'industriels l'ont ainsi compris. Il faut que ce mouvement s'étende. A cet effet, certaines conditions sont indispensables. Je noterai le rétablissement des transports dans les villes et de villes à villes ; les facilités d'aller et venir à l'aide d'une simple pièce, non renouvelable, établissant l'identité, et enfin une protection policière suffisante pour assurer l'ordre dans les ateliers, les usines et les magasins ouverts.

Nul doute qu'aussitôt la mobilisation terminée, le gouvernement, que nous avons trouvé en toutes choses à la hauteur de sa tâche, ne prenne à ce sujet l'ensemble des mesures nécessaires. Je me permets cependant d'insister pour une rapide solution, car chaque jour de retard accumule les ruines et met en danger l'ordre public.

Ce n'est pas le travail qui manque. Il y a seulement un désarroi trop naturel et momentané. Déjà, de source certaine, nous savons (tel grand commerçant du quartier de la place Vendôme me l'écrivait hier) que des commandes nous sont proposées par l'étranger, privé sans doute pour longtemps de la production allemande.

Et pourquoi l'État, la Ville de Paris ne donneraient-ils pas l'exemple en repre-

nant les travaux suspendus ? J'ai entendu dire : « Chaque chantier sera un foyer d'émeute. » Mais pardon ! chaque mairie sera un foyer d'émeute si vous ne reprenez pas le travail.

Remettons-nous, le plus tôt possible, à notre travail ordinaire. C'est la manière de servir les combattants, si nous devons ajourner de les rejoindre. Chassons l'oisiveté. Elle nous apporterait la misère avec son cortège néfaste ; elle est mauvaise conseillère. Au point de vue militaire même, la reprise des affaires serait d'excellent effet. Elle ferait une diversion pour nos esprits, excités par le manque de nouvelles. Une certaine insensibilité de l'opinion publique serait bonne (j'exagère ma pensée) pour permettre la réalisation du plan qui sauvera la France. Il faut que notre nation sache accepter un utile silence, parfois bien angoissant ; qu'elle supporte, s'il y a lieu, des batailles indécises, voire des échecs, au bout desquels arrivera toujours l'épuisement de l'Allemagne affamée.

Non-combattants, votre devoir immédiat, c'est de retourner au travail. Employeurs, vous servirez la France en rouvrant vos maisons, dans vos cadres diminués, pour accueillir ceux dont le métier par ailleurs est devenu

impossible. Ville, État, gouvernement, une fois la mobilisation militaire réglée, donnez vos soins urgents à la reprise de ce qu'on pourra de commerce et d'industrie.

XI

L'ALSACE CONFIANTE DANS LA VICTOIRE

17 Août 1914.

A toute heure de jour ou de nuit, durant ces longues semaines, j'entends la voix de nos amis d'Alsace et de Lorraine qui, jamais, n'ont douté de la France.

Que deviennent-ils à cette heure? On me le demande. J'interroge. Et, partout, c'est le plus terrible silence. Hier, j'ai vu le président du petit groupe des étudiants alsaciens qui, toute cette année, terminaient en Sorbonne leurs études.

— Eh bien? lui ai-je dit.

— Nous ne sommes que deux, m'a-t-il répondu. Les autres ont été surpris par cette guerre au cours de leurs vacances en Alsace.

Nous nous sommes regardés sans mot dire. C'est trop clair. Ces jeunes gens ont subi le sort de Samain, ou bien, à cette minute, dans

les rangs allemands, tandis qu'ils tirent en l'air, ils reçoivent les balles de nos soldats qu'ils aiment et qu'ils appellent... Et vous pensez comme ils sont traités par leurs odieux compagnons d'armes qui, pour commencer, nous le savons de source sûre, ont dépouillé de son argent de poche chaque soldat alsacien.

Ah ! l'Allemagne, en face de la France si pure, se souille de tous les crimes, et l'univers en est témoin.

J'entends la voix de ces jeunes gens, je me rappelle les propos que m'ont tenus mille fois mes amis d'Alsace et de Lorraine. C'était toujours de la revanche qu'ils parlaient. Ils ne se lassaient pas de comparer l'armée allemande, où ils avaient servi (par notre faute), avec l'armée française, où ils ont des parents et qu'ils vont à tous instants observer, étudier. Personne mieux que les annexés ne connaît nos forces militaires. Voulez-vous que je vous rapporte ce qu'ils me disaient et que vous savez, mais que leur expérience fortifiera dans votre esprit ? Aussi bien, à cette minute, et durant ces longs retards, pour nous si favorables, où la bataille gigantesque se prépare de Bâle à Maestricht, tandis que notre regard, notre esprit, tout notre être sont tendus vers l'immense front des deux armées, chacun

de nous aimera de faire, en communion avec les martyrs alsaciens et lorrains, son acte de confiance dans la supériorité française.

Que de fois, en nous promenant sous les forêts de Sainte-Odile ou bien sur les champs de bataille de Metz, nous avons causé de l'armée allemande ! Elle n'effraye pas les annexés. Ils jugent qu'elle n'a donné depuis 1870 aucune preuve heureuse de ce qu'elle saurait faire, tandis que les Français se sont battus de tous les côtés en montrant de saisissantes qualités. Dans leurs expéditions coloniales, les Allemands ont eu de gros déboires, des mécomptes durant leur conquête du Cameroun, et dans le sud-ouest africain, la révolte des Damanos leur a coûté des efforts, des échecs.

Je vous répète tout cela sèchement. On a, ces jours-ci, une espèce de pudeur, une retenue à mettre en valeur, à trop affirmer ce qui fait l'objet de toutes nos inquiétudes. Je diminue la pensée de mes chers compagnons de pèlerinage. J'en gâte l'accent. Il y avait, dans toutes leurs explications, un ton superbe d'espérance.

Les Alsaciens et les Lorrains sont de grands connaisseurs en choses militaires. Ils admirent les qualités guerrières individuelles du soldat

français. Ils les énumèrent et les analysent : désir de l'aventure (on veut voir du nouveau), désir de se battre (c'est le caractère offensif de notre race), vertu de gaieté, de bonne humeur, de ressort (un Français pense vite à autre chose qu'à son ennui). Mais la supériorité décisive du soldat français sur l'allemand, c'est son intelligence.

— Votre artillerie, me disait un Lorrain (artilleur au service de l'Allemagne) vaut par son matériel, mais plus encore que par l'outil, vous l'emportez par son emploi. Et puis l'initiative, ce que Napoléon appelait « le courage de l'improviste » et qu'il déniait aux Allemands, convient à merveille aux nécessités de la guerre moderne. Quand les troupes s'avanceront en ordre dispersé, par petits paquets épars, au hasard des facilités du terrain et des abris, les chefs seront forcément éloignés et l'initiative de l'individu jouera un rôle essentiel. Dans cette situation le Français sera excellent. Au contraire, l'Allemand, obéissant, discipliné, passif, ne peut se passer d'avoir son chef sous les yeux. Privé de son maître et de son guide, il s'étonne, s'effare et s'en va. »

Nos amis Alsaciens et Lorrains prouvaient cette assertion par des exemples tirés des

grandes manœuvres allemandes auxquelles ils avaient pris part, ou bien ils remontaient à Iéna, où l'on vit l'éparpillement de la plus solide armée de métier, évanouie comme un souffle après une seule affaire. Ils me rappelaient, plus près de nous, la débâcle complète (et trop peu connue) du corps d'armée bavarois après la défaite de Coulmiers. Mais, aujourd'hui, à l'appui de leur thèse, que d'épisodes déjà nous pouvons citer, comme celui du lieutenant de dragons Bruyant qui tue l'officier allemand et qui voit aussitôt déguerpir devant ses sept cavaliers les trente uhlands. Que nos formidables ennemis aient une défaite, c'est grande chance de débâcle.

— Les officiers français, continuaient les annexés, oh ! là-dessus, soyez tranquilles ! qu'il s'agisse d'instruction générale ou professionnelle, ils sont nettement supérieurs aux Allemands. C'est par leur excellence propre qu'ils dominent leurs hommes, bien plus que par le prestige du galon, car socialement, en France, officiers et soldats sont de la même glaise. Cette maîtrise non artificielle se maintiendrait au feu ; elle repose sur des données de nature. Tout au contraire, l'officier allemand domine par le prestige de la caste. Il est obéi, certes, mais il n'y a pas entente

étroite, et, quand le danger arrive, la crainte la plus pressante l'emporte.

— C'est très bien, disais-je. Mais le haut commandement ?

Rien ne gêne la confiance des patriotes de Lorraine et d'Alsace. Ils m'expliquaient qu'en Allemagne les inspecteurs d'armée (c'est le titre des grands chefs) sont le plus souvent des princes du sang ou quelques membres des diverses maisons royales. Il n'y a aucune raison pour que ces grands personnages aient de leur naissance la science. Sans doute leur donne-t-on des chefs d'état-major capables, mais cela n'est qu'un correctif.

Et nos Lorrains, nos Alsaciens gouailleurs de s'arrêter dans leurs raisonnements et de rire, car, c'est fatal, au cours d'une conversation sur le haut commandement, surgissent toujours de joyeuses plaisanteries sur les avantages décisifs que la Fortune nous réserve au cas où Guillaume voudrait se mettre à la tête de ses armées,

Je ne riais pas toujours avec mes amis. L'avouerais-je ? je craignais que nos grands chefs ne manquassent de caractère. Le caractère, bien plus que l'intelligence, est le propre des conducteurs d'hommes. Les combinaisons n'ont pas à être si complexes ou si

profondes. Il faut vouloir, il faut choisir et se tenir au choix fait. Il y eut des moments où l'on pouvait craindre de voir à la tête de nos troupes des hommes déformés par l'obsession politique, des caractères gâtés par les fluctuations que leur communiquaient leurs vicissitudes et inquiétudes politiques. On s'habitue à avoir du caractère, à vouloir une chose et à s'y tenir. Mais on s'habitue aussi à changer d'avis, dans le cours de sa carrière, quand l'avancement est en jeu. Un grand chef qui, sept ou huit fois, pour faire sa cour aux dirigeants, aura modifié sa conduite et renié ses principes de vie sera incapable, faute d'éducation de la volonté, le jour grave venu, de prendre la forte résolution. Il n'aura plus l'habitude. « Qu'attendre à la guerre, disait von der Goltz, d'hommes qui ont passé leur vie à trembler ? » J'ai craint parfois que là ne fût notre danger. Mais l'événement nous rassure. Dans la série des miracles qui, depuis vingt jours, relèvent la France, il y a ce prodige que nous sommes menés par des chefs admirables de caractère, qui subordonnent tout à la victoire, qui prennent leurs pleines responsabilités et réclament à ce titre tous leurs droits. Les opérations sont conduites dans leurs plus minces détails par des chefs

absolument maîtres de tous leurs mouvements. Et par là nous vaincrons.

Ah ! mes chers amis d'Alsace et de Lorraine, vous les vivants, et vous qu'ils martyrisent, et vous qu'ils ont assassinés, la victoire française qui s'avance vers vous, toujours vous l'aviez prédite. Je me rappelle, j'entends vos voix ; nous étions assis à quelque table dans la montagne vosgienne ou bien devant l'auberge d'un village messin. Quelque vieil homme ou bien un jeune garçon, ou parfois une vaillante femme, des vaincus, des annexés, enfin quoi ! des sujets allemands, nous faisaient la plus haute et la plus solide louange de la France. Je n'en puis retenir que l'argument tout sec. C'est de parti pris que je laisse tomber les sites, les acteurs, les détails, toutes les circonstances qui rendraient vivant le discours. Qu'ils demeurent dans l'anonymat et soient glorifiés en masse, les héros de l'Alsace-Lorraine, jusqu'au jour de la justice ! Il suffit que l'on donne à leurs voix un écho, pour que leurs espérances, appuyées sur une expérience douloureuse, viennent à cette heure nous fortifier. Voilà quelle conviction anime les gens d'Alsace et de Lorraine. Voilà les pensées de libération qui se lèvent des champs où la Fortune,

il y a quarante-quatre ans, nous trahit. C'est le chant sublime à la lumière du jour, le salut à l'aurore que le musicien de *Fidélío* prête à ses prisonniers, quand ils montent sur la terrasse de leurs cachots.

XII

CET ADMIRABLE ÉTAT-MAJOR

20 Août 1914.

Quand je me retourne vers les mois passés qui furent remplis de tant d'ignominies, je me dis : Comment de ce cloaque est donc sortie cette France si pure ?

C'est un miracle, mais Jeanne d'Arc disait déjà : « Aide-toi, le ciel t'aidera ». Le miracle fut préparé. Maintenons notre regard sur les derniers mois, écartons la basse politique, balayons en esprit toute cette fange qui recouvrait le pays vrai, et nous verrons qu'à certains jours, sur certains points, on pouvait discerner la qualité, la vertu de notre race et pressentir, prophétiser de quoi nous allions être capables.

Vous rappelez-vous l'enterrement de Déroulède ? J'en appelle à tous ceux qui suivi-

rent le magnanime cortège. Il y eut, ce jour-là, dans Paris un silence et un sérieux qui sont juste les couleurs des semaines que nous vivons maintenant. Ce grand jour de deuil et de respect, ce jour d'unanimité française nous donnait un signe de l'état sublime où depuis trois semaines se hausse et se maintient l'âme de la patrie.

Un enthousiasme grave ! Voilà ce que nous fait voir notre nation. L'âme est tendue ; elle dédaigne les gestes et les cris ; elle se réserve pour aller, le moment venu, jusqu'au bout de l'action utile, jusqu'au sacrifice absolu de soi-même. Nous avons connu les fièvres françaises, ces mouvements imprévus, ces vagues de fond. Bien des fois elles sauvèrent notre pays. Mais aujourd'hui, c'est moins une fièvre qu'une sainte exaltation disciplinée.

Une exaltation disciplinée ! Arrêtons-nous sur cette vue. Il n'eût pas suffi que la France reçût l'étincelle morale, que chacun retrouvât dans son cœur le foyer des sentiments nobles et des grandes actions. Il fallait que toute la machinerie militaire fût prête, qu'il y eût des armes, des vivres, des transports, des plans, une méthode. La France va triompher parce qu'elle a retrouvé son âme

profonde, éternelle, sa vaillance, sa fierté, son allégresse héroïque, et parce qu'en outre elle a été dotée, secrètement, lentement, savamment, de la plus forte préparation à la guerre.

Nul ne l'ignore, bien que certains le taisent. Pour triompher, il faut à la dernière minute le feu sacré chez tous, mais au préalable il faut de longues années, de longues veilles consacrées au travail, à la froide science.

Au terme de la mobilisation, à l'aurore de la bataille gigantesque où les intérêts de notre patrie, de la justice et de la civilisation sont étroitement confondus, les Français, chapeau bas, veulent saluer, remercier l'état-major de l'armée.

Ah ! les bons citoyens, les esprits solides, les vrais savants, les dignes élèves et successeurs de tous nos grands hommes ! Comme ils ont bien travaillé ! Comme ils ont justement méprisé tous ces nigauds de pacifistes qui démoralisaient les courages, en assurant que les bons Allemands ne voulaient pas la guerre ! Comme ils ont courageusement serré leurs rangs sous la mitraille des gens haineux qui les décimaient ! En ai-je vu jetés à terre par les politiciens de ces courageux officiers !

N'importe! sans même relever leurs morts, ils reprenaient la besogne, continuaient à préparer la mobilisation, à la tenir jour par jour en rapport avec les dispositions allemandes. Vous rappelez-vous le temps où les politiciens ruinaient le service des renseignements? Vous rappelez-vous le temps où ils économisaient sur nos approvisionnements? Vous rappelez-vous le temps où ils faisaient de nos officiers des maîtres d'école bétas? Vous rappelez-vous le temps où ils brisaient les meilleurs?

Ah! revoyons-les avec une joyeuse horreur, les années maudites qui sont bien écoulées! Que de tapage, de querelles, de conspirations venimeuses et de bêtises dangereuses! Combien étions-nous pour dire : « La véritable, la seule affaire, c'est la préparation morale à la guerre? » On nous faisait effrontément l'éloge des Allemands, « ces hommes doux et généreux, méchamment calomniés par une poignée de chauvins et par des Alsaciens-Lorrains, ingrats, tout comblés de faveurs. » Quand nous dénoncions le plan des pangermanistes, ce rêve, poursuivi avec constance et cent fois vaticiné, de dépecer notre territoire, de détruire notre civilisation et de briser les os de notre race,

on haussait les épaules. Cette petite pécore de Colette était bien dégoûtée de ne pas épouser le bon monsieur Asmus ! Qu'avait donc à récriminer Ehrmann d'être au service de l'Allemagne ! Heureusement, dans ces années de folie, pour le salut du génie français et de la civilisation humaine, l'état-major jamais n'a cessé de travailler.

A cette heure, aux armées de la France, dans quelque petite ville de Champagne, il y a des hommes qui taisent obstinément leurs noms (nul compte-rendu ne les mentionne), mais de qui la gloire et le génie ne tarderont pas à éclater au milieu des transports de la reconnaissance nationale, des hommes qui avaient été persécutés par l'intrigue d'une telle manière que c'est miracle si un ministre patriote a pu les remettre en selle, leur faire rattraper l'avancement et empêcher qu'ils fussent des forces perdues pour la défense nationale. Cette poignée d'hommes assure le salut du monde, Il n'eût pas suffi qu'une fièvre sublime soulevât, ce mois-ci, notre nation, et que notre jeunesse tout entière, la poitrine joyeusement gonflée d'héroïsme, se portât sur la frontière. Il fallait une organisation. Nous allons être sauvés par la vertu que déploie dans ce mois d'août notre nation et par

la vertu accumulée secrètement durant des années dans notre corps d'officiers.

Je ne rappelle pas les temps abjects pour le plaisir d'y salir ma plume, trop heureuse depuis vingt jours de peindre avec des couleurs d'azur, d'or et d'argent les premiers feux, l'aurore de notre renaissance. Je dis les persécutions que subirent les officiers du haut commandement et toute l'armée pour marquer d'autant mieux leur mérite réel. On les mordait, ils travaillaient. Je revois le banc de la Chambre, durant la discussion de la loi de trois ans. De quel éclat moral brillaient leurs figures solides et constantes, au milieu des éblouissants bavardages. Par légèreté, par mintelligence, par égoïsme de parti, on a essayé alors de nous désarmer. Nous fûmes sauvés par la clairvoyance de ces gens-là. Ils parlèrent peu ou point, mais ils avaient réfléchi pendant des années. Et la patrie fut garantie par les hommes politiques qui eurent l'esprit et le cœur de recueillir le fruit de ces longues méditations et de se ranger à la thèse de l'état-major.

C'est justice que l'on salue les grands serviteurs anonymes qui n'ont pas permis que nous fussions livrés au hasard.

La patrie confiante remercie cet admirable état-major.

XIII

RETOURNONS CHEZ NOS FOURNISSEURS

21 Août 1914.

La situation des non-combattants demeure grave. Regardons aujourd'hui le sort des ouvrières. Il n'y a pas lieu d'établir entre elles des catégories. On parle des épouses, mères ou filles de combattants. Sans doute ! mais quand elles n'auraient ni mari, ni fils, ni père à l'armée, si elles ont des enfants ou des parents à leur charge, si elles sont personnellement sans ressources, ne sont-elles pas, les unes comme les autres, des victimes de la guerre ? Toutes ont besoin de manger et sont privées de travail, c'est-à-dire de pain, par la tragédie nationale. A toutes donc, il faut assurer le salaire vital.

Ce qui éclate aux yeux, c'est le droit de cette immense classe ouvrière à s'asseoir à la table commune et à participer au bien-être d'un pays qu'elle collabore si largement à défendre.

L'assistance, les secours, c'est bien, très bien, mais fort insuffisant et plein d'inconvé-

nients. Des milliers de femmes laborieuses, dont les ateliers sont fermés, assiègent les mairies en réclamant un gagne-pain. Si cette situation se prolonge, beaucoup d'entre elles iront nécessairement grossir l'armée déjà si nombreuse de la mendicité organisée. C'est mauvais, au point de vue de la dignité humaine. Du point de vue social même et pour la tenue de l'esprit public en face des événements de guerre, c'est peu salubre. Il faut du travail. L'assistance n'est qu'un expédient, une ressource de seconde ligne.

Où trouver du travail ?

On se tourne vers les patrons. Vous les avez entendus, hier encore, ici même, s'expliquer par la voix autorisée de M. David-Mennet. Ils expliquent abondamment que, faute de moyens de transport et d'argent, ils doivent ajourner la réouverture un peu large de leurs maisons. Le Gouvernement les écoute, promet et commence d'agir. Le *moratorium* vient d'être un peu desserré. Un succès militaire, en éloignant de notre territoire le théâtre des opérations, favoriserait la reprise p'une sorte de vie normale. De ce côté, la voie se dessine. Mais c'est aux consommateurs, aux « clients » que maintenant je vais m'adresser.

Il est facile, on aime à le constater et à le proclamer, il est facile d'obtenir du public des sommes assez importantes pour tout ce qui porte un caractère de secours. Eh bien ! ce sera faire œuvre également patriotique si chacun de nous s'ingénie à aider la reprise des affaires. L'État, les villes, les commerçants entre eux doivent se concerter ; mais les particuliers peuvent être du plus grand secours. Nous devons étudier modestement dans notre foyer quelles commandes nous sommes en mesure de donner à nos fournisseurs.

Un exemple va éclairer ma pensée. Un de mes amis, grand commerçant de ce quartier de la place Vendôme, où des milliers de Parisiennes vivent des industries de luxe, me disait hier :

— Je suis content. Quelques-unes de mes bonnes clientes viennent de m'apporter leurs dentelles à réparer, afin que j'occupe mes ouvrières.

— C'est très bien ! lui ai-je répondu : mais comment diable vos clientes ont-elles de l'argent ?

— Les unes m'offrent un acompte ; d'autres me paieront après la guerre. Ah ! il faut que chacun y mette du sien ! A cette heure, j'assure la demi-journée à toutes mes ouvrières

parisiennes nécessiteuses. Celles qui ont un peu d'avance m'ont dit elles-mêmes qu'elles attendraient quelque temps. Encore un effort des consommateurs et bientôt je crois que je pourrai faire mieux.

Je soumets cette petite histoire modeste à mes lecteurs, et je prie mon relieur de venir prendre chez moi un ballot de livres, s'il peut se contenter d'un acompte.

XIV

LE FEU SACRÉ

22 Août 1914.

D'où vient ce prodige, cette transfiguration de la France? Comment sommes-nous tous debout, unis, purifiés, enflammés?

La France a toujours été la terre des réveils et des recommencements. Ses ennemis la croient mourante; ils accourent haineux et joyeux; elle se dresse au bord de sa couche et dit en saisissant l'épée : « Me voilà ! Je suis la jeunesse, l'espérance, le droit invincible. Je suis jeune comme Jeanne d'Arc, comme le grand Condé à Rocroy, comme Marceau le républicain, comme le général Bonaparte. »

Elle respire à pleins poumons l'atmosphère des grands jours religieux, nationaux, et d'un mouvement de l'âme décide la victoire.

C'est pour exprimer cette force de résurrection qu'il y a dans notre race, que nous demandions une fête nationale en l'honneur de la Pucelle lorraine, qui sauva la patrie quand tout semblait perdu. Si nous n'avons pas la fête et la commémoration du miracle, nous avons mieux, car voici que le miracle recommence. Nous vivons aujourd'hui un de ces moments sublimes, à la française, où tout est sauvé par l'embrasement du foyer profond.

Les Allemands disaient : « Cette France épuisée par des siècles de grandeurs et plus encore par les désirs où elle se déchire, en voulant tout à la fois maintenir son passé et préparer l'avenir du monde, nous allons en faire aisément notre esclave. C'est une proie riche et facile. Ses fils ont pris en dégoût la guerre, ils ne veulent plus que se battre entre eux. »

Qu'ils nous regardent, ces Germains ! Ils verront nos jeunes gens, les yeux brillants, la poitrine gonflée par l'amour de la vraie gloire et par le mépris de la mort, former un rempart derrière lequel les aînés attendent l'heure d'aller remplir les vides sanglants. Une force

mystérieuse, qui ne s'incarne dans personne et qu'aucune volonté ne commande, nous relie étroitement, coudes à coudes et les pas dans les pas. Les frères ennemis d'hier sont devenus des frères d'armes et des frères en esprit. Plus de partis! Une seule âme élancée vers le ciel et brûlante!

Ah! de quel cœur, de quel sanctuaire a-t-il jailli, le feu rédempteur qui vient d'enflammer la France? Quel mot d'un grand poète s'en est allé ranimer dans nos consciences l'esprit de nos aïeux? Quel acte d'un politique génial a su percer des épaisseurs d'indifférence et faire jaillir la nappe profonde? Qui devons-nous remercier et glorifier d'avoir jeté dans notre nation un tel courant de force et d'amitié?

C'est l'Alsace-Lorraine qui nous a sauvés. C'est d'Alsace qu'est partie l'étincelle libératrice. Le secret de notre puissance reposait au fond de nos êtres, inconnu de nous-mêmes. La gangue épaisse fut forée, la source commença de jaillir, quand, il y a quelques mois, l'impérialisme militaire s'avisa de brimer, provoquer et frapper d'honnêtes bourgeois, ouvriers, paysans d'Alsace, parce qu'ils gardaient silencieusement une filiale sympathie pour le génie de la France. Ces méchancetés

arrogantes, ces offenses à la justice, cette barbarie insultant à la fois notre patrie et l'humanité, voilà ce qui a réveillé d'abord, chez nous tous, le sentiment de notre supériorité morale et l'idée de notre mission. Ce n'est pas nous qui avons posé la question : « Quel est l'esprit qui doit gouverner le monde? » mais puisqu'on la posait, d'une seule voix la France a répondu : « L'esprit d'injustice ne peut pas prévaloir sous le ciel ». Et de l'univers entier les cœurs et les armées accourent nous assister.

Alsace-Lorraine, fille de la douleur, sois bénie! Depuis quarante-trois ans, par ta fidélité, tu maintenais sous nos poitrines, souvent irritées, une amitié commune. Les meilleurs recevaient de toi leur vertu. Tu fus notre lien, notre communion, le foyer du patriotisme, un exemple brûlant. Aujourd'hui le feu sacré a gagné la France entière. Tu nous a sauvés de nous-mêmes. A nous de te délivrer, Rédemptrice.

XV

LETTRE OUVERTE

AU MINISTRE DE LA GUERRE

Accueillons les prisonniers Alsaciens et Lorrains.

23 Août 1914.

Monsieur le Ministre,

Nous avons déjà fait aux Allemands quelques milliers de prisonniers. J'imagine que parmi eux il y a des Alsaciens et des Lorrains heureux de jeter à terre des armes qu'ils maudissent. Je l'imagine, que dis-je ? Je le sais. Lisons en effet attentivement ces quelques lignes publiées ce matin dans la presse : « Huit cents soldats allemands prisonniers ont été amenés à Paray-le-Monial, en attendant leur transfert au camp d'Avor, et logés pendant leur séjour aux halles municipales. Comme il se trouvait des Alsaciens parmi ces soldats allemands, une discussion s'engagea entre les deux partis et une bataille sanglante s'ensuivit ».

Lignes mornes et froides, sous lesquelles il est aisé de découvrir le plus effroyable drame. Dans les halles de Paray-le-Monial, les Alsaciens étaient une minorité, traitée par les indigènes et par les autorités militaires sans plus d'égards que les Allemands. On est

distract, négligent, mal renseigné ; on juge sur l'accent ; on ne pèse pas ses responsabilités propres ; on ne se dit pas : « Voilà quarante-quatre ans que nous laissons ces nobles Alsaciens aux mains et sous la botte de la nation ignoble à qui nous les avons livrés ». Bref, à Paray-le-Monial, on traitait nos frères d'Alsace comme des ennemis. Mais eux, du fond de leur misère, ils se réjouissaient, Ils se f..... des Allemands vaincus. Et ceux-ci ont commencé de les assommer. Sans armes, mais infiniment plus nombreux, ils les ont écrasés sous leurs talons.

Monsieur le Ministre, il faut que l'on intervienne. Les Gouvernements russe et français ont publié des notes pour se recommander l'un à l'autre les prisonniers alsaciens, lorrains et polonais. Je vous demande qu'il y ait des visiteurs alsaciens et lorrains, des hommes des pays annexés, en qui vous puissiez avoir toute confiance, qui visitent les prisonniers et qui fassent le triage entre la bonne et la mauvaise graine.

En même temps que cette lettre ouverte, je vous fais parvenir une note pour mettre sous vos yeux quelques noms des chefs moraux de l'Alsace et de la Lorraine, réfugiés à Paris depuis les premières opérations de la déli-

vance, qui me paraissent les plus aptes à cette tâche, pour laquelle il faut connaître à la perfection tous les dialectes de l'Alsace et de l'Allemagne et les patois lorrains. En outre, ceux que je me permets de vous recommander, ces patriotes, candidats à une *mission toute gratuite*, ont passé leur vie aux pays annexés, connaissent quasi toutes les familles, du moins tous les villages et ne s'en laisseront pas conter. Quand on a pendant quarante-quatre ans souffert de la grossièreté tudesque dans sa personne et dans la personne de son père et de ses fils, on a le flair, on distingue un frère et un chien d'ennemi.

Mon cher Ministre, n'est-ce pas que vous êtes de mon avis ? Quand l'Alsace et la Lorraine, sous une pluie de sang, nous appellent ; quand les Prussiens poussent les Lorrains et les Alsaciens au premier rang de leurs lignes pour s'abriter derrière ces généreuses poitrines, où battent les cœurs les plus français, il faut que nous multiplions les preuves de notre affection pour ceux qu'enfin nous venons venger et sauver. Il faut que nos aviateurs puissent semer les pays annexés et l'armée allemande de papiers disant : « Les soldats allemands originaires d'Alsace et de Lorraine, nés de souche française, sont reçus cordia-

lement en France et placés dans des catégories spéciales, où des faveurs leur sont assurées. »

Quelles faveurs ? Il ne m'appartient pas d'entrer dans le détail et de rechercher de quelle manière ils pourraient être mis à même de travailler dans le civil ou de s'engager dans nos rangs. Je me borne, monsieur le Ministre, à vous soumettre cette triple pensée que nous devons éviter d'être ingrats envers les Alsaciens et les Lorrains, dont la fidélité étonne l'univers ; que nous devons chercher à dissocier l'armée allemande, et qu'enfin nous devons, dès ce temps de guerre, refranciser les Alsaciens-Lorrains. Ils nous aiment, et ceux même qui ne nous connaissent pas sont prédestinés pour nous aimer. S'ils jettent à terre le sabre, le fusil et le casque à pointe, serons-les dans nos bras, épargnons-leur la société des prisonniers allemands. Si je pouvais être à Paray-le-Monial, avec quelle joie j'irais causer et boire un verre avec cette Alsace reconquise.

Veillez recevoir, mon cher Ministre, l'expression de mes sentiments tout dévoués.

MAURICE BARRÈS (1).

(1) M. Messimy accueillit ma requête et nomma officiers, en les chargeant de la mission que je décrivais, les patriotes que je lui désignai et qui firent de la bonne besogne.

XVI

L'AIGLE SURVOLE LE ROSSIGNOL

25 Août 1914.

La France a toute sa jeunesse aux armées. Le sang le plus pur et le plus chaud de la race. Nul de nous ne peut penser à rien autre qu'à ce trésor en danger. Mais que parlons-nous de danger, quand ils ne veulent voir que l'honneur et la joie du combat ? Nous les saluons en masse, nos défenseurs, et puis successivement chacun de ceux que nous connaissons. Je songe aux jeunes gens de ma profession, à mes frères en esprit, aux jeunes littérateurs dont je reçois chaque jour des billets si nobles. Leurs images se lèvent devant moi, vêtues de capotes, coiffées de képis. Mais bientôt je me laisse distraire du décor où je ne suis pas habitué à les voir. Me voici transporté dans un monde prochain et dans une atmosphère sublime. J'assiste à leur retour glorieux, et déjà je discerne par quel épanouissement la jeune littérature, au sortir des

leçons de la guerre, sera récompensée de la part qu'elle prend au colossal effort.

Qu'elle sera belle, après la victoire, la France régénérée ! C'est un monde nouveau qui commence. Tous les ordres d'activité se déploieront avec plus d'élan. L'esprit surtout sera élargi, ennobli, soulevé. Nous aurons des livres issus des plus graves expériences humaines et des poèmes chargés des vertus de la bataille. J'entrevois une haute culture virile, savante et limpide pour tous. Ce sera fini de bêler et de niaiser, et les jeunes artistes qui, dans cette minute, mêlés à tous les rangs d'une nation exaltée, surmontent les alternatives de la peur et du courage, ne cesseront plus de porter leurs regards sur les grands intérêts de la vie des peuples, en même temps que sur les parties divines de l'âme.

Comment de telles épreuves ne nous perfectionneraient-elles pas ? Comment ne nous feraient-elles pas plus vivants ? La guerre va émouvoir ce qui gisait dans notre être le plus profond et nous le révéler. Dès maintenant, chacun de nous comprend qu'il n'est pas à lui seul un être complet et achevé ; nous ne sommes plus tentés de justifier nos particularités, nos humeurs, notre fantaisie ; nous nous courbons et nous rangeons dans un plus vaste

ensemble, la raison nationale, la patrie, toutes les dures et douces lois de la vie en société. Jamais d'une manière aussi claire et aussi pressante qu'aujourd'hui nous ne nous sommes sentis dépendants d'un grand tout. Il n'est pas un de nous qui n'ait vu son amour-propre, son attachement à sa propre personne, se fondre en effusion de respect ou d'enthousiasme.

Les événements viennent de passer sur nous comme le vent sur les épis de blé, et, rempli d'humilité, de bonne volonté, de piété, nous nous courbons et redressons avec tout le champ sous l'orage. Mais, en même temps que chacun acquiert le sens de l'ensemble, la sympathie mutuelle s'est développée. L'estime des individus, les uns pour les autres, est une des conséquences de la guerre. On regarde avec plaisir un enfant qui veut s'engager, une mère qui l'en remercie, un pauvre qui ne récrimine pas, un riche qui joyeusement découvre à braver la mort un nouveau condiment de la vie.

Ainsi, les expériences terribles où nous sommes plongés corps et âmes nous invitent, nous obligent à reviser nos idées, à les mettre au point. Pour ma part, Dieu merci, grâce à ma province et à ma famille, qui m'ont ou-

vert la voie droite et préparé de naissance à discerner ce qu'il y a d'ignoble dans la masse germanique, je n'ai jamais partagé l'erreur de ceux qui se mettaient à l'école de ces pédants peints en barbares. J'ai toujours connu les Allemands comme dénués de fierté chevaleresque, et, hier encore, en lisant les *Mémoires de Richard Wagner*, je notais, à plusieurs reprises, en marge de mon exemplaire, que voilà un maître de qui le génie n'empêche pas qu'il a des parties de goujat. Mais plus près de moi, en France, ai-je toujours suffisamment compris les dispositions affectueuses et nobles ?

Demain, il n'y aura plus de place dans aucun esprit pour l'anarchie ; mais, en revanche, il faudra accorder plus de crédit à l'individu. Dès aujourd'hui, nous voyons mille sources jaillir autour de nous que nous n'avions jamais soupçonnées.

Écrivains, déchirez la page interrompue ; poètes, abandonnez votre chanson, fût-ce au milieu d'une strophe, et si fort qu'elle ressemble à votre âme. Jetez même un adieu rapide à votre cœur d'hier. En revenant du Rhin, vous serez montés si haut, avec des ailes si fortes, que vous surpasserez tous vos rêves, comme l'aigle survole le rossignol. Le

destin nous entraîne. Les maîtres ont fini leur enseignement et vous, de vos mains heureuses, vous saisissez le fruit du miracle, le fruit formé à notre insu dans les années que nous croyions stériles.

II

DEUXIÈME PHASE

LA RETRAITE

(25 Août-5 Septembre)

Nous nous replions.

Sitôt connue du Gouvernement, la retraite amène une modification du ministère qui prend un petit air de « Ministère de défense nationale ».

L'armée d'Alsace, car nous avons besoin de toutes nos forces, évacue pour la seconde fois Mulhouse. En Lorraine, nos magnifiques troupes, à force d'héroïsme, établissent avec les Allemands une sorte d'équilibre.

Le général Joffre dirige la retraite en s'efforçant de maintenir la ligne de ses armées.

Il guette la circonstance favorable qui lui permettrait de reprendre l'offensive avec la totalité de nos forces et des forces anglaises; il utilisera, s'il y a lieu, les cours d'eau qui forment ligne de défense, la Somme, la Marne, l'Aube; il ira, s'il le faut, jusqu'à la Seine et au Morvan.

Ce vaste mouvement de repli est protégé par nos première et deuxième armées qui restent magnifiquement en position, face à l'Est, et chemin faisant les armées qui se replient cherchent à multiplier les retours offensifs qui, bien que victorieux, ne retardent pas beaucoup leurs poursuivants; attaque heureuse menée sur Saint-Quentin par Lanrezac pour dégager l'armée anglaise; attaque vers Guise, par Lanrezac encore contre la garde prussienne et le 11^e corps d'armée allemand que nous rejetons sur l'Orne, attaque pour empêcher l'ennemi de prendre pied sur la rive gauche de la Meuse, attaque dans les bois de la Marfée et de Jaulnay; c'est la bataille de Sedan par de Langle de Cary. Plus à droite, attaques heureuses encore du général Ruffey sur l'Othain et dans la région de Spincourt.

Cependant entre la cinquième armée, du général Lanrezac, et la quatrième du général de Langle de Cary, il y a un intervalle. Pour le

remplir, une nouvelle armée est constituée; elle se compose de deux corps d'armée, cinq divisions de réserve et une brigade marocaine. Le commandement en est donné au général Foch.

Paris, où rien n'est prêt, cherche à s'organiser. Le général Galliéni est nommé gouverneur à la place du général Michel. On forme la sixième armée ou armée de Paris, avec six divisions d'infanterie (deux d'active et quatre de réserve), ayant pour la plupart déjà combattu en Lorraine, et une nombreuse cavalerie en retraite depuis Charleroi. Elle reçoit pour chef le général Maunoury.

Tel est ce vaste repliement que domine la volonté du chef et que trouble çà et là l'inexpérience des masses à qui il impose ce repliement tactique qu'elles ne comprennent guère.

Joffre eût voulu reprendre l'offensive. La marche de l'aile droite allemande, d'une rapidité inouïe, ne le permet pas. L'armée de Paris n'est pas constituée, et puis l'armée anglaise, refoulée de nouveau par l'ennemi, découvre le 31 août notre flanc gauche. Le 2 septembre au soir, la brusque avance de l'ennemi est telle qu'un corps de cavalerie allemand a franchi l'Oise et s'est porté jusqu'à Château-Thierry. L'armée de von Kluck (la première armée), comprenant quatre corps d'armée actifs et un

corps de réserve, a dépassé Compiègne. L'armée de von Bulow (deuxième armée), comprenant trois corps d'armée actifs et deux corps de réserve, atteint Laon. L'armée de von Hausen (troisième armée), comprenant deux corps actifs et un corps de réserve, franchit l'Aisne entre Château-Porcien et Attigny. Plus à l'est, entre Vouziers, Verdun et les Vosges, les quatrième, cinquième, sixième et septième armées, soit douze corps d'active, quatre de réserve et de nombreuses formations, sont au contact de nos troupes.

Un échec, dans ces conditions, c'était nos armées coupées de Paris et des forces anglaises, en même temps que de la nouvelle armée Foch. C'était tout risquer sur un coup de partie. Le général Joffre opta pour l'ajournement de l'offensive et la continuation de la retraite.

Il fixait pour limite extrême à notre mouvement de repli les vallées de la Seine et de l'Aube. Au reste, avant d'atteindre cette limite, on attaquerait, dès que le dispositif réclamé par le Généralissime aurait été réalisé.

Le 5 septembre, il apparut que la situation désirée existait. L'armée de von Kluch (première armée allemande), poussant l'audace jusqu'à la témérité, s'attachait à couper de Paris nos armées. Au lieu de se jeter dans Paris qui

n'était pas à même de se défendre, elle en préparait l'investissement, en même temps qu'elle continuait à chercher l'enveloppement de notre gauche. Mais, différence capitale entre notre situation du 5 septembre et celle du 2, cet enveloppement n'était plus possible. En effet, notre cinquième armée, ancienne armée Lanrezac, aujourd'hui commandée par le général Franchet d'Esperey, avait pu occuper la ligne Sézanne, Villiers-Saint-Georges, Courchamps, et les forces anglaises rassemblées entre la Seine et la Marne et flanquées à leur gauche de l'armée nouvellement créée de Foch se liaient étroitement au reste de nos forces.

C'était là le dispositif cherché par Joffre.

On dit que le général Galliéni, gouverneur de Paris, engagea de sa propre initiative la bataille, en jugeant que l'armée de Franchet d'Esperey courrait le danger d'être prise en flanc et à revers par von Kluck. Il aurait pris sur lui de lancer, le 5 septembre au matin, l'armée de Paris, la sixième armée commandée par Maunoury, contre le quatrième corps d'armée de réserve que von Kluck avait placé en flanc-garde près de Dammartin pour couvrir sa manœuvre audacieuse.

Quoi qu'il en soit de celui à qui il faudrait attribuer l'honneur d'avoir engagé cette bataille

de l'Ourcq, première phase de la bataille de la Marne, les troupes de Maunoury comprenant qu'il s'agissait du salut de Paris et de la France, attaquèrent avec fureur et les Allemands, après une belle défense à Saint-Souplets, se virent contraints de reculer jusqu'aux abords de l'Ourcq.

Au soir, le généralissime adressait à tous les commandants d'armée un message leur ordonnant d'attaquer.

« L'heure est venue, disait-il, d'avancer coûte que coûte et de se faire tuer sur place plutôt que de reculer. »

Magnifique et sombre appel à l'héroïsme des Armées de la France, anxieuses de sauver Paris, et à l'énergie des chefs pour exiger que maintenant l'expérience des batailles fût acquise.

Le 2 septembre, le Président de la République, les ministres, la plus grande partie des parlementaires, tous les services gouvernementaux et une très nombreuse population avaient quitté Paris, le siège officiel des pouvoirs publics étant transporté à Bordeaux.

I

NOS CERTITUDES DE VAINCRE

26 Août 1914.

C'est un manque à gagner. Notre armée n'est pas entamée. Elle est prête à reprendre l'offensive, au premier ordre de son chef. Hier elle n'a pas pu rompre, briser la masse formidable des troupes allemandes; elle les a du moins affaiblies et arrêtées. Vive l'armée! Et nous, sans laisser les alternatives de la fortune accaparer plus que de raison notre esprit, obligeons-le à revenir toujours au point central de la question et à considérer l'ensemble de la situation. Au milieu des événements mobiles, ne perdons pas de vue ce qui est certain. Eh bien! ce qui est certain, la vérité d'où nous ne devons pas bouger, c'est que notre victoire définitive est assurée, si nous tenons jusqu'à ce que la marche russe et le blocus anglais aient donné tous leurs résultats.

Il est faux et par conséquent mauvais de raconter au public que les cosaques sont à cinq jours de Berlin, mais il est exact que plus de la moitié des troupes que le grand état-

major allemand avait mises en barrage sur la frontière de Russie sont brisées, refoulées avec des pertes énormes. Le rouleau à vapeur est en marche sur la Germanie démunie. Quand arrivera-t-il sur Berlin? Qu'il y faille trente jours, qu'il y faille deux mois, je n'ai ni la science militaire, ni le don de prophétie, mais dans un délai prochain les Allemands auront à se retourner face aux Russes.

L'état-major allemand a toujours proclamé que ses armées se porteraient, avec la rapidité et la brutalité de la foudre, sur les armées françaises pour les anéantir avant même qu'elles fussent formées. Or, nous voici au vingt-cinquième jour de la mobilisation, au vingt-troisième jour de la guerre. C'est en vain que toutes les forces allemandes, les meilleures, ont poussé d'un élan massif sur nos frontières. Elles n'ont pas conquis la liberté de faire face aux Russes. Elles ont à subir l'offensive de nos troupes, et ne l'arrêtent que pour se trouver à leur tour arrêtées par notre défensive.

Dans une guerre où chaque jour gagné équivaut pour nous à une victoire, l'Allemand est plus éloigné de Paris qu'il n'aurait dû l'être normalement au premier jour de sa mobilisation. Il n'a en rien préparé la destruc-

tion de nos armées. Nous avons essayé de le couper en deux; nous y avons échoué; mais les coups que nous lui avons portés valent bien ceux qu'il nous a donnés. Voilà le fait essentiel. Sans doute notre offensive n'a pas balayé l'envahisseur. Ce magnifique résultat qui sur l'heure eût quasi terminé la guerre, nous fait défaut. Mais notre situation défensive demeure intacte en présence d'un ennemi qui, dans un délai prochain, devra détacher une partie de ses forces pour faire face aux deux millions de Russes en marche.

Je demande pardon au public de *l'Echo de Paris* de lui répéter ce qu'il sait déjà et peut-être bien mieux que moi. Mais pourquoi ne pas le dire? Nous considérons nos lecteurs comme des chefs d'opinion; nous avons le sentiment qu'eux et nous tous ici, nous sommes montés sur la borne au milieu de la foule et qu'il nous faut à toute heure exposer, crier la vérité.

Combien de temps durera la guerre? Nul ne peut répondre à cette question, non plus que de prévoir les péripéties de la lutte. Mais sur le succès final, nul ne doute. Il faut le dire et le redire et bannir d'inutiles émotions populaires. L'Alsace-Lorraine redeviendra française; la Belgique couverte de gloire tou-

chera le fruit positif de son héroïsme. Cela résulte de l'examen le plus froid de la situation. Il suffit que les deux morceaux de la mâchoire, France et Russie, tiennent bon. Ils tiennent bon, ces deux millions de Russes qui arrivent comme le flot d'une marée montante ; ils tiennent bon, ces soldats de la France dotés d'une artillerie légère incomparable et qui demeurent ce qu'ils furent à travers les siècles, les maîtres à l'arme blanche. A nous aussi, opinion publique, de tenir bon et de ne jamais perdre de vue les raisons certaines que nous avons de vaincre.

C'est un succès de supporter sans en être brisé le poids total de la Germanie. Bientôt une partie de ceux que nous n'avons pu rompre et qui ne peuvent non plus nous rompre s'en vont être appelés par le péril russe. Alors, fortifiés encore par les Anglais résolus à nous donner jusqu'à leur dernier homme, nous réussirons ce que hier nos soldats impatients ont dû ajourner.

II

POUR LES SERVANTES ALSACIENNES

27 Août 1914.

Je me rends parfaitement compte de l'état d'esprit où nous sommes tous. En présence des malheurs immérités qui tombent sur la Belgique et l'Alsace-Lorraine, et des souffrances vaillamment bravées par la noble jeunesse française accourue aux armées, le cœur se durcit. On a dans quelque mesure fait son sacrifice. On s'installe dans une sorte d'acceptation farouche pour soi et pour les autres. C'est l'état d'esprit de Ney quand un soldat le supplie : « Maréchal, j'étais avec vous ici, et là, et là encore, faites-moi ramasser, secourir ». Secourir, mais comment ? Comment consacrer aux cas individuels le temps et l'attention que réclame le salut public ? Et Ney de passer son chemin, en jetant la phrase fameuse :

— Que veux-tu, mon ami ! tu es une victime de la guerre.

Sans doute, mais la France, moins que jamais, en face de l'ignominie germanique, renoncera à ses vertus de mesure, de générosité et de chevalerie. Tout ce qu'il est possible de

tenter pour adoucir les malheurs du temps, sans affaiblir la défense nationale, nous l'appelons. Je demande que l'on me permette, dans le moment où les plus grands intérêts accaparent nos esprits, de plaider en deux mots la plus humble des causes, la cause des servantes alsaciennes surprises par la guerre et traitées, en vérité, trop durement.

J'ai reçu bien des lettres. Elles font comprendre la situation mieux qu'un long exposé. Voici un cas entre vingt autres : une famille de Vincennes avait à son service depuis huit ans une Alsacienne, Marthe Casy, née à Ferrette (Haute-Alsace) de parents français. Dans les premiers jours d'août, ces braves gens recueillirent la sœur de leur domestique, Angèle Casy, jeune couturière, qui manquait de travail. Le 4 août, les deux jeunes filles se présentèrent au commissariat de police pour faire la déclaration exigée par la loi. Elles y avaient été dénoncées comme espionnes allemandes. Ce n'est pas sérieux : que peuvent espionner deux pauvres filles chez un bourgeois de Vincennes ? Mais le commissaire eut peut-être raison en les arrêtant de les soustraire aux mouvements de la foule. Elles furent immédiatement transférées à la Préfecture de police, mises au pain et à l'eau et

couchées sur la paille. Le 10 août, elles furent conduites au camp d'Auville, près d'Angers, et maintenues au même régime, sous la tente. Elles y sont encore.

A qui semblera-t-il raisonnable de traiter ainsi des enfants alsaciennes ? J'ai sous les yeux leurs papiers de famille. Le père a fait la campagne de 1870 dans les rangs français ; le grand-père maternel est un maître-tailleur retraité français ; un grand-oncle est mort aux Invalides ; un autre grand-oncle, mort gendarme français retraité ; un autre, mort chef-armurier retraité. Deux jeunes cousins établis en France sont tous deux à cette heure sous les drapeaux. Bref, c'est la famille alsacienne classique.

Les maîtres de ces jeunes servantes m'écrivent : « Il ne serait pas humain de les conserver dans une si misérable installation jusqu'à la fin de la guerre. Les condamnés de droit commun, à Fresnes, sont mieux traités. Nous sommes disposés à les reprendre chez nous, à payer leur voyage de retour et à nous porter garants de leur patriotisme... »

Je prie encore une fois le lecteur de m'excuser si je l'entretiens d'objets si humbles. Je sais bien qu'à cette heure, pour désarmer la méchanceté du sort, on a peu fait en disant

de ses victimes qu'elles sont innocentes. Je me rappelle le mot qu'un grand génie prête à Napoléon sur le champ de bataille : « Voici trois cent mille hommes, ils sont innocents eux aussi. Eh bien ! demain, trente mille d'entre eux seront morts. » Mais quelle utilité que des Alsaciennes soient malheureuses ? Malheureuses et si cruellement déçues. Ces jeunes paysannes, qui viennent des pays annexés gagner leur vie en servant chez nous, croient monter en grade, se rapprocher de la grande civilisation. Avoir été à Paris ! Quel honneur ! Elles aiment la France avec tant de simplicité de cœur ! Quel avantage, si mince soit-il, voyez-vous à leur imposer cette brutale désillusion ?

On est épouvanté de la tourmente qui passe à cette minute sur le pays de Mulhouse, sur toute l'Alsace et sur la Lorraine. Quand ce serait pour nous le moment de combler de faveur les filles de là-bas (les garçons ne nous demandent que des fusils et une place dans nos rangs), je suis convaincu qu'il suffira d'avoir signalé à qui de droit la situation des servantes alsaciennes, innocentes créatures, sans argent ni protection, réduites par une réglementation trop dure aux extrémités de la plus injuste misère.

III

UN NOUVEAU GAGE DE VICTOIRE

28 Août 1914.

Le remaniement ministériel est accueilli avec satisfaction à Paris. Il en sera de même dans toute la France, chez nos alliés, — et chez les neutres. Nous nous réjouissons que des hommes de valeur reviennent au pouvoir et que les inavouables résistances dont il était question soient reconnues inexistantes.

Nous nous sommes abstenus de rien critiquer, car l'union parfaite que l'on ajournait d'appeler au Gouvernement, nous voulions l'établir dans les esprits. Nous avons de notre mieux soutenu ce qui était soutenable et mis en valeur ce que l'on pouvait louer. Mais enfin il était indispensable que le monde politique sortît d'une période d'union purement verbale et que des rancunes cessassent de priver la France d'utiles services. On n'aurait pas compris que les hommes nationaux fussent exclus plus longtemps d'un ministère de Défense nationale.

Les patriotes s'étonnaient, jusqu'à l'inquiétude, de l'ostracisme opposé aux noms de Delcassé et de Millerand. Les événements qui se déroulent ne sont-ils pas signés de ces deux noms? L'encerclement de l'Allemagne, c'est l'œuvre de Delcassé. La présence à la tête des armées de chefs savants, en qui tous se fient, nous la devons pour une grande part à Millerand, qui a déchiré les fiches et réparé de son mieux ce que l'on pouvait réparer dans les carrières militaires brisées.

Voici le plus sérieux commencement de cette union parfaite, de cette collaboration de tous les patriotes, réclamée par l'heure pressante. Nos soldats et nos alliés voient aujourd'hui à la tête des affaires des hommes avec qui ils se sentent en parfaite communion. Ceux qui ont travaillé à la préparation à la guerre vont collaborer à ses péripéties et prévoir dès maintenant les heureux fruits à en tirer. Un nouveau gage de victoire s'ajoute à ceux qui font déjà notre certitude.

IV

L'AME BELGE FORMÉE PAR LA GUERRE

A nos voisins héroïques, aux Belges.

29 Août 1914.

Chaque Français voudrait témoigner à nos voisins héroïques, aux Belges, sa gratitude, son admiration, sa profonde amitié. A l'abri de leur résistance magnifique, tandis qu'ils arrêtaient l'élan de l'ennemi, nous nous sommes formés ; ils s'accrochent, persistent, redoublent, et, s'il était besoin que nous prissions des conseils en dehors de notre propre cœur, ils nous enseigneraient à supporter les maux extrêmes de la guerre avec une foi inébranlable dans la victoire. Ils sont superbes. Chacun de nous cherche un moyen de reconnaître à leur égard la dette française. Chacun dans sa sphère modeste. Je m'adresse à mes confrères de lettres, aux membres du Comité fondé, sous les auspices du Ministre de l'Instruction publique, pour décerner le grand prix de littérature Lasserre et je leur dis :

— Nous avons une première fois examiné la situation. Plusieurs d'entre nous ont fait

leurs propositions. Marcel Sembat recommande un romancier ouvrier, Pierre Hamp, qui a le plus curieux talent et une expérience de la vie très digne d'être méditée ; les universitaires mettent en avant l'un d'eux, de premier ordre, M. Dupuy ; d'autres songent aux charmantes fantaisies de Colette, à Camille Mauclair, à Léopold Lacour, Je votais hier avec grand plaisir pour l'un ou l'autre de ces candidats. Aujourd'hui j'ai mon homme.

On m'interrompt, on me rabroue. Ce n'est guère le moment de lire, ce n'est pas le moment de discuter des choses de la littérature. Pardon, je veux vous parler d'un ouvrage à la fois belge et alsacien-lorrain.

Avez-vous lu un volume publié chez Fayard, à Paris, et qui s'appelle *la Victoire des Vaincus*, avec ce sous-titre, *Voyage de deux journalistes belges en Alsace-Lorraine* ? Dans le premier moment, j'en ai parlé aux lecteurs de l'*Écho de Paris*. « Deux Belges, leur disais-je, MM. Dumont-Wilden et Léon Souguenet, deux citoyens de cette terre libre que l'Allemagne veut d'abord piétiner comme un chemin de guerre et puis le lendemain s'annexer, ont eu l'idée d'aller voir sur place où en était la question d'Alsace-Lorraine... » Reconnais-

sez que voilà un beau programme d'enquête et bien fait pour nous paraître à cette heure le plus beau des livres.

Tout un été, les deux Belges ont parcouru à bicyclette les villes et les villages des pays annexés, ils ont causé avec les passants que l'on rencontre sur la route, couché dans les auberges, interrogé le paysan, le petit bourgeois, l'humble fonctionnaire aussi bien que l'homme politique ou « l'intellectuel » de Colmar ou de Strasbourg. On trouvera dans leur récit les derniers portraits des plus obscurs et des plus fameux assassinés d'hier. Partis pour n'être que des témoins, très vite ils se sont sentis fils de la civilisation française, et filialement ils ont frémi d'admiration en voyant la superbe résistance qu'opposait à ses destructeurs l'énergique Alsace-Lorraine. Bien plus, rentrés en Belgique, ils ont dit à leurs concitoyens : « Sommes-nous prêts ? Attention ! L'Allemagne a, pour conquérir les deux parties de la Belgique, Wallonie et Flandre, les mêmes raisons que pour annexer la Lorraine et l'Alsace : les Flamands sont des frères germains qu'il faut faire rentrer de gré ou de force dans la famille germanique ; le pays wallon est une sûreté qu'il faut prendre contre la France, c'est le glacis ;

Liège et Namur doivent être allemands comme Metz. »

Quels accents ! Dumont-Wilden a su s'émouvoir devant la noblesse de la fidélité alsacienne et lorraine, et, en la peignant à ses compatriotes, il a jeté le cri prophétique de Cassandre qui précède toujours les grandes tragédies nationales. Mes chers confrères du Comité, je vous demande s'il ne vous semble pas heureux que nous donnions notre prix à ce livre belge et alsacien-lorrain. (Au livre ou bien à l'auteur, comme le voudra notre règlement.)

Ce choix aurait la valeur d'une manifestation. Avant que la bataille des armées s'engageât, et dans la période où la lutte n'était qu'entre les esprits, Dumont-Wilden fut en Belgique du parti français contre le parti allemand. Modestement, mais d'une manière efficace, il prépara la défense de la civilisation. La culture latine a trouvé en lui, durant de longues années, un soldat infatigable. Il lutta contre l'invasion de l'esprit allemand et contre une pensée avant-courrière des armées. Il répétait sur tous les tons que la Belgique ne peut vivre, en temps de paix et en temps de guerre, que liée étroitement à la France. Il chantait son amour de notre pays avant que

ses compatriotes crient, comme ils le crieront dorénavant à travers les siècles, leur haine de l'Allemagne qui vole, brûle et assassine.

Mais je resserre trop ma pensée. Ma pensée, c'est un hommage à tous ceux qui de leur plume vaillante, en Belgique, devancèrent le fusil des défenseurs du sol. Et si je nomme Dumont-Wilden, que je connais le mieux et de qui j'ai là sur ma table cette œuvre de piété alsacienne qui nous fournit une occasion favorable, j'englobe dans mon hommage tous les écrivains belges qui plaidaient pour la France, tous ces clairvoyants que, hier, l'un d'eux, Roland de Marès, glorifiait dans une page toute frémissante. En couronnant *la Victoire des Vaincus*, c'est toute l'école belge qui se battait pour la France que je voudrais mettre à l'honneur.

De tels ouvrages, quand ils parurent, pouvaient paraître des expressions individuelles. Il était permis aux esprits superficiels de n'y voir que l'humeur d'un écrivain et une sympathie de lettré pour notre pays. Mais l'événement leur donne une bien autre portée. Voilà un livre où la destinée de l'Alsace-Lorraine est proposée aux méditations de la Belgique ; la civilisation allemande, décrite comme une façade mensongère recouvrant une sau-

vagerie foncière ; l'amitié franco-belge, vantée comme une nécessité, comme la formule du salut. Qui niera aujourd'hui le caractère prophétique et salubre d'un tel livre ? Dans ce qui semblait hier un divertissement de tourisme, chacun saluera un pressentiment patriotique ; ce petit livre se place dans l'histoire de la préparation à la résistance. Plus encore ; dans l'histoire de la formation nationale belge.

Il y avait des Belges nombreux qui ne voyaient pas que la Belgique eût un rôle national et qui se contentaient de trouver leur bien-être individuel sur un territoire aménagé d'une manière incomparable. Mais certains écrivains ont commencé de révéler à leurs concitoyens la pensée qui reposait sur leur sol, et les Allemands sont venus obliger les plus rebelles à distinguer quel est le rôle historique auquel les habitants des pays de Meuse et d'Escaut ne peuvent pas se soustraire. Cette haute mission de la Belgique, plus d'un parmi nous n'avait pas su la comprendre pleinement. Je suis allé plusieurs fois à Bruxelles et j'ai hâte d'y retourner et de reconnaître dans cette ville les vertus que j'avais négligé d'y voir. Elle nous semblait un peu bourgeoise. Bourgeois nous-mêmes, qui ne savions pas discerner sous des manières bonhommes un

magnifique esprit de sacrifice sans déclamation ! Il ne se laisse plus ignorer de personne dans l'univers. La nationalité belge est créée, perfectionnée sous la pluie de sang. On verra tout germer, tout éclore sur cette terre héroïsée. Elle a reçu dans un tel baptême une unité, un idéal. Il y a désormais en Belgique quelque chose de plus qu'une abondante prospérité matérielle : une âme née dans l'honneur, irréconciliable avec le pangermanisme et promue à la haute fonction de défendre la latinité. Hier les Belges, divisés en Wallons et en Flamands avaient un principe de vie double, incertain et querelleur ; maintenant ils ont un principe de vie plein de cœur, plein d'amour. Les jours inoubliables qu'ils traversent leur crieront toujours : « Unissez-vous ! » Et nous Français, nous voulons être de cette union, amis des Belges à jamais contre la Barbarie (1).

(1) Dumont-Wilden a obtenu le prix Lasserre.

V

LA BOTTE REMPLIE DE CROTTIN

30 Août 1914.

Guillaume et son état-major général ont décidé de faire une guerre atroce. Ils prétendent noyer la Belgique et la France dans un fleuve de sang et de larmes. « Nous sommes, disent-ils, les Cherusques et les Huns, les Suèves, les Vandales, les Herules. Tremblez ! Les grandes invasions recommencent. Ce n'est pas pour rien que dans notre Walhala de Bavière, dans notre temple national, nous avons dressé les statues d'Alaric, de Genzeric et de Totila. Le Teutatès germanique, que nos pères nourrissaient de chair humaine, règne toujours dans nos cœurs. Nous réapprendrons au monde que la force prime le droit. »

Ces éternels pédants aiment à jouer les démons. Ils ont fait de Méphisto un des types sur lesquels ils se modèlent. Leurs éclats de rire, leurs railleries, leurs quolibets ordinaires sortent de la même source que leurs réquisitions, leur loi des otages, leurs fusillades sommaires, leurs incendies méthodiques et

leurs pendaisons. Ils voudraient être le fléau de Dieu, le marteau qui martèle le monde. Et coude à coude, botte à botte, se faisant une âme grégaire et l'état d'esprit d'une horde, leurs formations en grandes masses prétendent passer sur notre civilisation comme les Barbares sur le monde latin.

Des barbares, voilà leur prétention. La barbarie d'Attila qu'ils prétendent renouveler était quelque chose de spontané et de trop puissant qui débordait ; c'était quelque chose de normal, de conforme à la moyenne des mœurs de ses peuplades ; bref, une expression naturelle. Mais que des élèves d'université, des petits commerçants, des ouvriers socialistes multiplient contre les blessés, les femmes, les enfants et les morts, tous les raffinements de la cruauté ; ah ! c'est une bien autre histoire, une ignominie morale, et nous sommes en présence, non pas de primitifs, mais de misérables qui saisissent avec joie des prétextes pour satisfaire des instincts anormaux.

Je n'aime pas la phraséologie ; j'ai horreur des idées à la fois généreuses et vagues, et je ne tenterai pas de faire croire à personne qu'un criminel bien armé soit moins redoutable qu'un honnête homme ;

mais tout de même c'est une satisfaction de voir clair et de pouvoir mépriser qui le mérite. Nous sommes en présence d'une armée où dominant les gredins.

Voulez-vous connaître leurs intérieurs d'âme ? Écoutez cette histoire, écoutez le langage et la conduite d'un lieutenant allemand fait prisonnier la semaine dernière.

Il est amené devant le général X...

— Lieutenant, votre parole d'honneur que vous ne chercherez pas à vous échapper.

Il refuse grossièrement.

— C'est bien, on va vous attacher.

Nouveaux éclats de l'Allemand. Cependant le général, qui l'observe, croit distinguer sous cette carapace d'insolence et de brutalité un pauvre sire, « un enfonceur », et froidement :

— En voilà assez ! J'ai besoin de renseignements. Je vais vous poser dix à douze questions. Si dans cinq minutes vous n'y avez pas répondu, vous serez fusillé.

Et, de minute en minute, de lui dire :

— Eh bien ?

Alors l'Allemand répond textuellement :

— J'ai réfléchi et je suis prêt à parler. Mais je veux être sûr qu'on ne le saura pas en Allemagne.

Et il parla.

Cette histoire m'est racontée par M. A.-P. Lemerrier, professeur à l'Université de Caen, doyen honoraire de la Faculté des lettres, qui me cite le nom du général français en me priant de ne pas l'imprimer. M. Lemerrier termine la lettre qu'il m'écrit par ces lignes : « Ma ville natale, Étain, est détruite. Mon village d'adoption, Beblenheim, incendié. Ils ont bombardé nos tombes de Lorraine et d'Alsace. »

Ces atrocités théâtrales ne diminuent pas d'une once nos chances de succès. Au contraire, elles les augmentent. La haine est une force et le mépris aussi. Ah ! l'âme allemande, nous la pesons à sa valeur. Ces gens qui veulent nous marcher dessus, ce sont de lourdes bottes, mais remplies de crottin.

VI

LES RAISONS DU TRIOMPHE FINAL

31 Août 1914.

Tandis que nos armées, pied à pied, en retenant et en décimant l'envahisseur, assurent à nos collaborateurs anglais et russes la liberté nécessaire pour déterminer la ruine de

l'Allemagne, nous, public, nous devons continuellement ramener notre regard sur l'ensemble du vaste plan. Il ne faut pas que nous laissions notre pensée s'hypnotiser sur des parties de l'échiquier ; il ne faut pas qu'aucune des péripéties nous accroche et risque de troubler notre clairvoyance.

La victoire sera le fruit d'une action menée par les armées françaises, par les armées russes, par l'escadre anglaise. Et jusqu'à cette heure, dans l'immense cadre de cet effort, il n'y a eu que d'heureux inattendus, je veux dire la coopération réunie des Serbes et des Belges.

Tout se déroule, dans l'ensemble, selon le désir et la préparation des alliés. Rien ne peut arrêter la marche des Russes. Elle ne peut être entravée et retardée que par les masses allemandes aujourd'hui occupées en France. Tant que ces masses seront chez nous, les Russes avanceront sans obstacles sérieux. Si elles nous tournent le dos, nous leur fonçons dessus avec la force d'un ressort qui se détend.

Ah ! il faudrait s'inquiéter et trembler si nous étions dans la situation précaire où se trouve l'arrogante Allemagne réduite dès demain à sacrifier Berlin ou à nous fausser

compagnie. Demain nous leur dirons : « Quoi ! messieurs les Allemands, vous nous quittez déjà ? » ou bien nous leur offrirons nos condoléances sur leur capitale cosaquée. S'il leur plaît de ne pas lâcher prise et de s'obstiner chez nous, eh bien ! croyez-vous que les Russes s'arrêteront dans Berlin conquise ? Ils pousseront toujours devant eux. Le chemin n'est pas si long pour eux jusqu'en France. Ils y sont déjà venus. On m'a bien souvent, en Lorraine, raconté les souvenirs du temps des cosaques, souvenirs tragiques que nous recouvririons avec des souvenirs d'allégresse. Vivent les cosaques ! Qu'ils soient les bienvenus !

Quand aujourd'hui nous manquerait, demain, le plus proche demain, de toute certitude, nous va apporter la victoire.

Dénombrons, une fois de plus, les éléments de notre pleine confiance et nos sûres raisons de vaincre.

Les Allemands ont engagé contre nous toutes leurs troupes d'élite et quasi la totalité de leurs forces. Dès maintenant, elles sont décimées. Où peuvent-ils retrouver des hommes ? Chez nous, au contraire, chaque jour, par paquets de plusieurs milliers, débarquent les Anglais. Le contingent du Canada

navigue ; les troupes indiennes se sont déjà embarquées ; le reste suivra. Et, tout cela, troupes fraîches,

Les Allemands vivent sur leurs approvisionnements, déjà diminués, comme leurs troupes, et, bloqués de partout, ils ne peuvent pas se ravitailler facilement. Nous, au contraire, jouissant de la liberté des mers, nous voyons les ressources du monde entier s'acheminer, entrer dans nos ports et déjà nous avons repris nos exportations.

Notre crédit ? Mais c'est au nom de l'Angleterre et de la France réunies que nous convierons les prêteurs, et jamais plus beau gage, plus retentissant et plus triomphant appel, ne sonna dans les banques, près des grandes et petites bourses.

Nul de ceux qui me lisent n'ignore ces faits qui nous garantissent le retour de Metz et de Strasbourg et la destruction de l'empire allemand ; mais je prie chacun de remplir son rôle de propagateur, de chef d'opinion, et de multiplier autour de lui ces paisibles expressions du bon sens. Disons et redisons ces vérités, que tous peuvent quasi toucher de la main. Je ne fais appel à aucune foi mystique dans les destinées de la France et de la civilisation. Que chacun regarde avec ses deux

yeux, il verra au bout du tunnel, après les jours difficiles, l'agresseur haletant sous le poids de la France, de l'Angleterre et de la Russie.

VII

BEAU MOT D'UNE VICTIME DE LA GUERRE

1^{er} Septembre 1914.

« Comment avons-nous pu penser à autre chose qu'au péril allemand? » me disait hier un illustre écrivain rencontré par hasard. Et c'est le cri de chacun, le cri de l'univers effrayé des coups qui menacent la civilisation.

Nous avons eu le plus grave tort de ne pas penser toujours et uniquement aux hordes germaniques. Aujourd'hui qu'elles s'imposent à nos yeux et à notre esprit, tâchons au moins de les regarder de la bonne manière, d'un cœur solide et fier, sans fièvres inutiles.

Je ne doute pas qu'il en soit ainsi et que les non-combattants aient la même tenue d'âme que nos admirables soldats, car les événements que nous subissons valent pour tonifier, améliorer, transfigurer les masses et les individus. Écoutez plutôt un petit récit

qui ne vaut que pour vous rappeler cent autres faits tout pareils, faciles à constater tout autour de nous.

Un ami m'écrit de Normandie : « Notre province est digne de Paris par son calme, sa résolution, sa vue claire que le succès final est certain pourvu que l'on tienne. Hier après-midi, deux cents Belges en détresse, hommes, femmes, enfants nous sont venus. La population les a immédiatement recueillis. A 8 heures du soir, nouvelle arrivée de Belges, cette fois au nombre de huit cents, que notre petite ville, en moins d'une heure, a trouvé le moyen de nourrir et de coucher. J'avais pour ma part une famille de cultivateurs, père, mère, fille et deux garçons. Ce matin, j'ai eu la chance de les faire embaucher pour toute la durée de la guerre chez un fermier du pays.

» Le chef de cette famille, un beau vieillard, me remerciait en pleurant. Et moi, je l'interrompis pour lui dire notre reconnaissance à tous envers son pays.

» — Ah! m'a-il-répondu, c'est vrai que j'ai bien soigné vos petits soldats. Ma femme et ma fille leur portaient du lait, des œufs. Mais les Allemands étaient si nombreux! »

Parmi tous les propos de ces émigrés belges

que me rapporte mon correspondant, j'écarte le récit des atrocités allemandes. Nous les connaissons. Mais voici quelques mots inoubliables. Ils font voir une âme transformée par le malheur :

— Monsieur, disait le vieillard à son hôte, laissez-moi me confesser à vous. Je crois que Dieu nous a punis parce que, toute ma vie, en même temps, c'est vrai, que j'élevais quatre enfants, je n'ai fait qu'entasser. Je suis ainsi devenu propriétaire d'une ferme qui vaut 70.000 francs. Sans doute, à cette heure, les Allemands n'en ont rien laissé debout, mais si je la retrouve, si j'y rentre jamais, *tout ce qui ne me servira pas à manger sera donné aux pauvres et à mon pays pour augmenter ses forteresses.*

Quel programme! Quelle sincérité émouvante! Un noble homme, au milieu des malheurs, se demande : « Qui est-ce qui a péché? Est-ce moi qui ai amené sur cette contrée la malédiction? » Il ne peut pas admettre qu'il y ait souffrances si fortes et si larges, s'il n'y a pas de coupable. Et son regard purifié devient aussitôt d'une étrange puissance. C'est un grand spectacle de rencontrer un homme tout changé intérieurement et qui entend la double vérité, un homme qui sait comment

se fera son salut propre et le salut de sa nation.

Cet émigré belge arrive à cette haute science, à cette moralité extraordinaire, dans la minute où lui et son peuple ont quasi accompli leur tâche. Il découvre le secret de sa propre existence et de son existence nationale, au moment où il est rejeté en dehors de l'action. Nous, heureusement, nous sommes en plein dans notre effort. Il est encore temps que nous recevions utilement le conseil des événements et que, perfectionnés par eux, nous ne pensions à rien autre qu'aux œuvres de défense et de fraternité. Il faut qu'une circonstance d'un tragique si grandiose règle nos sentiments et que nous sachions bien qu'à la guerre le poids des souffrances ne porte pas seulement sur les combattants. Elles portent sur eux d'abord, et de beaucoup le plus durement. Mais nous avons à joindre à leurs efforts notre effort, à tendre nos volontés, à nous maintenir dans une puissante discipline. Et, par exemple, à chaque nouvelle que nous recevons, et qui déçoit notre impatience, obligeons-nous à nous placer à un point de vue élevé, de telle manière que nous embrasions non pas seulement le coin de terre qui nous est le plus cher, mais tout le vaste

horizon et l'ensemble des opérations de guerre.

Nos héroïques soldats acceptent avec allégresse de faire le sacrifice de leur vie; nous, c'est bien moins que nous avons à faire, nous devons supporter les heures pénibles, les semaines cruelles, en ramenant toujours notre regard sur la minute certaine, prochaine, triomphale, où l'immense cavalerie cosaque battra de ses flots Berlin ville ouverte.

VIII

LA SYMPATHIE DE L'UNIVERS

2 Septembre 1914.

C'est chose profondément émouvante qu'au milieu d'un assaut de sauvageries tel que nulle guerre des temps modernes ne l'a dépassé, notre France tout naturellement maintienne ses hautes vertus généreuses et sa primauté de civilisation,

On n'en finirait pas d'en relever des preuves. J'avais écrit qu'à Paray-le-Monial des Alsaciens enrôlés par force au service de

l'Allemagne et faits prisonniers par nous, avaient eu à souffrir quelques violences des autres prisonniers allemands. Je demandais qu'on les ménageât et favorisât. Certes, on aurait pu, dans les fureurs d'une lutte sans merci, ne pas se soucier d'un fait qui tout de même est d'ordre secondaire. Mais non, aussitôt on s'émouvait en faveur de cette cause juste. Et le docteur L. Tixier, médecin en chef de l'infirmerie de la gare de Paray-le-Monial, m'écrit pour rassurer les amis de l'Alsace française :

« Le commandant d'armes de Paray, un Lorrain, après une enquête rapide judicieusement menée, a eu la satisfaction de faire rentrer dans les rangs de notre grande famille française plusieurs Alsaciens et Lorrains bon teint. »

Je remercie le commandant Lebrun. Et, par ailleurs, je lis plusieurs journaux qui, racontant des passages de prisonniers, mentionnent, séparés des Allemands, un petit groupe d'Alsaciens. Souhaitons que l'on puisse, de même, placer à l'écart des Allemands qu'ils haïssent, les Polonais et les Danois. Efforçons-nous que cette guerre, dès son début, prenne bien les couleurs d'une guerre de libération. Réjouissons-nous qu'elle

mette en valeur, avec une évidence irrésistible, notre supériorité morale.

Sans doute, à cette heure, la force parle toute seule. Mais, par derrière, la valeur morale garde sa puissance. A toutes les époques, la conscience des hommes a refusé à une race de diriger l'humanité si elle ne prouvait pas sa suprématie. Ce n'est pas assez, mais c'est quelque chose d'avoir pour soi la conscience universelle. Nous ne sommes qu'au début des hostilités, et déjà, aux résultats positifs obtenus par la France, la Russie et l'Angleterre sur l'immense échiquier, il faut ajouter le prestige que nous gagnons à tenir le rôle de soldats de l'humanité.

Que cette constatation soit encore un moyen d'élever, de perfectionner nos âmes, de leur donner de la force. Voulez-vous que j'emploie le mot de « prière » ? Il rend bien ma pensée. A cette heure, dans tout l'univers, l'élite des hommes, les plus cultivés, les plus humains, prient pour le succès de nos armes. Ils voient que la civilisation serait diminuée si elle était privée de notre nation, de notre ville, plus capables qu'aucune nation et qu'aucune ville de maintenir les idées généreuses dans le monde. Ah ! ce sont

de vieux thèmes, mais leur efficacité subsiste dans cette semaine tragique. Rien n'est indispensable à la France que de prolonger la lutte jusqu'au bout et de durer assez de semaines pour que ses alliés exécutent la partie qui leur est confiée dans le commun programme. Mais Paris est indispensable à l'univers, et les pensées de l'univers se joignent aux armées de la France pour faire un rempart à la ville.

IX

LE ROLE DE PARIS

3 Septembre 1914.

Beaucoup de personnes (de qui je vois bien les bonnes intentions et de qui certes je partage l'émoi patriotique) m'écrivent, me proposent leurs vues, me demandent que j'aie ici une opinion sur la conduite des choses militaires. J'en suis incapable. Je n'ai pas la compétence, et nul homme de sens à cette heure n'a envie d'élargir ses responsabilités. Je ne juge pas les chefs militaires; je ne juge même pas

les chefs politiques, car je n'ai pas les éléments détaillés de la situation au jour le jour, tout ne m'est pas clair. Mais je vois, comme tous, l'ensemble excellent de l'échiquier et notre réussite finale assurée.

Au jour le jour, nous cherchons de notre mieux à être la voix de la bonne volonté française. Le cœur des patriotes est rempli d'amour pour l'armée, pour cette noble jeunesse qui prodigue le sang le plus innocent, le plus chaud, le plus pur, la fleur de notre race. Nous n'aurons pas un mot, pas une pensée, pas un mouvement de notre âme qui ne s'accorde avec les chefs politiques et militaires. Plus que jamais il faut que, tous, nous harmonisions nos actes, nos sentiments, et que nous soyons tous des collaborateurs sûrs.

Dans la machinerie d'un cuirassé, à tous les postes intérieurs, le marin exécute l'ordre qu'il reçoit, et dont il ne comprend pas la portée. Il demeure de longues heures enfermé, isolé, dans une demi-obscurité. Il fait sa tâche. Imitons-le. La France navigue de concert avec l'Angleterre et la Russie. Chacun de nous ne peut pas être mis au courant des nécessités de la manœuvre. Nous savons que chaque ligne des journaux que nous lisons est lue par l'ennemi. Les communiqués du Gouvernement

aux Français se trouvent être en même temps des communiqués à l'ennemi. C'est dire que nous approuvons que l'autorité militaire nous cache ses dispositions stratégiques. Toutefois, la crainte de nuire au succès de nos armes doit seul arrêter le Gouvernement dans ses exposés. D'une manière générale, Paris a le droit d'être instruit des préparatifs faits pour sa défense. Paris a montré d'une manière constante depuis un mois, depuis les derniers jours surtout, qu'il savait supporter les annonces et les approches d'une situation grave. Dans Paris, la politique des partis a disparu, nulle des passions d'antan ne semble subsister. On n'y respire que le plus pur patriotisme. Nous désirons savoir, non pour satisfaire une curiosité inactive, mais pour distinguer clairement notre devoir.

Notre seule loi, c'est le salut de la France. Comment ce salut peut-il être assuré le mieux ? C'est la seule considération qui doit guider les chefs militaires. Tous les Parisiens le comprennent. Ils sentent que tout est secondaire auprès de l'ensemble des opérations. Mais, tout de même, ils voudraient bien que le Gouvernement leur précisât le rôle de Paris. D'autant que le Gouvernement peut compter sur la discipline patriotique, sur l'abnégation

et la vaillance de toute la population, sur un état moral héroïque.

Ce jour-là, 3 septembre, l'Écho de Paris publiait la proclamation du Gouvernement français faisant savoir au pays qu'il transportait sa résidence en province.

En même temps, le journal annonçait avoir dû se préoccuper de créer une édition à Bordeaux. Il disait :

« Plusieurs de nos collaborateurs, M. de Mun, M. Jean Herbette notamment, ont quitté hier la capitale.

» M. Maurice Barrès reste à Paris. »

Cette circonstance est peut-être à rappeler pour que l'on comprenne le caractère plus spécialement parisien et local des articles que l'on va lire immédiatement et qui parurent dans une période où la capitale était en quelque sorte isolée du reste de la France.

X

UNANIMES, UNIS PAR LE COEUR

Le départ du Gouvernement.

4 Septembre 1914.

Nous voici dans un Paris qui, momentanément, n'est plus le centre de l'État. Il n'y subsiste que l'organisation municipale et la puissance militaire.

Le Gouvernement, avant de partir, a augmenté ou précisé les pouvoirs du Conseil municipal et invité les députés à l'accompagner à Bordeaux. Quelles que soient leurs attaches locales, les députés ont par-dessus tout une tâche nationale, et le Gouvernement a raison de leur rappeler qu'ils doivent se maintenir à même de faire entendre la voix du pays. Ils doivent, dit-il, « former le faisceau de l'union nationale autour du Gouvernement ». C'est bien. On entend là un rappel de la séance d'union du 4 août, « le jour sacré » de la législature, dont le bénéfice ne doit pas être perdu.

Je n'ai donc rien à objecter, en principe, à la thèse du Gouvernement, au ralliement qu'il

sonne du côté de Bordeaux. Et pourtant ! Les députés se sont réunis pour en discuter ; chacun a compris les raisons de l'autre ; chacun a tranché selon sa vision, selon sa conscience.

Groussier le socialiste a dit un beau mot qui porte bien la marque de ces semaines exceptionnelles : « Nous resterons unanimes. Que les uns partent, que les autres demeurent, nous sommes unis par le cœur. » Je m'associe avec tous mes collègues à cette haute vue de raison et de concorde.

Personne n'aimerait que les députés représentant les régions envahies (qui sont les régions les plus patriotes, les plus décidées à durer, à tenir) se missent dans l'impossibilité de remplir leur fonction propre. On ne le demande pas plus à ceux de la Seine qu'à ceux de Meurthe-et-Moselle, des Vosges et du Nord. On sait que leur rôle est national, non municipal. Leur rôle est d'assumer des responsabilités de paix ou de guerre, comme ce sera demain encore la question.

Demain ! Je serai là pour voter la continuation d'une lutte où notre triomphe est assuré. Mais aujourd'hui ? Aujourd'hui n'avons-nous pas une tâche à Paris ? Il faut être là où l'on rend service, où l'on est désigné par

son emploi. C'est entendu. Mais n'y a-t-il plus pour nous de service à rendre à Paris ?

J'y puis toujours écrire ces articles. Quelle autre tâche y sera-t-elle possible ? C'est ce que je vais voir.

J'ai approuvé Hansi et puis Wetterlé, l'abbé Collin, Jean, Helmer, tous les députés et chefs patriotes de l'Alsace et de la Lorraine, de ne pas se mettre inutilement dans les prisons allemandes. Il n'est pas une seconde dans mon esprit de me donner en otage, sans aucun bénéfice pour la cause française. Je vois très bien les services que nous devons rendre à Bordeaux, où il ne faut pas laisser le Gouvernement livré aux suggestions fâcheuses qui peuvent l'entourer et le presser ; je sais que mon devoir est de représenter, le cas échéant, Paris auprès des pouvoirs réguliers et de l'opinion provinciale. Seulement, tant que Paris n'est pas investi, tant que la liberté des mouvements semble possible, je veux tenir ici, au milieu de mes concitoyens et dans ce journal, mon rôle, qui est d'exprimer selon mes forces la bonne volonté de Paris.

XI

CE QUI BRILLE DANS LES TÉNÉBRES

C'est une guerre dans les ténèbres. Je ne me plains de rien, mais je dis, comme mes lecteurs, que vraiment on ne nous prodigue pas les explications et les lumières. Nous, qu'on accusait d'être un peuple un peu vain, nous ne savons même pas les noms de nos victoires depuis un mois ! Au milieu de nos échecs, nous en avons eu des vraies victoires, à Guise, par exemple. Mais rien ne nous en a été dit de net, de fort, qui fasse image.

Autour de Paris, le silence et l'obscurité s'épaississent. D'héroïques soldats, de jour et de nuit, sans arrêt se battent pour nous, pas loin de nous, sans que nous puissions leur dire : « Merci ! » en les appelant par leurs noms.

Qu'importe à leur gloire ! Elle est toute dans le résultat qu'ils obtiennent. Ils sauvent la France en retenant l'ennemi, en usant le temps.

Et puis, en pleine lumière, quelque chose

éclate que je veux nommer et célébrer, c'est la renaissance de nos anciennes qualités viriles, vertus de discipline et d'ordre.

Il est admirable, ce peuple de Paris qui souffre de privations matérielles, qui souffre de chagrins privés et qui se nourrit d'amour pour la France. Pas une plainte, pas une récrimination, pas une défiance. Rien que le désir ardent d'être mis à même de bien faire. On veut durer et tenir. On sait qu'au milieu de cent péripéties cruelles on vaincra, parce que, tous d'accord, on a bien saisi la tactique arrêtée par les trois pays alliés.

« Soit, peut dire Paris, je suis l'appât. C'est vers moi que s'écoulent les hordes barbares. Qu'importe ! Je travaille au salut de la France. Je l'assure, et dans ce moment plus que jamais, mes fils français et dans le monde entier, mes hôtes m'aiment et m'admirent ! »

L'ambassadeur des États-Unis, qui, par ordre, ne quitte pas son poste, sera devant l'univers, le témoin de Paris.

XII

SUR LES TOURS DE LA VILLE

5 Septembre 1914.

Les Allemands tentent d'arriver sous l'enceinte de Paris. Et pourtant quel homme sensé souhaiterait à la France la position de l'Allemagne? Tout notre corps est meurtri, notre cœur angoissé. Mais que nous sommes vivants et puissants!

Parisiens, ne voyons pas le seul drame de notre ville. Montons sur les murailles et sur les tours de la Cité et plus haut encore. Examinons par les yeux de l'esprit le vaste champ des batailles où l'univers se heurte pour notre juste cause. Alors nous crierons : « Victoire ! »

Paris, une fois encore, est pressé par les hordes étrangères. Nous nous émouvons. Il y a dans notre sang quelque chose qui nous vient d'il y a quarante-quatre ans. Un cavalier, une fois désarçonné brutalement, garde envers son cheval, parfois, une inquiétude. La fortune de la guerre nous a trahis en 1870. Le siège de Paris, cela sonne mal au

cœur le plus viril. Servons-nous de notre raison.

Nous risquons d'interpréter inexactement cette grave situation, de lui donner dans notre imagination, nous les quinquagénaires, plus d'importance qu'elle n'en a dans la réalité stratégique.

Nos jeunes soldats heureusement ne sont pas sous l'empire de nos vieilles expériences et d'assimilations que nous nous laissons aller à établir bien à tort. Nul rapport réel entre notre position en 1870, à l'heure du siège, et le moment présent.

Nos armées, en dépit des pertes qu'elles viennent d'éprouver au cours de cette série d'échecs et de succès, ne sont pas brisées, mais chaque jour réparées et par là intactes. Par contre, déjà des unités allemandes considérables sortent de la bataille, sortent du cercle des opérations franco-belges, sont mises hors de combat, sans même que nous les ayons touchées. Qu'est-ce donc ? D'où ce miracle ? Un archange, un dieu de l'Iliade voltige-t-il au-dessus de nos troupes ? Inaperçu de nos regards, quelque'un combat pour nous. Mais oui, dans la Prusse orientale.

Nous commençons à triompher, et ce serait

l'heure où nous commencerions de nous inquiéter ? Le plan pour lequel nous avons fourni, subi les plus durs sacrifices laisse voir ses premiers fruits, et nous douterions ? Allons donc ! Cette heure terrible est la plus belle.

Un membre du corps diplomatique, à qui je serrais la main, il y a trois jours, à l'heure de son départ, me disait : « Les Allemands sont orgueilleux, c'est sûr, de leur marche forcenée sur Paris, mais inquiets. Ils sentent qu'il leur faut maintenant recommencer un même effort pour sauver Berlin, un autre effort pour sauver Vienne, et que vos armées, ce durant, leur feront une terrible retraite. »

Bonne confiance, amis ! Le deuxième acte commence pour le salut de la France que Paris préfère à tout.

III

TROISIÈME PHASE

LA VICTOIRE DE LA MARNE

(6-13 Septembre)

En s'infléchissant vers Meaux et Coulommiers, le général von Kluck (première armée) offrait sa droite à l'action offensive de notre gauche, à l'attaque du général Maunoury (armée de Paris). Tel est le point de départ de la bataille de la Marne qui commence en bataille de l'Ourcq.

Dès le 5 septembre au soir, l'armée de Maunoury avait atteint le front Penchard-Saint-Souplet. Vers le 6 et le 7, elle continue vigoureusement ses attaques avec l'Ourcq comme objectif. En vain le deuxième corps d'armée

allemand, puis le neuvième, sont-ils amenés en hâte et donnent-ils au combat une violence croissante. Notre quatrième corps d'armée, qui vient d'arriver à Paris, est amené par le chemin de fer à Nanteuil et même, pour activer le transport, des hommes sont amenés dans les taxi-autos de Paris, réquisitionnés à cet effet. Le 7 au soir, nous étions à quelques kilomètres de l'Ourcq sur le front Chambry, Acy-en-Multien.

Le 8, les Allemands, deux fois plus nombreux que nous, obtiennent par des attaques d'une violence extrême quelques succès sur Betz, Thury-en-Valois et Nanteuil-le-Haudoin. La division de Trentinian, à l'extrême-gauche de l'armée Maunoury, se voit contrainte de reculer jusqu'à ce dernier village, où elle se défend avec la plus vigoureuse opiniâtreté. Nous tenons bon et, renforcés, nous préparons une nouvelle attaque. Mais au matin du 10, quand nous avançâmes, les Allemands avaient disparu. Dans la nuit, ils avaient battu en retraite vers le nord.

Pourquoi? Quel événement provoqua leur retraite? Pourquoi le 10 au matin les forces allemandes qui nous faisaient face et qui, la veille encore nous attaquaient furieusement, avaient-elles battu en retraite?

Parce que leur gauche était menacée.

Von Kluck, en appelant le deuxième corps d'armée allemand, puis le lendemain le neuvième corps d'armée allemand pour soutenir sur l'Ourcq ses deuxième corps et quatrième corps, avait fait face à notre gauche et à Maunoury, mais par ces mouvements il offrait lui-même sa gauche aux attaques des troupes anglaises et françaises aussitôt allégées et redressées et qui le menacent. L'armée de Paris venait de modifier profondément la situation générale. Dans la nuit du 9 au 10, le haut commandement allemand apprend que von Kluck a subi un échec et qu'il se retire en toute hâte des environs de Meaux sur Soissons. Et voilà tous leurs commandants d'armée déconcertés, ne recevant du Kaiser et de son adjoint, le général de Moltke, que des directions, semble-t-il, insuffisantes.

Sur tous les points, ils voient leur poursuite enrayée par les armées françaises qui, toutes, à l'ordre de Joffre, dès le 6, ont repris l'offensive et se battent avec une ardeur surhumaine.

Les Allemands font un effort désespéré pour percer notre centre à l'ouest et à l'est de La Fère-Champenoise. Le 8, ils réussissent à faire plier la droite de notre nouvelle armée, l'armée

Foch, qui recule jusqu'à Gourgauçon. Le 9, à six heures du matin, nouveau recul au sud de ce village, tandis qu'à gauche, l'autre corps d'armée devait se replier sur la ligne Allémant-Connantré. Malgré ce recul, le général Foch prescrivit le même jour une offensive générale. Avec la division marocaine dont la conduite fut héroïque, il fit face sur sa gauche, dans la région des marais de Saint-Gond, à un assaut furieux des Allemands. Puis, avec une division qui venait de résister victorieusement aux attaques de l'ennemi au nord de Sézanne, il attaque de flanc, le 9 au soir, les forces allemandes, notamment la Garde, qui avait fait fléchir son corps d'armée de droite. L'ennemi, surpris par cette manœuvre audacieuse, battit en retraite précipitamment. Le 11, le poussant devant nous, nous franchissons la Marne entre Tours-sur-Marne et Sarry. Le 10, la quatrième armée du général de Langle de Cary, renforcée d'un corps d'armée venu des Vosges, put faire sentir son action. Le 11, les Allemands se retiraient, mais ils luttaient désespérément avec une formidable dépense de projectiles, à l'abri de retranchements puissants.

La défaite subie par les Allemands en Ar-gonne, en Champagne et dans la région de Paris les obligeait à rompre le combat en

Lorraine et dans les Vosges. Les forces qu'ils avaient dans cette région de l'Est, ils les transportèrent en partie vers leur droite pour étayer leurs armées battues dans la bataille de la Marne. C'est ainsi que dès le 12, les Allemands opérant entre Nancy et les Vosges reculèrent à vive allure devant nos deux armées de l'Est qui occupèrent aussitôt, en serrant de près l'ennemi, les positions qu'il occupait.

L'esprit offensif de nos armées de Lorraine avait ainsi préparé et consolidé de la façon la plus utile le résultat sauveur obtenu en Champagne, en Argonne et dans l'Ile de France. Chaque armée avait gagné pas à pas, ouvrant la route à la voisine, appuyée par elle aussitôt, prenant de flanc l'adversaire qu'elle attaquait la veille de front. Les efforts de l'une s'articulaient étroitement à ceux de l'autre; une unité profonde de vues et de méthodes animait le haut commandement.

Le 12 au soir, le général Joffre lançait un ordre général. « La bataille qui se livre depuis cinq jours s'achève en victoire incontestable. La reprise vigoureuse de l'offensive a déterminé le succès. Tous, officiers et soldats, vous avez répondu à mon appel. Vous avez bien mérité de la Patrie. »

Oui, elles ont bien mérité de la France éternelle, ces troupes qui depuis deux semaines battaient en retraite et qui, l'ordre d'offensive donné, ont marché devant elles sans jamais reculer.

Elles avaient affaire à la totalité de l'armée ennemie; elles l'ont pressée d'une telle force qu'à certaines heures sa retraite eut des allures de déroute.

I

SOUS LE CIEL DE PARIS

6 Septembre 1914.

Nous sommes toujours à parler des Cosaques, des Belges, des Anglais. Et nous n'en dirons jamais trop de bien. Mais vous savez que nous avons aussi des armées françaises.

J'ai idée que les Allemands, dont les marches aventureuses semblent nier ou oublier que nos forces sont là, vont apprendre à connaître que nos soldats joignent à leurs vieilles qualités guerrières individuelles le génie prudent et calculateur d'un stratège qui attend la minute prévue.

Quelque chose d'heureux et de grand se

prépare. J'en avais l'émotion aujourd'hui en circulant au milieu de nos troupes, en causant avec les officiers renseignés.

C'est un système depuis une huitaine de ne plus fournir au public aucun renseignement officiel. Je ne discute pas ce système. J'en vois les raisons. Tous les calculs de la guerre autour de Paris reposent sur les positions respectives des adversaires. On veut se dispenser de fournir là-dessus des notions à l'ennemi. Pour ne pas se trahir, le mieux est de ne pas ouvrir la bouche. Soit ! Chacun s'incline. Mais on peut parler, n'est-ce pas, des dispositions morales de nos troupes ?

Je viens de me promener en automobile dans l'enceinte du camp retranché. Partout quel entrain, quelle confiance dans l'issue ! Bien sûr, pour l'instant, nous ne sommes pas sur le Rhin (encore que nous soyons toujours à Nancy), et des bandes allemandes, d'un effort désespéré, toutes haletantes de fatigue, marchent vers notre capitale. Pas un soldat pourtant, ni un officier qui doute que l'audace des barbares ne soit châtiée, à l'heure voulue, par notre chef qui les surveille. Et ce n'est pas sur le succès final seulement que l'on compte, sur ce succès qui nous est assuré par la multitude des Russes en marche

et par la ténacité des Anglais, maîtres avec nous de la mer. Non, la confiance de notre armée est locale, située entre la Seine et la Marne. Notre espérance plane sur le ciel même de Paris.

II.

LA PROMENADE DU DIMANCHE

7 Septembre 1914.

Par cette magnifique journée de septembre, poussé par le désir impérieux de voir des arbres sous le soleil, de grands espaces verts, des rayons et des ombres, j'ai poussé une pointe jusqu'au bois de Rambouillet. Les routes sont encombrées de villageois poussant, traînant, soutenant, au côté de leur maigre cheval, des charrettes surchargées de leur pauvre mobilier qu'une bicyclette, invariablement, surmonte. Femmes, enfants, vieillards, ils s'éloignent de leurs villages condamnés, et rêvent d'atteindre la Loire. Quelle pitié, d'assister à leur angoisse, que demain fera expier aux envahisseurs ! Le hurlement des automobiles, pressées qu'on leur fasse place, met la date d'aujourd'hui sur cet éternel tableau des

malheurs de la guerre. On voit là, en action, les estampes gravées par Jacques Callot.

Plusieurs de ces pauvres émigrants, le visage tout enflammé de fièvre et de larmes, m'ont raconté leur tragédie, toujours la même. Les maris, les frères, les hommes valides, capables de donner aide et conseil, sont à l'armée. Le maire, ou bien un chef militaire, a donné l'ordre d'évacuer le village, la ville; on a fui en voyant sur l'horizon la lueur des incendies et la clameur des assassinats prussiens. Et — qui n'en frémirait de fureur et de mépris — les uhlands, quand ils rejoignent ces cortèges pitoyables, ont l'indignité de tirer dessus.

Parmi ces milliers de fugitifs qui battent la lisière du camp retranché de Paris, je n'oublierai jamais un groupe de femmes et d'enfants lorrains qui arrivaient de Verdun, la lointaine forteresse meusienne, d'où, la veille de l'investissement, on les avait expulsés comme bouches inutiles. Tandis que le sous-préfet de Rambouillet, avec une parfaite humanité, les interrogeait et leur faisait obtenir un abri généreux au château de Voisins, je les regardais et je les reconnaissais. Et tous les lettrés avec moi les reconnaîtront.

Où donc les avons-nous déjà vus, ces fem-

mes, ces jeunes filles, ces enfants de Verdun ? Dans le récit de la *Campagne de France*, par Goethe. Quand l'écrivain allemand vint en France, par Longwy et Verdun, avec les envahisseurs de 1792, et prit des notes en cheminant sur ces éternelles routes de guerre, il recueillit les images qui composent, dans *Hermann et Dorothee*, le tableau des campagnards chassés par l'ennemi. Ah ! vaillantes gens des pays de l'Est ! Vous servirez toujours de modèles s'il s'agit de la guerre. Ce sont des réalités en grande partie verdunoises qu'il y a sous les arrangements du poète-annaliste qui suivit jusqu'à Valmy les armées du duc de Brunswick.

Brunswick, Valmy, noms fameux d'hier, qui s'harmonisent à merveille avec nos souffrances et avec nos espoirs d'aujourd'hui ! J'en accepte l'augure. Une fois encore l'envahisseur, dans des conditions mystérieuses, se décourage, se détourne, s'ajourne. Comme Attila devant sainte Geneviève, comme le duc de Brunswick devant la Révolution, Guillaume tourne dos devant le Paris de sainte Geneviève et de la Révolution, étroitement réconcilié par un mouvement du cœur et par la nécessité du salut national...

Telles étaient mes réflexions, tout à l'heure,

en rentrant à Paris. J'avais tout le temps de méditer ; je devais prendre le pas des immenses troupeaux qui viennent se réfugier dans l'enceinte des forts et à qui l'administration militaire dit gracieusement : « Gens à quatre pattes, entrez ; la consigne ne vous concerne pas, car vous êtes bons à être mangés, quand les autres ne savent que manger. » Et je songeais : « Parisiens, mes frères, félicitons-nous. On raconte qu'à Blois, au Mans, dans Orléans, à Bordeaux, on s'écrase pis qu'un jour de mardi gras. Nous avons bien de la chance de rester dans notre ville, où les rues, à l'ordinaire un peu bruyantes et encombrées, sont, cette saison, paisibles et reposantes. Paris, avec ses proches environs pleins de braves soldats (pourvu qu'on choisisse un rayon de promenade), voilà, cette année, la vraie villégiature. Et puis, mes chers concitoyens, pour résumer en deux mots ce que j'ai vu et entendu dans mon excursion de ce beau dimanche, *s'ils* y viennent, *s'ils* en tâtent, on sera bien défendu et l'on aura des rations de bonne viande. »

III

LA CONFIANCE DE PARIS

8 Septembre 1914.

Je suis allé, ce matin, me promener dans les Halles. Chacun est vaillamment à son poste. Au milieu de cette activité, on échange des nouvelles, des pronostics, des espérances. Nul endroit où l'on puisse mieux tâter le pouls de l'opinion. Paris est rempli de confiance.

Pourquoi? Parce que Paris possède un cœur solide, une âme bien chevillée au corps.

Les dames des Halles recueillent tous les bruits de la ville, toutes les rumeurs, parfois déraisonnables, mais qu'il faut écouter avec respect, parce que ces rumeurs sont invinciblement optimistes et témoignent d'un peuple qui a contracté le plus solide mariage avec la déesse Espérance.

On m'a dit, ce matin, comme on nous l'a raconté cent fois, que Turpin avait doté nos armées d'une invention foudroyante, que cent mille Japonais venaient de débarquer. Que sais-je encore? Et pour conclure : « Il y a deux officiers allemands qui sont entrés à Paris, déguisés en officiers anglais. Ils nous ont

vous trop forts et trop résolus. Et c'est pourquoi les Allemands s'en vont. »

Vous souriez, vous dites qu'au départ des Allemands il y a d'autres raisons plus positives, plus tangibles. Je le crois avec vous. Avec vous je les entrevois. Mais avant de les dénombrer, je salue cette puissance mystique d'un peuple sûr de sa durée et qui a vu Attila reculer devant sainte Geneviève, les envahisseurs devant sainte Jeanne d'Arc, le duc de Brunswick devant la sainte Liberté.

Cette confiance dans les forces surnaturelles de notre patrie est une magnifique condition morale du succès. Je m'incline avec émotion devant l'inébranlable foi de Paris et de la France en ses destinées immortelles. Il ne suffit pas à un peuple de fonder son espoir sur le rationalisme, il cherche à sa foi, à son besoin de croire des justifications enveloppées de brouillard. Acceptons pieusement tout ce renfort moral...

Et voici qu'une fois de plus l'événement confirme les prophéties de succès.

Ecoutez les communiqués, écoutez ceux qui reviennent des dehors de la ville. Que disent-ils ? Ce n'est plus le camp retranché de Paris que l'armée allemande trouve en face d'elle, mais l'armée du Nord-Est, le gros de l'armée

du général Joffre. Par un prodige de science heureuse, en quelques jours, le généralissime nous a secourus et couverts. Le mouvement tenté par les ennemis, sur leur gauche, pour envelopper l'aile droite française, a échoué. Nous présentons un front immense et solide allant depuis la défense de Paris, où s'appuie l'aile gauche de notre armée du Nord Est, jusqu'à Verdun, et de là, le long des Vosges, jusqu'à Belfort. On se bat depuis trois jours. Avez-vous entendu le canon? On se bat avec succès, sans que rien soit encore décidé. C'est, pour Paris, un répit, et, pour la France, un gage de succès final. C'est autant de jours gagnés pour les travaux de notre camp retranché et pour la marche des Russes.

Les Russes! Ce n'est pas ce soir qu'ils se ruèrent dans Berlin. Mais, ce soir, ils vont entrer en Posnanie (en Pologne prussienne). Ils ne prendront pas, du jour au lendemain, Posen, qui est une solide forteresse, mais ils feront fuir d'épouvante tous les hobereaux qui asservissent là-bas la population indigène. On sait qu'une législation spéciale prussienne exproprie les malheureux Polonais, les oblige à céder leurs terres aux Allemands. Vous jugez de la haine des Polonais contre ces voleurs. Les Allemands de Posnanie, à cette minute,

ne sont pas simplement exposés aux coups des cosaques; ils se voient déjà massacrés par les Polonais, enivrés du désir de la vengeance. Avant même que les Russes ne livrent bataille en Posnanie, tous ces propriétaires exécrés s'enfuient désespérément du côté de Berlin, où leur arrivée échevelée et leurs propos vont semer la terreur. L'arrivée des cosaques à Berlin, répétons-le encore, elle est prochaine, non immédiate, mais immédiatement l'Allemagne va être renseignée sur l'approche des Russes, et désorganisée par ces gens épouvantés.

Les trois cent mille fuyards de Lemberg suffisent pour répandre la terreur dans Vienne. Ceux de Posnanie rempliront le même office dans Berlin.

Courage! Parisiens, la victoire finale, la paix réparatrice, nous ne l'obtiendrons pas sans avoir subi, c'est possible, tous ensemble, de dures épreuves, mais notre France, où rentreront la Lorraine et l'Alsace, et d'où seront chassés nos ferments de discorde, reflourira plus belle que jamais, et nous verrons se réaliser la parole du prophète de leur race, la sentence de Goëthe qui disait : « Il faut que les Allemands soient dispersés comme les juifs. »

IV

LA GRATITUDE DE PARIS

9 Septembre 1914.

Honneur aux armées de la France! Nous progressons dans la région de Montmirail, aux abords de Vitry-le-François, vers Champenoux (sur la route de Nancy à Château-Salins), plus à l'est encore dans les Vosges. Ces bulletins de succès fortifient notre invincible espérance, émeuvent notre gratitude. A quels régiments, à quels chefs doit-elle aller? Quels sont les troupes et les généraux qui dans cette minute couvrent victorieusement Paris? Comment pouvons-nous les nommer, les inscrire dans notre mémoire reconnaissante, les chefs qui nous font ce répit, élargissent notre respiration et sauvent des Barbares la capitale de la France?

Rien que le silence répond. D'héroïques soldats, de jour et de nuit, sans arrêt, se battent pour nous, à deux pas de nous, sans que nous puissions leur dire un frémissant « merci » en les appelant par leurs noms.

Voilà notre ignorance, Parisiens. Celle de

l'armée est pareille. Le simple soldat ignore les plans qu'il exécute ; j'admets que ce fut ainsi à peu près toujours ; mais, cette fois, il ne sait même pas sous quel général il marche. C'est fini de ces grandes popularités militaires, comme notre race en a tant vu, qui faisaient dire aux combattants, à toute la nation : « La Pucelle, Condé, Turenne, le Petit Tondeu sont là ! nous sommes rassurés ». Quelques noms, Joffre, Pau, Gallieni, Castelnau rayonnent. Malgré ces hommes mêmes. Visiblement ils s'efforcent d'éviter tout ce qui pourrait les désigner aux regards, leur faire une place dominante dans les imaginations. J'ai vu nos dragons s'en aller à la bataille, le casque enveloppé d'une gaine, et, de la même manière, nos grands chefs ne laissent point leurs hauts cimiers de gloire étinceler.

Par je ne sais quel sublime sentiment d'ascétisme, tous sont d'accord pour ne laisser flotter au-dessus de cette guerre que la sainte image de la France.

Où nos soldats prennent-ils leur confiance ? Dans leurs chefs immédiats, dans leurs camarades, en eux-mêmes. Les uns, nés pour la guerre, se livrent aux plaisirs terribles de l'aventure et du risque ; les autres refont leurs forces en accueillant en eux l'esprit de

sacrifice. Mais l'idée commune à tous, et qui règne au-dessus de la bataille et du bivouac, c'est l'idée de patrie. Situation toute nouvelle, plus nationale qu'aucun moment de notre histoire. Ce n'est pas une guerre de gloire. On se bat *pro aris et focis*. Le soldat qui tombe à cette minute, sur l'immense front de nos armées, de Paris à Verdun et à Belfort, se sacrifie pour protéger de son corps nos maisons pleines de femmes et d'enfants, et Paris, cœur de la France et de l'univers.

Hier, à Versailles, en voyant la majestueuse solitude du palais, des eaux, des statues et des bosquets centenaires; ce matin, en traversant les cours du Louvre où dorment les bijoux du génie humain, je sentais se former en moi une ardente prière de gratitude et d'amitié pour ceux qui travaillent à vaincre, pour ceux qui donnent leur sang, capable d'engendrer de nouvelles merveilles, afin de protéger, de sauver le trésor hérité des siècles. Et ma prière, où pouvait-elle aller, quand tous veulent être anonymes? Vers toi, ô ma patrie, mère de nos défenseurs.

Nous voudrions tous donner une issue à notre bonne volonté, témoigner notre gratitude, notre émotion, notre fraternité. On cherche. Les uns font célébrer des services

funèbres ; les autres apportent de l'argent, distribuent des soupes, offrent une place à leur table, un gîte meilleur, mais ce que nous avons le mieux réussi, c'est notre élan de concorde. Après tant de disputes, nous atteignons à l'unité spirituelle. Chacun cherche ses ennemis pour se réconcilier. Avec combien plus d'ardeur nous voudrions envoyer nos vœux à nos sauveurs, les soldats et leurs chefs. Mais ils ne veulent pas nous livrer leurs noms. Le mot de ralliement, austère et plus beau que tout, c'est « France et Patrie ».

A qui Paris doit-il exprimer le sentiment profond qui remplit son âme ? A la patrie, à la France, qui soutient, exalte, soulève et porte à la victoire nos généreux soldats.

V

L'ÂME DES SOLDATS

10 Septembre 1914.

Hier, je disais : « Notre gratitude souffre de ne pas savoir avec assez de précision vers qui se tourner. Nous voudrions connaître les chefs et les régiments qui, ces jours-ci, versent leur sang pour nous et dégagent Paris. »

J'y reviens. Je me rectifie. Nous ne connaissons pas les noms de nos défenseurs. C'est vrai. Mais que nous connaissons bien leur âme ! Nous la voyons, nous l'entendons, nous la lisons. A chaque minute, une lettre, crayonnée hâtivement, nous apporte des nouvelles frémissantes, brûlantes, de nos fils, de nos frères, de nos maris, et nous livre tous les mouvements de ces cœurs de héros.

Ces lettres, ce sont des papiers intimes, les archives sacrées de la famille, mais ce sont aussi les papiers et les archives de notre nation, les titres d'une génération qui, tout le long de sa vie, jusqu'au tombeau, sera environnée de respect, parce que, d'un même élan, toute entière, elle a offert et prodigué son sang pour le salut de la civilisation. O sainte jeunesse de France, que vous êtes aimée, admirée par vos aînés ! Avec quel empressement, à votre retour, nous vous remettons dans tous les ordres la primauté ! La cité, la patrie que vous aurez sauvées sont à vous.

Où sont-ils aujourd'hui, nos jeunes soldats ? On se penche en esprit du haut des remparts, on les cherche du regard au lointain, repoussant l'ennemi par-dessus le Petit-Morin, dans la direction de la Marne, et puis

à Montmirail, à Fère-Champenoise, à Vitry-le-François. Vous avez la carte sous les yeux. Écoutez maintenant une lettre qui nous vient de ces champs de bataille, et que me communique un Parisien de mes amis.

Un fils écrit à son père. Tous les Français peuvent faire cercle :

« C'est à toi, mon cher papa, que j'envoie cette lettre, à toi, parce que je veux te raconter le combat auquel je viens de prendre part, et que je craindrais d'épouvanter maman. Avant-hier, j'ai été baptisé au feu. Spectacle terrifiant, mais superbe, où la vaillance a été au premier rang. Et d'abord, je tiens à te dire que je n'ai pas été accroché. Je suis sorti indemne de cette lutte fantastique; la petite médaille que Charlotte m'a donnée m'a protégé...

» A six heures, le régiment arriva sous la ligne de feu. Une nuée d'obus nous accueillit. Moi, comme fourrier, je me tenais avec le chef de bataillon. Le premier obus allemand tombe à dix mètres, nous couvre de terre et ne nous touche pas, car il faut te dire que leurs projectiles d'artillerie ne sont pas dangereux. Nous continuons donc d'avancer sous cette mitraille, et très peu d'hommes tombent. Où le combat est devenu terrible,

c'est lorsque, à douze cents mètres, nous nous sommes heurtés aux mitrailleuses. Là, ce fut colossal. Il nous semblait être dans une fournaise. Les balles sifflaient à nos oreilles et faisaient de terribles ravages ; des blessés pourtant plutôt que des morts.

» Nous, les quatre fourriers du bataillon, nous abordons à une crête où s'installe notre commandant. La mitraille pleut, et malgré cela nous avons le sourire. Tous, à ce moment-là, nous sommes pénétrés par la tâche sublime qui nous est confiée. Je ne pense pas un seul instant à la mort, au milieu des sifflements. Une seule idée m'anime, la France qui vous représente tous.

» Cependant les hommes tombent, et notre commandant nous dit : « Les enfants, il faut » aller communiquer les ordres. Si vous ne » revenez pas, j'en enverrai d'autres. »

» Un camarade part le premier. Il n'est pas revenu. Peut-être n'est-il que blessé. Un deuxième s'en va. Il revient avec deux balles dans les jambes. Moi, je pars le troisième, et reviens sain et sauf. L'adjudant qui est avec nous part et reçoit une balle. Enfin, de toute la liaison de bataillon, je reste le seul. Mais si nous avons des blessés en quantité, les Allemands, eux, c'est terrible, il y a des tran-

chées où ils sont des centaines de morts restés debout. En définitive, nous avons un gros succès sur toutes nos lignes.

» Donc, confiance, mon cher papa. Voici mon premier combat passé. J'ai vécu des heures inoubliables et j'ai compris tout ce qu'il y a de beau et de grand à défendre la France. Nous sommes prêts à tout pour la victoire. Au revoir, cher papa, conserve au cœur l'espérance et dis-toi bien que ton fils sera toujours où est l'honneur. »

Voilà l'intérieur de l'âme d'un jeune soldat. Et toutes leurs âmes sont de cette trempe. Et nous douterions du triomphe final ! N'est-ce pas que vous l'avez lu avec orgueil, ce pauvre petit papier, où les phrases les plus vraies se juxtaposent à des phrases toutes faites, ce papier tout pareil à d'autres lettres que vous avez vous-mêmes reçues, et qui crie bien haut que les trente-neuf millions de Français n'ont pas peur des soixante-huit millions d'Allemands.

Les Allemands vont à la bataille menés par leurs officiers, qui se tiennent derrière leurs rangs, le revolver au poing. Mais vous venez d'entendre ce qu'il y a dans le cœur de nos enfants et qui les fait marcher. Pas une plainte ! Ces Parisiens, habitués à jouir de toutes les commodités d'une grande ville, qui

pousse loin et parfois trop loin les raffinements du plaisir, ils acceptent allègrement les dures obligations de la guerre, le cœur tout fier de courir des dangers et de servir le drapeau. Nos fils, les fils de Paris, ont des âmes citoyennes, et royales, joyeuses d'obéir à l'honneur et de sauver la patrie. Des enfants pénétrés, saturés, sursaturés de tels sentiments peuvent-ils être abattus? Non. La terre qui les a formés ne leur sera pas arrachée. La ville qui leur donna son âme ne saurait devenir prussienne.

VI

DES MAINTENEURS DE FRATERNITÉ

11 septembre 1914.

Quelques lecteurs se sont émus d'une phrase de Goethe que je citais, ces jours derniers, et qui rappelle la plus saisissante des catastrophes historiques, la destruction de Jérusalem et la dispersion du peuple juif. Goethe prévoit que ce sera le sort des Allemands. Et je disais : Oui, que leur empire soit politiquement brisé comme Jérusalem l'a été !... Là-dessus, émoi de quelques-uns ! Ils

croient à une assimilation des Allemands et des Juifs, à une attaque ! En vérité, ils se méprennent deux fois : sur la pensée de Goethe et sur la mienne, J'ai dit et voulu dire qu'il y aurait lieu, après la victoire, de briser politiquement l'unité germanique, et j'ai trouvé intéressant de rappeler que le prophète, le poète, le voyant de l'Allemagne avait lui-même entrevu cette destinée de sa race. La chute de Jérusalem et la dispersion de son peuple, qui seront toujours à travers les siècles un exemple d'horreur, fournissent une image très propre à éclairer le sort promis à l'édifice politique élevé par Bismarck et qui sera jeté à terre, rompu (comme déjà va l'être l'empire austro-hongrois). Il n'y a rien là, ni dans ma pensée, ni dans son expression, qui puisse offenser ou attrister personne chez nous. Et ceux qui s'offensent ou s'attristent, si vraiment il en est, ils me font injure.

Union de tous, amitié des cœurs, unanimité, n'est-ce donc pas le mot d'ordre que mes collaborateurs et moi nous avons donné, maintenu, fait accepter, propagé ? N'ajournons-nous pas, à toute heure, les blâmes, les critiques, les enquêtes, les moindres discussions, tout ce qui n'est pas d'immédiate

utilité ? Allons, que quatre lecteurs, s'ils hésitent sur une phrase, l'interprètent avec largeur, sans s'amuser à se faire mal dessus, à se piquer malgré l'auteur. Que ceux qui me lisent fassent un petit effort de sympathie. Ils ne peuvent tout de même pas me demander que j'aïlle au pas, comme un bœuf à la char-rue, et que j'épelle chaque phrase en procé-dant par B, a, Ba et par B, i, Bi. S'ils me com-prennent mal tout d'abord, ch bien ! qu'ils m'accordent un crédit. C'est ce qu'ont fait mes courtois correspondants. Je les en remercie. Ils ont attendu mon explication en me jugeant sur les signes non équivoques de mon esprit d'union.

Qui donc, à la veille de cette guerre, alors que bien peu de Français commençaient d'en-tendre rouler les caissons de l'empereur alle-mand, a repris et proclamé la vieille devise de Déroulède : « Monarchiste, bonapartiste, républicain, ce sont des prénoms ; Français, voilà votre nom de famille » ? C'est le prési-dent de la Ligue des Patriotes, à qui, le soir de la séance du 4 août, le soir du « jour sacré », Joseph Reinach envoyait son adhés-ion, sa demande d'inscription à la Ligue.

Si je reste à Paris, au milieu de ceux qui m'ont fait l'honneur de me choisir pour leur

représentant, c'est pour partager leur sort, bon ou mauvais, et pour leur être utile, si possible. Et comment les servir ? En remplissant le ministère de la parole, un des plus beaux ministères, en servant de lien entre les esprits et les âmes.

Être là, chaque matin, en personne et par le journal. En personne, c'est-à-dire s'en aller dans la rue, causer avec celui-ci, avec celui-là, féliciter ceux qui demeurent, justifier ceux qui avaient de bonnes raisons de s'en aller, donner leur sens vrai aux événements du jour qui peuvent être fâcheux sur un point, sans entamer notre certitude dans le succès final, fondée sur une vue d'ensemble. Je crois très utile cette œuvre double de la présence vivante et de la diffusion des idées par le journal. Il s'agit de multiplier la sympathie, de faire rayonner, à travers tous, la bonne volonté dont chacun est rempli.

Pour cela, nul besoin d'être éloquent, ce n'est pas mon genre, ce n'est pas le genre du jour. Il suffit de laisser parler notre cœur et les faits.

Les faits d'aujourd'hui, veuillez les écouter : lentement, nous maintenons et repoussons les ennemis qui, déjà, avaient crié : « Sauve qui peut, Parisiens, votre ville est à nous ! »

C'est les battre que les retarder. Pendant qu'ils marquent le pas, le camp retranché est mis en état, mis à même de les arrêter pour toujours, au moins pour de longues semaines, pendant lesquelles nos alliés les obligeront à tourner la tête, à nous lâcher, à lâcher une trop belle et trop difficile proie.

Ainsi parlent les faits. Quant à notre cœur, le mien, le vôtre, il ne veut que l'union. Quelle étrange susceptibilité subsiste chez certaines natures ombrageuses ! Comment est-il encore des êtres qui se cabrent devant un fantôme d'attaque ? Les chevaux allemands broutaient hier aux portes de Paris ; ils ne sont encore séparés de nos redoutes que par l'épaisseur de nos troupes, et vous croyez possible des querelles intestines ! Allons donc ! Hier, j'ai rencontré le vieux M. Vaillant, député socialiste, ancien membre de la Commune. Nous n'avions pas eu, je crois, jusqu'à cette heure, une occasion de nous parler.

— Eh bien ! monsieur Vaillant, lui ai-je dit en lui serrant la main, aviez-vous jamais supposé qu'un jour vous vous réjouiriez de voir les cosaques sous Paris ?

— C'est vrai, m'a-t-il répondu, je suis bien content que les cosaques arrivent. Ils peuvent nous rendre de grands services.

Vaillant n'est plus anti-russe et vous croyez que je fais de l'antisémitisme ? Mais vous n'avez pas réfléchi ! Une des dernières lettres que nous écrivait, de Bordeaux, mon illustre confrère, le comte de Mun, et que nous avons publiée, disait, ou semblait dire, que là-bas on intrigue. C'est le crime d'une poignée d'hommes réprouvés. La France est unanime, sans discussion, par une acclamation de cœur. Et nous sommes les maintenant de cette fraternité.

P.-S. — A six heures moins vingt aux bureaux de *l'Écho*, dans la minute où je termine et signe cet article, une rumeur, des bravos m'appellent à la fenêtre. Sur la place de l'Opéra, une automobile passe où flotte largement déployé un signe de notre succès, un drapeau allemand prisonnier. La pensée de Paris s'en va, enthousiaste, remercier nos soldats. Ils sont unis pour vaincre. Comment ne serions nous pas liés entre nous, quasi scellés, comme des pierres dans un mur, par l'amitié passionnée que ces héros, nos fils, nous inspirent.

VII

BONNES ET TRÈS BONNES NOUVELLES

12 septembre 1914.

« *La situation générale s'est complètement transformée. Non seulement nos troupes ont arrêté les Allemands, mais ils reculent devant nous sur presque tous les points.* » Voilà ce que nous dit le gouvernement. Il ne me suffit pas de le lire et que vous le lisiez plus loin, dans le communiqué. La phrase doit être en tête, n'est-ce pas, de la première colonne du journal.

Le sang versé à flots pour la défense de Paris est le sang le plus précieux de l'Univers. La France sacrifie là ce qu'aucun peuple ne saurait fournir, des régiments où le moindre cavalier ou fantassin fait partie de l'élite de l'humanité. Je n'ai pas attendu pour le savoir le sentiment que m'en donne cette guerre; je n'ai pas attendu de lire avec piété la liste de nos morts, les lettres de nos vivants, les propos de nos blessés impatients de retourner au feu; je n'ai pas attendu de voir toute la jeunesse de France courir aux

bureaux de recrutement. En toute saison, à parcourir le monde et puis à revenir chez nous, on voit bien — on le voit à nos défauts comme à nos qualités — que notre nation est la fleur de l'humanité. Quelle horreur, s'il avait été vainement répandu, le sang de la France!

Mais non, c'est officiel : les Allemands reculent, s'épuisent. On entrevoit chez eux les premiers indices d'une débandade. Depuis le 6 septembre, de Paris à Verdun, ils ont manœuvré admirablement; nous avons manœuvré mieux encore. Déjà l'ennemi est en retraite vers l'Aisne et l'Oise. Dans cette direction depuis quatre jours il a reculé de soixante-quinze kilomètres. Voilà pour l'aile droite de l'armée allemande. Au centre, après les combats les plus acharnés entre Sézanne et Vitry-le-François, même succès. Ils se replient. Et le communiqué, qui aime toujours à se tenir un peu au-dessous de la vérité, nous dit : « La première phase de la bataille de la Marne se dessine en faveur des armées alliées. »

Réjouissons-nous : d'importants résultats ont été obtenus, qui nous donnent le droit d'en espérer de décisifs. Attendons quarante-huit heures encore et que chacun tende sa volonté, comme le croyant multiplie ses

prières. Puissent la fatigue, les misères n'avoir pas de prise sur les défenseurs de Paris, sur les sauveurs de la France et de la civilisation ! Puisse leur résistance physique valoir leur vaillance de cœur, que nous savons invincible, et valoir le génie de leurs chefs, que l'événement proclame ; puissent nos chevaux, nos munitions, nos provisions, tout le matériel de nos troupes engagées durer et tenir, comme dure et tient leur âme !

On s'interroge, on questionne autour de soi. Les Allemands ne vont-ils pas se ravitailler en hommes ? Pas aisément. Ils ne disposent que d'une ligne de chemin de fer, peu facile, très encombrée, une seule, entendez bien, et nous aussi nous recevons des troupes fraîches. Je ne vous garantis pas qu'il faille croire à ces Russes que la rumeur publique annonce, et que la prescience populaire veut avoir vus, traversant l'Angleterre ; mais tenez pour certain que, dans huit jours, vous aurez à Paris les plus belles troupes de l'Inde, des guerriers aussi ardents à braver la mort que les Japonais des légendes.

Qu'elle se continue, comme elle se déroule depuis trois jours, la triomphale manœuvre de Joffre, et j'imagine que nous aurons traversé, nous Français, la plus dure période de

cette guerre gigantesque des nations. Oh ! pas d'illusions, la partie qui se joue près de nous, et qui s'annonce magnifiquement, n'est pas encore toute gagnée, et cette partie n'est pas le tout, mais quelle préparation ! Quel échec déjà, pour les orgueilleux Allemands, qui croyaient d'un seul bond courir sus à Paris ! Quelle satisfaction pour nos alliés belges et anglais, si loyaux à nous assister de leurs armes et de toute leur aide ! Quelle facilité pour les Russes ! Combien faut-il, aux cosaques, pour battre la plaine autour de Berlin ? Deux mois, disaient les plus pessimistes. C'est donc pour la fin de septembre que nous obtiendrons le grand résultat, et que la bête devra se détacher de nous pour sauver, là-bas, sa nichée.

L'univers va se réjouir du sort heureux, de la délivrance de Paris. La ville de Notre-Dame, du Louvre et des Invalides, la ville courageuse, où la plus noble population monte la garde autour des trésors de l'humanité, est désormais hors d'atteinte. Quand même un retour offensif déborderait nos armées, Paris n'a plus rien à craindre : ses défenses sont prêtes. On peut bien le dire aujourd'hui, il y eut un moment où la ville n'avait guère pour rempart que les poitrines

de ses fils. Maintenant, grâce à Galliéni, les canons sont servis et les bétons séchés. C'est justice que la fortune de la guerre favorise ceux qui ne bronchèrent pas, ceux qui, en apprenant l'approche des Prussiens, ne firent pas un pas en arrière, mais deux pas en avant, pour crier aux chefs : « Qu'on nous donne des armes ! »

VIII

DEUX HIRONDELLES

13 septembre 1914.

Deux hirondelles ne font pas le printemps. C'est entendu. Mais elles l'annoncent. MM. Briand et Sembat viennent de faire un tour sur le ciel de Paris. Ça nous change des Taubes. Ils sont venus « en inspection ». J'espère qu'ils s'en vont satisfaits de la grande ville et qu'ils le diront là-bas. Nos Bordelais peuvent revenir. Le communiqué du jour est parfait. Paris les attend avec le sourire.

Ils peuvent revenir ? Attention ! Pas de manœuvre trop précipitée. Je m'en fie à Briand et Sembat. Ces deux hommes d'esprit sont venus humer l'air, tâter le terrain,

préparer les choses. C'est un peu délicat, les sorties, les rentrées, au théâtre. Et les hommes publics, qu'ils s'en rendent bien compte, sont toujours des acteurs en scène. Ils vivent sous le verre grossissant des lorgnettes. Pas de gestes gauches, pas de fausses manœuvres.

On approuve tout à fait que certains ministères aient quitté Paris. Ils sont à la nation ce qu'est le dépôt par rapport au régiment. Leur place est sur l'arrière. Peut-être a-t-on exagéré et passé la mesure. Je ne me ferai pas l'écho du sentiment public là-dessus. Mais je le dis, quand il est encore temps : « Réfléchissez avant de quitter votre abri bordelais. Les Prussiens ne sont pas encore très loin. Il serait fâcheux de nous revenir pour nous quitter une seconde fois ».

De Bordeaux, d'ailleurs, on peut faire d'excellente besogne. Tout est parti là-bas, même le service chargé de nous renseigner sur nos enfants, même dit-on, les bureaux préposés à la correspondance des armées. Eh bien ! voici un point sur lequel Paris appelle d'une façon instante l'attention de nos maîtres :

« Ma femme et moi, écrit un de nos concitoyens de la rue Lafayette, nous avons cent quarante-huit parents à la guerre !... » Voilà un chiffre qui force l'attention et incline, vous

en conviendrez, à la sympathie. « Eh bien ! nous ne savons quasi rien de ces parents-soldats. Nous avons appris indirectement qu'un de nos oncles, commandant d'infanterie, avait été fait prisonnier en Alsace au début de la guerre. Un jeune soldat, de notre famille encore, aurait été tué à Etain, il y a trois semaines environ. Des officiers du régiment l'ont dit. Impossible, pour ce soldat comme pour ce commandant, d'obtenir aucune confirmation ou dénégation officielle... »

Cette plainte est justifiée. Elle est confirmée par des réclamations qui nous arrivent de toutes parts. Je vois bien que le ministère s'en émeut. On lira avec plaisir sa dernière phrase de l'excellent communiqué de ce jour : « Le Conseil des ministres a pris des mesures pour améliorer les communications postales ». Allons ! un petit effort en faveur des familles de nos admirables soldats.

Et voici encore une seconde plainte très importante. Un correspondant me reproche mon « optimisme », et ma confiance dans la bonne volonté de tous. « Tenez, me dit-il, comparez la réalité à vos rêves. Le gouvernement a fait afficher que malgré son départ les allocations continueraient à être versées aux ayants droit, or, à l'heure actuelle, il n'y

a pas la moitié de ceux-ci qui touchent. J'habite le X^e arrondissement ; j'ai fait une demande le 25 août ; à l'heure actuelle, 11 septembre, on en est encore à mener l'enquête. Et je me tiens à votre disposition pour vous signaler dans Paris de nombreuses familles qui n'ont pas encore touché leurs allocations... »

Que vaut cette plainte ? Je la communique à M. le Maire du X^e arrondissement. Il n'est pas aisé d'organiser ces grands services d'assistance, il faut pourtant y parvenir. Je prie ceux qui voient les défauts de me les signaler. Cherchons à remédier aux lacunes sans mettre en doute la bonne volonté de personne.

Suis-je vraiment trop optimiste ? Je suis bien heureux qu'on me le reproche un jour où les événements de guerre me justifient. J'ai foi dans nos organisations de secours, bien que je sache trop leurs défauts ; j'ai foi dans notre réussite militaire, bien que je m'attende à des péripéties cruelles, à des successions de succès et de revers.

La période triomphale s'ouvre. Est-ce donc que je sois un prophète ? Ah ! grand Dieu ! rien qu'un patriote désireux, ardemment désireux, comme chacun, de voir la fortune couronner le sacrifice héroïque de nos soldats. Chaque jour, quand j'écris que le succès des

armes nous va revenir, je m'inspire de mes conversations avec ceux qui connaissent les préparations de nos généraux, et en même temps, je l'avoue, je traduis mon désir, votre désir, les aspirations de la France entière. Toutefois, dans mon espérance, il y a quelque chose de certain ; dans mon « optimisme », il y a une part fondée sur des raisons indiscutables. Le résultat final ne peut pas nous échapper. Je ne voudrais pas être dans la peau d'un Allemand. Il est évident, il est mathématiquement certain que la France, l'Angleterre et la Russie, aidées de la Belgique et de la Serbie, viendront à bout de l'Allemagne, dont la seule alliée, l'Autriche, gît déjà dans le fossé, les quatre fers en l'air.

On a pu croire que cette guerre serait très longue. Il est permis de penser que la belle tactique du généralissime Joffre, servie par des chefs comme Maunoury, Dubail, Foch abrège notre angoisse, et que peut-être la France vient de franchir la crête difficile, est en voie de terminer la partie la plus rude de son effort.

Hirondelles légères, Briand, Sembat, dites à Bordeaux la joie que vous avez vue dans le ciel de Paris. Portez à nos Bordelais nos requêtes et notre amitié.

IX

LA VICTOIRE !

14 septembre 1914.

Joffre a lâché le mot. Le mot que nous attendions depuis quarante-quatre ans. Nul commentaire, nul adjectif. La France a retrouvé la victoire. Chacun s'incline pieusement devant les soldats morts au champ d'honneur et salue les drapeaux.

La France a le dessus contre la Bête. Le dessus dans un corps à corps. Sans doute le résultat final n'a jamais été douteux. Même battus, nous n'aurions pas été vaincus. Supposez notre écrasement, l'Angleterre, la Russie inabordables, tout invincibles par leur situation géographique, imposaient à la longue leur loi à notre adversaire et nous rétablissaient dans Metz et Strasbourg, parce qu'elles ont besoin, pour respirer à l'aise, de rompre l'étreinte pangermanique et de briser l'Empire. Oui, c'est ainsi, mais qu'il est heureux que nous ayons pu faire nous-mêmes le principal de notre délivrance !

Grâce au génie tenace de notre généralis-

sime et à l'héroïsme de nos soldats, c'est la France elle-même, assistée des Belges et des Anglais, qui, sur sa terre, sous les murs de sa capitale, de ses deux mains a saisi la Bête et qui jette à l'univers le cri de victoire.

« Les Allemands ont projeté la destruction de la nation française », avait dit, dans son message à son peuple, le noble roi d'Angleterre. Et le monde s'est soulevé pour empêcher ce crime contre la civilisation. Mais c'est notre jeunesse, comme il convenait, qui au premier rang a prodigué victorieusement les flots de notre sang.

Ils s'en retournent, les Barbares, comme s'en retournèrent jadis le duc de Brunswick et Attila. Et nous, d'avoir par nous-mêmes, une fois de plus, assuré notre salut et préparé le salut du monde, quelle grandeur ! Toutes les âmes françaises en reçoivent de la lumière et une indéfectible énergie. C'est une fermentation immense dans tout notre pays. Tout un peuple, cet après-midi, battait les murs de Notre-Dame. Chacun de nous cherche où porter ses remerciements aux autels de la patrie. « Comme on voit bien à présent que l'invisible mène le monde et que ceux-là sauront tenir, seuls, qui s'appuieront à Celui qui est. » Qui me parle ainsi ? Un moine chassé

de France, revenu en hâte pour prendre les armes contre les Barbares. Et dans cette minute, dont la plénitude sûrement se répandra sur tous les jours qui nous restent à vivre, nul doute que ce religieux ne s'accorde avec ses adversaires les plus acharnés de la veille. Une même pensée, que chacun traduit selon sa formation spirituelle, nous anime, tous, à cette heure : « Quels êtres hideux que ces figures d'assassins qui s'éloignent ! L'âme française leur est supérieure. Et, quoi qu'il ait pu paraître dans ces derniers temps, nous demeurons chargés d'une haute tâche que nous reprendrons, après ces heures de sacrifice et de sang, et nous maintiendrons plus que jamais dans le monde le culte de l'honneur, de la vérité et de la beauté. »

Ah ! que tous les langages les plus hauts et les plus vrais de chez nous négligent leurs divergences, qu'ils s'unissent et composent une harmonie à mille voix pour exprimer le grand amour qui soulève nos cœurs, pour célébrer la défaite du Mal et de la Barbarie, la chute de la Bête qui s'affirme si odieuse au sein des hordes germaniques.

Jamais mieux qu'à cette minute où la Germanie se vantait de vouloir « rompre les os » de notre nation, nous n'avons senti que la

France est chargée dans le monde d'un message particulier, qu'elle a une mission à remplir. Mais qu'aurait valu cette mission, désormais, si la France avait faibli sur les champs de bataille? Les idées d'une nation ne valent qu'autant que celle-ci sait tenir l'épée. Quel eas faire d'un peuple qui voudrait nous donner son âme comme modèle, bien plus, comme nourriture, si l'événement nous montre que son âme est dans un état d'infériorité et ne peut plus le mettre à même de remplir ses devoirs dans le combat de l'existence? Comment croire qu'une nation a suivi le bon chemin et peut nous y guider, si nous la voyons humiliée, réduite à l'esclavage? Comment attendre qu'un pays trouve en lui la vérité et la communique aux autres, s'il en est arrivé à ne pouvoir de lui-même se garder libre et repousser la loi du vainqueur?

Les pensées de la France, déjà bien diminuées par 1870, auraient achevé de perdre leur crédit dans le monde, se seraient vraiment dépouillées de valeur réelle, si notre force militaire avait été reconnue impuissante, si notre force vive, si notre jeunesse était apparue inerté, mal disposée, lente à porter la main sur l'épée. La phrase prononcée par le général Joffre, le 6 septembre, et acceptée

religieusement par nos armées, rétablit dans le monde notre rang spirituel. Minute sublime ! Qu'a dit le généralissime ? « Il s'agit du salut du pays... il faudra se faire tuer sur place plutôt que de reculer... Aucune défaillance aujourd'hui ne peut être tolérée... ». Que nos armées aient obéi à cet ordre terrible, qu'elles se soient laissé emporter par cette parole vers les régions les plus hautes du sacrifice, c'est la preuve que notre nation est toujours capable de sentir profondément, de se conformer à ce qu'elle reconnaît vrai et beau, et qu'elle demeure digne de guider l'humanité.

Ces paroles du général Joffre, nous les inscrirons sur le bronze de la victoire et sur les monuments que, par toute la France, nous allons ériger à nos morts et à nos sauveurs.

Vive l'armée ! vive la jeune nation, toutes classes sociales mêlées, qui vient de réhabiliter la France entre les peuples ! A travers les siècles, désormais, les générations successives vont glorieusement honorer les soldats de 1914.

X

LE CHARME NÉFASTE EST ROMPU

15 septembre 1914.

Remplis d'une joie profonde par cette « victoire incontestable », voulez-vous que nous évitions d'en paraître trop étonnés? Voulez-vous que, pareils à cet admirable peuple de Paris qui, hier, en apprenant que les Prussiens décampaient, a dit : « Eh bien! quoi, nous en étions sûrs », nous prenions aujourd'hui, paisiblement, le ton de la réflexion?

Où en sommes-nous? c'est la question qu'immédiatement chacun se pose.

Quarante jours se sont écoulés depuis le début des hostilités. Schématiquement, ils peuvent se diviser et se définir comme suit :

Première décade. — Mobilisation des deux parts, également réussie par la France et par l'Allemagne.

Deuxième et troisième décades. — Échec de l'offensive française.

Quatrième décade. — Échec de l'offensive allemande.

Voilà, vue d'un œil froid, la situation acquise.

Par ses armes, auxquelles la noble Angleterre a prêté, sans compter, le plus généreux appui, par sa propre pensée militaire, la France dégage Paris, repousse en désordre l'envahisseur, nettoie son sol. Dès dimanche, le communiqué nous le dit : de Nancy aux Vosges, le territoire français a été totalement évacué. Nous n'avons pas eu besoin que les Russes missent la main sur Berlin. Cela sera excellent, mais dès aujourd'hui, par elle-même, la France se débarrasse de la vermine, en exécutant le plan de ses chefs, en se couvrant de ses propres enfants. Et la voilà prête à redoubler.

Cela est d'immense portée morale et de grande conséquence diplomatique. Cela nous donnera bien de la dignité et de l'autorité, quand on commencera de parler autour de la table à tapis vert.

Voilà les faits acquis. Et maintenant, que devons-nous prévoir ? Que va-t-il advenir de l'ennemi, demain ?

Quand notre offensive a échoué, nos armées se sont repliées en bon ordre, intactes, prêtes, on l'a vu depuis, à fournir un nouvel effort. En va-t-il de même des armées allemandes

que nous sommes en train de refouler? Je m'informe et je réponds que leur retraite s'effectue dans de moins bonnes conditions que ne s'est faite la nôtre. Leurs prisonniers révèlent une profonde démoralisation. Ce n'est pas la débâcle. Mais il y a des signes très graves d'usure.

Des signes avant-coureurs. Nul doute que le grand état-major allemand ne fasse un formidable effort pour réparer sa défaite et d'abord pour rétablir ses forces. Qu'en adviendra-t-il? Après avoir soufflé, pourra-t-il reprendre les choses au point où elles étaient au début de la guerre et tenter une nouvelle fois de marcher sur Paris? Ces gens-là n'ont plus leur équilibre. Ils ne sont plus sur jambes. La poussée continue. Ils voulaient faire un combat en cinq rounds. En voilà dix. Il y a donc manque de souffle. Et qui ne voit nos avantages? Qui ne voit qu'en quarante jours toutes les conditions morales et matérielles ont changé en notre faveur?

Nous sommes prêts; Paris, fortifié, à l'abri d'un coup de main, débarrassé de tous ses éléments faiblards, assuré de tenir, de durer et de n'être jamais pris; nos troupes de réserve, aguerries, ayant fait leur éducation et donné leurs preuves avec une vaillance

héroïque. Enfin, c'est le plus important, à cette heure nous ne sommes plus les vaincus de 1870, mais les vainqueurs de 1914.

Pendant des années, notre pays a été oppressé, opprimé par cette pensée qu'il était inférieur à l'Allemagne. Il hésitait, c'était trop visible, à suivre sa pensée nationale, à se fier à ses inspirations profondes. La France se détournait d'elle-même, cherchait de-ci de-là, doutait de ses destinées. Manque de confiance en soi, c'est faiblesse pour les nations et pour les individus. Aujourd'hui, le charme néfaste est rompu. Une jeune génération est entrée en lice qui n'a pas une âme de vaincue, et qui s'est étroitement reliée à ceux qui ne voulaient pas oublier. L'action de ces nouveaux venus sauve Paris, rétablit la patrie sur ses fondements éternels. Aujourd'hui, par la victoire, toute la France et chaque Français s'élèvent à une plus haute puissance. Chacun de nous et le pays entier reçoivent un accroissement de force. J'ignore comment nos chefs et nos soldats vont faire pour se surpasser, mais, tous, nous savons bien qu'il en sera ainsi et que des Français victorieux vont être irrésistibles contre des Prussiens qui murmurent : « L'heure de l'expiation est venue pour nous ».

Bonvalot, que je viens de rencontrer, me raconte que son beau-père, le célèbre chirurgien Ollier, dirigeait en 1870, une ambulance, et que, lorsque la nouvelle de la bataille de Coulmiers, y est arrivée, — Coulmiers, la seule bataille que nous ayons gagnée dans cette malheureuse guerre, — l'ambulance, soudain, se vida. « Personne n'y voulait plus rester. Les plus abattus se redressaient. Le pouls des fiévreux reprenait la normale. C'était une résurrection. »

Ça, c'est notre race, Bonvalot. Nous avons toujours cru à la race, j'entends à une formation morale de notre nation. Et c'est la vérité. Maintenant, on va voir ce que valent des armées françaises poussées par le vent de la Victoire.

IV

QUATRIÈME PHASE

LA GUERRE DE SIÈGE

(14 Septembre à la fin d'Octobre.)

Au lendemain de la victoire de la Marne, le général en chef veut poursuivre le mouvement en avant de façon à ne laisser à l'ennemi aucun répit.

Mais avons-nous les moyens matériels, toutes les munitions qu'il faudrait.

Dès le 13 septembre, la résistance allemande, appuyée sur de fortes organisations défensives, préparées à l'avance, nous interdit d'espérer que la poursuite se continue sans arrêt. Une nouvelle bataille, s'étendant sur le front tout entier commence. Dans cette bataille, où le terrain sera disputé pied à pied, il faut distinguer plusieurs théâtres.

§ 1. — DE LA MER DU NORD A L'OISE

BATAILLE DES FLANDRES

Dès le 11 septembre, Joffre avait prescrit à l'armée de Paris d'avoir sur la rive droite de l'Oise des forces aussi importantes que possible, en vue de parer au mouvement débordant de l'ennemi, mouvement que tout nous faisait prévoir, car les Allemands manquent d'invention.

Du milieu de septembre à la dernière semaine d'octobre, on n'a pas cessé de se battre au nord de l'Oise. Mais tout en se battant, on a glissé vers le Nord. Ce mouvement a amené en ligne, du côté allemand, plus de dix-huit nouveaux corps d'armée; de notre côté, il a abouti à la constitution de trois nouvelles armées sur notre gauche : celles de Castelnau, de Maudhuy et d'Urbal, et au transport dans la même région de l'armée anglaise et de l'armée belge, sortie d'Anvers. Quand les Allemands, ayant terminé la concentration de leurs forces, tenteront, avec une énergie féroce, de tourner notre gauche et de la percer, ils se heurteront à une résistance qui leur infligera un échec complet.

Ce mouvement commence, de notre côté, avec

les seules ressources de l'armée de Paris qui avait tenu la gauche de notre front pendant la bataille de la Marne, renforcée le 15 septembre d'un corps d'armée; ce renfort ne suffisant pas, une nouvelle armée est transportée plus à gauche et la marche vers la mer continue. Du 21 au 26 septembre, toutes nos forces, avec des alternatives de revers et de succès, sont engagées dans la région de Lassigny, Roye, Péronne, premier acte de la grande lutte qui va continuer en s'élargissant. Une nouvelle armée est constituée plus au nord, mais, les attaques de l'ennemi se faisant de plus en plus pressantes, on se demande, le 4 octobre, si un recul ne s'imposerait pas. Joffre exclut résolument cette hypothèse, envoie de nouveaux renforts et ordonne de reprendre l'offensive. Il était clair néanmoins, qu'en dépit des efforts de tous, notre front étendu jusqu'à la mer par un simple cordon de troupes n'avait pas encore la solidité nécessaire pour résister, en pleine sécurité, à une attaque allemande dont tout permettait de prévoir la violence.

A ce moment, commence vers le théâtre d'opérations du nord, le transport de l'armée anglaise, le maréchal French ayant exprimé le désir de voir ses troupes reprendre leur place initiale à la gauche des armées alliées. Il était

entendu que, sur ce terrain du nord, l'armée anglaise prolongerait de façon continue le front du dispositif général, concourrait avec nous à arrêter la droite allemande et chercherait, en même temps, la liaison avec la Belgique. Mais les débarquements furent plus longs qu'on ne l'avait prévu et l'on ne put attaquer les Allemands au moment où ils n'avaient dans la région de Lille et plus au nord que de la cavalerie. Restait l'armée belge, sortie d'Anvers le 9 octobre et résolue à se maintenir en territoire belge, mais trop épuisée pour que l'on pût fonder sur elle des espérances immédiates. Le 14 octobre, nous les rejoignons et atteignons le front Ypres, Messines, Saint-Wast; le 16, nous progressons jusqu'à Roulers, mais il était clair qu'en présence du renforcement continu de la droite allemande, nous ne pourrions maintenir ces premiers avantages. Il fallait un nouvel effort qui fut accompli par l'envoi au nord de la Lys de forces françaises considérables qui constituèrent l'armée française de Belgique.

Ainsi s'achevait la manœuvre stratégique, ordonnée le 11 septembre par Joffre. Les transports de troupes exécutés pendant ces cinq semaines, s'étaient combinés avec la poursuite des opérations, soit défensives, soit offensives, de l'Oise à la mer du Nord. La barrière était

constituée. Il restait à la maintenir. Ce sera l'objet et le résultat de la bataille des Flandres, du 22 octobre au 15 novembre.

§ 2. — DE L'OISE A L'ARGONNE

Du 20 septembre au début de novembre, les trois armées du centre, celles de Sarrail, de Langle de Cary et de Franchet d'Esperey, ont eu à subir de forts prélèvements, au profit de la manœuvre qui se montait à notre gauche jusqu'à la mer. Sur les hauteurs de l'Aisne, de Berru, de Nogent-l'Abbesse et de Moronvilliers, les Allemands avaient établi, dès avant leur retraite, de véritables forteresses, renforcées depuis lors et qui ne pouvaient être enlevées qu'au prix de sacrifices énormes.

On a donc, dans ce secteur, procédé, sauf de rares exceptions, par offensives partielles, nettement localisées, qui ont donné d'ailleurs de bons résultats. Sur aucun point de ce front, l'ennemi n'a progressé, bien qu'à diverses reprises il ait attaqué fortement. A partir du 19 septembre, les Allemands ont bombardé Reims. Le 26, ils ont tenté sur toute leur ligne une offensive brutale. partout repoussée.

§ 3. — L'ARMÉE DE LORRAINE

En Lorraine, les Allemands prirent d'abord l'avantage. Ils voulaient, en passant la Meuse à Saint-Mihiel ou dans les environs, couper de la place de Verdun nos armées de l'Est. Et, en effet, après une canonnade intense, le 21 septembre, ils prirent pied sur les Hauts de Meuse, à Vigneules-les-Hattonchâtel et à Creue. Le lendemain, ils s'emparèrent des Épargés et de plusieurs localités voisines de Verdun. Leur artillerie lourde menaçait le pays. Ils réussirent quelques jours après à entrer à Saint-Mihiel, et même à s'établir sur la rive gauche, à Chauvencourt, faubourg de Saint-Mihiel.

Mais, dès le 21 septembre, reliant son action à celle de l'armée de la Meuse, l'armée de Lorraine, commandée par le général Dubail, faisait déboucher ses réserves brusquement au nord de Toul, prenant en flanc l'offensive des Allemands dans les journées des 22 et 23 septembre et leur infligeant des pertes énormes, les obligeait à battre en retraite dans la nuit du 24. Ils étaient décidément enrayés; ils n'avaient pu toucher la Meuse qu'en un seul point à Saint-Mihiel. Autour de Verdun, dans la

dernière semaine d'octobre, nous nous sommes donnés de l'air en occupant Ormes, Brabant et la crête de Cuisy.

A l'est du Couronné de Nancy, pour le début de novembre, l'armée de Lorraine (général Dubail) tenait Serres, Erbeviller et la forêt de Champenoux, et puis Badonvillers et Celles.

Dans la région de Saint-Dié, l'armée des Vosges, également sous les ordres du général Dubail, prenait à l'ennemi les hauteurs d'où il bombardait la ville, réoccupait le col de Sainte-Marie-aux-Mines, enlevait au sud du Bonhomme les crêtes importantes de la tête de Violu et de la tête de Faux.

Enfin, en Alsace, le général Putz progressait dans la région de Thann.

Entre la Moselle et Belfort, nous avons donc reconquis la presque totalité du territoire envahi. C'est à ce moment que la voie étant ouverte aux non-combattants, il me fut permis de visiter cette région d'Alsace et de Lorraine que l'ennemi venait de quitter.

I

LES CONSCRITS DE 1914

16 septembre 1914.

Tout continue d'aller très bien, mais tout exige encore de nos armées des efforts et des sacrifices, qu'elles ne marchandent pas. Aidons-les, aidons leurs chefs en nous associant étroitement à toutes leurs intentions.

Je l'ai dit plusieurs fois à nos lecteurs. Ils sont des chefs d'opinion. Ils peuvent, ils doivent contribuer à maintenir dans la France un état d'esprit confiant. Qu'ils se consacrent à cette mission. Elle est de haute utilité. Il leur appartient de créer une atmosphère, un milieu moral qui accorde à notre généralissime tout le crédit, tous les délais dont ses plans peuvent avoir besoin avant de produire leur plein effet.

On peut en causer paisiblement, maintenant que la pensée de Joffre a éclaté comme une pensée de victoire. Le roi des Belges, le noble roi Albert, qui se connaît en science guerrière, vient de saluer « le génie militaire » de

nos chefs. L'Histoire enregistre ce jugement. Mais il y a quelques jours, quand nos armées se repliaient sur Paris, la situation semblait tragique. Eh bien ! pour être de bons citoyens, nous devons tous dire : « Le général Joffre a les pouvoirs et les responsabilités. Quoi qu'il décide, nous approuvons, sans les connaître, ses raisons, ses sentiments, ses ordres de guerre. La France, sans discussion, le suit. »

J'ai entre les mains la lettre d'un jeune soldat qui écrit aux siens ; « Mon cher papa, c'est terrible. Nous ne sommes jamais battus, et nous reculons toujours... » Ce petit soldat ne comprenait pas, et il s'inquiétait. C'est trop naturel, mais il avait tort. Aujourd'hui que l'expérience nous a, par trois fois, prouvé la supériorité de notre état-major, après que nous avons vu l'excellence de notre mobilisation, la sagesse de notre retraite sur Paris, la vigueur décisive de notre offensive, après que nous connaissons Joffre le Temporisateur et Joffre le Foudroyant, nous serions inexcusables si jamais, au cours de cette guerre, notre confiance faiblissait.

J'ai horreur d'un esprit qui se grise avec des mots et qui souffle dans un article comme dans une trompette. La confiance n'a de

dignité et d'efficacité que si elle s'appuie sur des raisons raisonnées. Ces raisons, fondées sur l'expérience, nous les possédons n'est-ce pas ? Evidentes pour tous, proclamées, affichées, criées avec une force irrésistible par les derniers événements. Nous avons de grands chefs. Nous avons des soldats sublimes. Qu'est-ce que nous pouvons craindre alors, sinon que le ciel nous tombe sur la tête ? Nous sommes munis autant qu'une nation peut l'être.

Laissez-moi verser au dossier qui fait notre confiance une pauvre petite lettre, crayonnée sur un lit d'hôpital, toute pareille d'âme et d'aspect à celles que lisent, avec tant d'orgueil et d'émotion, toutes les familles de France. Elle est d'un petit soldat, presque un enfant, un héros tout de même, et nous fait voir ce que sont les conscrits de 1914. Ecoutez-le qui parle dans l'intimité :

« ... Papa m'avait déjà écrit vous avoir rencontré et donné de mes nouvelles. Comme j'aurais voulu être à sa place et vous les donner moi-même, car je suis sûr qu'il aura exagéré le peu que j'ai fait. Papa est fier d'avoir son fils blessé. Mais il ne l'est pas tant que moi. Si vous saviez, ça m'a fait la sensation d'une douleur, mais, si je puis

m'exprimer ainsi, d'une douleur joyeuse. J'étais content d'être blessé, moi qui rêvais tant de souffrir un peu pour la France, et cette idée me donnait une force, la force de guérir au plus vite et de repartir rejoindre mes camarades qui continuent de se battre.

» Voyez-vous, cela m'ennuie de rester inactif, j'ai encore soif de la bataille, et puis, comme je n'ai pas tiré un coup de fusil, il me faut bien avoir ma petite revanche, à côté de la grande que, tous, nous sommes en train de préparer... Comme on a la conscience et l'âme tranquilles en sentant les balles et les obus voler autour de soi, et de se dire : C'est pour la France ! Que n'êtes-vous sur un champ de bataille pour voir comme elle est bien défendue, comme tous ses enfants se donnent rendez-vous et se battent la chanson aux lèvres, la vaillance au cœur. C'est si beau de sentir ce grand souffle patriotique passer sur vous, et quand les trois couleurs sont déployées, on ne vit plus, on court au-devant de la mort. Elle passe en trombe à côté de vous, et on se retrouve étonné, transformé : on est un homme, on est Français.

» Ah ! nous les aurons enfin avec nous, nos frères Alsaciens-Lorrains, et nous n'irons

plus à la statue de Strasbourg pour y porter des couronnes de deuil, mais des palmes de gloire et de reconnaissance. Hélas ! il y manquera Déroulède... N'empêche, il a su créer autour de lui des milliers de Déroulède, la plus belle jeunesse de France, et lors, nous souvenant de cet ancien, nous nous sommes donnés, corps et âmes, à la France.

» Dieu et France ! voilà notre devise. L'un nous protège, et nous défendons l'autre. Est-il une plus belle mission ? Et si, par hasard, je restais sur le champ de bataille, songez au petit Français, au petit Parisien, qui rendra son âme, heureux à la pensée de la plus grande France ! »

Que c'est beau, quelle qualité morale une telle lettre suppose dans un peuple ! Voilà un intérieur d'âme. Faites vos critiques, dites qu'il y a de la littérature instinctive dans le cas de cet enfant. Eh ! oui, c'est cela qui est merveilleux : les âmes françaises reçoivent, depuis des siècles, une nourriture exceptionnelle. Ah ! nous ne sommes pas, comme les Allemands, des parvenus grossiers qui datent d'hier. Cette lettre, on dirait une page extraite des *Enfances de Tristan*. Les vieux poèmes idéalistes de notre moyen âge revivent là, sous nos yeux. Que dites-vous de cet hom-

mage à l'« ancien »? Cher enfant, Déroulède vous eût armé chevalier, Et cette grande idée généreuse qui anime ce conscrit, l'idée qu'il a une mission! Je reconnais et salue, dans cet enfant anonyme, un des jeunes compagnons de Jeanne d'Arc, un de ces pages dont l'histoire n'a pas gardé le nom, et qui la comprenaient tout aisément, servaient sa gloire et sa tâche.

Une telle lettre, où la générosité et la pureté de l'enfance s'allient aux forces de la virilité, est un renseignement incomparable sur la jeune génération. Camarade Henri Massis, vous qui entrez à cette heure dans les lignes de feu, vous étiez bon prophète en célébrant l'excellence de ces nouveaux venus. Avions-nous assez raison, nous tous, leurs amis et leurs confidents, qui disions à la France : « Un renfort admirable nous arrive! » Comment payerons-nous jamais notre dette à cette jeunesse qui répand avec allégresse son sang pour rétablir la France au premier rang des peuples.

Le premier rang des peuples appartient à la nation qui consent le plus de sacrifices. Belges, Anglais, donnons-nous la main, dans une émulation d'héroïsme. Merci, conscrits de 1914.

II

CHARLES PÉGUY
MORT AU CHAMP D'HONNEUR

17 septembre 1914.

Il est mort sur le coup, frappé d'une balle. Nul moyen d'en douter. Nous sommes avertis, ainsi que la famille, par une lettre d'un témoin, M. Raphaël, fils du professeur au lycée Blaise-Pascal. Il était là, il a vu son camarade jeté à terre, à un mètre de lui, en pleine bataille.

Nous sommes fiers de notre ami. Il est tombé, les armes à la main, face à l'ennemi, le lieutenant de ligne Charles Péguy. Le voilà entré parmi les héros de la pensée française. Son sacrifice multiplie la valeur de son œuvre. Il célébrait la grandeur morale, l'abnégation, l'exaltation de l'âme. Il lui a été donné de prouver en une minute la vérité de son verbe. Le voilà sacré. Ce mort est un guide, ce mort continuera plus que jamais d'agir, ce mort plus qu'aucun est aujourd'hui vivant.

Honneur au maître Charles Péguy. Il passe devant tous ses émules.

Bien qu'il meure dans un moment où la vie humaine semble avoir moins de prix qu'une cerise au fort de la saison, sa mort fera pleurer son petit monde, la chapelle où il était aimé jusqu'à l'idolâtrie, et produira un long ébranlement dans les lettres françaises.

Ce Péguy, que tous n'avaient pas compris, comme sa mort va lui donner un sens puissant et clair ! C'était un petit homme barbu, un paysan sobre, poli, circonspect, défiant et doué du sens de l'amitié, bien campé sur la terre et toujours prêt à partir en plein ciel ; un petit homme terne et lent, de qui se dégageait un merveilleux rayonnement ; on reconnaissait en lui toute une race qui d'une ferme était venue s'installer et tenir un petit commerce dans un faubourg d'Orléans. Ce petit-fils de paysan, devenu un normalien à binoche, pensait toujours à ses champs, je veux dire à ses *Cahiers de la Quinzaine*, qu'il s'agissait de bêcher, de fumer, d'agrandir. Il leur consacrait toute sa vie, il en avait fait, à la fois, une espèce de revue et une espèce de boutique, rue de la Sorbonne. Derrière ses vitres, il surveillait et critiquait la grande maison universitaire. Lui-même semblait un

maître d'école extraordinaire, un grand pédagogue, un prédicant de la vieille France. Sa cervelle madrée, obstinée, baroque, avait reçu de naissance le génie des vieux maîtres de la rue du Fouarre, des moines populaires et des gazetiers révolutionnaires. Et dans sa courte vie il a pu donner satisfaction à tous les instincts français qui de naissance reposaient en lui. Il a, dans une brève carrière d'homme de lettres, trouvé moyen d'épanouir des forces de paysan qui agrandit ses champs, de boutiquier qui compte et recompte ses sous, de typo qui fait de la belle ouvrage, de curé qui prêche ses ouailles et d'officier de ligne entraînant ses hommes au devoir. C'était, dans toute sa noblesse, le fils de la terre française, un plébéien de l'Orléanais, un produit humain qu'il a fallu dix-neuf siècles de culture pour porter à ce point de civilisation. Il sortait du même pays que Jules Lemaître, mais tandis que celui-ci s'est cru obligé de demeurer toujours sur les coteaux modérés, il s'en est payé, lui, Péguy, de l'héroïsme et du sublime !

Sa grande œuvre, à laquelle il se vouait depuis des années, était une tentative pour exprimer ce que nous avons à dire de Jeanne d'Arc en 1914 ; il cherchait à donner une

forme à l'extraordinaire abondance de sentiments que cette figure incomparable suscite dans la conscience d'un Français cultivé de cette heure. De là ses livres étranges et puissants, intitulés : *Le Mystère de Jeanne d'Arc*. J'en ai parlé à plusieurs reprises aux lecteurs de l'*Echo*; j'ai tenté de les faire aimer par mes confrères de l'Académie. J'y voyais un signe précieux de la résurrection de la vie traditionnelle dans les âmes. On y trouve (pour la première fois peut-être dans un ouvrage laïque) le point de vue de la sainteté. L'attitude de Péguy devant son sujet suppose que ce qui fut la vie morale de Jeanne peut devenir notre vie. O stupeur ! Aux yeux de ce jeune normalien de grande culture classique, très méditatif, réfléchi jusqu'à en avoir des parties de monotonie dans l'esprit, nullement un faiseur de paradoxes frivoles, Jeanne d'Arc est un modèle ! Et pas d'équivoque. Il ne s'agit pas d'un modèle d'après lequel modeler, sculpter, écrire. Non, un modèle d'après lequel vivre, d'après lequel vivre et mourir.

Comme, en d'autres siècles, il se serait nourri de son livre de piété ! Péguy avait lu, relu et mis dans son sang, pour toujours, l'*Histoire de la Révolution*, de Michelet. Mais il n'en

restait pas là. Son propre génie le menait. Où allait-il ? Vers quelles hauteurs, sainte Geneviève et sainte Jeanne d'Arc, dont il faisait sa société, l'auraient-elles conduit ? Nul vol n'est assez grand, nulle aile ne suffit, avait déjà pu lui dire son maître Michelet. La plus puissante est un asservissement. Il en faut d'autres que l'âme attend, demande et espère, des ailes par-dessus la vie, des ailes par delà la mort. Où donc l'esprit de Péguy allait-il trouver sa loi ? Où son espérance entendait-elle se satisfaire ?

Vous tous ses intimes, les Tharaud, les Peslouan, les Porché, vous, les dépositaires fraternels de sa pensée, qui, dans cette minute, êtes sur les lignes de feu, vous allez le venger par les armes, et, demain, par vos commentaires, vous le ressusciterez. Je n'apporte ici qu'un feuillet écrit au crayon, un feuillet à clouer sur une croix de bois où le vent, vingt-quatre heures, le respectera, afin que notre ami ait le salut et la prière du passant. Ci-gît la gloire des jeunes lettres françaises. Mais plus qu'une perte, c'est une semence ; plus qu'un mort, un exemple, une parole de vie, un ferment. La Renaissance française tirera parti de l'œuvre de Péguy, authentifiée par le sacrifice. Et puis, mes

chers camarades absents, en votre nom, je salue avec respect la compagne de notre ami et j'embrasse ses enfants. La République des lettres et la République tout court s'occuperont d'eux. Ils sont protégés par la gloire de leur père.

III

DEUX TYPES D'HUMANITÉ

18 septembre 1914.

Les Allemands, dans leur retraite, viennent de laisser entre nos mains un très grand nombre de prisonniers. Une circonstance, qu'il est inutile de préciser, m'a permis de connaître quelques-unes des lettres qu'ils écrivent à leurs familles. Voulez-vous, pour tromper notre attente, à la fois confiante et anxieuse, que nous y jetions les yeux ?

« La destinée, écrit un soldat du Holstein, m'a atteint : j'ai été blessé au ventre. Après avoir été pris, j'ai été amené à..., où je suis en société de deux Allemands ; les soins sont excellents. Ne vous inquiétez pas de ce que je suis prisonnier, car, ici, les prisonniers sont très bien traités. »

Un autre renseigne sa femme, marchande de lait en gros, près de Munich :

« Ma chérie, tu n'as pas besoin de t'inquiéter, car nous avons des soins excellents. Les sœurs de la Croix-Rouge sont de vrais anges, qui ne le cèdent en rien aux sœurs allemandes. Les dames de la ville qui nous rendent visite sont très aimables vis-à-vis de nous. »

Et, toujours sur le même ton, voici une troisième épître : « Les accidents de la guerre m'ont atteint. J'ai reçu quelques blessures, et suis à ... où je suis très bien soigné. J'ai été fait prisonnier, ce qui, ma chère Frieda, ne doit pas t'attrister. Chez nous, c'est DÉFINITIF (*Bei uns wirdt schliesslich*); ici, ça n'est pas le cas; nous sommes si bien soignés que, moi-même, le premier, je ne pouvais pas le croire. Les Français sont de braves gens, je l'ai remarqué personnellement... Que Dieu nous donne bientôt la paix. car de voir tant d'assassinats, c'est affreux ! Tous les jours, il arrive de nouveaux blessés. Je souhaite que la paix soit prochaine. »

L'intérêt de ces billets est dans l'état d'esprit qu'ils révèlent. État d'esprit fort plat. Ces individus, trompés par leurs chefs, n'attendaient pas de nous tant de bonté. Avons-

nous tort ou raison? Nous aurions tort de renier notre propre nation et de descendre au niveau de nos agresseurs. C'est en vain que, vous et moi, nous disons et pensons parfois qu'il faut traiter ces gens-là comme ils nous traitent; vienne l'occasion qui nous mettra en présence d'un être hors d'état de nuire, nous nous sentirons incapables d'abuser de notre force. Partout le cœur chevaleresque de la France est plus fort que les sentiments de représaille.

Il y a des siècles que nous sommes ainsi et que le chevalier Bayard s'impose à nous comme un modèle. Je ne crois pas que nous changions. Et Momsen voyait juste quand il disait qu'avec un Français il y aurait toujours de quoi faire un chevalier. Seulement, cela, il le disait avec un lourd mépris. Ses compatriotes, dont je cite les lettres, ne partagent pas son grossier dédain à l'égard des vainqueurs qui s'apitoient sur un ennemi mis à leur merci. L'expérience de la dure vie aide ces prisonniers à comprendre ce que le pédant se croyait dispensé de sentir dans sa bibliothèque. Ils apprécient à cette heure la noble vertu de générosité.

Voulez-vous que nous élargissions la question et qu'au lieu de nous attarder sur les

sentiments de pauvres hères, nous regardions comment réagissent nos dignes soldats devant les nécessités de la guerre ?

J'ai entre les mains, datée du mois dernier, la lettre d'un marin qui raconte une heureuse et récente opération de mer. Écoutez de quel ton, écoutez le son que rend une âme française : « Ce matin, écrit-t-il, nous sommes tombés sur deux bâtiments autrichiens. Contre eux deux, toute l'armée navale. Accablés par un tir continu et puissant, ils fuyaient de toute leur vitesse, le long de la côte, en répondant courageusement aux coups. L'un a pris feu. Le second, le plus gros, entouré à son tour de la fumée de ses pièces et de celles des incendies allumés à bord par nos coups, s'est légèrement soulevé de l'avant, puis lentement, il s'est enfoncé par l'arrière, et ç'a été fini. Impossible de porter aucun secours. Nos torpilleurs seraient arrivés trop tard. Résultat : six cents hommes tués, brûlés ou noyés... Et maintenant que nous nous éloignons de cette tombe que rien ne marque, le ciel est toujours bleu, la mer toujours bleue ; elle a englouti sans colère 600 de ses enfants. Et pour excuser à mes yeux ce mouvement de force contre un adversaire si inégal, il faut que je pense à tous mes frères français et

qu'on a attaqué pour l'anéantir, ma patrie. »

Voilà un document précieux. Authentique d'abord, non truqué (Du diable si ce marin pensait que cette lettre passerait sous mes yeux!) et puis très propre à nous montrer que nous valons mieux qu'eux. Il y a dans cette âme une richesse de clavier, des sons nobles et nuancés qu'ils ne peuvent fournir et qu'ils n'apprécient pas. Cette conscience qui s'observe, ce souci de rendre justice au vaincu, de plaindre son écrasement, de peser les droits de la force contre un ennemi; cette évidente horreur de la brutalité; cette générosité native toute prête à se cabrer, comparez-les à la fureur enragée de ceux qui commandent, exécutent et justifient les faits de Louvain, de Badonviller et de Senlis; songez à un intellectuel, comme Maximilien Harden, qui ricane et se targue glorieusement de barbarie; songez à leur Kronprinz qui semble revendiquer, comme une méthode raisonnable, le système de la guerre atroce, et dites-moi de ces deux types d'humanité lequel, pour le bien de la planète, mérite de l'emporter?

— Vous n'avez donc pas une mère! criait un professeur d'un lycée de Paris surpris à Badonviller par la horde qui brûlait cette petite ville ouverte et tuait même les femmes.

Et l'officier allemand de répondre :

— Ma mère n'a jamais fait de cochon comme toi.

On est d'accord avec cet Allemand pour constater la différence des races.

IV

POUR CEUX QUI SE BATTENT

19 septembre 1914.

Sous la pluie, depuis des jours et des nuits, ils se battent pour nous...

Ils ont, par leur victoire de la Marne, rétabli la France aussi haut qu'elle fut jamais. Par eux, la France vient d'arrêter la première force militaire du monde, et, demain, la brisera. Par eux, le Kronprinz, déjà, est obligé de se détacher, d'abandonner la partie, de reconnaître que le temps lui manque, et, tandis que son père demeure face à la France, il court défendre le patrimoine.

Elles durent être terribles, les scènes de la séparation entre ce père et ce fils qui entendent la grande parole de l'Angleterre, contresignée par la France et par la Russie : « Nous ne traiterons qu'à Berlin. » De quel ton

ils se sont rejetés, l'un sur l'autre, la responsabilité de cette aventure mortelle ! Soyez convaincu, me dit quelqu'un de bien renseigné, qu'une des causes déterminantes de la guerre, c'est l'envie de l'Empereur contre le Kronprinz. Ce père est jaloux de la popularité militaire de son fils. Il a voulu lui arracher son prestige, lui briser les arguments dans la main, et cette conflagration qu'il redoutait, il a fini par la déchaîner, parce que son fils allait jusqu'à l'accuser de lâcheté. Les voyez-vous aux prises, le soir d'une défaite qu'ils s'attribuent l'un l'autre, ces deux Hohenzollern, devant qui s'ouvre l'abîme ?

Que le monde s'en réjouisse. Il est ouvert, l'abîme des Hohenzollern. Rien ne peut en détourner leurs pas. Bien des Français, des plus nobles Français, y vont glisser encore, mais l'ennemi de notre patrie y sera enseveli pour jamais avec sa double couronne impériale et royale.

Cette vengeance du droit, cette paix du monde, nous les devons à nos soldats. Faisons-nous pour eux tout ce que nous pouvons ?

Je ne dois pas cacher au Gouvernement qu'il y a dans le public et chez chacun de nous deux ordres d'inquiétudes. Je les men-

tionnerai sans en faire des tableaux qui risqueraient de nuire. Je n'apporte ici que la plainte d'un citoyen désireux de collaborer à son rang avec les pouvoirs réguliers.

Les soins donnés aux blessés ne sont pas ce qu'ils devraient être.

La correspondance entre les combattants et les familles demeure par trop défectueuse.

Ce sont là deux questions extrêmement importantes, et, la première, tragique.

Je ne peindrai pas les taillis, les granges, les trains, dans les jours qui suivent la bataille. Nul bien véritable ne résulterait d'une émotion publique. Mais que les pouvoirs compétents et leurs supérieurs, avec la rapidité de la foudre, aillent voir et remédier.

Nul ne songe sérieusement, je pense, à nous faire croire que nous sommes défendus, sauvés par des ombres, et si l'on empêche notre reconnaissance de se fixer sur des êtres que nous puissions nommer par leurs noms, nous savons tout de même que nos sauveurs anonymes sont des êtres en chair et en os. Chair qui saigne, os qui se brisent, quand même le cœur ne bronche pas. Il faut que rien de ce qui est possible ne manque à des soldats qui font pour nous l'impossible. Ils nous ont sauvés, et nous serions, nous, négli-

gents, désunis pour les soigner ! Dans une lettre fort courageuse que j'avais, ces jours-ci, sous les yeux, une phrase m'a arrêté, ne me quitte plus. Le jeune soldat qui l'écrit parle d'une ville (ce n'est pas Paris) sous laquelle il vient d'aller au feu, et il dit : « Il y a des gens qui vivent et qui s'amuse sans penser qu'on se bat pour eux ». Ne soyons pas ces gens-là. On peut arriver à la perfection des services sanitaires. Elle existe à côté de nous, chez les Anglais.

J'appelle, avec tout ce que je possède de force, l'attention du Gouvernement sur cette double imperfection des correspondances avec l'armée et des services sanitaires, Une mère ne peut pas dormir si elle n'a pas des nouvelles de son fils. Nul Français ne peut plus dormir s'il croit qu'il y a des blessés négligés.

V

UN SILENCE SOLENNEL

20 septembre 1914.

Hier, par Rozoy, Coulommiers, la Ferté-Gaucher, je m'en suis allé à Montmirail. C'est une petite ville, avec beaucoup de

verdure et un château entouré d'un parc grandiose. Pour y atteindre, nous avons franchi la vallée du Petit-Morin, quasi déserte et muette, monté la côte, et, tout de suite, voici des toits effondrés, des vitres brisées, des murs écorchés. C'est l'effet de l'artillerie française qui, il y a une huitaine, a surpris et chassé les Allemands.

J'interroge une vieille dame :

— Ont-ils été mauvais ?

— Pas au début. Ils sont arrivés en riant.

Ils avaient avec eux un petit âne et ils l'appelaient Poincaré. Un soldat a tué une petite fille et son grand-père qui voulait la défendre, mais ses chefs l'ont fait fusiller. Ils ont pillé toutes les maisons abandonnées, mais beaucoup moins celles où l'on était demeuré. Le plus grand nombre des gens d'ici était parti. Moi, avec de l'argent dans ma poche, je n'ai pas trouvé de voiture, rien, pour m'emmener. Je suis restée. On m'a envoyé vingt soldats ; j'ai été trouver un officier, je lui ai dit ; « Je suis une veuve, une vieille femme ; il y a dans ma maison une bonne chambre avec un bon lit, voulez-vous y venir ? » Il est venu et tous ont été polis. Seulement, à la fin, quand on a su que les Français approchaient, ils devenaient méchants...

L'état-major allemand logeait dans le château du duc de la Rochefoucauld, au centre de la ville. Je vais le visiter. C'est une belle habitation Louis XIII, entourée de bassins d'eau et d'arbres admirables, avec des points de vue très bien ménagés. Aujourd'hui, des officiers français y sont installés et leurs noms et grades crayonnés sur les portes des chambres se superposent aux inscriptions des Allemands.

Le cardinal de Retz est né dans cette maison. La bibliothèque, formée de classiques et de théologiens, les pièces de réception d'où l'on plonge sur de profondes campagnes solitaires, les chambres très simples des étages, tout compose une atmosphère à la française, mais souillée par le passage des sales gens d'Allemagne. Ils ont laissé sur le plancher quelques douzaines de bouteilles volées à la cave. Ils étaient en train de les boire, le soir, quand un projectile vint éclater dans la pièce voisine et leur annoncer l'approche de nos Français. Ils n'en attendirent pas plus, et coururent à leurs automobiles, sous le perron du château. Leurs hommes commencèrent à creuser une petite tranchée que j'ai vue, à l'extrémité du parc; puis, y renonçant, les suivirent à la galope.

Tout s'était envolé que les Français tiraient toujours. La ville allait-elle être anéantie ? Un brave garçon se dévoua. Il prit sa bicyclette et courut prévenir les nôtres que les Prussiens s'étaient sauvés.

L'aubergiste du Vert-Galant me montre ses chambres que nos projectiles ont mises en capilotade, au moment même où il venait de les transformer à la mode du Touring-Club. « C'est-y pas malheureux, Monsieur ! » Il se console de ses ripolins perdus, en brave homme, avec le plaisir qu'il a de cuisiner gracieusement les morceaux de viande que nos soldats lui apportent.

De Montmirail, je suis allé à Château-Thierry. Toujours silence et solitude. Voilà des campagnes où l'on devrait se promener le chapeau à la main, car nos grands-pères et nos fils les ont inondées de leur sang. En passant près de la colonne triomphale qui porte l'aigle d'or de 1814, j'ai remarqué qu'elle avait reçu, ces jours derniers, des balles.

Sur cette route, où l'on respire encore toute fraîche la bataille d'hier, Victor Hugo est venu, il y a quatre-vingts ans, chercher la trace de l'épopée impériale. Il s'y promenait entouré de souvenirs et n'a rencontré qu'une charrette bizarre dont il lui a plu de faire

une eau forte. « Pour attelage un âne et un cheval. Sur la voiture, des casseroles, des chaudrons, de vieux coffres, des chaises de paille, un tas de meubles ; à l'avant, dans une espèce de panier, trois petits enfants presque nus ; à l'arrière, dans un autre panier, des poules. Pour conducteur, un homme en blouse, à pied, portant un enfant sur son dos. A quelques pas, une femme marchant aussi et portant aussi un enfant ». Où fut cette charrette ? disait-il. Est-ce donc la grande bataille de 1814 qui recommence ? Hier, 18 septembre 1914, je viens de la rencontrer de nouveau, cette charrette lamentable. Je les ai revus, ces femmes, ces enfants et ces poules. Pas l'homme, toutefois ! Il se bat sur l'Aisne. Oui, cette charrette de pauvres émigrants que Victor Hugo a demi vue, demi rêvée, hier, dans ce coin, nous l'avons rencontrée trente fois, cent fois. Elle ramenait à leur village des paysans chassés par la bataille de la Marne. Pauvres gens, fuite bien légitime et respectable, celle-là ! Mon aimable compagnon s'était muni de chocolat pour les enfants, de journaux pour les parents. Il y joignait des secours généreux.

Plus loin, nous avons croisé un groupe de cuirassiers, magnifiques dans leur désordre de

guerre, les cuirasses bombées, les visages amaigris, les mains lardées, la tête dans du linge, les yeux rayonnants, gais, jeunes, courtois et braves, pour qui nous avons des provisions de cigarettes dont ils ont été enchantés.

La campagne était triste, solitaire, presque noire. Le canon tonnait dans le lointain. On voyait certains champs jonchés de paille : des troupes y avaient campé. On voyait des trous, entourés de terres soulevées, avec un fond brûlé : c'est l'effet des obus. On voyait de grands carrés fraîchement piétinés : des tombes. Des cadavres de chevaux, plus lourds à traîner, plus encombrants que ceux des hommes, gisent encore çà et là.

A Château-Thierry, j'ai voulu visiter la maison de La Fontaine. Le chien du fabuliste jouait derrière la grille ; le chat ronronnait sur l'appui d'une fenêtre, mais la gardienne m'a dit qu'on ne visitait pas durant la guerre. Je me suis consolé en causant avec des soldats anglais dans la rue, qui, tous, savent assez de français pour prédire en fort bons termes la destruction prochaine de l'armée allemande. « La garde impériale de Postdam ! m'a dit l'un deux, plus rien ! Nous l'avons bouffée ! » Et de rire ! Comme il est

agréable l'accent des Anglais, et leur rire ! Il y a sur tous ces visages de nos alliés quelque chose de jeune. Avez-vous remarqué cette expression constante des physionomies anglaises ? Un je ne sais quoi de l'enfance y persiste à travers les âges de la vie.

Nous avons mis dans les mains de ces bons amis un tas de *New-York Herald* et de *Daily News*, puis, reprenant le chemin de Paris, nous nous sommes arrêtés à Meaux pour saluer un grand Français. Monseigneur Marbeau était l'ami de Déroulède qui, dans ses derniers jours, lui ouvrit sa conscience de héros sans reproche. Ils continuent de s'entendre à travers les légères cloisons posées par la mort.

...Quelle coupe de patriotisme qu'une telle journée ! Ce n'est pas un philtre d'oubli qu'on y boit. Le grand fleuve germain se retire sans laisser aucune alluvion, aucune boue sur notre sol, mais il marque ineffaçablement notre cœur. Sur ces graves champs d'automne, que je viens de parcourir, en me reprochant de ne pas assumer une plus lourde part des misères de mes frères français, la nature va tout réparer rapidement. Son riche tapis, ses puissances d'oubli ne peuvent pas s'étendre sur nos sentiments irrités. Quelle

solitude vers la fin du jour ! Aucun bruit, aucune animation pour nous distraire sur ces routes embrumées. Ce qui remplit le cœur dans ce vide, au milieu de ces villages sans hommes et de ces foyers demi détruits, c'est un élan vers la France. Il y a dans ce silence des campagnes françaises, interrompu seulement par les canonnades lointaines, une espèce d'attente solennelle, l'attente d'une résurrection générale de notre génie.

VI

LA CATHÉDRALE EN FLAMMES

21 Septembre 1914.

« Les Allemands se sont acharnés sans raisons militaires à tirer sur la cathédrale de Reims, qui est en flammes. »

Cette phrase est chargée de sens. Vous remarquerez le verbe, *ils se sont acharnés*, et cette incidente, *sans raisons militaires*. Voilà le crime que rien n'excuse et que l'histoire à jamais commentera pour le déshonneur de ces récidivistes. Ils ont commencé par Louvain, continué par Malines, Senlis, Soissons. Aujourd'hui ils brûlent la cathédrale de

Reims, par dépit enragé de n'avoir pas pu anéantir Notre-Dame de Paris.

C'est une déclaration de guerre à tout ce qu'il y a de plus grand dans le monde, que les généraux de l'empereur allemand viennent de lancer en tournant leurs obusiers sur le lieu où Clovis hérita de la civilisation latine, sur la haute et divine maison éblouissante.

Un des joyaux du monde achève de s'anéantir. Pourquoi l'Allemagne commet-elle cet acte abominable ? Qu'en espère-t-elle donc ? Comment y voir, je ne dis pas une excuse, mais un semblant d'utilité ?

Les Allemands n'ont à la bouche et sur leurs lèvres pharisiennes que le nom de Dieu. Pensent-ils que leurs bombes vont être agréables aux autels ? Pensent-ils édifier le ciel en envoyant leurs obus sur ce toit de paix et de bénédiction ? Enragés d'impuissance, ils se livrent aux forces infernales. Ces misérables, réjouissons-nous, trahissent un état d'esprit de désespérés. Accès de rage impuissante, vengeance de vaincus. Ils se sentent matés, dominés, et, dans leur vil désespoir, bombardent la maison des espérances chrétiennes.

Nos espérances ? Ils ne les atteindront pas. Elles sont pieusement, religieusement, dé-

posées dans nos armées. Elles animent le cœur de tous les Français. Qu'importe si l'Église de pierre s'écroule ! La société française, la patrie, comme une arche sainte, demeure et brave la tempête. Et dans ces pierres qu'ils canonnent, les Prussiens ne mettront pas l'immobilité de la mort. A tout ce qu'elles contiennent d'éternité et de grandeur s'ajoutent maintenant les jours de septembre 1914. Elles ne seront que plus frémissantes, mieux chargées de vie, plus sacrées. Elles ont souffert avec nos soldats. Sainte cathédrale de Reims, toute mutilée, tu demeures, aux yeux de l'esprit, notre relique nationale.

Pourquoi veulent-ils martyriser le chef-d'œuvre de la France ? A cette question, Frédéric Masson a bien répondu, hier matin, quand, au terme d'un article tout probant du *Gaulois* : « Pourquoi ils ont brûlé Louvain », il conclut : « Guillaume II, empereur allemand, a ordonné de brûler l'Université de Louvain, au nom de la culture germanique et par haine de la culture catholique et latine. » Voilà bien, en effet, une des pensées infâmes et profondes de cette race, menée à la fois par le pédantisme et par une fureur démoniaque de destructions, et le noble roi d'An-

gleterre a proclamé la vérité quand il a solennellement fait savoir à son peuple que « les Allemands ont décidé d'anéantir la nation française ». Ils s'acharnent, à cette minute, sur le lieu où, de barbares, nous fûmes nommés Français, où nous fûmes sacrés comme les héritiers légitimes des antiques civilisations. Ils veulent nous atteindre à notre source même et nous frapper symboliquement dans notre racine.

Eh bien ! d'instinct, nous leur répondons, avant même d'avoir raisonné. Au moment où l'on nous a dit : « Les obus tombent sur les verrières, sur les sculptures, sur la voûte merveilleuse, » nous avons crié :

— Ces obus-là, du moins, ne tombent pas sur nos bataillons, sur nos frères et nos fils, sur nos défenseurs. Périssent les merveilles du génie français, plutôt que le génie français lui-même ! Que les plus belles pierres soient anéanties, et que le sang de ma race demeure ! A cette minute, je préfère le plus humble, le plus fragile fantassin de France à nos chefs-d'œuvre dignes de l'immortalité. Nous en referons, des chefs-d'œuvre ! Le sang des Français est chargé d'une série infinie de perfections qui aspirent à naître, à s'épanouir.

Vive la France ! C'est la seule réponse des

croyants, des artistes, de tous les patriotes. Mais vous, chefs de l'armée, qu'attendez-vous pour tirer une leçon de ces douleurs? Entassez désormais dans nos monuments précieux, sous la voûte de nos églises et de nos musées, tous les blessés allemands, tous les prisonniers allemands, et qu'ils partagent, signalés, couverts par le drapeau de la Croix-Rouge, le sort de nos trésors d'art.

VII

C'EST UN REITRE DÉJÀ QUI FIT BOMBARDER LE PARTHÉNON

Un reître allemand vient de détruire la cathédrale de Reims. C'est déjà un reître allemand qui avait détruit le Parthénon. M. Gustave Fougères, l'éminent directeur de l'École française, me le rappelle dans la belle lettre suivante qu'il me permet de publier pour édifier l'opinion universelle :

MONSIEUR,

Vous avez contemplé le Parthénon : si, en votre for intérieur, vous lui préféreriez nos cathédrales chrétiennes, sa misère vous a pourtant ému et troublé. Devant ce cadavre éloquent, vous avez maudit le nom de Morosini.

Me permettez-vous de vous faire souvenir que le véritable bourreau du chef-d'œuvre d'Ictinos et de Phidias ne fut pas le célèbre provéditeur vénitien, mais un sinistre exécuter de ses basses œuvres, un reître allemand, originaire de Lunebourg (Hanovre).

officier d'artillerie à la solde de Venise et sous les ordres du chef de bandes Kœnigsmark.

C'est ce vandale lunebourgeois qui pointa le mortier d'où partit la bombe qui fit sauter le Parthénon.

N'est-ce pas le moment de rappeler ce précédent mémorable, au lendemain du jour où d'autres peintres allemands se sont offert la joie de consterner le monde civilisé en abattant la cathédrale de Reims, ce Parthénon de la chrétienté d'occident? N'avez-vous pas vous-même suggéré ce rapprochement lorsque, sur l'Acropole, vous compariez intérieurement le grand symbole de l'art païen à ceux de notre art chrétien?

On apprendra sans doute le nom du chef responsable qui consomme, en plein xx^e siècle, cet autre inexpiable forfait. Que les débris sacrés de la cathédrale subsistent tels quels, pieusement entretenus comme ceux du Parthénon, pour vouer à jamais à l'exécration universelle le monstrueux imitateur de l'Erostrate lunebourgeois!

Ah! les Allemands peuvent se targuer d'une double spécialité, que nul ne leur dispute : une archéologie lourde, minutieuse et pédantesque qui classe, inventorie, décrit les merveilles de l'architecture sans les sentir ni les aimer, et une artillerie (non moins lourde!) qui excelle à les réduire en ruines lamentables. Double vandalisme qui opère à l'envi! Les succès du vandalisme à gros obus ne prouvent-ils pas que les prétentions du vandalisme à gros bouquins ne sont qu'une imposture pseudo-scientifique? La science sans âme n'est plus qu'un matérialisme charlatanesque. On s'en aperçoit après avoir été dupe trop longtemps.

Veillez agréer, Monsieur, les hommages d'un lecteur qui n'a pas toujours partagé vos vues sur l'âme attique, mais qui admire sans réserve vos belles pages sur Sparte, et retrouve dans votre *Écho de Paris* un écho de cette Sparte même.

Gustave FOUGÈRES,

Directeur de l'École française d'Athènes.

VIII

LA FIN D'UN SCEPTIQUE

22 Septembre 1914.

« Un des maîtres de l'École française, le compositeur Albéric Magnard, l'auteur applaudi de *Bérénice*, habitait une villa à Baron, près de Nanteuil-le-Haudoin. Il fit feu sur deux uhlands qui tentaient de s'introduire chez lui et les abattit. Peu après il fut fusillé. M. Albéric Magnard était le fils de l'ancien rédacteur en chef du *Figaro*, M. Francis Magnard. »

Ainsi racontent les journaux, et depuis que j'ai appris cette mort héroïque, je ne cesse pas d'y songer. Je le vois à sa fenêtre, le fusil à la main, tout enflammé par le patriotisme, cet artiste raffiné. Quelle apparition inattendue ! C'est une eau-forte qui ne s'en va pas de dessous mes yeux.

Lui, le fils du grand sceptique Francis Magnard, lui, l'enfant du *Figaro*, il a résolu de donner sa vie, plutôt que d'accepter ce qui ne doit pas être. Il entreprend, à lui seul, de s'opposer à ce que la France, momentanément

ment, n'a pas pu empêcher. Il ne tolérera pas d'être envahi et que des Prussiens souillent le seuil de sa demeure. Nul ne le commande ; lui seul s'oblige, et même il outre passe son devoir clair. Il s'en va dans des régions morales mal déterminées. On peut trouver des gens pour dire qu'il eut tort, en sacrifiant sa vie, de compromettre la sécurité de ses concitoyens plus paisibles. Il passe outre, il défend une cause supérieure et des intérêts éternels. Cet artiste savant, au milieu des petites villas bourgeoises, se fait, à lui seul, le chevalier de la civilisation. Un immense horizon s'étend devant son regard inspiré. Il s'élan ce pour couvrir de son corps les cathédrales de France, la langue française, la nation héritière de Rome et d'Athènes, Et voilà comment le fils du sceptique a choisi la solution héroïque.

Que c'est beau, ce fils issu de ce père ! Quel signe des ressources, des richesses morales chez nous ! Albéric Magnard explique, complète, perfectionne et justifie Francis Magnard. Après vingt ans, le dégoût où j'avais vu Francis Magnard, sur le soir, achever sa vie, me devient intelligible. Francis Magnard n'aimait pas son existence propre, ni son milieu, ni ses thèses quotidiennes, ni rien, croyait-on, bien que nous, ses amis, nous

distinguions sa délicatesse secrète et son penchant pour les êtres nobles. Il vient de révéler par son fils ce qu'il y avait en lui d'inemployé et qui le déterminait à nier tant de gloires bruyantes, ou du moins à montrer leurs taches, leurs faiblesses, leurs pailles. Il était si exigeant, à cause d'une excellence secrète qui était en lui, et quand il signalait partout l'artificiel, il se réservait, le moment venu, d'agir de la manière la plus vraie.

Comment une pensée qui d'abord semblait nuisible, parce qu'on ne voyait pas son but, a combattu pour vivre, s'est dégagée des compromissions et des facilités, s'est ennoblie dans la retraite et puis a fleuri soudain en un acte de vertu inouïe, voilà ce que l'on voit en soudant la biographie de l'artiste héroïque, Albéric Magnard, à la biographie de son père, le professionnel sceptique, François Magnard. Et voilà ce qu'un grand musicien, un émule du mort d'hier, saurait nous rendre sensible dans une symphonie où le même motif tragique irait s'épurant et s'élevant, d'une atmosphère de vie trop facile, aux sommets de la vertu.

Il ne m'est pas permis de juger l'art d'un compositeur ; je n'y ai pas de compétence, mais je me rends bien compte que nous som-

mes ici devant un de ces hommes solitaires pour qui la seule affaire, c'est de mettre dehors, produire, exprimer ce qu'ils ont mission de faire savoir. Albéric Magnard s'est occupé à construire son œuvre, sans jamais se distraire à chercher le succès. Du vivant de son père, — c'est un trait qui nous frappait beaucoup, il y a vingt ans, — jamais il n'entraît au *Figaro* et jamais ne voulut y voir son nom, ses essais signalés. Il ne comptait que sur lui-même. Un peu farouchement. Ce caractère apparaît encore dans son acte dernier. Il prit tout seul sa décision héroïque. C'était un musicien français, un disciple de Jean Racine, dont il transposa le chant dans son art. S'il avait travaillé à poser une digue au flot wagnérien, s'il s'était défendu des influences nocives du génie german, ce n'était pas pour tolérer que les plus sales gens de là-bas s'en vinsent chez lui. Voici les uhlands ! Il quitte son piano, il tire dessus et les abat.

Chacun, selon son pouvoir ! Joffre les chassera de France. Albéric Magnard balaye le devant de sa maison. Et tous l'imitant, la France serait toute propre. Gloire à ce fils harmonieux de Racine, à ce défenseur du génie français !

Ce ne sont pas des doléances qu'il faut

apporter sur des tombes si courageuses. Un lecteur anonyme m'écrit un billet tout en larmes sur la mort de Péguy. S'il fut son ami dans le privé, c'est trop naturel. Mais un ami de l'œuvre d'un Péguy ou d'un Albéric Magnard, un ami de l'art et de la pensée française doit prendre conscience de la vie qui s'exhale de telles morts. Les artistes prétendent justement à modeler et à diriger les sentiments du public. Ils n'ont ce droit qu'à la condition d'être vrais, et leur vérité éclatera si, dans les moments décisifs, ils décident de se sacrifier pour être en accord avec leurs thèses. Charles Péguy, ayant quarante ans, appartenait à la territoriale ; il demanda et obtint d'être maintenu dans les cadres de la réserve, où la balle prussienne est venue le frapper. Albéric Magnard, pour vivre, n'avait qu'à laisser sa fenêtre fermée. Ces nobles hommes, en courant de propos libéré au sacrifice, viennent de montrer les titres de leur puissance propre et d'accroître l'autorité des doctrines qui proclament qu'il y a un art national.

P. S. — L'opinion renseignée s'émeut sur le sort de nos blessés. De toutes parts on me documente. Il ne m'est permis ni souhaitable, de publier des faits précis et de les étaler

devant l'opinion. Ce n'est pas la méthode que j'emploierai. Mais que l'on continue de m'informer et je communique à qui de droit le tableau de ce qui ne peut pas être toléré. Ils sont blessés, en péril pour nous. Secourons-les à notre tour. En haut lieu, l'on m'assure que des réformes d'urgence vont être réalisées. Rien n'est plus important pour que nous ne soyons pas d'abominables ingrats et pour que, guéris, ils puissent achever l'œuvre de la délivrance.

IX

LES BLESSÉS SONT FAITS POUR ÊTRE GUÉRIS

23 septembre 1914.

Tous les Français, à cette heure, doivent se tenir pour enrôlés au service de la France. Et pour bien la servir la France, le mieux est de coordonner nos efforts avec ceux du Gouvernement. Si quelque chose cloche un instant, nous devons nous dire que ce n'est pas que personne manque de bonne volonté ; et sans céder à notre impulsion, sans donner une voix aux plaintes qui se forment en nous, cherchons avec les chefs du pays le remède.

Il semble qu'au premier moment, dans les services sanitaires, on fut pris au dépourvu et peu capable d'assurer les transports. Il semble aussi qu'une entente imparfaite ait d'abord régné entre le service de santé, l'Assistance publique et les initiatives privées. On a, d'abord, envoyé les blessés bien loin, et par la suite, à Paris, on les a entassés dans des locaux insuffisamment aseptiques, alors qu'on refusait d'en mettre dans des hôpitaux de l'Assistance publique, où de grandes salles vides les attendent, et dans les sept ou huit mille lits des sociétés d'assistance.

Mais c'est bien fini, n'est-ce pas, ces malentendus pleins de conséquences terribles? Laissons la critique de ce qui ne va plus être que le passé. Que tous les efforts s'accordent! Nous possédons les meilleures promesses et déjà des résultats.

On nous a promis que les ambulances de premières lignes, établies derrière la ligne de feu, seraient, *toutes*, très surveillées; qu'elles auraient un personnel chirurgical compétent, des infirmiers instruits ou des infirmières, les instruments indispensables et les médicaments essentiels (éther, chloroforme, morphine, quinine).

On nous a promis que les trains sanitaires

seraient surveillés et qu'ils auraient, *tous*, un personnel médical, des infirmiers ou des infirmières, des seringues pour injections hypodermiques, des objets de pansements, des bassins, etc., et les médicaments, et des aliments avec de l'eau potable, et du rhum, du cognac, du café.

On nous a promis que toutes les infirmeries de gare seraient bien installées et surveillées, afin que les trains de blessés au passage y puissent être ravitaillés.

On nous a promis que les blessés atteints gravement seraient placés dans de véritables hôpitaux bien installés, ayant des salles d'opération, des chirurgiens éprouvés, des objets de pansement et un personnel instruit et qu'on ne les placerait pas dans des hôpitaux de fortune.

Voilà donc que tout va bien aller. Je ne doute pas que médecins militaires, médecins civils et les trois Croix-Rouges, dans un esprit parfait d'entente, ne rivalisent de zèle et de science. On n'accueille pas suffisamment, jusqu'à cette heure, dans l'armée, les compétences civiles. Sur ma table s'amoncellent les sollicitations, les plus honorables prières de gens qui s'offrent pour donner des soins de gens désignés par leur compétence, et qui

demeurent, à leur désespoir, les bras croisés. Ces bonnes volontés, bien et dûment vérifiées, pesées, soupesées, il faudrait que l'autorité militaire, puisqu'elle manque de sujets, les utilisât. Chacun devrait être envoyé au poste où il peut rendre le maximum de services. Acceptons, sollicitons, coordonnons tous les courages, toutes les compétences.

On y est décidé. Depuis trois jours déjà, le changement éclate. Les voitures automobiles de la Croix-Rouge, transformées pour les transports de blessés couchés, vont le jour et la nuit dans les gares de la ceinture, y reçoivent nos braves soldats, et les conduisent dans les excellentes ambulances des trois sociétés. Mais comment n'utilise-t-on pas les hôpitaux de l'Assistance publique, où les chirurgiens les plus habiles et les installations les plus complètes et les plus éprouvées se sont mis à la disposition de la guerre ?

... Je m'excuse de traduire avec cette insistance, les inquiétudes et les désirs du public. C'est que, tous, nous nous faisons la plus haute idée du pouvoir que possèdent, à cette heure, la science et la bonté de nos chirurgiens et médecins. Les blessures, on peut les guérir, si elles sont bien prises. J'entends dire par ceux qui reviennent du

champ de bataille que l'Allemagne est gangreneuse et tétanique. Nos hommes, beaucoup moins. « Le tétanos, lui-même, au Val-de-Grâce, on le guérit. » Un praticien, aujourd'hui, peut beaucoup, quasi tout, dans les destinées de la France. Je songe à mon ami, le grand chirurgien Thierry de Martel, qui a voulu partir comme soldat combattant, être sur la première ligne de feu, au plus chaud du péril. Il a réclamé sa part de toutes les fatigues, de tous les dangers que court le plus jeune soldat. C'est d'un homme d'honneur. Je l'admire. Il n'en est que plus cher à tous. Mais a-t-il tout à fait raison ? Choisit-il le poste où il peut nous rendre le plus de services ? Si j'étais le chef de Thierry de Martel, il me semble qu'aujourd'hui je lui dirais. « Adjudant (c'est son grade), laissez votre fusil, allez à l'arrière, allez à l'ambulance, soulagez, guérissez, sauvez nos blessés. » Le chirurgien, le médecin, à cette heure, pourraient refaire des armées à la France.

Que cette vérité qui nous anime fasse notre excuse, s'il en est besoin, auprès des services de santé. Si nous osons les critiquer, c'est que nous nous faisons la plus haute idée de leur tâche et de leur puissance, de leur bonne volonté et de leur science. Et puis, c'est que,

songeant à l'excellence de notre sang et au pressant besoin que nous avons de le ménager, nous nous répétons constamment ; « Les blessés sont faits pour être guéris. »

X

LA PENSÉE UNANIME DE PARIS

25 septembre 1914.

Nul ne songe à reprendre les développements d'un Victor Hugo sur Paris, la ville sublime, centre du monde, sommet de la pensée, etc., Nul n'en aurait le souffle, et d'ailleurs aujourd'hui le public répugne au clinquant, à la rhétorique pompeuse, à tout ce qui peut sentir l'artifice. On a faim et soif de vérité. Les ordres du jour du général Joffre, d'une simplicité solide, donnent le ton à la pensée française. Mais constatons que Paris, à cette heure, offre un modèle admirable de fermeté et de sincérité. Tout y est paisible, sérieux, tourné vers les soins les plus nobles. Chacun s'associe au sort du pays, fraternise sans bassesse avec son voisin, entretient au fond de son cœur une émotion violente et se garde d'en faire étalage. Il n'est

pas un de nous qui, dans cette minute, ne préfère nos soldats et la France à soi-même. Quelle rare dignité, dans une tragédie où rien n'est théâtral ! Beaucoup de personnes ont pris, de bonne foi, les grandes foires mondiales, les expositions universelles pour le plus beau moment caractéristique de Paris. Bien plutôt, c'est aujourd'hui que, réduite en nombre, épurée par l'épreuve et par les départs, la grande ville témoigne sa vraie qualité morale. Et, pour ma part, jamais avec tant de piété qu'aux minutes où les Barbares s'approchaient, je n'ai senti mon attachement filial à notre cité, à ce dépôt d'esprit accumulé et unifié par les siècles.

Le soir, au jour tombant, je quitte le journal, je regagne Neuilly, à pied le plus souvent. Les boulevards sont à demi éclairés et animés ; les Champs-Élysées, fort peu, et, passé les grilles de la Porte-Maillot, je trouve la plus noire solitude. Dans ce long parcours, chaque fois, j'éprouve la même émotion de voir devenue si grave la figure brillante de la ville. Je sens une âme, un véritable être, sensible, intelligent, mobile sous les vicissitudes de la guerre. C'est un foyer où les lumières sont voilées et les voix baissées, où palpite un seul cœur. Tous, nous

formons une famille qui veille tard dans la nuit, et qui, bien des fois jusqu'au jour, va s'éveiller attentive, angoissée, confiante que le matin nous donnera un bon « communiqué ».

Dans toutes les maisons, à tous les étages, on ne vit que pour les absents, pour leur demander de vaincre et de survivre. Paris, le cœur battant, le visage calme, s'inquiète de ses fils, s'en enorgueillit et les remercie. Mais eux ! c'est la merveille éblouissante : ils sont gais ! Jamais l'esprit de Paris n'a étincelé si vif et si haut. Seulement, c'est un feu d'artifice qui se tire hors des murs, sur l'Oise, sur l'Aisne, dans la Woëvre.

Quelles lettres nos enfants nous envoient de l'armée ! Un perpétuel éclat de rire. Les nobles garçons ! Ils sont jeunes et braves ; ils veulent nous empêcher de nous attendrir et de nous inquiéter. Et puis ils ont une santé d'âme, une qualité de sensibilité toute aristocratique, au sens profond du mot. Ils se possèdent avec aisance, ils ont, chose divine, de la mesure dans le moment même de la plus grande tension de leurs énergies. Ecoutez quelques phrases écrites d'Alsace, après la reprise de Mulhouse. Un fils explique à sa mère qu'il vient d'assister à une messe dans un village

où l'église bombardée n'a plus de toit, où les Alsaciennes en costumes avaient de charmants visages. Pas un mot sur les duretés de sa vie, rien qu'une petite anthologie de ses plaisirs ! Il s'agit d'apporter au foyer familial des images heureuses. Et il résume la situation tout simplement : « Je fais un bien joli voyage. Je ne connaissais pas l'Alsace ; c'est un pays ravissant et qui vaut bien la peine que nous nous donnons pour lui ».

Voilà le vrai ton des héros, le ton faiseur de calme que nos soldats trouvent dans leurs âmes solides et élégantes. Une telle qualité du sentiment et de l'expression, un goût si parfait, un Allemand ne peut pas les comprendre. Il faut, pour sentir ainsi, appartenir à la communauté humaine qui a donné aux concepts de force les nobles et divines formes que l'on voyait sur la basilique de Reims.

Les fils de Paris, nos garçons, réagissent d'une manière quasi surnaturelle au milieu des périls. Nous avons des enfants auprès desquels le peuple allemand est une bête mal-faisante. Il faut en tirer une conclusion pratique. Il ne suffit pas que, grandi par le spectacle des armées de la France où il compte toute sa jeunesse, Paris se soit haussé à un degré supérieur de l'âme ; il faut que ce

sentiment s'achève dans une pensée claire et utile.

Quelques-uns voudraient profiter d'un état d'esprit héroïque des êtres pour y déposer et y faire germer leurs semences malfaisantes, leurs graines de chimères. Mais les vrais héros sont gens de bon sens. Les folies qu'on nous propose, que l'on jette aux quatre vents, tomberont sur notre nation comme sur un rocher; elles y demeureront stériles. Une série de faits établissent l'infériorité morale de la nation allemande. Chacun comprend qu'il est impossible de tolérer des armes entre les mains de qui se place trop bas dans l'échelle de l'humanité. Ce serait une imprudence criminelle de laisser désormais se concerter les membres d'une race encore informe, toute méchante, et qui se vante de jeter à terre les autres nations. Les Alliés imposeront à cette bête formidable des entraves, jusqu'à ce que domptée dans le brancard, elle se soumette aux lois de la civilisation. Les Allemands ont proclamé leur prétention de « rompre les os » de notre peuple, « afin qu'avant un siècle il ne puisse pas se relever. » A ces malfaiteurs, il faut mettre les menottes, pour que les petits-fils de nos fils bénéficient encore des immenses sacrifices d'aujourd'hui.

Après ce que nous avons vu de l'excellence de l'organisation allemande, il nous est impossible de rien en laisser subsister. Nous ne discuterons pas avec eux; les alliés les auront à leur merci et referont la carte politique de l'Europe centrale. Qui parle d'amitié? C'est avec Londres, Bruxelles et Pétrograd que l'intérêt du salut public et tous les sentiments sacrés d'honneur et de fraternité des armes nous lient. La pensée unanime de Paris s'accorde avec la pensée de ces trois villes sœurs pour exiger un règlement de la question germanique, qui laisse enfin respirer l'univers.

XI

LA LEÇON FORTIFIANTE DES RUINES

26 septembre 1914.

Je reçois souvent des lettres de Lorraine. Elles m'arrivent avec bien des retards. J'hésite à les employer, parce que je crois distinguer que la censure nous interdit de donner les faits avec leurs couleurs et leurs contours nets. Pourtant n'est-il pas juste et salubre que chacun de nous se rende compte des

souffrances supportées et des efforts fournis par la cause commune ?

Nous assumerions une grande responsabilité, nous autres écrivains, si nous laissions affaiblir le sentiment public de notre pays en lui cachant rien des affronts qu'il subit. J'aurais voulu être autorisé à mener sur tout le territoire une grande enquête, à former une collection des gloires que nous accumulons et des injures que nous subissons. On ne m'a pas permis de récolter *de visu* les faits qui eussent constitué ce profond *pourana* franco-allemand. Je le regrette. Ce n'est pas assez pour former notre conscience nationale des chocs que nous donnent quelques atrocités, choisies entre mille, et des récits fragmentés qu'on nous rapportera de la guerre; si l'on veut avoir un sentiment vrai, profond, durable, il faut le nourrir des spectacles mêmes où l'on voit en action les natures françaises et allemandes.

Je ne distinguerais que des avantages à peindre comment ils piétinent furieusement nos provinces et par exemple à crier qu'on a été, en Lorraine, malheureux et courageux comme aux pires jours de la guerre de Trente Ans, où les reîtres d'outre-Rhin, les aïeux de ceux d'aujourd'hui, nous foulaient.

Dans les communiqués, vous avez vu revenir souvent le nom de Gerbeviller. C'est une petite ville agréable, dans le pays de Lunéville. A cette saison, les années heureuses, j'y vais souvent me promener avec mes amis. Je leur fais voir les vieilles fresques, pleines d'esprit, de la chapelle romane, la Vierge en terre cuite, du xvi^e siècle, et puis le château avec son parc ravissant. Il n'y a plus de fresques, il n'y a plus de Vierge, il n'y a plus de château, il n'y a plus de Gerbeviller. Il y a eu les Bavares.

Un témoin m'écrit du milieu des ruines. Ruines effroyables et ruines voulues, me dit-il, car l'incendie allumé volontairement a détruit ce que le canon n'avait pas abattu. De cette petite ville riante, heureuse, accueillante au milieu de ses vergers et de ses jardins fleuris, il ne reste que des pans de murs noircis et déchiquetés par les obus, des décombres sans nom, au-dessus desquels l'église, crevée, éventrée par les projectiles, élève, non plus sa croix, mais une sorte de croissant sinistre, formé par les débris de son clocher.

Quelques rares maisons sont encore debout avec leurs contrevents arrachés, leurs vitres brisées, leurs façades criblées. A l'intérieur, le pillage des Huns a tout dévasté : meubles

éventrés, linge, vêtements, bibelots, souvenirs, sont épars sur le sol et piétinés au milieu des bouteilles vides et des ordures, tandis que la pluie coule lamentablement à travers les toits effondrés.

Tout à l'entour, dans les champs, dans les jardins et sur les décombres, gisent les cadavres des deux armées, et puis, des civils, un certain nombre de ces derniers ayant été fusillés par ordre.

Au milieu de ce désert, seule vit encore une maison, un petit hôpital de fortune occupé par cinq sœurs de Saint-Charles et six aides. Durant l'interminable bataille, elles ont tranquillement continué à soigner leurs blessés. Personne ne les ravitaillait. La nuit, elles se glissaient et allaient dénicher, dans les maisons écroulées, des vivres, de la farine, pour leurs blessés, français et allemands, et pour toute une marmaille en détresse de petits Gerbevillois. (En voilà qui feront plus tard de fameux soldats, n'est-ce pas ?) Le général de Castelnau vient de les porter à l'ordre du jour de l'armée. On va les saluer comme des exemples de la suprématie morale de la patrie. Un de leurs visiteurs me dit : « Après dix-huit jours d'une vie pareille, au milieu de ces ruines fumantes, sous leur toit

percé de trois obus, dans leurs chambres où il pleut, nous avons trouvé les cinq religieuses d'une sérénité parfaite et admirant les infirmiers qui les ont aidées ».

Qui niera que de tels pèlerinages fournissent un grand secours pour nous aider à concevoir la vérité sur les rapports éternels de notre nation et de la race d'outre-Rhin, et sur notre mission nationale? C'est en contemplant ces ruines et cette bicoque héroïque qu'on est sûr de la moralité supérieure française. On comprend la tâche de notre nation. Elle cherche à répandre la vie; elle n'aspire qu'à être généreuse et féconde. Une telle vue, une telle expérience obligent de croire et d'agir, sont très bonnes pour dégager, élever, ébranler l'âme, et pour mettre en mouvement des forces qui sommeillent dans le cœur de tout Français. En effet, il ne suffit pas de savoir les qualités de la France, il faut encore éprouver l'exaltation, recevoir le choc qui donne le goût d'agir pour la patrie. Ce sont-là de ces moments heureux où l'esprit saisit une plus large vérité et perd sa tendance stérile à douter.

Un habitant de Gerbeviller a compris avec une singulière force la valeur exaltante et pédagogique des ruines de sa petite ville, car

il m'écrit : « Nous devrions rebâtir Gerbeviller plus loin et laisser telle qu'elle est notre ancienne cité. Sous ses éboulis gisent notre bonheur et notre tranquillité perdus. Il ne faut pas qu'on oublie comment la vertueuse Allemagne a pratiqué la guerre en 1914. Dans sa désolation, l'ancien Gerbeviller formerait une sorte de musée de la barbarie, un pilori pour l'Allemagne. On y mènerait en pèlerinage les écoles de France pour apprendre à nos enfants ce qu'il en coûte de n'être pas assez forts pour fermer à l'ennemi l'accès du territoire ».

La leçon n'est pas que pour les enfants. Nous avons tous besoin de savoir que les civilisations supérieures sont en butte à la haine, à l'envie des peuplades attardées. On ne possède que ce que l'on peut défendre. Si tu tiens une bourse dans ta poche, tiens un gourdin dans ta main. Si tu construis une cathédrale précieuse et fragile, élève des forteresses tout autour, arme-les, occupe-les. Si tu reçois à travers les siècles des leçons, profite-en, ô peuple trop magnanime !

Il y a des gens qui se transportent par l'esprit au moment où ils pardonneront aux Allemands. Je suis plus qu'étonné qu'ils retombent si vite dans leurs erreurs anciennes.

Ils brûlent de pardonner quoi ? Le mal subi par les autres. C'est phénoménal, à cette heure, de rester ainsi étranger à la vie nationale.

On peut bien imprimer sur le papier des mots qui disent qu'on invitera les Allemands à entrer dans l'amitié de la France, mais on défie qui que ce soit de persuader ces injurieuses billevesées à ceux d'entre nous à qui l'Allemagne a tenté de briser les os. Soyons tous solidaires de Badonviller, de Gerbeviller, de Nomény, du nord de la Lorraine, de la Champagne. Nous ne convierons pas l'assassin à s'asseoir aux places laissées vides à la table des familles assassinées. Nous mettrons politiquement et militairement les diverses nations allemandes, à jamais, hors d'état de nuire ; nous les obligerons à rebâtir confortablement nos maisons détruites et à dresser de somptueux tombeaux à nos morts ; Après quoi, si elles veulent profiter de notre supériorité intellectuelle et morale, et se mettre à notre enseignement, nous les autoriserons, certes, à profiter de notre vieille culture qui déjà permit à Goethe de se développer magnifiquement. Nous relèverons leur vie grossière par l'influence de notre vie spirituelle.

Les jeunes Allemands les plus distingués des diverses villes libres et des États allemands, s'ils se montrent désireux et capables de profiter dans la société de nos fils, pourront être admis, comme jadis, à suivre dans Strasbourg les cours de nos maîtres français et à policer leurs mœurs. Mais ne devançons pas les événements. Il faut d'abord que la race allemande passe par la période d'expiation, qui, elle-même, ne commencera sérieusement qu'après que les lignes de l'Aisne puis de la Meuse auront cédé.

XII

UN AMI BELGE M'ÉCRIT

27 septembre 1914.

J'ai reçu de Bruxelles une lettre qui m'a vivement frappé. Un excellent ami, un Belge, grand serviteur, en son pays, de la cause française, m'écrit :

« Ici, sous les Prussiens, je passe des jours pénibles, sans journaux, sans lettres, sans nouvelles, dans une ville transformée en camp allemand et qu'ont traversée, sans discontinuer, des milliers et des milliers d'Allemands. Au

moment de leur arrivée, j'aurais peut-être pu quitter la ville et gagner la France. J'ai cru que je devais demeurer. Si je pouvais rendre quelques services, n'était-ce pas en Belgique, à un moment où, après les premiers jours de confiance et d'admiration éperdue, et devant une retraite, inexplicable pour des gens privés de toutes nouvelles, *on commençait à douter de la France... » ?*

Je me suis arrêté, à la première lecture, sur cette phrase. Elle est poignante. C'est vrai que ces nobles Belges, broyés par l'ennemi commun, nous appelaient avec angoisse et nous voyaient reculer. Mais...

« Mais enfin, nous avons appris la fin de la retraite et la victoire ! Quelle chose admirable, la victoire française ! Il me semble que *tout va changer, en France, en Europe, dans le monde ! Quelles belles années nous allons vivre ! »*

Vous remarquez ce rebondissement de la pensée de ce Belge, au souvenir du plaisir qu'il a reçu de notre première victoire. Il en attend la délivrance de son pays et plus encore. « Quelles belles années nous allons vivre ! » Il n'est facile à aucun de nous de saisir clairement ce qui sortira, ce que l'on pourra tirer de la résurrection de la France,

mais quand elle va jeter son suaire de 1870, ce sera sur le monde un printemps. Un fruit précieux se forme sur l'arbre de la vie. Comment sait-il cela, mon correspondant? comment, tous, le savons-nous? La victoire de Joffre a fait jaillir des étincelles dans les consciences. Et la réflexion s'accorde avec cette première intuition.

« Je suis heureux, bien qu'ils m'aient fait passer les plus mauvais moments, d'avoir vu de près les Allemands. Leurs premiers corps d'infanterie qui sont arrivés à Bruxelles étaient éreintés par trois jours de marches forcées. Les soldats se traînaient. J'en ai vu dont on rectifiait la position à coups de crosse et de plat de sabre. C'est un troupeau qu'on mène à l'abattoir, encadré d'officiers et de sous-officiers remarquables. Ah! s'ils commencent, un jour, à se débander! »

A ce cri s'associent tous ceux qui ont besoin d'être secourus dans le monde. Tous aspirent à l'écrasement de l'Allemagne. Qu'il y a de gens dont le cœur se rattache par un fil invisible à la France! Ils attendent notre victoire, pour mieux vivre. Nos enfants se battent pour la libre respiration de l'Europe. Sur eux se concentrent tous les intérêts de la civilisation. Beaucoup de gens franchissent

sans une explication, dans un élan, le fossé qui les sépare de nous; d'autres ajournent, comprennent plus lentement, mais c'est vers nous que vient l'ensemble de l'humanité.

« En Belgique, me dit mon ami, pour conclure, le parti germanophile a fondu comme neige au soleil. Mais il n'a pas tout à fait abandonné ses préventions contre la France : il est devenu éperdument anglophile... »

Allons ! cela est bien. Les Français, eux aussi, se déclarent affectueusement anglophiles. Et puis, attendez un peu : nul Belge ne se privera d'aimer de tout son cœur la France, quand commenceront d'arriver sur la Meuse les Allemands, dûment battus sur l'Aisne. Et savez-vous le moment où nos bons et chers voisins seront tout à fait contents ? C'est quand ils passeront, avec les Anglais et avec nous, en territoire germanique, et qu'ils commenceront à faire leur choix, à faire le tour du propriétaire sur leurs nouveaux domaines... Parfaitement. Ils l'ont bien mérité.

La dernière fois que je suis allé à Bruxelles, la chose a plutôt mal tourné, parce que j'avais exprimé mon dégoût des Allemands. J'ai hâte d'y retourner pour visiter et honorer les morts glorieux et pour donner l'accolade aux vivants,

et parmi eux, d'abord, à mon cher correspondant. Puisse ce papier le lui dire !

P. S. — On lira avec grand intérêt la note que le gouvernement de Bordeaux publie, concernant les blessés et les trains sanitaires. Nul n'a jamais douté de la piété française envers nos blessés. C'est sur les Allemands, en effet, que porte le poids des responsabilités, sur les Allemands venus chez nous, ils l'ont dit, « pour briser les os de la nation française ». Associons, tous, nos efforts pour que les soldats soient relevés, soignés, guéris. Déjà l'amélioration des services sanitaires est signalée de plusieurs côtés. On ne verra plus de blessés sur la paille et dans des wagons contaminés par les chevaux. On en remercie les chefs en les suppliant que, pour compléter ce premier résultat, ils n'épargnent ni la peine, ni l'argent.

On remarquera, d'autre part, une note, que nous publions plus loin, par laquelle les trois Croix-Rouges convoquent les médecins. Puissent-elles s'organiser de telle sorte que le dévouement et la science de l'un de ces messieurs (en même temps que d'une équipe d'infirmiers ou d'infirmières) soient assurés à chacun des trains sanitaires.

XIII

LA VICTOIRE S'AVANCE

28 septembre 1914.

J'arrive à l'*Echo* pour écrire cet article. Il est 3 heures et demie, l'heure où l'on affiche à notre porte « le communiqué ». J'entends le piétinement des patriotes et puis les voix : « Lisez ! lisez plus haut ! » Nous progressons. Ah ! quelle joie ! La sale race a reculé. On commente, on se félicite, et la rumeur heureuse gagne toute la place de l'Opéra. C'est profondément émouvant et c'est ainsi chaque jour. Chaque jour, depuis ma table où ma tâche me retient, je me mêle en esprit à cette foule fraternelle dont le cœur vole vers nos soldats.

Nos soldats, leurs chefs, leur généralissime ! Comment puis-je écrire sur rien autre que sur eux ? De quoi que nous parlions, c'est à eux seuls que nous pensons. Mais qu'en dirai-je ? Je ne vaudrais que pour exprimer à haute voix nos vœux ardents, pour me faire le servant d'une sorte d'office national et de la supplication de tous. Quant à fournir aux lecteurs des précisions sur l'immense bataille,

sur des manœuvres qui se déroulent de l'Aisne à l'Oise et de l'Oise à la Somme, cela me dépasse et d'ailleurs ne m'est pas permis.

« Pas de considérations stratégiques ! Demandez à vos collaborateurs de l'*Echo* qu'ils s'abstiennent de rien relater ou de rien supposer concernant les mouvements de nos troupes. » Telle est la consigne, l'ordre que me donnent nos censeurs officiels, à chaque fois que je les rencontre. Ils en ont surtout contre le général Cherfils. Avez-vous vu comme ils lui sabrent tous ses articles ? « Sapristi ! leur disais-je hier, s'il devine tout le temps des choses qu'il serait désastreux que les Allemands connussent, c'est un fameux tacticien, et vous êtes bien coupables de ne pas lui donner un commandement. »

Laissez-moi rechercher, dans la *Correspondance de Napoléon I^{er}*, quelques lignes saisissantes que j'offre à mon éminent collaborateur. De Peschiera, en date du 13 prairial an IV, après la bataille de Lodi, le jeune général en chef de l'armée d'Italie écrivait au Directoire : « L'autre jour, je voyais défiler une demi-brigade ; un chasseur s'approcha de mon cheval : « Général, me dit-il, il faut » faire cela. — Malheureux, lui dis-je, veux-tu bien te taire ! » Il disparaît à l'instant ;

je l'ai fait en vain chercher : c'était justement ce que j'avais ordonné que l'on fit. »

Bonaparte et nos maîtres nous disent de nous taire. Je me tais. Tout au moins peut-on répéter sans inconvénient la conclusion unanime de ceux qui suivent, jour par jour, les armées franco-anglaises : « La bataille est dure, mais elle va bien et touche à sa fin. »

Les Allemands sont dans la situation de gens pour qui l'offensive est obligatoire. Leur programme est d'occuper Paris. Leur défaite de la Marne les a mis sur l'Aisne. Ils veulent regagner le terrain perdu ; ils n'y arrivent pas. Regardez notre carte. Depuis huit jours, nous n'avons pas progressé également sur toute la ligne, mais sur toute la ligne, de l'ouest à l'est, nous gagnons du terrain.

Et c'est aujourd'hui, quand l'attaque allemande, sur tout le front, vient d'être repoussée, que je veux, une fois de plus, à la veille d'une victoire, faire le raisonnement inattaquable qui nous consolerait d'une défaite : A supposer que nous n'avancions pas, à supposer même que nous reculions, pourvu que nous restions face à face avec nos adversaires, c'est pour eux un échec immense.

Si jamais vous vous sentez inquiet, — on a ses jours de dépression, — reportez-vous à

la scène et aux paroles mémorables qui définissent, résument, éclairent les positions respectives des belligérants. Je les extrais du *Livre bleu* et d'une dépêche de l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin.

Le 4 août l'ambassadeur d'Angleterre demanda au ministre des affaires étrangères allemand, M. de Jagow, « si l'Allemagne respecterait la neutralité de la Belgique ». M. de Jagow répondit négativement. « Cette violation, dit-il, est nécessaire parce qu'il s'agit pour nous, Allemands, de pénétrer en France par le chemin le plus rapide et le plus facile, de façon à avoir une grande avance sur les opérations françaises et de frapper le plus tôt possible un coup décisif. C'est, pour l'Allemagne, question de vie ou de mort. *La rapidité est le grand atout de l'Allemagne. Celui de la Russie est d'être un réservoir inépuisable de soldats.* »

Voilà des paroles qu'il vous faut découper, épinglez sur votre muraille ou mettez dans votre mémoire. Elles vous aideront à triompher des inquiétudes qui, tout naturellement, nous viennent parfois dans ce long demi-silence, dans cette attente, dans cette angoisse où nous sommes pour la patrie et pour nos enfants.

La France a fait d'immenses sacrifices, mais, dès aujourd'hui, son triomphe, qu'elle n'a pas encore achevé de payer, est certain. Nous dominons notre adversaire, et nous l'empêchons d'exécuter ce qui est pour lui l'indispensable. Quand il arrivait, tout formidable et tout suant, pour frapper, après un long retard, son « coup décisif », il a reçu de Joffre une magistrale tournée. Et depuis il piétine. Dans notre sang, dans le sien, plus encore. Ces Allemands se vantaient de posséder un grand atout, leur rapidité. Mais les voilà au cinquante-cinquième jour de la guerre, et leur rapidité est devenue celle de l'écrevisse.

En fait d'atout, il ne reste aux Allemands que celui qu'ils ont reçu de Joffre. Par contre, les Russes entrent en jeu, dont M. de Jagow a dit : « Leur atout, c'est qu'ils ont un réservoir inépuisable d'hommes. »

L'heure allemande a passé. C'est l'heure russe qui commence de sonner, bien accordée avec l'heure française. Un joyeux carillon pour Londres, Pétrograd, Bruxelles, Paris, et pour les nations asservies ; un *De profundis* sur Berlin.

P. S. — A Évian, il y a sept cents lits organisés à merveille, avec tout ce qui les

complète : personnel de médecins et d'infirmiers, et puis en linge, pansements, salle d'opérations, bains, et puis dons en argent et en nature. C'est parfait, dites-vous. Eh non ! car le gouvernement déclare que le département de la Haute-Savoie est zone neutre et qu'aucun blessé n'y sera envoyé. Il s'agit d'expédier au plus vite tout ce matériel sur le point où il rendrait le plus de service. Aux intéressés de s'émouvoir et d'écrire à Évian (Haute-Savoie).

XIV

« NOBLESSE OBLIGE »

29 septembre 1914.

Le général Stenger, commandant la 53^e brigade d'infanterie allemande, a adressé à ses troupes un ordre du jour prescrivant « de ne plus faire de prisonniers, de passer par les armes tous ceux qui tombent entre leurs mains, isolés ou en groupe, et d'achever les blessés, qu'ils soient armés ou sans armes. »

« Les Allemands, dit, en terminant, le général Stenger, ne doivent laisser aucun Français vivant derrière eux. »

Je ne ferai pas de commentaire directe-

ment sur ce général et sur le sort qu'il mérite, car je sens que mes paroles sortiraient de la ligne où précisément je veux dire que, nous autres Français, nous aspirons toujours à nous maintenir, à nous rétablir.

Il est possible que les lois régulières de la guerre, après de tels ordres d'assassinat, permettent de fusiller le général Stenger, si l'on met la main dessus. Je souhaite que ces lois existent et qu'il les subisse. Un Français n'en demande pas plus. Et je vous prie d'entendre l'admirable parole d'un de nos soldats, un paysan breton blessé à Guise.

Une balle lui avait traversé l'épaule, une autre lui avait éraflé la tête en collant le képi au front. Il a fait ainsi plusieurs kilomètres de marche pour échapper aux Allemands qu'il avait vus achever les blessés. Il a été témoin de telles atrocités qu'un excès de colère serait justifié. Eh bien ! non, à la jeune dame qui le soigne, il vient de dire, d'un ton admirable de mépris et de pitié :

— Les Français ne peuvent pas faire ça.

Si nous étions des vaincus, cette magnanimité, je vous l'avoue franchement, m'épouvanterait. Mais chez nos jeunes gens qui se battent comme des lions, qui sont gais, qui sont vainqueurs, cette déclaration m'émeut

jusqu'aux larmes. Nos soldats sont les frères des héros de Corneille.

Tout homme s'appuie sur sa nation pour s'élever. Nous nous appuyons sur Bayard, sur Corneille, sur Jeanne d'Arc, sur saint Vincent de Paul, sur saint Louis, sur Pascal. Et l'expérience quotidienne, tout autant que les livres, nous forme. Les fastes de l'armée française et de la vie ouvrière, de la vie des faubourgs, au jour le jour, sont pleins de grands traits de générosité et de dévouement. Nous avons nos modèles. Et notre but, c'est de faire régner dans le monde la vertu que nous avons apprise à aimer dans nos héros. Nous voulons donner à l'humanité, à l'univers, un cœur chevaleresque.

Mais les Allemands, que veulent-ils? Ils veulent des pendules. C'est clair. Mais dans l'ordre de la spiritualité? Je ne sais pas quel fruit nouveau ils prétendent faire apparaître sur l'arbre de vie. Le monde entier peut aujourd'hui les juger à l'œuvre.

Un homme fort distingué, grand « humanitaire » et qui disait sous mille formes que c'est une invention misérable de croire qu'il existe des différences de formation entre les peuples et un esprit national dans chaque individu, me faisait l'autre jour son *meâ culpa* :

— Je le reconnais, je n'aurais jamais cru cela des Allemands.

Dame! il faut se servir de son intelligence et comprendre une nation par les hommes et par les idées qui lui servent de drapeau, par les grands faits dont elle tire vanité. Il y a deux mois, j'étais là-bas, en Asie, sur l'Euphrate, où les ingénieurs allemands venaient de précipiter des ouvriers indigènes qu'ils voilaient et qui avaient eu la mauvaise idée de s'en mécontenter. Il fallait entendre de quel accent glorieux, ces Allemands disaient : « Nous autres, nous ne savons pas nous faire aimer : » Que les Français sachent se faire aimer, cherchent à se faire aimer, c'est quelque chose de honteux aux yeux d'un digne Allemand d'aujourd'hui. Quand on sait cela comme une vérité, on est fixé, on s'attend à tout. Il ne manque qu'une occasion pour tirer de telles âmes l'étincelle. Qu'elle vienne, l'occasion, et voilà des assassinats, des incendies méthodiques.

Je ne me fie pas à des eaux dormantes. Pour connaître la rivière, je regarde sur l'échelle les diverses élévations des eaux au-dessus de l'étiage. Quelqu'un a vu des prisonniers allemands employés à la voirie. Ils enfouissaient des cadavres de chevaux. Il

me les décrit avec sympathie : « Les voilà devenus de placides travailleurs avec un bon sourire sur les lèvres... »

Parfaitement. La brute est rentrée en sommeil. Mais n'allez pas vous y fier ! Qu'une circonstance vienne réveiller dans ces êtres leur sentiment propre et le fasse agir, alors, une fois de plus, vous entendrez ce qu'est la Germanie, et vous serez glacé d'effroi devant le danger qu'elle fait courir à la civilisation.

Les intellectuels allemands prennent conscience de cette brutalité qui repose au fond de leur être, et loin de chercher à s'en guérir, à s'en dégager, à se hausser, ils tirent gloire de leur nature. Un médecin-major me rapporte ses conversations avec des blessés allemands.

L'un d'eux, professeur de philosophie à Cologne, prétend que beaucoup des incendies sont dûs aux obus. Il reconnaît toutefois que plusieurs ont été allumés par ordre.

— Mais, dit-il, dès maintenant un changement est intervenu. L'ordre d'un simple officier ne suffira plus. Il faudra un général.

— Ne craignez-vous pas que nous en fassions autant quand nous aurons passé le Rhin ?

Et l'Allemand de répondre, avec un sourire un peu narquois :

— Non, noblesse oblige.

N'oubliez jamais une telle phrase. Cet intellectuel, ce professeur de Cologne, n'ignore pas les caractéristiques de la France, mais il les méprise. Il nous méprise d'aspirer à la générosité et au dévouement chevaleresque, et de nous faire de la force une idée que Pascal a formulée à la perfection, quand il nous a appris que « le propre de la puissance est de protéger. »

La civilisation, telle que nous la comprenons, échappe aujourd'hui aux Allemands. Est-elle inconciliable absolument avec leur nature ? C'est ce que nous apprendrons quand nous nous serons sérieusement occupés de les soustraire à leur mauvaise organisation politique et de perfectionner leur formation générale.

XV

CONFIANCE ET RESPECT

30 Septembre 1914.

Ce qu'on voit aujourd'hui sur tous les chemins de France, laissez-moi vous le dire dans un simple récit que je ne fais que transcrire pour vous.

Dans le train de Brest, vers une heure de la nuit, me dit un correspondant, je suis réveillé par l'entrée brusque d'un voyageur.

— Y a-t-il de la place ?

— Je suis seul.

Le compartiment, comme tout le train d'ailleurs, n'a aucune lumière. Pourtant je devine un soldat blessé, à cause de l'énorme tache blâfarde que font des pansements, des bandes, des écharpes.

Aussitôt, je me lève de ma banquette. Mais d'une voix nette, il refuse toute aide. Que tient-il à la main ? Ses bottes. Il les pose. Lentement, péniblement il s'assied, s'allonge, se case. Il me fait peine, mais je n'ose pas insister. Son accent a quelque chose d'impérieux et qui coupe court.

Je me recouche. Le reste de la nuit, autant que je puis voir, le pauvre homme la passe dans l'agitation d'un demi-sommeil de malade. Au petit jour, on se devine, puis on se voit. Je suis devant un lieutenant-colonel, un vrai chef, un type de vieux brave, grand, un peu voûté, à demi chauve, la figure large aux plans accusés, une barbe de quinze jours presque blanche. Dans cette face meurtrie, sous ces paupières flétries par la fièvre, les

yeux sont excellents de bonté et de volonté claire.

Je me mets de nouveau à sa disposition pour tout ce qui peut l'aider, ou le soulager. Il me répond en termes courts, mais sa rudesse cède un peu, et j'arrive dans la matinée à obtenir de lui une espèce de récit abrégé.

C'était près de Nanteuil-le-Haudoin. Ça lui est arrivé (il me montre son épaule droite et son bras) comme il entraînait ses « enfants ». Cinq éclats de mitrailleuse. V'lan, fauché. On l'entraîne, on l'emporte aux ambulances. Il est étourdi, inconscient. Le lendemain, on le dirige sur Rouen, et de là, sans qu'il sache pourquoi, à travers les lignes encombrées de la Normandie, on l'envoie à Rennes. Quatre jours et quatre nuits de transbordements et de douleur ne l'ont pas diminué. Il arrive, reprend pied, rassemble ses images et ses raisons. Il sait son régiment touché, des chefs tombés, ses « enfants » sans lui. Où sont-ils ? Au feu toujours. Et puis il y a un clairon qui au moment où, lui, ne sentait plus ses hommes comme avant, a sonné la charge, sans qu'on le lui dise. Ah ! si vous aviez vu l'effet ! Il faut qu'il le retrouve et le fasse citer... Tout cela passe et repasse dans son cerveau, dans son cœur. Que font-ils sans moi ? Cette

pensée l'obsède, le domine plus que ses blessures et sa fièvre ; il veut partir. Il part. Il se sauve en chaussons, et, à travers la nuit, il arrive au train, sa vareuse sur le dos, manches au vent, tel que je le vois.

Mais soudain, voici notre train qui s'arrête, quand nous sommes encore à 3 kilomètres du Mans, il est midi. De longs convois de recrues, de soldats français et anglais, d'équipements, de fourrages, d'artillerie, de prisonniers et aussi de blessés encombrent, obstruent les voies et les quais, et demeurent là, sous la pluie qui commence. Le colonel s'impatiente. Déjà une heure, deux heures d'attente. Le chef de train ni personne ne savent rien. Peut-être faudra-t-il demeurer jusqu'au soir. C'est trop. Il se lève, demande qu'on le chausse et me prie de l'accompagner à pied. Au Mans, il se débrouillera !

Allez donc rien refuser à un pareil homme ! Un voyageur se joint à nous. En route tous les trois. Mais la marche le secoue. « Ça lui répond partout. » Je sens la douleur l'enfiévrer ; tout de même il va, sans un mot, la mâchoire serrée. Enfin, quelle chance ! voici la tête de ligne d'un tramway. On l'attend, on l'aide à monter, et après un changement nous arrivons à la gare du Mans. Il est près

de quatre heures; nous déjeunons, chacun lui coupant sa viande, lui servant de bras et de main; il passe à l'ambulance où l'on refait ses pansements, et puisque le train est toujours à siffler dans le lointain, il se met à la recherche d'une auto.

On lui offre une place pour Chartres, Soit! Mettez-moi dans la voiture. Là-bas je m'arrangerai.

Ainsi j'ai vu partir, pour retourner à la bataille, ce vieux brave affreusement blessé, presque impotent. Je l'ai quitté avec une envie de pleurer qui était d'admiration et d'amitié. Et chaque matin, chaque soir, le confondant avec les miens, je cherche dans les nomenclatures de journaux si le lieutenant-colonel Ch... est victorieux ou mort. Mort? Mon cœur se serre et ne sait pas. Victorieux, j'en suis sûr. Je suis sûr qu'il est arrivé là-bas, qu'il a retrouvé ses « enfants », son clairon, et qu'il les a conduits où il fallait pour le salut de la France. Il a peu parlé, il était bref et presque brusque, mais jamais je n'ai mieux senti ce que peut la volonté, ni mieux vu ce qu'est un soldat de France.

Voilà le récit qu'on m'a fait et qu'à mon tour je vous apporte, parce que je m'aperçois que cette image austère reste dans l'esprit et

rend bien les deux sentiments de respect et de confiance dont nous sommes remplis pour les chefs de notre armée (1).

XVI

LA JOIE DE SE DÉVOUER

1^{er} Octobre 1914.

Hier, j'essayais de donner, en traits rapides, la physionomie d'un chef, l'esquisse d'une grande figure française, telle qu'un Philippe de Champagne, dans sa manière grave, en eut pour modèle. Aujourd'hui, pour faire le pendant, voulez-vous regarder, écouter un jeune soldat, tout gaieté et désir de plaire, qui nous décrit à sa manière une bataille?

Mais d'abord, je vous préviens, ne soyez ni trop étonné, ni scandalisé, d'une fantaisie qui

(1) Le colonel Chaulet a été tué d'un éclat d'obus à son poste de commandement de la 35^e brigade, le 21 Janvier, à Ypres. Il venait d'être nommé officier de la Légion d'honneur pour faits de guerre, puis promu colonel, et cité à l'ordre de l'armée.

Son fils engagé volontaire depuis le début de la guerre, maintenant aspirant au 82^e, suit ses traces et le vengera.

serait inconvenante de la part d'un non-combattant, mais qui, crayonnée dans la tranchée, devient le signe de la plus charmante vaillance et liberté d'esprit.

Acceptez de sourire en lisant pour vous même, à mi-voix, ce morceau de parler petit-nègre qu'un soldat adresse à sa famille sous le titre de « Tableau schématique mais exact ».

« Guerre terrible chose... Avant bataille, tout calme, puis bruit grandit. Canons font boucan infernal et pétaradeux. A ce moment beaucoup de figures décomposées. Mauvaises odeurs, coliques. Fumées, cris, sang partout, morceaux de fer dans la tête ou dans les fesses, et cependant campagne, l'air calme et ennemis invisibles.

» Bataille continue généralement jusqu'à la nuit. Puis crépuscule et silence avec incendies qui éclairent campagnes d'une lueur tremblotante.

» Nuits généralement mauvaises. Attaques dans le noir. Pan! pan! pan! on ne sait pas d'où. Très désagréable, surtout pour moi, qui ne peux pas me rendormir quand je suis réveillé dans mon premier sommeil ».

Il est toujours intéressant d'avoir un tableau vrai de ce qu'on ne peut pas voir soi-même. Si vous trouvez que vous n'avez pas là une

indication complète de ce qu'est une bataille, vous reconnaîtrez au moins que vous êtes renseigné sur l'âme de ce joli soldat, qui conclut :

« Sérieusement, — je te l'ai déjà écrit, mais tu n'as peut-être pas mes lettres, — je suis toujours en vie, et je me porte très bien. Mon régiment continue à être engagé et je crois que ça durera encore quelque temps. Nous nous battons depuis quinze jours, avec succès : nos pertes sont considérables, mais celles des Allemands encore plus, et finalement nous avons le dessus. Nous sommes tous de la meilleure humeur et très gais, malgré les vides qui se font tous les jours parmi nous. Jamais je ne me suis tant amusé. *C'est une partie de football de première classe, justifiée par des intérêts supérieurs* ».

Ils sont tous gais ! Il s'amuse ! C'est bien possible, mais le certain, c'est qu'il est un cher et magnifique garçon de vouloir nous en persuader.

Ce plaisir de vivre, cette ardeur à se dépenser dans une existence si nouvelle, cette vertu de jeune guerrier, l'âge la perfectionnera encore ; elle deviendra ce que nous voyons chez les plus dignes chefs : une joie de se sacrifier pour le régiment, pour la patrie,

pour l'honneur, en un mot, pour le devoir. Ce qui croyait être un noble jeu et le goût d'un sport dangereux se transformera et se connaîtra comme un exercice de religion héroïque. Mon noble correspondant est tout joyeux d'avoir trouvé en lui-même un principe de vie qu'il ne connaissait pas et qui pourtant demandait à s'épanouir. Il est joyeux, et, hier, nous voyions la même joie, plus austère, chez un chef, si fort attaché à ses hommes que, malade, fiévreux, impotent, il fuyait l'hôpital pour les rejoindre. C'est le même sentiment, en fleur ou mûri. C'est une même exaltation de l'âme à des âges différents de la vie. L'un et l'autre, ce soldat et ce colonel, s'enivrent de se risquer, je veux dire de se dévouer pour une haute idée. Ils sont heureux de préférer à eux-mêmes quelque chose de plus large et de plus durable. C'est prodigieux de beauté ! Ils acceptent de laisser leur regard s'éteindre parce que leur âme connaît quelque chose d'invisible.

La magie de ces gens-là, soldats et chefs, est telle qu'en les écoutant j'embrasse tout un horizon d'ombres et de lumières où se croisent les héros de notre histoire. Ce que nous font voir nos combattants de 1914 renouvelle, reproduit nos chansons de geste. Ils n'ont pas

besoin de les avoir lues; il leur suffit d'en avoir hérité par le sang.

Dire que des sentiments si beaux gisaient dans notre peuple, et que jamais on ne s'adressait à ces ressources toutes-puissantes. Elles demeuraient négligées, recouvertes, empêchées, on en conservait à peine un vague souvenir. Mais aujourd'hui, à l'heure où la race inférieure vient pour détruire notre race et pour rompre les os de ceux qu'elle déclare dégénérés, ces supériorités, comme autant de guerriers qui ressuscitent, l'arme au poing, se réveillent. Elles entraînent nos combattants à la victoire et raniment, chez les non-combattants, la faculté d'admirer et d'aimer.

XVII

A GUSTAVE HERVÉ

2 Octobre 1914.

Hervé, vous m'appellez « mon cher Barrès ». Je vous rends avec empressement votre cordialité, car nous sommes d'accord pour planter le drapeau sur le Rhin. Vous venez d'écrire un article dont le moins que je puisse dire, c'est qu'il est époustoufflant, deux colonnes de la

Guerre Sociale, dans lesquelles je crois vous deviner, vous que je ne connais pas, le visage tout épanoui du plaisir de scandaliser. Vous faites sur les religieuses des plaisanteries insensées, et dans le même temps celui qui s'indignerait vous entend qui murmure : « Imbécile, tu ne sais donc pas que je les aime ! »

C'est possible, Hervé, que vous ayez l'amour. Il est malheureux que vous n'y joigniez pas le respect.

Hervé, je crois vous comprendre. Vous n'êtes pas né pour préférer, en temps de guerre, l'hervéisme à l'héroïsme, et pour nier la supériorité des vies de sacrifice, mais vous êtes méfiant ! Nous sommes au pays où Tartuffe est peut-être le type d'homme le plus détesté. Au point que beaucoup se posent en fanfarons de vice. Vous avez une peur horrible de tirer votre coup de chapeau à des saints de pacotille, à des héros de contrebande, et vous entendez surveiller de très près les écoles de sainteté et d'héroïsme, c'est-à-dire l'Église et l'Armée. L'habit ne fait pas le moine, a dit la sagesse des nations, et vous le répétiez de trente-six manières irritantes et irritées, au temps jadis.

Pour moi, tout au contraire, je me sens disposé à croire que l'habit oblige. J'ai un

préjugé en faveur de l'uniforme et de la soutane. Je tiens l'Église pour une école de sainteté et l'armée pour une école de bravoure. J'aime et je respecte ces deux institutions parce qu'elles savent former les êtres. Nous leur devons ces religieuses qui brûlent de relever les blessés sous la mitraille et ces officiers qui se tiennent, l'épée à la main, en tête de leurs hommes.

Mais l'occasion a vite fait de réconcilier deux Français. Le tocsin sonne, la patrie est en péril, elle crie « au secours » ; chacun s'élance avec ses armes, avec son cœur, avec son Dieu. Et vous, mon cher Hervé, revenant à votre vraie nature, vous magnifiez nos soldats et leurs chefs, et vous rendez, à votre manière, témoignage aux catholiques.

« *Les catholiques, dites-vous, sont vraiment très bien. Quand la guerre sera finie, nous aurons une France nouvelle. Certes, nous ne laisserons pas toucher à une seule des lois organiques de la République, mais tout de même il faudra voir, pour leur témoigner notre reconnaissance de ce qu'ils ont fait pour la France, si, tout en sauvegardant les intérêts du personnel laïque, nous ne pourrions pas faire quelque chose pour leurs bonnes sœurs, pour qui j'ai toujours eu un faible... »*

Ainsi parle Hervé. Vous l'entendez. Il est content des catholiques ; il veut leur donner la liberté de soigner les malheureux. Seulement il est inquiet. Si je donne la liberté aux autres, l'aurai-je pour moi ? C'est une crainte qu'avait déjà Renan. Il disait volontiers dans l'intimité : « Je ne suis pas un mangeur de prêtres. La viande serait un peu coriace. Mais il est certain que si nous ne les mangeons pas, ils nous mangeront ». Sous l'empire de cette obsession, assez fréquente je crois chez les universitaires, Gustave Hervé m'interpelle :

« Mon cher Barrès, vous n'êtes pas un clérical, vous êtes un laïque. Vous disiez hier dans l'*Echo de Paris* que tout homme s'appuie sur sa nation pour s'élever, que les Français s'appuient sur Bayard, sur Corneille, sur Jeanne d'Arc, sur saint Vincent de Paul, sur saint Louis, sur Pascal. Nous ne vous demandons pas, certes, de leur dire que nous sommes quelques Français de France qui nous appuyons aussi sur Rabelais, sur Molière, sur Voltaire, sur Diderot, sur Victor Hugo, sur Hoche, sur Kléber, sur Desaix. Mais ne pourriez-vous pas dans leur propre intérêt les prier de n'être pas envahissants ? »

Ils sont envahissants ! Les églises regorgent de monde, la plus chaude sympathie envi-

ronne les prêtres et les religieuses, et les prières reviennent sur des lèvres hier encore railleuses. N'en accusez que l'angoisse des cœurs, le besoin d'espérer, d'accepter et de remercier, n'en cherchez pas de cause ailleurs que dans le secret profond des consciences et dans l'éternelle humanité.

Qu'avez-vous à fournir à des âmes bouleversées et surélevées ? Quel appui, quelle nourriture ? Vous nous offrez, je vous entends bien, une conception du monde représentée par les noms fameux que vous énumérez. Ils sont bien divers. Desaix brille aux yeux de tous comme une gloire très pure. Kléber et Hoche, quels braves soldats ! Nul artiste, nul philosophe qui n'admire le profond observateur Molière et l'étonnant visionnaire que fut le vieil Hugo, à Guernesey. Rabelais, Voltaire et Diderot ont plus d'esprit à eux trois que tous les siècles de la Germanie. Mais comment dégager d'eux tous une idée commune ? Ils sont pour vous, autant que je les discerne dans les nuages de votre pensée, les annonciateurs, les mages d'une religion sans prêtre. Quelle religion ? Nul n'est d'humeur, je vous en préviens, à demander aujourd'hui conseil à *Candide*, non plus qu'au *Neveu de Rameau*.

Les gens, à cette minute, sont profondément remués ; ils placent leurs espérances et ils prennent leur réconfort loin du monde où nous enferment les Voltaire et les Diderot. Ces deux beaux esprits ne sauraient pas nous persuader que toute grandeur vient du sacrifice. Dans leurs paroles nous ne trouverons pas la loi de notre volonté ni le moteur de nos énergies. Ils ne sont pas une digne nourriture pour les héros, ni pour les mères des héros.

Voilà, Gustave Hervé, l'explication toute simple d'un « envahissement catholique » dont quelques-uns s'effrayent bien à tort. Les « cléricaux » n'y sont pour rien. C'est l'effet d'une vague de fond, d'un grand remous des âmes. Une guerre suscite toujours un réveil de l'esprit religieux, surtout celle-ci, qui intéresse la race même et qui appelle les puissances sublimes de chacun. Patriote comme vous l'êtes, Hervé, laissez donc votre esprit, tout votre être s'accorder avec l'instinct de la nation, et ne manquez pas la belle occasion de vous améliorer encore.

XVIII

LES « TIREURS D'OFFICIERS »

3 Octobre 1914.

Combien cette guerre est coûteuse en officiers, nous le savons tous. Ces nobles gens, dans l'infanterie surtout, sont plus que décimés. Pourquoi ? De quelle manière ces pertes douloureuses pourraient-elles être réduites ? Là-dessus, j'ai pu recueillir quelques notes intéressantes et des plus utiles, je crois. Elles me viennent d'un lieutenant deux fois blessé et qui, dans l'hôpital parisien où il attend avec impatience le moment de regagner la bataille, a justement jugé que nous rendrions service en les publiant. On y trouvera une description de la bataille et une leçon pour la bataille. Et peut-être l'état-major saura-t-il les retenir pour instruction aux troupes.

Mais d'abord écoutons ce témoin, bien poser le fait, à savoir que les officiers sont désignés et visés, et puis en tirer un enseignement capital :

J'avais reçu, nous dit-il, l'ordre de me porter avec ma compagnie à l'est du village

de B..., pour attirer l'attention de l'ennemi et dégager le .., régiment d'infanterie. Je fais déployer une section qui, à peine arrivée sur la pente descendante du plateau, est accueillie par une grêle de balles venant d'un adversaire invisible. Je donne l'ordre de continuer le mouvement en avant. Quelques instants après, toute ma compagnie est déployée sur la ligne de feu dans un immense champ de betteraves. Les balles sifflent autour de moi. Manifestement je suis visé. Je me mêle aux hommes d'une section et je fais un bond en avant avec eux. A peine arrêté et couché, invisible pour l'ennemi, j'en suis certain (je suis caché entièrement par les betteraves), la pluie de balles continue autour de moi : trois balles tombent l'une après l'autre sous ma figure et m'éclaboussent de terre. Les feuilles de betteraves, fouettées et déchirées par les projectiles, volent sur moi. Je ne vois pas d'autre solution qu'un nouveau bond en avant. Toutefois les hommes hésitent un peu et je dois me mettre entièrement debout pour donner l'ordre aux demi-sections de se porter en avant l'une après l'autre. Je tente une deuxième expérience : au lieu de me mêler aux hommes de la section que je viens de lancer en avant, je cours en obliquant à gauche et me jette à

terre à 10 mètres derrière une autre section. A peine couché, la fusillade se fait aussi vive que précédemment tout autour de moi. Je me soulève légèrement pour observer l'ennemi avec mes jumelles quand je reçois un formidable coup de matraque sur les reins : une balle venait de me toucher au niveau du rein droit et avait traversé la fesse droite assez profondément. Pour que mes hommes ne voient rien, je fais faire un bond en avant, puis un second. Mais ma jambe droite se paralyse et je tombe violemment à terre.

Je quitte la ligne de feu et retourne vers l'arrière en me cramponnant aux betteraves. J'avais les deux jambes paralysées. Je tirais donc sur les betteraves et progressais ainsi en me traînant sur le ventre. Les balles continuèrent à m'accompagner jusqu'à ce que je fusse complètement à l'abri.

Peu de temps après, à Montdidier, j'eus la bonne fortune de faire prisonnier et d'interroger un soldat du 131^e, Lorrain-Allemand, qui fut mis tout de suite en confiance parce que je parlais le même patois que lui. Je lui racontai que j'avais été particulièrement visé, et il me fit à ce sujet les déclarations suivantes :

« Il existe dans toutes les compagnies alle-

mandes des « premiers tireurs » qui n'ont pas d'autre mission que de tirer sur les chefs. Réunis par groupes de trois ou quatre, sous le commandement de l'un d'eux, qui est muni de jumelles, ils cherchent à découvrir un chef et ne le lâchent plus qu'ils ne l'aient tué.

» Quelquefois, ces premiers tireurs sont réunis par groupes de douze à quinze. Dans ce cas, un officier leur est adjoint et leur désigne les chefs ennemis à viser. Ils n'ont pas du tout à tirer sur les hommes de troupe et ne s'en occupent même pas : ils tirent simplement sur tout ce qui paraît être un chef.

» Si un chef ennemi est blessé et qu'il cherche à quitter la ligne de feu ou que des hommes veuillent le transporter, on tire plus vite que jamais pour essayer de l'achever. Nos officiers nous disent constamment :

— « Tuez les chefs français, et tous leurs soldats se rendront ou se sauveront. »

» Nous reconnaissons facilement les chefs français à plusieurs indices : aux gestes des bras pour faire avancer les hommes ; aux porte-cartes qui sont munis d'une plaque de mica ou de gélatine, laquelle fait un miroir où se joue le soleil ; aux manteaux ou pèle-

rines jetés flottant sur les épaules. Nous tirons aussi sur ceux qui observent avec des jumelles quand tous les autres hommes sont terrés. Enfin, on voit souvent à cent mètres en arrière de la ligne de feu un petit groupe de trois ou quatre soldats qui ne se couchent jamais, mais qui restent à genoux. Nous les visons attentivement. Ils nous laissent supposer qu'il y a, derrière, d'autres troupes et qu'ils sont, eux, les chefs de bataillon ou les colonels de leurs hommes de liaison. »

Voilà une leçon de combat très claire que nous donne, n'est-ce pas, ce lieutenant français, complétée par ce prisonnier allemand. Et la conclusion est facile à tirer en cinq points.

Pour éviter d'être particulièrement visés par les « premiers tireurs » allemands les chefs devront .

1° Eviter les gestes de bras et faire exécuter au sifflet les bonds en avant ;

2° Placer sur le porte-cartes, muni d'une feuille extérieure visible en mica, un morceau de toile ou de drap qui supprime tout reflet, ou bien retourner le porte-cartes ;

3° Porter le manteau ajusté et boutonné, avec l'équipement par-dessus ;

4° Se coucher en même temps que les

hommes et, s'ils veulent observer à la jumelle, se soulever simplement ;

5° Enfin tous les chefs entourés d'hommes de liaison sauront que ceux-ci les désignent comme objectifs et les inviteront à se coucher et à se terrer.

Puissent ces notes parvenir à nos jeunes officiers et chefs de section et leur être utiles ; qu'elles leur disent, en outre, qu'on sait qu'ils mettent leur point d'honneur à braver le péril et qu'on les supplie, autant que le bien du service le permet, de ménager leur sang, de garder à l'armée le cadre inébranlable qu'il lui faut.

Mais je m'arrête, j'ai peur de paraître vouloir faire le conseiller, auprès de ces héroïques payeurs, quand je ne cherche qu'à leur dire, une fois de plus, l'affection profonde et la reconnaissance de tous.

P. S. — Les appels enfin ont été entendus et de nombreux blessés échappent au dur voyage à travers la France. A leur tour, les hôpitaux de l'Assistance publique se remplissent. Nos braves soldats (cinquante occupants le 23 septembre, quinze cents aujourd'hui) y sont admirablement soignés, mais pour les gâteries et pour ce qu'on appelle

communément les douceurs, ils forment une sorte de prolétariat de la souffrance humaine. Peu ou point de visiteurs, pas de réconfort moral et sur leurs tables, près de leurs lits, ni tabac, ni livres, ni fruits.

Le président de la *Société des chefs, sous-chefs et rédacteurs de l'Assistance publique*, M. Louis Guimbaud (bien connu des lettrés par ses excellents ouvrages sur M. de Monthyon et sur Juliette Drouet), a pris l'initiative de grouper tout le personnel administratif en une sorte d'association secourable. Ces excellentes gens, qui avaient déjà envoyé, le mois dernier, au *Secours national* 10/o de leurs traitements, ont sacrifié cette fois 20/o. Le produit de leur cotisation servira à acheter les premières marchandises nécessaires, telles que tabac, raisins, chocolat, etc. De plus, M. Guimbaud a constitué des équipes de visiteurs qui porteront tout cela sur place, et dispenseront aussi à nos blessés, ce qui vaut mieux qu'un don en nature, je veux dire la bonne parole, les mots qui réchauffent, les assurances qui consolent...

Il reste la question des vêtements de dessous, des *vêtements chauds*; tous nos blessés sont arrivés, nus ou demi-nus; l'Assistance publique ne peut pas les vêtir. Nos amis vou-

dront-ils leur offrir des dons en nature et principalement des tricots ?

Une fois de plus, nos lecteurs serviraient le pays en lui conservant des soldats.

Toutes les communications peuvent être adressées à M. Louis Guimbaud ; les dons en nature, à M. Gillier, trésorier. L'un et l'autre, 3, avenue Victoria.

XIX

HÂTONS LE SALUT DES BLESSÉS

4 Octobre 1914.

Le général Février a bien voulu me montrer et m'expliquer sur place certaines parties importantes du service sanitaire. Avec cet homme éminent, dont la bonté envers les blessés égale la science, je le sais, et avec mon bien cher ami, Frédéric Masson, il m'a été donné de visiter gare, salle de pansement, cantine et trains. J'ai vu arriver sur des litières de paille des hommes dont le sacrifice a sauvé la France. Je n'oublierai jamais leur silence, leur résignation, cet air de jeunesse sur ces figures défaites par la misère. Mais on n'attend pas que j'aie l'inconvenance de

mettre devant le public ceux qu'enveloppe notre respect. J'ai regardé leur sainte misère avec une piété faite d'affection, de reconnaissance et du sentiment de mon infériorité propre. Ils sont admirables. Rien de plus à dire. Je ne décrirai pas ce que j'ai vu et me bornerai à consigner ici la partie la plus froide de mes réflexions.

Il y a des améliorations. De toutes parts on me les signale. Mais que les plaintes demeurent fortes, nombreuses et justifiées !

La relève des blessés se fait-elle mieux sur le champ de bataille ? Non, mais cela ne dépend de personne. Au tomber du jour, parfois, il y a une heure de répit où, de part et d'autre, les ambulanciers peuvent circuler entre les deux lignes combattantes. Bientôt les feux recommencent. De jour et de nuit, dans cette bataille interminable et ininterrompue, on balaye les espaces, et toute forme humaine aussitôt signalée est jetée à terre. C'est ainsi que des blessés peuvent rester trois, quatre, cinq jours sans être secourus.

— Mais, disais-je hier, au savant professeur Roux, chaque combattant ne pourrait-il pas avoir dans sa poche le moyen de se faire une injection contre le tétanos ?

— Impossible ! absurde ! m'a-t-il répondu.

On ne peut pas songer à avoir cette énorme quantité de sérum.

Dans sa poche, c'est absurde. Mais à sa portée? Dans ces tranchées où les hommes voient, si l'un d'eux possédait une minime provision, est-il insensé de croire qu'il préserverait plus d'un blessé? Je connais tel parent de médecin qui s'en va à la guerre muni de sérum. S'il n'en profite pas, il en fera profiter près de lui un camarade.

Je me hâte de m'excuser si je touche à une question où je n'ai pas de compétence. Je soumets aux maîtres mon désir. Les combattants font l'impossible pour la patrie, pour nous tous : faisons tout le possible pour eux. On trouverait des millions pour empêcher le tétanos et pour sauver l'armée immense des blessés.

A l'arrière, en tout cas, aux premières ambulances établies derrière la ligne de feu, ne devrions-nous pas avoir des installations munies largement du sérum Roux et de chirurgiens compétents, et d'infirmiers instruits, et d'instruments, et de médicaments, bref, des installations permettant de traiter sur l'heure les grands blessés dont le transport est mortel. On y manque trop souvent de tout ; l'autre jour, mon ami Galli, renseigné

de première main, cherchait des fourneaux de campagne permettant de donner à ce peuple de souffrants et de fiévreux, les aliments chauds, les boissons chaudes surtout qu'ils réclament.

Les plus heureux blessés, qui ont pu être relevés et transportés à l'arrière, après un premier pansement, sont chargés dans les trains et envoyés sur Paris.

Ces trains, vous les avez vus. Vous avez vu des wagons à chevaux et des voitures de troisième classe. Pourquoi n'avons-nous pas de ces trains sanitaires pareils à ceux où les blessés anglais trouvent des couchettes, un salon, une salle de bain, des médecins, des aliments chauds ?

Il paraît que nous en possédons quelques-uns, mais qu'on n'a pu les amener sur nos lignes surchargées par les batailles de la Marne et de l'Aisne. Force a été d'employer pour l'évacuation des blessés quelques-uns des innombrables trains qui venaient d'amener les troupes.

Alors, cette paille où gisent nos blessés ? Hélas ! oui, c'est la paille qui déjà avait servi aux troupes d'arrivée !

Ces conditions, si défectueuses et parfois douloureuses qu'elles soient, ne peuvent pas être toutes reprochées aux hommes ; elles

découlent des nécessités d'une guerre que certains refusaient de croire prochaine, déclaraient même impossible, et que d'autres n'imaginaient pas exactement. Je ne mets en cause la bonne volonté de personne ; je ne cherche aucune responsabilité, mais seulement des améliorations.

Nous avons déjà obtenu qu'un triage se fit dans les grandes gares du camp retranché et qu'on épargnât de nouvelles épreuves à certains des blessés. Dès maintenant beaucoup d'entre eux sont distribués dans les hôpitaux militaires de Paris, dans les Croix-Rouges et à l'Assistance publique. D'autres, il le faut bien, continuent de s'en aller, dans les mêmes trains insuffisants, chercher lentement, longuement, à travers la vaste France, l'abri de leurs souffrances. Ce n'est pas trop d'exigence de demander qu'en cours de route ils soient très bien soignés, ou du moins aidés et nourris.

La presse a mis debout l'œuvre des cantines de gare. J'ai vu à Aubervilliers le dévouement et la réussite de M^{me} Berthoulat. Cela est bien. Mais on voudrait un médecin dans chaque train, et puis un infirmier ou une infirmière, outillés, compétents et zélés, pour chaque groupe de deux wagons.

A la suite de nos communications et de l'impulsion donnée par Frédéric Masson à l'assistance féminine, une organisation se prépare dans un milieu de femmes humbles, dévouées, prêtes à tous les sacrifices. Son objet serait de fournir des équipes d'infirmières et d'auxiliaires, qui compléteraient sur les lieux d'évacuation et d'embarquement, dans les gares et dans les trains, le personnel infirmier.

Pour prendre corps et commencer d'agir, cette organisation devrait être entièrement subordonnée à l'autorité militaire, reconnue et commandée par elle, et dépendre des trois sociétés de la Croix-Rouge. Car ce n'est pas l'heure de rien innover, mais d'améliorer et de fortifier les services en se plaçant dans l'intérieur des cadres qui existent déjà. Les personnes de qui je parle, désireuses de mieux assurer aux blessés et malades les premiers soins dès leur évacuation du champ de bataille, veulent et peuvent fournir à l'autorité militaire et aux Croix-Rouges, à titre complémentaire, une série d'équipes composées non seulement d'infirmières diplômées, mais de femmes de service secondant les premières avec obéissance dans les soins d'hygiène et d'alimentation des blessés.

Une telle société, déjà toute préparée et

encouragée par la plus haute autorité des secours sanitaires du camp retranché, n'a plus qu'à sentir l'approbation publique et passera aussitôt à l'action.

Admirons que de toutes parts les bonnes volontés s'émeuvent, les plus hautes, nous le savons, et les plus modestes nous en sommes. Mais il s'agit d'aller vite et en bon ordre. Il s'agit d'intéresser Bordeaux, les administrations, les chefs locaux, et de coordonner les efforts.

Que Millerand, là-bas, résolve le problème des soins aux blessés, ce sera une victoire aussi avantageuse, je n'exagère guère, que celle du champ de bataille. Grâce à ces vies précieuses, conservées et promptement rétablies, nous reverrons à bref délai sur le front ceux qui, hier, furent des vainqueurs, ces héros acclimatés à l'atmosphère terrible de la victoire et par là plus utiles encore que nos jeunes et ardentes recrues.

Quelle reconnaissance de toute la France à celui qui ramènera l'ordre parfait et salubre dans les services de santé ! Les mères, les épouses, les sœurs et la patrie béniront celui qui leur donnera la certitude que leurs fils, maris et frères, s'ils glissent à terre, trouveront les soins de la science et du dévouement.

XX

LA BLESSURE AU VISAGE

5 octobre 1914.

L'autre soir, je sortais de chez mon confrère et collègue Denys Cochin, de qui le fils vient d'avoir l'honneur d'être blessé au feu, et tout naturellement, je disais au cocher de mon fiacre :

— Je viens de prendre des nouvelles d'un jeune soldat blessé.

— C'est grave?

— Une blessure au bras et une balle dans la mâchoire. Mais il s'en tirera.

— Il va rester défiguré, le pauvre garçon.

— Défiguré! Une blessure reçue bien en face, à la guerre! Ah! non, toute sa vie il racontera son histoire, et tout le monde l'admira.

Je crois que le cocher a partagé mon sentiment et que nous nous sommes trouvés en sympathie, car au bout d'un instant il m'a dit :

— Si vous avez froid, il y a un caban dans la capote; mettez-le sur vos genoux.

Parmi les plus belles blessures, on cite le fils du bâtonnier Chenu, marqué au feu d'une estafilade sur les yeux et le nez ; on cite encore le petit Forain, comme nous disions hier et comme il ne faut plus dire, Jean Loup, le dragon, à qui une balle a dessiné sous le menton une cicatrice plus belle que les chefs-d'œuvre de son père.

Beaucoup jetés à terre ne se relèvent pas. Alors, la noble blessure, c'est la famille qui la porte et qui en reçoit douleur et honneur,

Nous saluons, cette semaine, Paul Doumer, de qui le fils est tombé au service de la France, et qui stoïquement continue son labeur, tandis que ses autres fils, dont un blessé, continuent de se battre ; nous saluons Paul de Cassagnac, blessé lui-même et qui pleure son frère en retournant sous le feu pour le venger.

Il y a quelques années, je recevais la visite des deux jeunes Cassagnac. Guy m'apportait son premier livre, *l'Agitateur*, un roman qu'admire, c'est tout dire, le maître romancier Paul Bourget. Il me tint un propos qui, dans le premier moment, m'a frappé — je l'ai noté dans ce journal — et auquel sa mort donne un sens plus plein : « Je n'ai jamais eu la vocation de la politique, m'expliquait-il,

lorsque le plus cruel des deuils nous plaça, mon frère et moi, en face des responsabilités d'une carrière que personnellement je ne m'étais jamais proposée, le devoir social, l'amour de notre pays et de tous ceux qui avaient suivi l'enseigne de notre père et de notre grand-père sur tant de champs de bataille, me dictèrent ma résolution. Je n'hésitai pas : entre la vie facile du littérateur, de l'historien ou du critique et celle du lutteur, du *soldat*, je choisis la seconde, *parce que c'était la plus difficile et par conséquent la plus noble...* »

Cette noblesse réclamée, conquise par Guy de Cassagnac, fils d'Alsacienne, qui meurt pour la reconquête sur la route de Metz, s'ajoute à l'illustration de son nom et grandit l'héritage que recueille aujourd'hui Paul de Cassagnac.

... Et tandis que j'écris ces lignes, voici qu'un télégramme de douleur et de gloire m'apporte, dans un sanglot de sa famille, fière pourtant de souffrir pour la France, la nouvelle d'une mort, tout à l'honneur encore de la jeune littérature. Je transcris les lignes brèves : « Le lieutenant Pierre Gilbert, mort héroïquement au combat de Châtel-Raoult, près Vitry, le 8 septembre. » C'est un noble

esprit, fier et charmant, qui s'éteint avant d'avoir développé toute sa puissance, et je prie les siens, sa famille et ses amis de la *Revue Critique* d'agréer mes sentiments, dont ils savent l'amitié...

Mais quelle énumération impuissante ! C'est partout que l'on voit ces douleurs justement enorgueillies, et c'est toutes les familles françaises qu'il faudrait plaindre et louer. La figure physique du pays elle-même est couverte de blessures. Eh bien ! sans m'accuser de blasphème, laissez-moi dire, au milieu de nos tristesses et de nos colères, qu'elles perfectionnent notre France. L'espérance flotte dans la brume d'automne, au-dessus des ruines. Cette terre, labourée par la bataille, ensemencée de héros, que va-t-elle produire d'inouï ? Ces grands cris de la mort et de la victoire, ces cris du sacrifice où l'homme exhale ses plus profondes puissances appellent des secours. Dans une telle commotion, les vérités supérieures se révèlent plus aisément. Nos ennemis ont cru détruire la cathédrale de Reims. Avec la blessure qu'elle porte, et que rien ne peut réparer, mais que nous voilerons sous une tenture immense, faite des drapeaux pris à l'ennemi, elle vaut mieux que dans toute sa gloire, pour nous unir et nous faire

entendre les traditions de la patrie. O blessure qui désigne les héros, tu es, autour d'eux, bonne conseillère! (1)

XXI

LES IVROGNES SUR LE CHARNIER

15 octobre 1914.

Je viens d'aller par Troyes, Chaumont, Langres, à Belfort, en Alsace, à Épinal, à Saint-Dié, à Lunéville, à Nancy, au cœur même de nos armées, chaque jour aux prises avec l'ennemi sur le sol lorrain dévasté, et quand j'ai eu constaté avec une infinie amitié les misères de mes compatriotes, pour aider à les réparer, et quand j'eus pieusement écouté l'hymne de reconnaissance qu'ils élèvent d'une voix unanime en l'honneur des soldats de Castelnau et de Dubail, je suis revenu à Paris par Toul, Châlons, la montagne de Reims et

(1) En même temps que cet article paraissait, je quittais Paris pour aller avec M. Gabriel-Louis Jaray organiser les comités et porter les subsides du Secours National en Alsace, dans les Vosges et en Meurthe-et-Moselle. De là les récits des pays dévastés que l'on va lire et que je publiai à mon retour, autant que l'événement du jour me le permettait.

Meaux, à travers les tombes encore fraîches de la victoire de la Marne.

Ce voyage, d'un si prodigieux intérêt, je voudrais, toutes précautions prises, le raconter à nos lecteurs pour qu'ils sachent mieux encore, ce que nul n'ignore, à quel point les âmes sont transformées, haussées et unies, à cette heure, en France, par la vue claire d'un ignominieux adversaire, qui veut « briser les os » de notre nation et anéantir notre œuvre. Je rapporte des notes nombreuses et précises recueillies sur place, et voici que, dans cette minute où j'ai le cœur tout indigné, tout rempli des ruines que j'ai vues sur les parties de la Lorraine, dès cette heure nettoyées du flot ennemi, je lis le manifeste des intellectuels allemands.

Ah ! messieurs les intellectuels allemands, vous approuvez et louangez les abominables soldats de Badonviller, de Raon-l'Étape, de Gerbeviller, de Nomeny, et vous prétendez établir une filiation entre eux et les nobles penseurs de l'Allemagne de jadis ! Double thèse scandaleuse. « Intellectuels allemands, soldats allemands, nous ne faisons qu'une seule âme, dites-vous, et Goethe, Kant, Beethoven sont nos pères ». C'est pitoyable de méchanceté et de dérision. Vous avez fusillé les

notables, curés et maires, vous avez martyrisé de pauvres gens inoffensifs, vous avez brûlé volontairement des villages entiers, vos officiers ont fait venir leurs femmes pour piller avec elles les maisons où ils logeaient, et ces Gretchens voleuses ont entassé les meubles et la literie dans des fourgons ; vous avez fait régulièrement vos ordures dans les lits où vous couchiez. Goethe, Kant et Beethoven ne vous le conseillaient pas. Goethe a écrit ses faits et gestes durant « la campagne de France » de 1792. Dans ce beau livre, on ne voit rien d'analogue à vos actes et à vos pensées. Tout au contraire, on y voit de la manière la plus certaine qu'il se fût détourné avec dégoût de personnages tels que vous.

Goethe avait été préparé par ses aïeux dans une grande ville libre où il y avait des mœurs et de la culture. Il était un citoyen de Francfort. C'est en vain que vous voulez le ranger sous la même désignation que les hordes que nous sommes en train de corriger et de chasser de France ; c'est en vain que vous nommez, les uns et les autres des Allemands : sous ce mot subsistent des réalités très diverses. Goethe appartenait à une ancienne civilisation libérale et ne se réclamait pas d'Attila. Il se proposait de s'approprier cette large civilisa-

tion latine et française, que vous vous proposez de détruire. Il voulait devenir chaque jour un cœur et un esprit plus larges. Il s'efforça triomphalement, durant tout un siècle, pour être le bénéficiaire et le collaborateur d'une grande tradition d'humanité, où vous vous glorifiez, malheureuses gens, de ne pas pénétrer.

Messieurs les intellectuels, si je vous énumérais les injustices et les atrocités que j'ai vu que vous aviez accomplies en Lorraine contre mes compatriotes, vous diriez que c'est la guerre, qu'il est absurde de l'ennoblir avec de la chevalerie comme nous désirons le faire, et que vous êtes ravis d'apprendre qu'on vole, qu'on brûle et qu'on martyrise des paysans français inoffensifs. Mais si je vous montre de quelle manière vos gens de culture et de science, au cours de cette guerre, se conduisent envers leurs propres soldats, alors quelques-uns d'entre vous, peut-être, seront amenés à réfléchir et à constater à quel degré de dégradation vous êtes tombés depuis précisément que vous avez quitté la voie où Goethe s'était efforcé de vous mettre, depuis que, pour vous soumettre à la discipline prussienne, vous avez renoncé à conquérir, comme il le voulait, la pleine possession des hautes richesses de la

civilisation traditionnelle et de la raison humaine ; bref, depuis que vous opposez le germanisme à l'humanité tout entière.

Messieurs les intellectuels d'Allemagne, je vous invite à demander aux autorités de votre pays d'ouvrir une enquête sur ce qui s'est passé dans votre « ambulance de la caserne », à Raon-l'Étape.

Quand les Français, après le départ des Allemands qui avaient à demi anéanti Raon-l'Étape, sont rentrés dans cette petite ville, ils sont allés à l'ambulance allemande installée à la caserne. Ils ont reculé d'horreur. Ils y ont trouvé vos blessés tout affolés, absolument terrifiés par leurs propres médecins. Les salles étaient remplies mi-parties de blessés et de cadavres datant de huit à dix jours. Le linge sale, les pansements, les déjections, on les jetait dans la ruelle des lits. Les blessés nageaient dans le pus. Je note les renseignements techniques que m'a dictés un praticien témoin de cette ignominieuse situation : « Nous avons trouvé des opérations inachevées datant de quelques jours, des amputations en gigot, une débauche d'intervention, le tout suppurant. » Enfin, toujours dans l'ambulance, une salle d'horreur contenait empilés des corps en putréfaction !

Faites votre enquête. messieurs les intellectuels. Je ne vous dis que ce qui se rapporte à vos propres blessés. Je pense bien qu'il vous serait égal de savoir que ces médecins faisaient enterrer les morts à quinze mètres de l'autre hôpital, sur les places publiques, sur les quais de la Meurthe, tout contre la rivière. Qu'importe, s'il ne s'agit que de nuire aux Français ! Pourtant cela est significatif pour compléter ce que je veux que l'on comprenne : à se permettre d'agir sans aucun respect de l'ennemi, on arrive nécessairement à perdre le respect de la science, de son art, de son devoir professionnel, de sa dignité propre.

A deux pas de Raon-l'Étape, dans la vallée de Celles, logeait un illustre chirurgien allemand, une des gloires de la science d'outre-Rhin. Pas une fois il ne s'est occupé des blessés, ses compatriotes : il a commandé du vin, et pendant quinze jours il n'a pas dessoulé.

Voilà des faits parlants. Je ne les commenterai pas. Je risquerais de les affaiblir par un ton passionné. Que l'on veuille bien, tout simplement, réfléchir sur cette effroyable dégradation où voilà tombés des représentants de la fameuse science allemande, après deux mois qu'ils se soumettent pratiquement à leurs doctrines de guerre.

Les théoriciens allemands déclarent que celui qui combat pour la grande Germanie n'a envers les autres nations aucun devoir de respect ni d'humanité. Ils flétrissent les scrupules, la générosité, la pitié, à l'égard de l'ennemi. Mais en abolissant dans leurs cœurs les scrupules, en libérant les instincts bruts, ils se dénaturent, ils corrompent leur humanité, et les voilà ivres-morts installés sur le charnier de leurs frères.

Il fallait que l'histoire saisît dans leur ignominie de Raon-l'Étape, les chirurgiens et médecins allemands, et j'espère bien que le préfet d'Épinal mettra dans le dossier officiel le récit authentique de ces faits. Je suis en mesure de les établir pleinement et si je m'abstiens ici de quelques précisions qui les complèteraient, c'est que les Allemands encore voisins des communes où habitent mes témoins ne manqueraient pas de se venger. Au reste, les intellectuels allemands compromis par cette faillite de la science allemande et par cette indignité d'une haute célébrité de leur université ne peuvent faire moins que d'ouvrir une enquête.

XXII

LA FRANCE EN ARMES

16 octobre 1914.

Qu'elle soit en armes, nous le savons tous, mais ce n'est rien de le savoir, il faut le voir, il faut, comme je viens de faire pendant dix jours, circuler à travers notre patrie, la même et méconnaissable, où le sol, le ciel, l'horizon, les villes, au moins de Paris à Belfort, n'ont pas changé, où pourtant rien n'est pareil.

Que de fois je l'ai suivie, cette route qui mène en Lorraine ! Je connais ces nuages bas d'octobre, cette atmosphère ouatée, cette demi-obscurité dès les trois heures ; mais il règne aujourd'hui une gravité religieuse sur ces campagnes immobiles qui retiennent leur respiration dans l'attente des événements. Pas une voiture sur la route, où, semés à des intervalles inégaux, d'innombrables postes de territoriaux, la baïonnette en avant, arrêtent la voiture, et, d'un œil soupçonneux, épellent notre laissez-passer. Au village, sur la place, quatre sexagénaires attendent les nouvelles et

discutent les communiqués : ils s'approchent, nous interrogent :

A Paris, que dit-on ?

— Tout va bien, tout finira bien.

— Oh ! nous en sommes sûrs.

— Avez-vous perdu beaucoup d'enfants du pays ?

Et l'on cause comme des membres d'une même famille ; puis, avant de se quitter, on se sert la main affectueusement.

A mesure qu'on avance vers l'Est, l'aspect guerrier du pays, qui fut toujours sensible dans les mœurs des habitants et dans les hautes positions de Chaumont, de Langres, s'accuse, domine et règne seul. On traverse les dépôts, où, massés en arrière des lignes combattantes et brûlant d'y entrer, les plus vieux et les plus jeunes s'entraînent...

D'un bout à l'autre de mon voyage, j'ai entendu l'éloge unanime des recrues de 1914, ces admirables enfants qui parachèveront la victoire et dont une partie a déjà reçu le baptême du feu, solide et gaie comme les vieux soldats. Salut, jeunes gens, les meilleurs que la France ait nourris, et qu'elle s'excuse d'appeler au péril à peine au sortir de l'enfance, et qui lui répondent par des cris d'enthousiasme et d'amour.

Je ne manquais jamais de mettre pied à terre pour admirer ces Marie-Louise. Et que de rencontres heureuses, durant ces dix jours, j'ai faites ! Voulez-vous des nouvelles du colonel Marchand, de Hansi, de Zislin ? J'ai pu les voir, leur donner l'accolade. Marchand, arrêté pour quelques jours par une blessure qu'il nie, est toujours le héros, entraîneur d'hommes, une des gloires les plus pures de la France, et les deux patriotes alsaciens, sous l'uniforme, pleins de vaillance comme de talent, rayonnent de bonheur. J'ai manqué Marcel Habert et le commandant Tournade, l'un et l'autre aux lignes de feu, mais leurs camarades me les ont célébrés en termes pleins d'estime et d'amitié, que j'aurais voulu qu'entendissent tous nos ligueurs et M^{lle} Déroulède.

Les nobles amis que je vous cite là, ce n'est pas sur ma route, de Paris à Belfort, que j'ai rencontré leur personne ou leur trace ; ils ont l'honneur d'être plus en avant, plus près du danger, mais il ne convient pas de nommer leurs régiments, ni les lieux où ils servent, et je ne place ici leurs noms qu'en hommage d'amitié. Amitié privée, accrue par la reconnaissance et le respect pour des camarades qui sont des combattants. Qu'ils soient

heureux, et heureux encore, tous ces amis inconnus que j'ai eu la joie, ces jours-ci, au hasard de l'heure et de la route, de me découvrir dans l'armée.

La beauté du monde militaire, sa vertu, sa qualité éminemment salubre, dans un tel moment, c'est qu'on y voit des hommes vrais. Ils portent inscrits sur leurs manches qu'ils sont généraux, colonels, lieutenants, c'est-à-dire chargés d'entraîner leurs subordonnés et de faire face avec eux à la mort. Et ce n'est pas une vaine annonce, une figuration. Ces aimables gens de qui je serrai la main, ils s'en iront, d'une minute à l'autre, sous une voûte de mitraille, accomplir la plus haute tâche qui puisse être proposée à l'être humain. Je les regarde, je les écoute, et, d'étape en étape, auprès d'eux tous, chefs et soldats, je goûte sans l'épuiser le divin plaisir de l'admiration...

Mais dans cette saison brumeuse, avec ces innombrables arrêts où m'invite l'amitié, où m'obligent encore les barrages des routes et les sentinelles soupçonneuses, on avance lentement. Voici la fin du jour qui nous oblige à nous arrêter. Où sommes-nous ? Qu'importe au lecteur le nom ! C'est la petite ville française de l'Est, toujours pareille et déjà plongée

dans l'obscurité. J'ai mis pied à terre et quittant l'auberge, je vais un peu à l'aventure dans les rues toutes vivantes, bien que déjà appareillées pour la nuit.

Volets clos d'où filtre la lumière, chiens qui aboient, porte qui s'ouvre pour qu'une ménagère jette à la rue une jatte d'eau, boulangeries éclatantes, cafés parcimonieux. Quelques groupes de femmes me croisent, qui viennent sans doute de l'église. Je remonte leur cours, et je franchis le porche quand on achève d'éteindre les cierges sous la nef humide et que le sonneur sonne l'*Angelus*.

Pendu des deux mains à sa corde, il est soulevé par la cloche ; il bondit, retombe et rebondit. Qu'il est svelte, ce vieillard ! Comme il me plaît, se démenant dans l'ombre, et si artiste par la manière dont il distribue son effort, avec prestesse, sur les trois cordes, pour que ses trois cloches bourdonnent en cadence. C'est un confrère, cet homme obscur qui fait un si charmant bruit dans le noir. Je devrais le féliciter, mais j'aime mieux longuement l'écouter. Que dit-il, ce gazetier du ciel, ce journaliste dans les nuages ? Il fait un bruit qui me relie avec mes premières années, et si j'aime les vers que j'ai lus à dix-huit ans, j'aime plus mystérieusement

encore les sonneries entendues à huit ans. Sonnez, cloches profondes des soirées d'automne; je n'ai pas besoin de vous comprendre pour subir votre influence, et je vous remercie de cette leçon que vous me donnez pour agir sur les âmes. Il s'agit d'entrer chez un être et non pas d'y rien apporter, mais d'y réveiller ce qui sommeillait et d'agiter les riches dépôts sur lesquels nos jours glissaient trop dépouillés et trop clairs. Une voix s'élève! A son appel, le papillon s'envole de la chrysalide, l'âme naît d'un être morne, toutes les ailes se déroulent. La France entière entend sonner le tocsin du péril et le carillon des victoires.

XXIII

LA SPONTANÉITÉ DU COEUR

17 octobre 1914.

Hier, vendredi matin, un service solennel réunissait à Paris les amis du comte de Mun, et durant la pieuse cérémonie, tout au long du discours, fort beau d'élévation et de justesse, prononcé par le cardinal Amette, une phrase me poursuivait, se présentait sans

cesse à mon esprit, une phrase saisissante écrite par M. Renaudel, député socialiste et rédacteur en chef de l'*Humanité* : « Jaurès aurait pleuré le comte de Mun ».

Ah ! cette phrase, quel long coup de forage révélateur jeté dans les terrains profonds, dans les régions de notre être qui sont d'ancienne formation et sur lesquelles nous pourrions construire notre maison de famille, notre cité réconciliée. Elle nous montre un Jaurès qu'en effet je crois avoir distingué ; elle témoigne qu'à cette minute notre union en face de l'ennemi existe toute parfaite, et, voici l'essentiel, elle nous prouve que nous nous comprenons et pouvons nous accorder, bien mieux que nous ne voulons en convenir.

Albert de Mun a dévoué sa vie à la défense du catholicisme et de l'armée. Jaurès menait à l'assaut ceux qui voulaient ruiner le catholicisme et l'armée. L'un et l'autre, en pleine lumière, sans réticences. Et pourtant, Jaurès aurait pleuré Albert de Mun. Belle victoire des cœurs, qui se reconnaissent et fraternisent quand les intelligences bataillent.

Celui qui n'a pas entendu Albert de Mun à la tribune ignorera toujours le chant, la flamme d'une âme éblouie de servir son Dieu et préparée à la fois dans les grâces

mondaines et, le matin même, à la table de l'eucharistie. Il nous remplissait de sérieux par la noblesse de son attitude, l'élévation de sa pensée, son émotion. Aucun pédantisme et même jusqu'à manquer de poids, mais pour nourrir son discours il avait à son service des forces de sentiment inépuisables, la sensibilité chrétienne. Et puis soudain, était-ce son défaut d'homme du monde, ou mon défaut plébéien, quand il quittait la tribune, il me décevait, redevenait trop vite souriant, gracieux, de plain-pied. Là, j'aime mieux le monstre Jaurès qui, de retour à son banc, fume encore.

Ces deux hommes, depuis les deux extrémités de la Chambre, se regardaient et dans une certaine mesure, sans beaucoup se parler, se comprenaient. Le jour où Albert de Mun, après un long silence, au risque de sa vie, prononça son discours du Maroc, et que la Chambre debout lui voulut rendre un éclatant hommage d'estime, il me semble avoir vu Jaurès donner le signal des applaudissements. Qu'une telle minute d'entente, quasi involontaire, au milieu de tels obstacles, est chargée de sens!

Durant cette séance de décembre 1911, tandis qu'Albert de Mun prononçait ses *novis-*

sima verba, en l'écoutant, en subissant avec la plus vive amitié son action, en voyant son triomphe se faire, en remarquant sur chaque banc ceux qui résistaient et ceux qui s'enthousiasmaient, j'enregistrais des impressions que je retrouve, crayonnées en marge de mon *Journal Officiel* du jour :

« Femmes, prêtres, publicistes, écrivais-je, vous tous qui encadrez et maintenez l'esprit et la sensibilité catholique en France, ne désespérez pas. Votre force éclate sous une mince couche qui la voile. Ce Parlement est vieille France catholique, bien plus qu'il ne croit. Il y a des obstacles et les plus graves malentendus. Mais vienne une occasion, cette assemblée se précipite, s'aperçoit qu'elle aime dans l'idéal d'un Albert de Mun infiniment de choses, se pare de lui, se plait à se louer elle-même en lui. Voyez, disait l'Assemblée, quelle belle chose qu'un gentilhomme français ! admirez sa courtoisie, son langage, sa tenue, sa chevalerie, sa religion. Parce qu'ils repoussent la conception théocrate d'un Albert de Mun, ces auditeurs croient n'aimer que son art. Ils se méconnaissent. L'art de bien dire, tout seul, ne gagnerait pas leurs cœurs. Chez Albert de Mun, la puissance de plaire a une

source plus cachée et plus pure, dont ses auditeurs gardent, à leur insu, le goût. »

Voilà ce que j'écrivais, au soir du discours triomphal d'Albert de Mun. De telles journées sont inoubliables; on y peut jouir de la Chambre comme du lieu d'une grande tragédie spirituelle. Les flots d'un immense Océan, les vagues de l'histoire et les éternels instincts de notre nation composite s'y épanchent et jouent sous notre regard. C'est la beauté des grands paysages chargés d'histoire, où, pour ma part, je trouve plus de plaisir que devant aucune œuvre d'art.

Il arrive dans la vie un jour où l'on voit à cru et à nu ce que c'est qu'un poète. Un poète, c'est un homme qui possède l'art de fixer un frisson et de donner un caractère d'intensité et d'éternité à ce qu'il sait éphémère et superficiel; c'est un homme capable d'émotions, mais s'appliquant à les renouveler artificiellement; c'est un homme enfin qui coule une existence où les mots le dispensent des actes. Quand on a senti cela jusqu'à la nausée, on se détourne des génies individuels et l'on cherche la poésie dans la nature et dans les collectivités. Il y a une poésie des assemblées. Et, durant de longues années, il fut donné à Albert de Mun d'être

un des hommes en qui cette poésie prenait une forme et une voix. Il a exprimé et fait reconnaître comme émouvantes et nobles, aux yeux de ceux-là même qui croient la détester, des parties importantes de la tradition française. Jaurès l'aurait pleuré.

Que de telles sympathies muettes puissent se former entre des gens à qui leur dignité intellectuelle ordonne de rester éloignés les uns des autres, cela prouve que dans notre pays la spontanéité du cœur vaut mieux que les doctrines et saurait faire l'union. Beaucoup de gens qui trouveraient leur satisfaction intérieure à s'entendre, se resserrent, arrêtent leur impulsion première, se privent d'essor et se dénaturent. Ne pourrions-nous pas sortir de cette stérilité ? Guerre effroyable, obligez-nous, au milieu des pleurs et des joies du triomphe, à constater qu'à notre insu, nous vivons tous du vieil héritage des vertus françaises et que nous n'aimons rien d'autre.

XXIV

DANS L'ALSACE RECONQUISE

19 octobre 1914,

L'autre jour, depuis Belfort, je suis allé me promener, en Alsace, par un ciel radieux, avec des officiers français. N'est-ce pas, lecteurs, que vous m'enviez ce plaisir ?

Je vous prie de croire qu'on n'entre ni ne sort aisément de Belfort. Que de postes, que de consignes sévères ! Et puis que de savants travaux improvisés ! Oserai-je donner en passant un regret aux milliers d'arbres qu'il a fallu jeter bas ? Ce sont, eux aussi, des victimes de la guerre. Mais quoi ! ils repousseront. Félicitons-nous sans réserves d'habiles déboisements qui permettraient aux Prussiens d'arriver là, bien devant nos batteries.

Les jeunes officiers de Belfort se plaignent de ne pas se battre. « Nous croyions être au premier rang, et voilà que la guerre se termine en nous laissant dans un poste de tout repos. » Patience ! et puis c'est votre faute, monsieur le Gouverneur de la ville, messieurs les officiers ; vous avez fait la ville impre-

nable, alors les Allemands n'y viennent pas perdre leur temps. Votre mission d'empêcher que Belfort soit pris, vous l'aurez remplie sans un coup de fusil.

Sans un coup de fusil. C'est mal dire. On se bat tous les jours autour de Belfort; nous entendons la canonnade à quelques kilomètres, sur le côté de Dannemarie, où nous allons. Et cette petite bataille continuelle, c'est la défense même de Belfort, c'est la ville mise à l'abri du bombardement par ses troupes avancées. Les projectiles que ces braves gens reçoivent, eux absents, repliés, tomberaient sur la ville.

A tous instants, au cours de notre route, nous croisons des convois, voitures de ravitaillement, voitures de blessés, voitures de prisonniers.

Un prêtre nous arrête et me tend la main : « Je suis le curé de Chavanne-les-Grands, le curé du premier village français en arrivant d'Alsace. »

— Monsieur le Curé, vous avez perdu votre titre. Vous ne gouvernez plus qu'un joli village au milieu du Haut-Rhin.

En effet, nous venons de passer devant la douane française abandonnée, désaffectée, et nous franchissons ce qui était depuis qua-

ranté-quatre ans la frontière. Le poteau a naturellement disparu. « Vive l'Alsace française ! » crient les soldats automobilistes qui me conduisent.

Nous continuons de rouler vers le plus brillant soleil de victoire. A main droite, voici le viaduc de Dannemarie que l'on a fait sauter et dont le rail est resté suspendu, là-haut, dans le vide, avec ses traverses. Voici enfin Dannemarie, la charmante petite ville redevenue nôtre.

Elle est faite pour la paix, pour les plaisirs de la pêche, de la chasse, de la vie familiale et confortable, et cette guerre l'épouvante un peu. Cela, je le vois, tout de suite, en la regardant avec amitié, toute pleine de soldats et toute brillante de soleil. Sa grand'rue, bien plane, toute droite, toute large, est bordée d'heureuses maisons coiffées de vastes toitures et, au milieu de la rue, sur la droite, l'église est cravatée d'un drapeau tricolore prodigieusement large, une vraie écharpe de fête. Mais enfin les notables sont un peu immobiles sur leurs hauts perrons, devant leurs belles maisons.

Notre voiture vient se ranger devant la mairie, et tout de suite les lainages et le tabac dont nous sommes chargés (grâce à nos

généreux lecteurs) amassent les soldats. Quel est celui qui descend quatre à quatre ? C'est Zislin. A la fenêtre de cette maison, quel est ce prêtre coiffé d'un bérêt à cocarde et qui me salue militairement ? C'est l'aumônier du régiment. Je serre la main de tous les officiers.

Vous voyez l'horloge du clocher ? me dit l'un d'eux.

— Très bien, je suis presbyte. Mais qu'a-t-elle de particulier ?

— Elle marque l'heure française. Quand nous arrivons dans un village, nos soldats mettent aussitôt l'heure de chez nous. Les Allemands reviennent et rétablissent l'heure allemande. Alors, il faut bien que nous y retournions.

Parfaitement ! Je m'explique que les notables sur leurs hauts perrons gardent un peu de réserve. Ils savent que tous leurs actes sont épiés et notés ; qu'une poignée de main trop chaude, c'est peut-être demain leur mort, et ils attendent pour laisser éclater leur joie que les aiguilles se soient fixées définitivement à l'heure française. Soyez tranquilles, braves gens, la France qui vous est revenue ne vous quittera plus.

J'entre dans la mairie écrire deux mots sur une carte militaire à M^{lle} Déroulède. Ne faut-il

pas que la première pensée d'un Français dans l'Alsace reconquise se tourne vers la mémoire du fondateur de la *Ligue des Patriotes*? Et puis j'écris à M^{me} de Mun, car, le matin même, le préfet de Belfort m'a appris la douloureuse nouvelle. Albert de Mun, Paul Déroulède n'auront pas été trompés dans leurs espérances, puisqu'il est permis qu'on leur rende témoignage, au lendemain même de leur mort, sur la table, avec l'encre et la plume d'un maire allemand, chassé de sa conquête.

Mais voici une fusillade sous les fenêtres. Tous les fusils dressés me montrent dans les nuages un avion qui arrive des lignes allemandes reconnaître nos troupes. On tire, on tire, mais il est bien à 1.500 mètres, là-haut, et il s'éloigne intact dans le beau soleil en jetant trois bombes qui éclatent en l'air sans dégâts. Quel raffinement, ce feu d'artifice guerrier tiré en plein soleil! La lumière, l'animation des soldats, le fracas des armes, l'idée que nous sommes en Alsace, tout m'enchanté.

— Avouez, mon général, que cette fantasia dans le ciel, c'est une attention pour votre hôte.

— Eh bien! monsieur Barrès, j'apprends que ça chauffe un peu à Seppois-le-Bas. Il faut que j'y fasse un tour. Si le cœur vous en dit...

— C'est beaucoup d'honneur, mon général. J'accepte avec empressement.

Et nous voilà partis. Je n'attends pas à demain pour vous dire que je n'ai pas le mérite d'avoir couru le moindre danger. Du moins ai-je vu le plus charmant tableau de bataille à l'ancienne manière, un délicieux Van der Meulen que je voudrais mettre sous vos yeux.

XXV

UN « VAN DER MEULEN »

20 octobre 1914.

Je ne vous dirai pas dans quel pays, sur quelle rivière j'ai vu un petit engagement de guerre. Je ne distingue pas ce que veut ou ne veut pas la censure, et le mieux, pour qu'elle fasse tout à son aise son travail, que je n'ai pas envie de discuter ni de contrarier, c'est de lui céder complètement la place. Elle n'aime pas les précisions ; je n'en mettrai aucune. Allons au pays des nuages.

J'étais un de ces jours derniers, par le plus bel après-midi, sur la petite place d'une ville de l'Alsace reconquise. Un avion allemand voletait très haut dans le ciel radieux ;

nos soldats le fusillaient avec entrain, mais vainement. A quelques kilomètres les canons faisaient rage. Le général dont j'étais l'hôte me dit :

— Eh bien ! monsieur Barrès, je vais voir là-bas. Si le cœur vous en dit...

— C'est beaucoup d'honneur, mon général. J'accepte avec empressement.

Et nous voilà partis, avec le préfet de Belfort et quelques officiers, dans trois automobiles, rapidement vers la canonnade. Nous suivons une petite rivière gardée, d'espace en espace, par des groupes de soldats à l'abri d'une maison, par des tranchées creusées dans les champs, par des sentinelles. Notre route elle-même est coupée de barrières, de murs improvisés en terre. Sur l'autre rive, ce sont des terres en culture, des prairies, des espaces libres qui vont se relevant légèrement et que ferment à deux cents mètres des bois épais, silencieux, où il se peut que soit l'ennemi. Nous croisons des chars à bancs rustiques où l'on ramène des blessés, étendus sur la paille. L'un d'eux a été descendu pour qu'on le panse. Il est assis, dévêtu jusqu'à la ceinture, sur l'escalier d'une ferme. Sa figure est impassible, et son torse nu ne frissonne ni du froid, ni de la douleur que peut lui

faire la femme qui bande son épaule. Deux enfants le regardent, un chien aboie.

Eh quoi ! ce paysage d'églogue, cette nature ravissante où s'harmonisent la France, l'Allemagne et la Suisse, par cet après-midi où le soleil en s'inclinant laisse un air vif et sain dominer, c'est les abords d'un champ de bataille ? J'ai peine à comprendre qu'un jour de bataille soit en même temps un beau jour paisible d'octobre et que tout y soit pareil aux après-midi ordinaires d'automne, sinon que des petites choses dangereuses voltigent dans l'air.

Mais voici devant nous des gens et des gestes. On accourt, on nous crie d'arrêter. Nous stoppons. C'est l'automobile rapide du général qui avait gagné sur nous et qui revient. Inutile d'aller plus avant. Nous avons juste un mince rideau entre nous et les Allemands. — « Suivez-moi ! » et il part.

Naturellement, en essayant de tourner dans ce chemin étroit, notre auto glisse au fossé, s'enfonce dans le pré détrempé. Et dans le même moment débouchent une centaine des nôtres, bien serrés, marchant d'un pas allongé, soutenant, entraînant un petit nombre de blessés.

Ils ne courent pas, mais ils vont si vite

qu'en moins d'une minute, ils sont sur nous. J'ai mis pied à terre ; nous fraternisons durant les courtes secondes où l'automobile se dégage ; et comme ils s'avancent d'un seul mouvement, ils s'expriment aussi, tous les cent, d'une seule phrase où leurs interjections se placent, se doublent, se coordonnent : « Oh ! les cochons, crient-ils. Ils se servent de balles dum-dum ! On les purgera demain. Attention ! Ils vont débusquer du bois ! » Autant de mots dont le sens importe moins que le rythme et auxquels je réponds moi-même par des questions et des poignées de main qui ne sont que des gestes où se dépense mon émotion d'amitié.

Leurs figures échauffées, couvertes de sueur, contractées par la passion et par la fatigue, leurs corps roulés dans la boue, et surtout leur caractère grégaire, voilà ce que je n'oublierai pas : ils semblent avoir cessé d'être des individus distincts, pour devenir les membres d'une troupe, ou mieux d'un seul animal guerrier. Bien probablement, de ma vie, je ne verrai rien qui me donne mieux l'idée de la bataille que cette troupe, toute chaude, d'hommes exténués et enfiévrés, tout prêts à courir dans l'un ou l'autre sens, gardant leur cohésion d'une manière sublime, parce que

c'est le devoir et le salut, et n'ayant pas une seconde l'idée de prendre ma voiture, eux qui sont les plus forts, pour me laisser dans le fossé et se mettre à l'abri... Bien au contraire, ils s'arrêtent, ils aident l'auto à se dégager et à tourner. Et j'en suis confus, maintenant encore, car, avec mon parapluie, qu'est-ce que je suis auprès du moindre de ces braves à fusil!

J'ai suivi à la trace et retrouvé le général. Il nous a ramenés d'abord en arrière, puis, par le côté et par le haut du terrain, nous revenons vers le centre de l'action, où nous avions d'abord été empêchés d'atteindre. Mais voici devant nous un bois épais. Trois cents mètres avant d'y entrer, le général met pied à terre et envoie en reconnaissance un officier dans une auto.

Nous restons là avec le préfet, le général, quelques officiers. Ces messieurs m'expliquent : ça, c'est le coup sec des balles ; ça, c'est leurs mitrailleuses ; ça, c'est notre bon 75. Ecoutez le sifflement.

— Cette recrudescence de canonnade, me dit l'un des officiers, c'est le résultat des signaux de leurs avions. Ils ont signalé nos trois automobiles, un mouvement anormal, et maintenant ils arrosent le chemin que nous venons de quitter.

Un jeune paysan qui a bien l'air de jouer les Janot s'approche en nous tournant le dos.

— Eh bien ! mon garçon, voulez-vous nous laisser causer, et lestement !

Il s'éloigne d'une manière hargneuse, sans répliquer. Tout le pays, paraît-il, est pourri d'espions.

Nous regardons une voiture de paysan cheminer lentement sur la lisière de la forêt suspecte qui nous arrête.

— Dans la *Debâcle* de Zola, me dit le général, à côté des parties fausses, il y a des observations puissantes et vraies. Ainsi ce laboureur qu'il nous montre, dans sa bataille de Sedan, menant la charrue tout le jour et auquel il revient, d'heure en heure, pour nous dire au soir, tout à la fin : il avait fait un travail fécond. Cela est bien vu.

— Oui, réplique quelqu'un, mais l'autre jour, il y a plusieurs semaines, du côté de X..., j'avais une batterie que les Allemands ne parvenaient pas à repérer. A un moment, j'ai vu un troupeau de moutons s'approcher, s'approcher, sans avoir l'air de rien, et paf, paf, quand il a été contre nous, les pruneaux des Allemands nous arrivaient. Nous avons dû décamper, non sans avoir empoigné le berger.

Mais le soir tombe. L'officier revient en

ramenant le général qui commande l'action et qui nous dit :

— C'est une affaire assez chaude. Je ne peux rien préciser, mais j'ai de la casse. Eux encore plus. D'ailleurs, pour aujourd'hui, c'est la fin. Tous les jours, c'est comme ça : on s'attrape un peu, et puis, avec la nuit, chacun cesse.

Maintenant sur la campagne, l'angélus des villages succède à la canonnade. Nous rentrons dans l'obscurité, chacun se taisant et suivant ses pensées. Que les miennes sont folles ! Ce temps froid, ces petites lumières dans la nuit, cette odeur des pays de l'Est, ce climat de mon enfance où tout cela m'entraîne-t-il ? A plus de trente-cinq années en arrière. Tandis que la voiture roulait, je viens un instant de me figurer que j'avais dix-huit ans, et je décidais de me présenter à Saint-Cyr, afin d'avoir une vie tout à fait intéressante.

XXVI

LA VICTOIRE DE L' AISNE

21 octobre 1914.

La bataille de l'Aisne s'achève à notre grand honneur, à notre plein avantage. Et pourquoi donc ne pas l'appeler par son nom ?

C'est la victoire de l'Aisne. Encore faudrait-il dire les victoires de l'Aisne, car le général Cherfils l'a justement remarqué, chaque avance, chaque tranchée conquise a représenté une victoire.

Evidemment l'imagination est déconcertée. Nos victoires de 1914, celle de la Marne et celle de l'Aisne, n'ont pas le caractère ramassé des Marengo, des Austerlitz et des Iéna du grand Empereur, journées bien dessinées et faciles à saisir d'ensemble comme les tragédies du théâtre classique. Les victoires de Joffre, ce sont des entassements d'héroïsme et de science, un chaos de manœuvres pour celui qui n'a pas le cerveau (et les renseignements) d'un officier d'état-major.

On en peut tout de même, dès maintenant, saisir la courbe, le départ, le sommet, la fin et le bénéfice. La bataille de l'Aisne a commencé dans l'après-midi du 12 septembre. A ce moment, depuis deux jours, les Allemands vaincus sur la Marne battaient en retraite; on espérait qu'ils s'en iraient jusqu'à la Meuse; mais la sixième armée française à l'ouest de Soissons et les corps anglais firent savoir qu'ils rencontraient une dure résistance. Le grand état-major et le généralissime comprirent que le mouvement de retraite des

Allemands était arrêté. L'ennemi avait trouvé ses trous. La bataille de l'Aisne s'ouvrait.

Elle a duré environ quarante jours. Du fond de leurs terriers, menés le revolver au poing par leurs terribles officiers, les masses allemandes maintes fois ont essayé de reprendre l'offensive; elles ont fait rage sur Soissons et sur Reims; mais, de jour en jour, elles se sentirent plus dominées, et voici qu'elles doivent décamper. Après la victoire de la Marne, après la victoire de l'Aisne commence la bataille du Nord.

Nouvelle bataille, nouvel effort grandiose, mais d'un résultat encore plus certain, car, Français et Allemands, nous avons bien changé depuis deux mois et demi! Reportez vos regards en arrière, alors vous vous sentirez solides. L'avenir est facile auprès du passé. Le *Times* exprime une pensée forte et vraie quand, ayant mesuré le terrain reconquis, il ajoute : « Les troupes alliées ont pris une supériorité morale sur l'ennemi. »

Les Allemands commencent à douter d'eux-mêmes. Ils ouvrent des tranchées sur leur propre sol pour s'y aller terrer bientôt, et leurs simples soldats geignent, montrent des photographies de leurs femmes et de leurs enfants, se plaignent de leurs bourreaux

d'officiers. Quelqu'un qui les a vus dans les familles où ils logent, à Bruxelles, me donne des détails sur ces bandes effroyables d'esclaves sous le bâton. Par contre, est-il encore en France et dans le monde un homme sain d'esprit qui doute du triomphe des alliés ?

Salut au roi Albert ! Salut au maréchal French ! Salut au généralissime Joffre qu'entourent nos savants et vaillants chefs d'armée ! Salut au peuple admirable de nos officiers et de nos soldats et de ces mères françaises, glorieuses d'avoir élevé des héros ! Salut à cette frontière mouvante que nous fait la poitrine de nos fils et qui, après avoir resserré la patrie jusque sous les murs de Paris, s'élargit, regagne le Nord et respire largement.

La puissance germanique sera brisée, morcelée, ramenée à la raison, et les Allemands eux-mêmes, redevenus Saxons, Bava-rois, Ba-dois, protestants, catholiques et le reste, baisseront nos genoux en nous remerciant de les avoir guéris de leur coûteux délire collectif d'orgueil.

Encore un effort ! Les données de cette grande lutte sont presque mathématiques et le résultat abstrait est certain : seulement les éventualités concrètes restent multiples et terriblement cruelles. Moins cruelles pourtant,

on peut le croire, depuis quelque dizaine de jours. On dit que le généralissime aurait déclaré : « Je puis les déloger de leurs trous en sacrifiant tant de milliers d'hommes ; je puis aussi les déloger, à moindre frais, avec de la patience. » Et il a préféré, avec l'approbation de tous, la patience. Toute la nation, combattante et non-combattante, admire et remercie Joffre et l'état-major.

Hier, dans l'*Echo*, René Bazin écrivait un article plein de vérité et d'émotion. Il disait que tous les Français, ceux qui se battent et ceux qui gardent la maison, les fils et les parents, n'ont plus qu'une seule direction pour leurs pensées : la frontière de France, la ligne mouvante de nos armées. Depuis deux mois et demi, nous vivons avec cette frontière vivante : nous reculons, nous remontons, nous frémissons de tout notre être avec elle ; nous cherchons les journaux, les blessés, les lettres qui nous en donnent des détails. Ah ! puisse-t-elle être épargnée ou du moins ménagée par la blessure, cette frontière de chair ! Nous savons maintenant faire la guerre d'une manière moins coûteuse qu'au début. Nos officiers commencent-ils d'accepter de se ménager ? Nos blessés sont-ils mieux soignés, mieux guéris ?

Tout à l'heure j'étais parti pour me rendre à l'appel d'une lettre officielle et pour visiter en gare de Pantin un train sanitaire chauffé, parfait, mis en marche par la Compagnie de l'Est. A mi-chemin, j'ai dû m'arrêter; le temps me manquait, la nécessité d'écrire cet article me rappelait au journal. Nul doute que ce train-modèle ne soit exemplaire. Saluons un progrès!... Que le sang de France soit, à l'arrière de la bataille, ménagé, respecté, traité comme le sang des rois. Un tel sang de paysans, d'ouvriers, de Montmartrois, de Parigots, à cette heure il assure, contre le germanisme, le salut de l'humanité qu'il a tant contribué à ennoblir.

« Que le sang de France soit sauvé et nous reconstruirons des cathédrales », disais-je au lendemain de l'incendie de Reims, et un artiste de me répondre avec désespoir : « Non! cet édifice-là, nul ne sait plus le faire. » Soit! nos fils ne savent plus dresser les deux tours, le portail saint et le peuple des statues, mais ils valent nos aïeux, quand ils mettent debout une suite d'actions héroïques, concertées, bâties, coordonnées, pleines d'âme, dédiées aux puissances les plus hautes, et qu'ils accomplissent les victoires de 1914. Cette guerre de la délivrance, c'est une ca-

thédrale, bâtie par toute la nation, une haute maison de sacrifice et de triomphe où les générations ne cesseront plus de venir, en esprit, s'agenouiller.

Victoire de l'Aisne, victoire de la Marne, deux belles tours sonnantes pour la nouvelle basilique de France.

XXVII

LE CHANSONNIER DES ARMÉES

22 octobre 1914.

Millerand a fait une jolie chose. Il a chargé Botrel, le chansonnier que vous connaissez, de se rendre « dans tous les cantonnements, casernes, ambulances et hôpitaux, pour y dire et chanter aux troupes ses poèmes patriotiques ». Et depuis sept semaines le bon chansonnier circule au milieu de nos troupes de l'Est, amusées et intéressées. Je rêvais de l'entendre et de voir son public, et justement voici qu'à Belfort, au rez-de-chaussée de l'hôtel où vivent familièrement tous les officiers et l'aimable préfet patriote, quelqu'un me dit :

— Botrel est ici.

— Ah ! c'est un brave garçon plein de cœur et qui sait son affaire. Je voudrais beaucoup l'applaudir.

— Rien de plus aisé. Matin et soir, on groupe autour de lui les soldats, et dans l'intervalle il s'en va chanter auprès des blessés.

Le lendemain matin, fort aimablement, on est venu me chercher et me conduire au quartier, dans l'immense salle du manège où deux mille soldats en bon ordre étaient déjà rangés devant une estrade très haute et peu solide, gentiment décorée de faisceaux tricolores. On m'installe, j'en suis tout confus, dans le fauteuil présidentiel, au milieu du petit groupe des officiers ; mais, faute de place, les deux mille soldats demeurent debout et fort serrés. Diable ! me disais-je, c'est moi qui ne voudrais pas être à la place de Botrel ! Comment va-t-il dégeler son monde et se dégeler lui-même ? Comment va-t-il, dans cette salle plutôt froide et sombre, saisir la pensée de ces hommes à jeun et la faire rayonner ?

Il arrive d'un pas ferme, un peu balancé, à la manière des matelots ; il monte là-haut, la figure avenante et tranquille, et, tout de suite, d'une voix usagée mais chaude et forte, il s'explique, il dit ses titres, ses raisons d'être

bien accueilli et adopté. Le tout clairement et modestement, d'une manière qui passe la rampe et intéresse le public. Il se met à chanter :

« N'attendez pas, mes camarades, — que j'aie amollir votre ardeur... — petit sergent de Déroulède, — j'ai vingt ans sonné du clairon... »

Il se réclame de Déroulède, il est un de ses fils en esprit, et près de moi, parmi ces officiers, voici un jeune lieutenant, fils de mon ami le marquis de Morès, dont les patriotes gardent la mémoire. Ainsi apparaissent de nouvelles générations qui accomplissent les rêves de leurs pères. Dans quel noble milieu je me trouve ! C'est vraiment un foyer tout prêt, d'où sortiront demain l'enthousiasme de la bataille, l'acceptation du sacrifice, le grand frisson de l'héroïsme. Ces héros en puissance, pour le plus grand nombre des paysans, regardent le chanteur avec ébahissement et circonspection, comme la lampe mystérieuse des contes magiques. Eux qui possèdent une telle puissance de calorique latent, ils s'émerveillent de cette petite flamme de lumière et de chaleur. Beaucoup de ces simples gens de la campagne, voient donner pour la première fois une expression à leurs sentiments.

Botrel les attendrit, puis les fait rire. Il les unit en leur proposant des pensées chères à tous et surtout en leur donnant physiquement un rythme.

« Il nous faut la victoire, pour venger le drapeau », leur chante-t-il sur un vieil air boulangiste. Ensuite c'est la *Lettre du soldat à sa grand'mère* : « Si je meurs, faut tout prévoir, — priez Dieu, pour moi chaque soir, — et réconfortez la Marie : dites-vous, fières de cela — que je suis mort en bon soldat, — pour la Patrie ». Mais, au moins, n'allez pas larmoyer ! Voici sur l'air de *Marlborough* un « *Guillaume s'en va-t-en guerre* » qui déchaîne un immense rire. Et quel succès pour *Les Goths*, chanson d'actualité : « Je viens d'explorer en Champagne, — châteaux et maisons de campagne — d'où l'état-major allemand — vient de déguerpir lentement ». La propriétaire revient. « A ses hôtes d'une semaine, — montrant le sac de son domaine, — elle dit, jupon haut troussé — et le nez gentiment pincé : — La France a subi les ravages, — messieurs, de trois hordes sauvages, — Goths, Ostrogoths et Visigoths : *il lui manquait les Saligoths !* » Avouez que ce n'est pas mal.

Et pour finir la *Kaiseriolle*, sur l'air de la

Carmagnole : « Le Kaiser s'était bien promis — d'être en sept, huit jours à Paris. — Mais il ne l'a pas pu, — grâce au Belge têtue », etc., etc.

Vous sentez bien qu'à ces couplets-là, depuis longtemps, la verve de Botrel avait achevé de se répandre dans la salle et de se réfléchir sur la physionomie de ses auditeurs. Ils étaient à l'unisson, et sans effort, dès qu'il le leur demanda, ils commencèrent de chanter avec lui. Il ne les quitta pas qu'ils n'eussent appris ses refrains les mieux cadencés et les plus limpides. Tout le monde était ravi, et c'est de bien bon cœur que je lui donnai l'accolade.

— Alors, mon cher Botrel, ce bon apostolat de la chanson, vous le menez depuis six semaines ?

— Depuis le 30 août, qui est la date où le ministre a pris sa décision. Voilà mon carnet avec les attestations des chefs militaires qui m'ont accueilli. Vous voyez que je ne me suis pas reposé un seul matin ni un seul soir.

— Dites-moi, Botrel, ce carnet, voulez-vous me permettre de le feuilleter à mon aise ?

J'ai emporté le petit agenda à l'hôtel. On y trouve en quelques lignes l'opinion du chef

de service chez qui Botrel a chanté ; et puis, en travers, deux, trois lignes du chansonnier sur sa journée. Quel joli bibelot, oh ! pardon, quelle précieuse et touchante relique de la guerre sera plus tard ce modeste livret, témoin de la bonne volonté d'un poète et des plaisirs de nos blessés.

Voulez-vous avec moi y jeter un coup d'œil ? Le 1^{er} septembre, Botrel part de Paris à 1 h. 32 ; il arrive à la Ferté-Milon à 4 heures, il est obligé de retourner à Paris : on se bat vers Villers-Cotterets, et l'armée anglaise, protégée par son artillerie, défile sur la voie. — Le 2, il repart de Paris à 6 heures, pour arriver à Toul à 9 heures du soir. « Ville absolument fermée. Rien à manger ni à boire. Pas d'hôtel ». Il couche dans la gare. N'est-ce pas que cet abrégé donne schématiquement certaines couleurs de la guerre ? Le 3, le 4 et le 5, Botrel chante à Nancy au milieu des ambulances ; le 6, à Mirecourt ; le 7 et le 8 à Épinal et à Neuchâteau, au pays de Jeanne d'Arc. Ecoutez cette note du 9 septembre : « Parti à 8 heures, je fais à pied les cinq kilomètres qui séparent la gare de Domremy. Temps idéal. Deux hommes seulement pour faire les foins. Les prés sont mauves de *veilles* qui annoncent déjà l'automne. Au loin,

le canon. Je compose une poésie : *Chez Jeanne* ».

J'aime cette indication ; c'est bien que le chanteur des foules sache maintenir autour de son être un peu de solitude, assez d'espace pour que sa muse et le pays se parlent.

A feuilleter ensemble plus longuement ce carnet, nous y trouverions beaucoup de traits à recueillir, et qui nous lieraient tous d'amitié avec Botrel. Celui-ci par exemple, à la date du 14 septembre : Botrel a chanté à Brienne devant six ou sept cents éclopés et blessés du dépôt, et le médecin chef écrit d'une belle écriture claire : « Résultat inattendu de la visite de M. Botrel, la plupart des éclopés ont demandé à repartir en avant. N'est-ce pas le meilleur éloge à adresser au chansonnier ? »

Là-dessus, j'ai mis le carnet dans ma poche et je suis sorti en rêvant que Botrel, ainsi accepté, applaudi, entouré par le plus noble et le plus vrai des publics, agrandît et fortifiât son genre, qu'il échappât à l'atmosphère forcément un peu conventionnelle des dimanches dans les patronages, et qu'il ajoutât au meilleur de son acquit ce que lui proposent de largement national les moments extraordinaires où il se meut. Le voilà côte à côte avec

des réalités grandioses. Puisse-t-il en accueillir la leçon ! Parlons plus net : je voudrais que sa chanson, dorénavant, contint quelque semence que ses rythmes persuasifs déposeraient dans les esprits.

Mais qu'est-ce que je veux de plus ? Tout à l'heure, au manège, quand il achevait de chanter, j'ai entendu un capitaine dire à mi-voix : « Voilà de la bonne semence. Les Allemands s'en apercevront. »

J'en étais là de mes réflexions, tout en suivant le quai de la Savoureuse, quand deux soldats s'arrêtent et me font le salut militaire. Naturellement je leur tends la main :

— Bonjour, camarades ! Vous me connaissez ?

— Oui, monsieur Botrel.

— Non, pas Botrel. Je suis son ami et je l'admire, mais je m'appelle Barrès.

— Ah ! Maurice Barrès ! ça c'est bien aussi.

Le « ça » était charmant de délicatesse, de désir de plaire ! Allons, mon cher Botrel, qu'est-ce que j'avais à vouloir secrètement, dans mon esprit, vous conseiller, vous guider. C'est Grosjean qui veut en remonter à son curé. Vous menez votre affaire admirablement. Votre besogne est salubre. L'Académie devrait

bien vous donner un joli prix. Et vous, un jour, après la guerre, est-ce que vous ne pourrez pas me faire une place dans l'une de vos chansons, en souvenir de notre rencontre à Belfort et pour m'introduire dans la sympathie de cet immense public qui vous aime ?

XXVIII

POUR LES ENFANTS QUI VONT PIEDS NUS

23 Octobre 1914.

*Lettre au maire
d'un arrondissement de Paris.*

Monsieur le maire,

Voici deux cas choisis entre plusieurs que je voudrais examiner avec vous, en public, car ils sont d'intérêt général. Si j'allais vous les soumettre, à vous et à vos adjoints, dans votre cabinet, nous trouverions, sans aucun doute, un accord honnête, car, maintenant plus que jamais, nous sommes décidés les uns et les autres à rendre tout facile, à faire pour le mieux. Nous sommes des Français, nous sommes des amis. Et si je porte la question

en plein air, ce n'est pas dans un esprit de polémique. Votre mairie se tient dans les règlements. Votre équité n'est pas en cause. Mais il existe une situation fâcheuse, qui ne pourra pas se prolonger si l'on projette dessus une vive lumière. Voulez-vous que nous soyons d'accord pour allumer le gaz, pour introduire la plus brillante clarté dans ce vilain petit réduit, dans ce coin noir de nos vieilles querelles d'avant la guerre? L'opinion publique, je crois, nous approuvera si, d'un commun effort, nous cherchons et trouvons le moyen d'assainir et de fermer une mauvaise plaie irritante.

Un de nos concitoyens, au moment où il partait pour la guerre, m'a écrit : « Voulez-vous de temps à autre veiller sur ma petite famille sans ressources? »

Bien volontiers. Je suis donc au courant. La petite famille, une mère et les cinq enfants, avec l'allocation, se tire d'affaire. Mais une question très difficile, c'est la question des chaussures. On vit, à peu près, au jour le jour, et puis, tout d'un coup, voilà qu'à tous les petits pieds les souliers se mettent à bâiller effroyablement. C'est le cas des cinq enfants qui m'intéressent et dont je vous parle. Ils ont appris que les petits camarades étaient géné-

reusement et gratuitement chaussés à la mairie. Ils sont allés aux guichets qu'on leur avait indiqués.

— C'est bien ici pour les chaussures d'écoliers? a dit la maman.

— Oui, madame, c'est ici. Votre nom? Leur école? Ah! ils fréquentent l'école libre? Alors, je ne puis rien pour eux. Mais c'est bien simple, madame, revenez demain avec une attestation que vous vous êtes fait inscrire à l'école laïque et immédiatement vous aurez vos chaussures.

— Et qu'avez-vous répondu, madame? dis-je à la maman qu'entourent les enfants pieds nus.

— J'ai répondu : « Non. C'est l'idée de leur père qu'ils aillent à l'école libre. Je ne vendrai pas mon idée pour des souliers. »

Naturellement, monsieur le maire, vous trouvez comme moi que cette femme de soldat est une bonne et noble Française, qu'elle a de la dignité, et que ce n'est pas une raison parce qu'elle est noble et digne pour que ses enfants s'en aillent, cet hiver, nus-pieds. Mais laissez qu'après l'histoire d'une famille française, de religion catholique, je vous raconte encore l'histoire d'une famille française, de religion protestante.

C'est toujours dans notre arrondissement que cela se passe, et c'est la même situation; des enfants qui viennent avec leur mère demander des souliers à la mairie. La famille protestante est renvoyée comme la famille catholique. « Laïcisez-vous, d'abord », leur dit-on.

Il y a pourtant une aggravation dans le cas de la famille protestante. Ces enfants que l'on renvoie viennent d'avoir leur père tué à l'ennemi...

Ici je coupe court. Nul commentaire. Je me méfie de ma plume. Je veux éviter de passionner la question et de dire ce que je pense d'une haute pensée officielle, d'une pensée d'État qui ne suspend pas ses brimades devant la mort et qui cherche à continuer durant ces mois tragiques les mauvaises plaisanteries dignes du temps où le cloaque nous empestait.

Les souliers que la mairie refuse à ces petits catholiques et protestants, on les leur a trouvés ailleurs. Et si je mettais ici leurs noms et leurs adresses, ils auraient dès demain, chacun chez eux, un bien joli magasin de chaussures. Aussi ne s'agit-il pas de régler tout court ces deux cas particuliers. Je m'appuie sur eux pour demander, avec vous, j'en suis

sûr, monsieur le maire, et avec tout le monde, que tous les secours soient à la disposition de tous les enfants de nos vaillants soldats.

La faute n'a pas été commise par vous, monsieur le maire, ni par aucun de vos adjoints. Elle vient du préfet de la Seine. Ou plus exactement encore, elle ne vient pas, elle ne peut pas venir d'un certain bon Français et brave homme qui tient cet emploi de préfet et qui assurément est fort mal à l'aise, s'il me lit, d'être devant tous le monsieur refusant des souliers à des orphelins de la guerre. La faute vient d'un règlement. C'est un règlement, ce n'est pas un homme qui a dit aux orphelins : « Renie la pensée de ton père ou bien va-t-en sur tes pieds nus. » Eh bien ! ce règlement, il faut le déchirer.

Je vous demande, monsieur le maire, et je demande à tous les maires de Paris, qu'ils veuillent bien s'associer aux élus de Paris, conseillers municipaux et députés, pour obtenir du préfet de la Seine qu'on ouvre la caisse des écoles à tous les écoliers, tant que durera la guerre.

— Petit X..., petite Z..., après la guerre, vous entendez bien, vous rapporterez vos chaussures à la caisse laïque...

Ils le promettent, monsieur le préfet de la Seine. Moi, cependant, je ne vous promets pas que je trouverai juste que notre argent soit inégalement distribué entre nos frères français malheureux et que des orphelins de la guerre soient persécutés. Et nous serons nombreux, très nombreux, quasi unanimes, après la guerre, à ne pas comprendre qu'on manque de générosité, que dis-je ? de justice envers ceux dont le père est mort, ou simplement a souffert pour nous tous. Voyez-vous, le plus simple serait de renoncer franchement, et une fois pour toutes, à ces brimades. Elles ne font plaisir à personne.

Je suis sûr, monsieur le maire, que vous et vos adjoints, vous partagez ma manière de voir et que vous voudrez bien avec moi orienter M. le Préfet de la Seine vers les idées d'égalité et de fraternité. Excusez donc la publicité que je donne à ma lettre et veuillez me croire, vous et messieurs les adjoints.

Votre député et ami,

MAURICE BARRÈS.

P. S. — Les ligueurs apprendront avec un vif sentiment d'amitié que Vassias, directeur du *Drapeau* et membre du *Comité directeur de la Ligue des Patriotes*, vient d'être blessé

pour la deuxième fois. En septembre, il avait eu l'épaule traversée d'une balle. Après avoir été tenu un mois éloigné du front, il revenait prendre le commandement de sa compagnie le 12 octobre. Le lendemain, une balle lui traversait la cuisse dans toute sa longueur. Il est soigné à l'hospice mixte de Châteaudun où ces lignes lui porteront les vœux, les affections de tous et l'accolade de son président.

XXIX

DANS UN JARDIN DE LORRAINE

24 Octobre 1914.

J'étais arrivé au soir à Epinal, Epinal que Senancour, l'auteur d'*Oberman*, dans une phrase évidemment insensée, cite avec Naples et Constantinople comme une des trois perles du monde et qui, je l'avoue, me plaît, à moi aussi, follement.

Le lendemain matin, à la première heure, je suis allé embrasser sur son lit d'hôpital le colonel Marchand blessé.

« Blessé grièvement ? » me demandez-vous. Comment pourrais-je vous le dire ? Il assure

que sa blessure lui donne « un petit chatouillement agréable ». Insistez, il vous jurera que c'est plus commode pour courir à l'ennemi et tout de suite il voudra se lever. Ah ! quel chef ! Et si je pouvais vous rapporter tout ce que ce héros, à la fois un solitaire et un conducteur d'hommes, m'a dit de sage et d'enthousiaste ! Mais on n'interviewe pas les soldats en temps de guerre. Je dirai simplement que je l'admirais et l'aimais quand il se battait sur le Nil, et qu'aujourd'hui j'ai envers lui une reconnaissance particulière, une dette d'homme à homme qui double ma gratitude française. Il combattait au pied de la côte d'Essey, à dix kilomètres devant Charmes. Il est un des soldats que bénit la Lorraine et qui, fermant le passage de la Moselle, permirent les opérations décisives de Joffre et la victoire de la Marne.

En quittant le glorieux blessé, je suis allé, en moins d'une heure, visiter ma maison d'enfance, que j'avais bien cru ne jamais revoir. A la fin d'août, en effet, une bonne dame était arrivée à Neuilly et tout essouffée m'avait dit : — J'arrive de Charmes ; le canon n'arrête pas ; les hauteurs sont couvertes de notre artillerie qui garde le gué de la Moselle. L'état-major français vient d'ordonner l'éva-

cuation de tous les habitants. A cette heure, sûrement, votre maison est par terre.

Par terre ! pour les besoins de la défense ! Je n'ai qu'à m'incliner, mais n'en parlons plus jamais. Jamais plus je n'y retournerai. Et tâchons dès maintenant de penser à autre chose.

Aussi bien, c'était un risque que j'avais toujours su que nous courions. La trouée de Charmes, le passage de la Moselle sur Mirecourt et Neufchâteau, voilà des pays nobles, des pays de grande histoire et qui furent, en tous siècles, la route des invasions. Quand j'avais huit ans, j'ai vu la retraite de Mac Mahon et du général de Failly, après la bataille de Frœschwiller, et tout derrière eux l'arrivée odieuse des Prussiens.

Nous sommes un des chemins mystérieux du monde, la route de l'esprit, le sentier de guerre où le germanisme toujours a tenté d'assaillir la civilisation de Rome et ses héritiers. Destinée fatale, établie de toute éternité, de même que sur nos têtes, chaque automne, c'est le grand passage des oiseaux qui émigrent. Buffon en dit quelque chose, et Tousse-
nel prétend que les enfants de Lorraine s'entraînent à la dureté en dressant des pièges, des « tenderies » aux petites bêtes. Non ! les

enfants de Lorraine sont fermes et guerriers parce que, d'âge en âge, toujours ils ont subi et repoussé l'assaut de la bête puante de Germanie.

Donc une bonne femme s'en vint me raconter que je n'avais plus de maison. Mais elle avait trop vite couru, et l'ordre d'évacuation qu'elle m'apportait avait été, grâce à l'heureuse issue des batailles lorraines, rapporté dans les vingt-quatre heures. Ma maison d'enfance et mon joli jardin fleurissent toujours au bord de la Moselle. Au creux de la route, les voici qui m'attendent. Voici le seuil aimé, tous mes livres, et ma table de travail, d'où j'aperçois la rivière intacte.

Celui qui revient après une année dans la maison de ses parents voit son esprit se resserrer sur les souvenirs de famille, mais, ce mois-ci, la famille embrasse tous les compatriotes. Et je vais tout droit jusqu'à la mairie.

— Bonjour, Monsieur le Maire : eh bien ! les Prussiens ne sont tout de même pas arrivés dans Charmes ?

— Ils n'en étaient pas loin. Le 23 août, à onze heures du soir, on installait nos mitrailleuses à l'entrée du pont ; on massait les autobus pour faire une barricade. Nous ne dor-

mions plus, crainte d'alerte, et nous ne mangions guère. Toute la journée, nous voyions passer les gens des campagnes fuyant leurs villages. A dix kilomètres d'ici, entre Saint-Rémy et Rozelieures, on se battait furieusement. Ah ! nous avons été bien défendus.

Et tout aussitôt le cantique s'élève, l'action de grâce que j'ai entendue sur toute la Lorraine en l'honneur des armées du général de Castelnau et du général Dubail.

— Mais, ajoutent mes concitoyens, nous avons fait tout ce que nous pouvions pour les blessés. Pendant trois jours, ceux qui avaient auto ou voiture ont fait la navette de nos neuf ambulances au champ de bataille. Et nous avons reçu du major en chef une attestation qui déclare qu'à Charmes les secours ont été donnés mieux que partout ailleurs. Grâce à nos brancardiers, Charmes a sauvé la vie, c'est le major qui le dit, au moins à huit cents soldats.

J'écoute et j'enregistre avec un grand bonheur les services que nos amis ont pu rendre à ceux qui nous servaient si magnanimement. Puis l'on me donne des nouvelles des enfants du pays qui sont à l'armée. Je salue d'ici les parents des morts, je félicite les blessés, les vaillants combattants portés à l'ordre du jour,

et mon cher ami, le capitaine Blaison, nommé commandant pour faits de guerre sur le champ de bataille.

Le cœur angoissé, je suis revenu me promener une demi-heure dans mon jardin tout rempli du frémissement d'une radieuse journée d'octobre et du parfum des dernières roses. Les allées sont toutes jonchées du grand corps des peupliers et des mirabelliers que nos soldats ont abattus pour mieux ajuster leur tir. Adieu, beaux arbres, mes amis, compagnons de cinquante années, qui avez l'honneur de souffrir à la suite de l'élite humaine et d'associer à nos peines le monde végétal.

Je me laissais envahir par cette émotion, difficile à renfermer dans quelques froides lignes, où nous précipite la masse des souvenirs de notre enfance, suspendus comme des nids d'hirondelles au toit de la vieille maison. Aucun vent, et les feuilles fragiles par un dernier lien tiennent encore aux arbres. Charmante minute immobile, extrême instant de l'âme précaire des jardins. Ah ! que j'aurais aimé demeurer là et qu'il fût permis sans indignité de respirer tant de beauté ! Mais nos frères sont dans les tranchées, au péril, sous les froides nuits, et tout plaisir, cette année-ci, est vilénie. J'aurais trop peur de me paraître à

moi-même ingrat envers les gens héroïques qui nous ont gardé cette divine douceur, cette paix d'un jardin d'octobre en Lorraine. Je retourne au travail, je retourne à Paris. Mais pas avant que j'aie coupé mes roses pour les porter, ce soir, au colonel Marchand, sur son lit d'hôpital.

— Regardez-les un instant, mon colonel, un seul instant, car leur parfum pourrait gêner votre nuit, mais elles veulent vous dire, dès ce soir, qu'à Charmes on vous remercie.

XXX

LA FERBLANTERIE DES HOHENZOLLERN

26 octobre 1914.

L'Académie française est pure. Nous n'avons pas d'associés ou de correspondants allemands. Ainsi notre cas est plus simple que celui des autres classes de l'Institut. Mais on ne doute pas qu'elles ne tiennent toutes à honneur de rompre leur confraternité avec la nation qui déclare qu'elle veut anéantir notre nation.

Il n'y a pas que l'Institut de France qui doive faire sa toilette. Qu'attendent les grands

cercles pour se nettoyer? Ils ont des membres allemands. Dangereux personnages dans les salons où l'on cause. Ils sont absents à cette heure, mais jusqu'à la veille de la guerre, ils ont pratiqué au milieu de nous un gracieux espionnage. Le comte Szecezen, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, alors que les troupes autrichiennes marchaient à travers la Belgique sur la France, demeurait encore à Paris et venait au club. Une lettre polie aurait dû le prier de laisser les Français causer entre eux de leurs affaires.

On ne nous fait pas la guerre en dentelles. L'autre jour, dans un pays neutre, un diplomate allemand, pour clore une conversation sur Reims et sur Louvain, disait : « Eh bien! quoi, la guerre n'est pas un thé de cinq heures. » Parfaitement. Nos villes sont pleines de malheureux Belges qui souffrent pour nous. J'ai vu les villages de Lorraine bombardés, brûlés, anéantis. J'ai entendu le récit des martyres infligés aux maires et aux curés en Lorraine, dans le Nord, en Champagne. Voilà des raisons pour refuser de subir à un degré quelconque la confraternité de ceux qui accomplissent ou justifient ces abominations contre notre race.

Il y a quelques jours, dans le port de

Cadix, deux vaisseaux étaient amarrés côte à côte, l'un belge et l'autre allemand, et la nouvelle parvint à l'un des matelots belges que là-bas, dans son pays, sa petite maison avait été brûlée par les Allemands, et sa femme, ses enfants, tués. Cela fit une grande rumeur sur tout le bateau belge, si grande que les voisins allemands connurent la chose et se mirent à chanter et à danser de joie.

Les correspondants et les associés allemands de l'Institut de France chantent-ils et dansent-ils de joie? Oui, à leur manière. Lisez le manifeste des intellectuels.

Il faut en finir et couper net. Est-il donc, à cette heure, un seul de nos compatriotes qui tienne encore aux honneurs d'outre-Rhin? Les décorations allemandes n'ont jamais honoré un Français; à cette heure, elles le diminuent. Rendez diplômes, cordons, titres et toutes faveurs.

L'autre jour, une des femmes d'officiers allemands accourues à Raon-l'Étape pour empaqueter le fruit de la victoire et pour déménager les maisons de nos compatriotes, avant qu'on les brûlât, s'empanacha immédiatement de la plus belle robe, d'un chapeau. Une jeune servante qui, malgré le péril, n'avait pu résister à regarder à travers la

serrure, vit la gretchen voleuse se pavaner si drôlement devant la glace qu'elle s'écria : « On dirait un chien savant ! »

Ce sont, tous, chiens savants, les Français qui garderaient quoi que ce fût d'Allemagne, peau d'âne des universités ou tocaille des princes. Aussi bien un grand Français exemplaire a établi un précédent. L'Université de Bonn avait adressé à Pasteur, en 1868, un diplôme de docteur en médecine, en y joignant une appréciation élogieuse et précise de ses travaux. Et Pasteur s'était réjoui en constatant là le développement de son influence scientifique. Mais, le 18 janvier 1871, il écrivit à l'Université de Bonn : « Aujourd'hui, la vue de ce parchemin m'est odieuse, et je me sens offensé de voir mon nom, avec la qualification de *virum clarissimum* dont vous le décorez, placé sous les auspices d'un nom voué désormais à l'exécration de ma patrie, celui de *Rex Guilhemus*. Tout en protestant hautement de mon profond respect envers vous et envers tous les professeurs célèbres qui ont apposé leur signature au bas de la décision des membres de votre ordre, j'obéis à un cri de ma conscience, en venant vous prier de rayer mon nom des archives de votre Faculté et de reprendre ce diplôme en

signe de l'indignation qu'inspirent à un savant français la barbarie et l'hypocrisie... La Prusse combat pour le triomphe du plus abominable des mensonges ; elle dit que la paix future de l'Allemagne est au prix du démembrement de la France, tandis que, pour tout homme sensé, la conquête de l'Alsace et de la Lorraine est l'enjeu d'une guerre sans limite. »

Cette lettre, disait Pasteur à son gendre Vallery-Radot, pèsera peu au jugement d'un peuple dont les principes diffèrent tellement de ceux qui nous inspirent ; elle sera du moins un écho de l'indignation des savants français. Le grand savant raisonnait bien. Et nous, à cette heure, nous ne devons pas, quoi qu'en pense un illustre idéaliste, nous préoccuper d'abord du résultat pratique que nous obtiendrons en nous dégageant de toutes les solidarités allemandes ; nous devons nous occuper de nous purifier, de nous épurer.

Vous rappelez-vous, mon cher confrère, une page qu'au lendemain de la guerre de 1870, le même Pasteur écrivait, une page fameuse où il se demandait : « Pourquoi la France, au moment du péril, n'a-t-elle pas trouvé d'homme supérieur ? » Et il répondait :

« A cause de l'oubli et du dédain qu'elle a eus pour les grands travaux de la pensée. » Oui, peut-être, mais l'intelligence ne suffit à rien, si le cœur n'est là pour la compléter. Le cœur, je veux dire quelque chose de chaud et de spontané qui, du fond de l'être vient mêler ses éclairs pour aider à l'effort d'un regard longuement appliqué. Cette étincelle, Pasteur l'eut dans son laboratoire. Et nos armées briseront tout, parce qu'elles joignent à la science de l'état-major l'enthousiasme et la religion du patriotisme. Aussi je ne doute pas que de grands travailleurs scientifiques ne sortent vite des attermoiements et n'écoutent la voix du sang. Ils préfèreront la solidarité nationale à la solidarité internationale des académies.

La question dans son fond, à mon avis, importait peu. Le papier des « intellectuels allemands » est nul et sans effet. C'est peut-être que je ne puis juger que des écrivains et artistes, et il n'y en a pas à cette heure en Allemagne. Le seul interprète littéraire de l'esprit allemand, Maurice Mæterlinck, écrit en français. Je ne me serais jamais occupé de savoir ce que pensaient les « intellectuels d'outre-Rhin ». Mais puisqu'on a commenté leur factum, puisqu'on s'est demandé si on

les garderait dans l'annexe de l'Institut, il faut trancher la question et la trancher en les rayant. Quelle excuse trouver à ces intellectuels allemands qui font l'apologie des vols, des incendies et des assassinats? Et quelle excuse à ceux qui ne sauraient pas rompre avec ces intellectuels? Le plus humble des illettrés français, s'il a sa maison brûlée, sa famille malmenée, son fils à l'armée, s'il participe en quelque manière, fût-ce en esprit, du mal de la France, est plus mon frère que le plus éminent de mes confrères académiques portant en bandoulière toute la ferblanterie des Hohenzollern.

XXXI

SAINT-DIÉ OU « LE TROU DE LA MORT »

27 octobre 1914.

Jusqu'ici le récit de mon voyage nous a menés à Belfort, à Épinal, deux places que leurs forts et l'activité savante de leurs gouverneurs rendent imprenables, (en sorte que les jeunes officiers se désolent d'y passer des jours paisibles) et quand nous sommes allés

jusqu'à Charmes, ami lecteur, c'était la rive gauche de la Moselle où les Allemands n'ont pas pu mettre le pied. Maintenant, si vous voulez me suivre, nous allons parcourir les parties de la Lorraine où a passé le flot envahisseur et qui nous offrent un double spectacle inouï, un contraste admirable d'anéantissement matériel et de force morale.

C'est un matin que, par les vallées trempées de brouillard, je suis allé d'Épinal à Saint-Dié, ville ouverte que les Allemands trouvent spirituel de bombarder un peu chaque jour.

Route charmante, spectacle égayant d'un petit lac où une demi-douzaine de braves gens, bien enfouis sous leurs cabans et assis sur leurs pliants, avec un sérieux imperturbable, pêchent à la ligne, au son du canon ! Mais à partir de Rougeville, et quand nous approchons du gracieux cirque forestier où repose Saint-Dié, voici des maisons écroulées et calcinées, et les prairies serrent le cœur, toutes semées de trous d'obus et de tombes aux fleurs fraîches, dont la croix de bois est coiffée d'un képi. Nous arrivons sans qu'aucun projectile se soit amusé à poursuivre notre automobile. Et nous trouvons les trente premières maisons de Saint-Dié, à notre gauche,

celles qui forment le quartier de la Dolle, crevées, sans toitures, voire anéanties.

— Mais oui, nous dit le sous-préfet, chez qui nous allons tout droit. Ils nous ont bombardés le 26 et le 27 août, puis sont venus nous brûler à la main une centaine de maisons, ils ont occupé la ville quinze jours. Aujourd'hui encore, installés à une dizaine de kilomètres, sur la pente derrière le col de Sainte-Marie, ils nous envoient chaque jour, à leur heure, une quantité variable de projectiles, de 20 à 70 par séance. Ah ! ils nous ont fait et nous font encore du mal, mais pour eux, je vous prie de croire, que tout n'a pas été facile. Un de leurs officiers appelait Saint-Dié le « trou de la mort ». Voulez-vous voir les choses de près ?

Il nous mène à la mairie. On cause. Nous le menons chez l'évêque. On cause. Et bientôt évêque, sous-préfet, adjoints (le maire est défaillant), nous voilà déambulant par les larges rues construites en grès rouge. Ah ! si vous entendiez les récits de ces messieurs, tandis que la voix du canon tonne dans la montagne ! C'est un ensemble d'une belle allure simple, avec des accents qui ne trompent pas. Mais je crains de mal transcrire des faits qu'il leur appartiendra de noter, et je veux,

seulement, quand les couleurs de la guerre sont encore fraîches, admirer la paisible solidité de tous ces vaillants.

Sur notre passage, il me semble qu'on s'étonne un peu.

— Dame ! me dit l'adjoint, un évêque, un sous-préfet, un radical comme moi et puis vous, il y a longtemps qu'on n'a pas vu une société aussi panachée sur les trottoirs de Saint-Dié.

C'est aux Allemands que nous devons cette union, générale à cette heure en Lorraine, et qui depuis quarante-quatre ans n'aurait jamais été troublée sérieusement sans les excitations d'une politique étrangère à notre province. Les Lorrains ont toujours été prêts à se connaître comme un seul organisme et à marcher bien étroitement unis, parce qu'ils ont toujours senti les manœuvres et les efforts de l'Allemagne pour les subordonner. L'obusier qui depuis un demi-siècle les visait maintenant tire sur eux. Foin des beaux conseillers de dispute. Et vive tout ce qui nous fournit un lien social : patriotisme, armée, religion, autorité ! Vive l'amitié et l'entr'aide de guerre !

L'aimable sous-préfet de Saint-Dié m'a invité à déjeuner.

— Où voulez-vous que nous allions ? me

dit-il. A l'hôtel Terminus, près de la gare? Il y tombe des obus, mais on y mange bien.

— Vous me rendez gourmand, monsieur le Sous-Préfet. Allons au Terminus.

C'est vrai qu'il n'y a plus une vitre aux fenêtres, par lesquelles on aperçoit, en face, la pauvre gare écroulée. Mais nous déjeunons fort agréablement avec les meilleurs boîtes de conserve de la maison. Et puis, Henry Boucher, le sénateur des Vosges, nous a rejoints, tout botté, courageux, allant, un vrai jeune homme, qui a fait la guerre en 1870 dans ces mêmes lieux où ses trois fils se battent aujourd'hui, et ce maître conteur nous raconte des histoires.

Il veut nous mener au château de Spitzemberg, une vieille ruine du XII^e siècle perdue sur un escarpement de la montagne, et qui vient d'être le centre d'une de ces batailles héroïques, plus inconnues de nous tous que les batailles d'Hugo, de Spitzemberg, où nos soldats accomplissent des prodiges qu'en vérité l'on nous cache trop.

— Venez, vous verrez les tranchées, les armes jetées, les traces encore fraîches d'une action formidable qui s'est terminée par une ruée à la baïonnette à travers les pierres féodales. Un tel site, sous ce décor de pluie,

et ce mélange des époques guerrières, ah ! j'ai été saisi...

Un officier l'interrompt :

— Monsieur le Sénateur, on pouvait aller au Spitzemberg hier ; aujourd'hui, ce n'est pas à faire. Demain ou après-demain, l'accès, je pense, en redeviendra libre.

Je ne peux pas attendre. Je vais donc m'en aller, par une route un peu sinueuse, à Raon-l'Etape, Baccarat, Gerbeviller, Lunéville, et puis gagner Nancy à travers le champ de batailles lorrain. Je côtoierai des cantons de Saint-Dié et de Lunéville que recouvre encore le flot mouvant des ennemis. Qu'est-ce qu'on trouvera dessous ces Prussiens, quand ils vont s'en aller ? La région déjà déblayée ne nous parle que de villages détruits et de braves gens assassinés, et tous les récits qu'on me fait à Saint-Dié m'annoncent que je vais voir la Lorraine d'il y a trois siècles, la Lorraine de la guerre de Trente Ans. Mais je sais déjà que les malheurs de ma province lui donnent plus de beauté qu'ils ne lui en enlèvent.

Il m'est arrivé parfois de me rappeler les rôles que nos petites villes lorraines jouèrent et dont elles n'ont plus l'ambition, et de regretter qu'elles fussent peu passionnées et

avidés d'action. Mais dans leur petit destin l'âme reste forte. On le voit dès qu'elles sont touchées, réveillées, réchauffées par les choses guerrières. Nos froides petites villes lorraines, pour être interprétées tout à leur avantage, doivent être vues à la lueur du péril allemand. Cette nécessité éternelle les ranime, les raffermi et, miracle auquel nous allons assister, ouvre leur cœur un peu contracté. (1)

(1) *Extrait d'une lettre que m'écrivait de Saint-Dié, Louis Colin, en date du 23 octobre :*

..... J'ai vu, de mes yeux vu et de mes oreilles entendu cette horrible guerre. J'ai passé par toutes les angoisses d'un bombardement qui se renouvelle encore et qui depuis le 1^{er} octobre, comme par fantaisie, a lancé ici quelque chose comme 350 bombes. On dirait qu'ils jouent à l'obus pour se distraire, ainsi que l'on joue à la balle, à la raquette ou au saute-mouton. Le 20 courant, ils nous ont arrosés de 44 sifflements suivis de craquements sinistres. Pourquoi? comment? d'aucuns expliquent que c'était une réponse à l'écroulement du clocher de la Petite-Fosse, tombé avec leurs mitrailleuses, sous nos obus à nous. Quand ils reçoivent quelques avaries de nos troupes, c'est Saint-Dié qui paye.

..... J'essaye de recueillir les documents d'une histoire de « la guerre à la trouée des Vosges. » Histoire dont on ne se doute pas assez, attendu que les dépêches officielles en ont à peine parlé. Vous avez vu le côté matériel de nos dévastations dans votre Lorraine. Mais, à côté, que de drames, que d'héroïsmes et d'anecdotes! Ces ruines portent une moisson de légendes qui sont des réalités.

Je n'ai pas la prétention de tout savoir ou de tout raconter. La chose serait très difficile avant longtemps. La circulation

XXXII

LA RUÉE DES INFÉRIEURS

De Saint-Dié, nous allons à Raon-l'Étape, en passant par la Voivre. C'est un des villages où les Allemands ont tué le curé.

Quand ils l'emmenaient, une vieille femme le vit et cria : « Oh ! mon Dieu, Monsieur le Curé ! » Il dit : « Je suis ces messieurs de bonne volonté. » Peut-être qu'il espérait les apaiser, ou bien qu'il leur pardonnait sa mort. Son crime, c'est qu'ils venaient de trouver chez lui une carte d'état-major. La vieille femme se mit à marcher derrière. Et comme elle gémissait, ils la saisirent. Un vieil homme est intervenu pour qu'on la lâchât. Ils l'ont empoigné, lui aussi, et les ont menés tous

est interdite sur la ligne de feu et les simples mortels, fussent-ils débordants de colère et d'indignation, sont emprisonnés ici dans un triple cercle de sentinelles. Un sauf conduit est nécessaire pour passer du centre de la ville dans ses faubourgs. Affreux régime d'exception qui nous est valu par la présence au milieu de nous, malgré les précautions déjà prises depuis huit mois, d'un reliquat d'espions allemands...

trois près d'une haie. Alors le curé a dit : « C'est le moment de prendre son chapelet. » Il s'est agenouillé au milieu et les deux vieilles gens de chaque côté. Et au bout d'un moment, quand ils armaient leurs fusils, il a chanté sur eux trois le *Libera nos, Domine*. Les Allemands ont tiré sur lui seul et renvoyé les deux autres.

Voilà ce que raconte la vieille femme.

De la Voivre, j'ai continué mon chemin sur Raon-l'Étape. Je passais à la hauteur du col de la Chipotte. C'est une charmante gorge forestière que j'admire chaque fois que je la franchis pour aller depuis Charmes m'asseoir à la table de Charles Sadoul, à Raon-l'Étape. On vient de s'y battre pendant des jours et des jours. Les Allemands voulaient forcer et n'ont rien ménagé pour y arriver. Nous nous contentions de tenir bon. On s'y brisait les dents des deux côtés. Là fut le nœud d'une situation qui s'est enfin dénouée selon notre volonté et pour notre salut. Mais à quel prix ! Douze mille cadavres attristent pour jamais cette vallée et ses pentes. Mon ami Baldensperger, professeur à la Sorbonne, un Vosgien qui défendait là sa terre natale, m'a écrit une belle lettre sur cette bataille de la Chipotte, nom ridicule d'un lieu devenu tragique.

Je ne puis pas exprimer quelle est mon émotion en parcourant sous une pluie de cimetière ces espaces qui me sont familiers et que je ne reconnais plus. Ils ont changé d'âme. Ils étaient pour moi des lieux d'agrément paisible, des journées de ma jeunesse et des images de vacances. Je les traversais pour aller voir mes amis. Mes amis maintenant s'y battent ou bien y sont malheureux. Ce plateau lorrain que j'aime n'est pour moi aujourd'hui qu'une grande étendue de tristesse. Nous avons toujours travaillé pour ennoblir l'idée de guerre, mais les Allemands y ajoutent des salissures.

Qu'ont-ils fait du pauvre Raon-l'Étape, construit de pierre rose, sous la montagne, près de la rivière ? Les maisons de mes amis, Charles Sadoul, le directeur du *Pays Lorrain*, et Louis Madelin, l'historien, qui, l'un et l'autre, sont à l'armée, demeurent heureusement debout, mais les quartiers de l'Hôtel-de-Ville et du faubourg de Saint-Dié ont été incendiés méthodiquement. Pourquoi ? Parce qu'ils abritaient les dirigeants des sociétés de tir et de préparation militaire, suppose Émile Hinzelin.

Un matin, le courrier de la vallée de Celles en arrivant à Raon, comme d'habitude, vers

les huit heures, annonça que les Bava-rois, descendus des pentes du Donon, venaient de tirer sur sa voiture et qu'ils le suivaient de près.

... Ils arrivent, musique en tête, et envoient au hasard force coups de fusil. Chacun s'est terré dans sa cave. Mais justement c'est là que nos pandours se précipitent. Ils boivent, ils pillent, ils tuent, ils brûlent. Le ministre de la Justice qui vient de parcourir ces régions a pu hier déclarer : « ...Les détails de cruauté sauvage, de stupide vandalisme sont tellement nombreux qu'il faut renoncer à les énumérer, incendies volontaires et inutiles, habitants poussés dans les flammes, vengeance sadique exercée sur des innocents, sur tous les êtres faibles... » Imaginez les hurlements, toutes les scènes de l'alcool, du feu et de l'enfer, et un pédant de général qui se promène à travers les rues, en répondant aux supplications des femmes : « Que voulez-vous ? C'est la guerre ! » Cependant les femmes-voleuses des officiers emballaient tout et le faisaient porter dans un train spécial qui chauffait en gare. Pour finir, l'orgie la plus crapuleuse ronfla avec accompagnement de pianola et de gramophone.

Elle a laissé dans tous les logements une

lie écœurante. J'ai déjà montré *les Ivrognes sur le charnier*, les médecins et infirmiers laissant leurs propres blessés à demi charcutés et terrifiés au milieu des cadavres défaits.

Pour bien connaître et sentir la tragédie de Raon-l'Étape, il faut donner un pendant aux brutalités allemandes et à l'ignominie des princes mêmes de leur science ; il faut s'arrêter sur un cas exemplaire de la noblesse et de la délicatesse françaises dans les classes les plus modestes. Veuillez écouter ce que faisait et pensait, dans ce même pays, au cours de ces semaines honteuses, une jeune fille, presque une enfant. Sa lettre qu'on va lire m'a ému. Dans sa naïveté, elle peint les malheurs de la guerre tout comme une gravure de Callot. O Lorraine éternelle, terre foulée sans trêve et féconde en mâles beautés !

La jeune Hélène Payeur, dont le père, garde forestier des environs de Raon, est sous les drapeaux, s'est trouvée séparée de sa mère par la bataille et durant un mois est restée seule au milieu des bouleversements. Vous allez voir comment cette enfant de quinze ans et demi a protégé sa sœur, Rita, âgée de sept ans et demi, et son frère Robert, âgé de cinq ans. Écoutez et dites-moi si c'est simple et beau.

« Maison forestière de Cénimont.
par Sainte-Barbe.

» Monsieur,

» Je m'empresse de répondre à votre lettre que j'ai reçue avec plaisir. Je vous dirai que nous sommes tous à la maison forestière. Maman, dont nous avons été séparés dans la bataille du 25 août, est rentrée le 21 septembre; elle a été jusqu'à Fontenay. Quant à moi, je suis allée jusqu'à Sainte-Barbe avec elle, j'y suis restée un jour et une nuit, jusque quand les troupes allemandes sont arrivées. Nous avons emmené notre plus beau linge et notre vache. Quand Sainte-Barbe fut tout en feu, ils ont brûlé notre vache et m'ont défendu de la sauver. Je suis restée seule avec Rita et Robert pendant une heure de temps, qui ne cessaient de pleurer. On ne s'entendait plus par le bruit des canons et des balles. Je me suis sauvée à travers les champs et les balles. Les Allemands me disputaient, mais ils me laissèrent passer à cause des enfants.

Je gagnai Baccarat à travers bois. Mais une bataille s'élève et je tombais sur mes jambes par la frayeur des balles. Je marchais toujours, malgré la défense des Allemands. J'arrivai à la Chapelle quand une grande bataille

éclata au-dessus de Thiaville, je passai tout de même. J'arrivai à la maison qui était complètement pillée. Je me suis mise aussitôt à nettoyer pour pouvoir me loger. Je n'avais rien à manger, mais enfin les Prussiens sont venus faire leur cuisine chez nous et nous ont fait manger avec eux. Ils ont fait périr l'autre vache chez nous. C'était une peste, car notre vache était à l'écurie et un cheval dans le fossé au bord de la route. Il a fallu que je fasse enterrer tout cela en me plaignant aux officiers. Ils ont pris tout notre seigle, et notre blé qui n'était pas battu, ils m'ont défendu de le rentrer. Ils ont pris tout notre linge pour leurs blessés et nous n'avons plus rien à nous mettre. Rita et Robert marchent pieds nus. Ils ont arraché toutes nos pommes de terre et je n'ai rien eu à dire.

» J'étais en souci, car je n'avais plus rien et je ne savais pas où maman était. Tout est triste en ce moment pour nous, car il faut travailler et ne rien gagner. Il y a trois mois que nous ne touchons pas un sou. Enfin, s'il fallait tout vous dire, je n'en finirais pas.

» Nous avons reçu des nouvelles de papa, il nous dit qu'il va bien ; mais il ne nous dit pas où il est. Maman l'a vu à Gircourt lorsqu'il partait pour le Nord.

» Quant à la petite baraque de chasse, il ne reste que le fourneau; les fenêtres sont cassées et il y a beaucoup de tombes allemandes autour. Nous avons encore la nappe, mais heureusement que nous l'avions cachée au bois avec un plumon. La maison forestière est brûlée ainsi que celle de Miclo et celle de Marchal.

» Notre petit chien est disparu et nous ne savons pas quelle fin qu'il a pris... »

Petite fille courageuse, tranquille et charmante! Elle est digne des soldats qui, dans le même temps, couvraient le passage de la Moselle et parmi lesquels combattait son père. Elle a dans les veines le sang de Lorraine. Quelle simplicité, quel accord harmonieux entre le sentiment et la raison! Quelle mesure dans l'imagination! En regard du brutal appétit des barbares dans leur fange de Raon-l'Etape, comme elle rayonne, la pureté de cette jeune fille, mère de famille sur la montagne! Je salue cette évidente supériorité du cœur, qui, le jour où elle s'allie à la supériorité de l'intelligence, crée le génie français.

Et c'est cela que les Allemands veulent écraser pour plusieurs motifs, parmi lesquels une effroyable jalousie.

Quand nous parlons de leurs assassinats dans la région de Raon, quand nous notons qu'ils ont fusillé le curé de la Voivre, le curé de Luvigny, le curé et le maire d'Allarmont, et tant d'autres, comprenez vous bien que ce sont des inférieurs qui massacrent leurs supérieurs ? Une basse race se précipite sur des êtres de meilleure qualité et cherche à frapper ceux qui ont de l'ascendant moral. Voilà ce que je distingue avec certitude et qui me révolte, m'inonde de tristesse dans ma journée de Raon.

On m'avait dit qu'un abbé de cette petite ville avait été admirable, était resté solide au poste, tandis que presque tout le monde, le curé et le maire entre autres, et d'ailleurs fort honorablement, avait suivi l'autorité militaire, qui ordonnait d'évacuer. Je demandai à le saluer ; on courut l'avertir et je vis arriver deux prêtres. Ma foi, dans l'embarras, je m'adressai à l'un et à l'autre :

— Je suis heureux de vous présenter mes respects. Je sais que vous avez été admirables.

— Pas moi, dit le curé. C'est lui.

Et paisiblement, du pouce, il me montrait son jeune collaborateur.

Quels types ! Quelles gens solides ! J'ai

toujours discerné et aimé la qualité de mes compatriotes, mais aujourd'hui les événements sont venus exciter, faire sortir ce qui reposait dans leurs cœurs, toute une réserve de vertus qui, sous des couleurs un peu froides, constitue le génie de cette nation militaire sans panache.

Et c'est une humanité si parfaitement estimable que l'on vient torturer et massacrer, contre le droit de guerre, sans utilité stratégique, dans nos villages ouverts ! Ce peuple allemand est resté brutal et barbare, en dépit de tout ce qui aurait pu le civiliser. Il s'en rend compte en même temps que le dépit de n'être pas à Paris, et que l'esprit de concurrence économique, la jalousie s'est mis en tiers, d'une façon évidente, dans les épisodes de cette guerre d'extermination.

Je voudrais que l'on publiât les noms des officiers généraux allemands qui ont présidé aux crimes de Raon-l'Étape, ou qui simplement les ont tolérés. Ces officiers relèvent de nos tribunaux et sont passibles de la peine de mort. Aucun traité de paix ne peut les amnistier, et pour l'honneur et l'intérêt de la civilisation, notre justice doit informer régulièrement et se poursuivre contre de tels malfaiteurs.

XXXIII

DANS LES RUINES

30 octobre 1914.

Je continue de visiter mon pays dans le malheur. Toute une journée encore dans les ruines et les tombes, ruines des villages de mon enfance, tertres plantés d'une baïonnette et marqués par une croix que coiffe un képi. Mais sur toute cette mort flotte une âme vivante et qui communique une vie immortelle.

Je dépasse Baccarat, tout effondré autour de son église, et gagne les hautes solitudes de Domptail, d'où l'on embrasse le mieux, en dépit du brouillard, l'immense champ des batailles de Lorraine. Des tranchées et encore des tranchées lugubres, dans la terre glaise, et des troncs d'arbres mutilés. Sans rencontrer âme qui vive, au milieu des clairières toutes fraîches et des petits bois encerclés de ronces artificielles, déchiquetés par la mitraille, notre voiture gagne un débris de village où nous nous arrêtons de stupeur douloureuse, pour essayer de saisir s'il y a encore un souffle de

respiration dans ce cadavre ? Où suis-je ? Et quel était votre nom, village malheureux ? Personne à questionner. Et déjà le brouillard du soir, de l'hiver et des deuils commence à recouvrir la plaine. Mais quelle est cette forme étrange qui, d'un pas accablé, à travers les champs, regagne ces ruines ? Est-ce une femme, ou bien un prêtre ? Allons le lui demander.

C'est un prêtre. Il porte sous son bras un linteau, une fenêtre brisée, un morceau de tapis souillé.

— Quels sont, monsieur le curé, ces trésors ?

— Je viens des tranchées. Nous y cherchons nos affaires que les soldats y ont emportées pour se mettre à l'abri.

Et le voilà qui nous raconte l'histoire de son village. Vous êtes à Saint-Pierremont. Dix habitants seulement y étaient restés. Ils ont subi tous les tourments et n'ont pas eu de pain pendant douze jours.

Il veut à tout prix nous faire entrer chez lui.

Dans ce qui fut sa maison, il a placé, au-dessus de sa tête, pour lui servir de toit, deux, trois volets qui reposent sur les murs à demi-rasés. Et là-dedans, fort poliment :

— Que vais-je vous offrir, messieurs ?

C'est d'un courage et d'une gentillesse à l'embrasser.

— Ma foi, monsieur le curé, j'accepte, pour la curiosité de voir ce que peuvent contenir vos armoires !

Il faut bien qu'il avoue qu'il n'a rien. Nous causons ; l'échine un peu courbée, à cause des planches trop basses du toit, mais qu'il a l'âme haute, ce prêtre rentré dans sa paroisse, où seuls subsistent le nom et le devoir !

Les avoines et les blés ont germé sur place ; le piétinement de la guerre a détruit les pommes de terre ; les betteraves arrivent à maturité, mais on ne pourra pas les rentrer, faute d'hommes et surtout de chevaux ; les gens craignent d'aller aux champs parce qu'ils y font éclater, au moindre heurt, des projectiles fichés en terre et qui fracassent tout. Tant pis ! il se tient à son poste.

— Monsieur le curé, allons voir votre église,

C'est une passoire, où le ciel prodigue sa pluie.

— Monseigneur m'interdit d'y célébrer l'office. Trouvez-vous qu'il a raison ?

— Eh ! mon cher monsieur le curé, allons continuer la conversation dehors. D'une mi-

nute à l'autre, votre église va nous tomber sur la tête.

Mais aucune réalité n'affecte, n'entame ce curé-soldat, ce survivant de la bataille. Il vit dans le monde des idées et des sentiments, avec les personnages invisibles qui flottent sur nos têtes. Je ne le sens touché que pour me dire :

— Il y en a qui viennent photographier. Cela me fait de la peine. Prendre notre misère, mon église ruinée !

A ce moment, j'ai eu une vraie terreur que mes compagnons ne fussent en train de tirer une série de clichés. Allons ! monsieur le curé, votre misère vous met à l'honneur. Votre village, votre église sont des grands blessés de la guerre. Et tous les Français, cléricaux, anticléricaux, indifférents, se sentent vos amis dans la niche à chien que les Prussiens vous ont faite. Adieu, au revoir, et vive Saint-Pierremont !

Nous roulons de nouveau, et de nouveau des ruines. Je voudrais bien serrer la main des paysans de Magnières, mais la journée s'avance et je passe avec un remords, en emportant l'image inoubliable de leur église délicate et tragique, toute ajourée par la mitraille.

Pourquoi cet acharnement sur les curés, qu'on remplacera, et sur les belles églises, que nul ne sait plus construire ? Je regardais le ciel couvert de nuages et de grandes fumées noires. Déjà l'odeur commence à se dissiper, l'odeur effroyable qui se dégage des maisons écroulées, sous lesquelles gisent des cadavres de bêtes et de gens, et l'on amassera de la terre sur les tombes trop peu profondes, mais n'y aura-t-il plus, la nuit, dans ces villages, la grande forme noire du clocher ? A travers le corps du pays, à travers les maisons, les industries et les fortunes, les Allemands cherchent à atteindre l'âme. Écoutez ce grand mot qu'ils disent aux curés : « Vous êtes l'âme de la résistance. Nous allons vous fusiller. » Ils voudraient éteindre la flamme. Eh bien ! ils la feront surgir !

Et maintenant, j'arrive au sanctuaire de ruines lorraines, au centre de ce vaste temple du patriotisme qu'est devenue la Lorraine dévastée. J'arrive à Gerbéviller, où l'horreur est sanctifiée par la charité.

Gerbéviller-la-martyre ! Son crime ? Le 24 août, cinquante-deux chasseurs à pied ont défendu, eux seuls, pendant dix heures, le petit pont de la Mortagne. Les Prussiens, toute une brigade, se sont vengés en torturant,

assassinant et incendiant la population civile sans armes. Ce qui fut la charmante petite ville s'étend là, sous notre regard, dressant les moignons de ses murs calcinés, recevant la pluie par toutes ses plaies, immobile, muette, désertée, effroyable. C'est Pompéi, mais une Pompéi notre parente, et qui nous demande vengeance. A Pompéi, il y a moyen de bâiller ; on nous y explique trop de choses. Ici, dans cette brume, mon cœur est contracté par un sentiment simple : comme nos frères ont dû souffrir ! Quand il y avait les hurlements, les incendies, les morts, toute la musique, tout l'enfer, qu'est-ce qu'ils ont subi ! Et le château, dans son parc charmant, qu'est-il devenu ? Le voici : un chicot noirâtre, derrière ses hautes grilles tordues, et sur un décor de belles frondaisons qui retournent à la libre nature (1).

(1) *Extrait d'une lettre du docteur Labrevoit (de Nancy), datée du 24 octobre, lue en séance de l'Académie de Médecine par le secrétaire perpétuel, professeur Debove :*

..... Médecin principal de l'armée, en retraite depuis dix-sept ans, j'avais un pied-à-terre de famille à Gerbéviller, où j'étais aussi président du Sous-Comité de la Société française de Secours aux blessés militaires. Nous avons préparé, avec le concours de M^{me} la marquise de Lambertye, une ambulance idéale dans le vaste château de Gerbéviller, dont le donjon était surmonté d'un drapeau de la Croix-Rouge, visible à de très grandes distances. Durant le bombardement

Je ne résiste pas au désir de faire quelques pas dans ces parterres ruinés, livrés à l'épouvante, où jadis je me suis promené avec tant de plaisir. Dans leurs demi-ténèbres, je croise un gamin qui s'en va d'un pas ferme en sifflant. Il est vêtu d'une tunique de fantassin français. Qu'ai-je besoin de rien lui demander ? J'ai tout mon renseignement, à le voir vigoureux, joyeux, militaire, bien allant, bien vêtu de la défroque d'un mort. Bel héritier, salut !

— Et les Prussiens ? lui dis-je ?

— Y m'ont fait deux heures prisonnier.

Il s'éloigne en sifflant derechef une marche. Et moi, je m'en vais à la recherche des femmes qui furent les anges de ces ruines.

long et féroce de cette bourgade inoffensive, c'est le château qui a été tout d'abord anéanti par les obus incendiaires. A la nuit tombante, après la sauvage tuerie d'une trentaine d'hommes, femmes et enfants, la capture de nombreux otages, les barbares ont procédé à l'incendie méthodique au pétrole, rue par rue, de toutes les maisons, et c'est à ce sujet que je vous livre un souvenir.

Pendant cette soirée du 24 août, alors que ma douleur dominant encore ma rage, je regardais flamber ma maison, pensant à tous les précieux souvenirs de famille que les flammes consumaient, un officier allemand jeune, correct, parlant bien français, s'approche de moi et, joignant les deux mains dans un geste de pitié compatissante, me dit par deux fois : « Votre pauvre pays ! » puis, se penchant à mon oreille : « Ça, c'est du vandalisme. »

Dr LABREVOIT (Nancy).

XXXIV

LE TEMPS DES MORTS

31 Octobre 1914.

Ce temps-ci, c'est tous les jours, le jour des morts. Morts innombrables, tombés au champ d'honneur, nous prions pour vous, chacun à notre manière, continuellement. Nous vous aimons à toutes les minutes, et vers vous, sans arrêt, monte notre reconnaissance. Mais voici la date consacrée qui nous appelle dans les cimetières. Toute la France s'y portera demain, le cœur plein d'effusion pour les soldats, et chacun, avec l'idée d'un saint devoir à remplir, auprès de la mère qui pleure son fils, ira honorer ses parents, ses amis, ses patrons, tombés face à l'ennemi et leur attester que la France vaincra.

Paul Déroulède, Charles Péguy, Albéric Magnard, Charles Muller, Pierre Gilbert, Guy de Cassagnac, Albert de Mun, mes confrères de lettres et mes collègues du Parlement, et les fils de ceux qui, depuis des années, m'ont donné leur confiance politique, et mes concitoyens, et puis un parent, voilà les noms, voilà les figures qui passent devant ma mé-

moire, mêlés au front innombrable, comme une rivière bruissante sous le ciel de novembre. Mais ce n'est pas encore le temps de nous disperser dans les sentiers du champ des morts et de suivre nos sentiments particuliers. Je salue nommément ceux de ma profession et de mon entourage, je soigne les tombes qui m'appartiennent, mais je ne perds pas de vue, un seul instant, la haute croix commune plantée au cœur du cimetière qu'elle domine.

Je songe aux morts qui gisent non reconnus sur le champ de bataille. Je songe aux familles jetées bas, désemparées par la perte de celui qui était leur âme. Je songe avec angoisse à ceux qui tombent dans la détresse morale et se sauvent dans la nuit en se démettant, en abdiquant. On voudrait, ces jours-ci, les rejoindre, ces désespérés, et leur tenir compagnie.

L'autre jour, en Lorraine, traversant un village, je suis entré dans une maison, au hasard, pour demander un renseignement. C'était un pauvre petit magasin. J'y ai trouvé un gros homme debout, que j'ai prié de m'indiquer la maison du maire. Il m'a regardé lourdement : « Prenez à droite, et puis à gauche, et puis en face. » On ne comprenait rien.

Alors il a dit avec lenteur : « Excusez-moi, je viens justement d'apprendre une mauvaise nouvelle. Mon fils... Un de ses camarades vient de m'avertir », J'avais compris avec épouvante, mais j'ai tout de même dit machinalement ; « Qu'est-ce qu'il y a ? » Le gros homme a mis son doigt sur son front et murmuré de la voix la plus faible : « Une balle. » Puis : « Mort ». Alors je l'ai embrassé. J'ai tenté de lui expliquer ce que je sentais si bien : que tout le monde le plaignait et qu'aux yeux de tous son fils et lui étaient couverts d'honneur. Mais il a dit : « L'honneur, je m'en fous. »

Il l'a dit et cela prouvait seulement qu'il était à ces extrémités de la souffrance où l'on ne peut être assisté que par celui que l'on sent au même degré de frémissement que soi. Je n'étais pas digne, moi passant, de le rejoindre dans son effroyable solitude. Il repoussait le son de ma voix et ma prétention de lui être secourable. Quant au fond même de ma pensée, à cette idée de l'honneur que reçoit la famille d'un soldat tué, nul paysan n'y contredit, à preuve cette phrase d'une simplicité admirable que peu après, dans le même village, le maire me faisait en parlant d'un de ses administrés : « C'est un homme

très bien, me disait-il. Il a eu son fils tué au combat de la Chipotte. »

Je ne puis oublier, dans ces jours des morts, le son de cette tragique parole et l'accent de ce père désespéré. Cette homme a posé brutalement, en pleine vie animale, le grand problème, la question qu'il est impossible de laisser de côté. Mon fils est mort sans avoir vécu sa vie, accompli son temps et sa tâche, sans avoir cueilli, ni construit. Le voilà anéanti. Deux morceaux de bois informes, deux branches d'arbre tordues et plantées en croix, et surmontées de son képi, voilà tout son lot. Sacrifice des morts, douleur des survivants, quel est votre sens ? A quoi servez-vous ? Quel est le fruit de cette souffrance ? A quoi bon le sang du sacrifice ?

Dans cette semaine des morts, nous n'échapperons pas à de telles questions, que chaque journée, depuis trois mois, nous pose. Et nous y répondrons, avec une absolue certitude (car nous sommes tous témoins de la transfiguration de notre patrie), que les soldats qui se sacrifient sur le champ de bataille lèguent de l'âme à tous leurs amis, et qu'autour de nous, d'une manière évidente, les vivants recueillent et prolongent les sentiments des morts.

Ce cœur, qui fut agissant, mourrait tout entier? Pas plus que ne meurt une grande intelligence productrice. Si les idées s'amasent, forment une richesse, un foyer collectif, un héritage (ce que nul ne nie), il en va de même pour les sentiments. Les sentiments qui remplissaient les soldats tombés au champ d'honneur prennent un essor au-dessus des cadavres et continuent de se développer comme feraient les idées posées par un grand penseur. A quelle condition? Une seule. La même que pour les idées.

Les idées ne prospèrent que si elles sont accueillies, méditées par des intelligences. Pour que les sentiments des morts survivent et se développent, il faut qu'un amour les accueille.

Mais alors, quelle fécondité! Nous, ligueurs, ne voyons-nous pas se passer des faits qui portent la marque de la présence immédiate de Déroulède? Ne voyons-nous pas ses actes accomplis par ceux qui l'aiment? Il échappe à la mort grâce à l'amitié des siens. Eh bien! aux morts de la guerre, le rayon d'amour ne manquera pas, le rayon de soleil propre à vivifier leur sang et à ressusciter leurs forces.

Nous nous sommes dressés sans préparation suffisante, et remédiant à tout ce qui manquait

par l'enthousiasme et la volonté, la France s'est élancée vers Metz et Strasbourg. L'âme de nos armées se décrit dans les admirables lettres qu'envoient par milliers, du fond des tranchées, nos frères et nos fils, et dans ces pensées d'espoir absolu et de sacrifice joyeux qu'ils crayonnent sur les cartes de la correspondance des armées. Elle constitue un trésor de sentiments où nous recevons ce que les maîtres officiels les plus savants ne savaient pas nous donner, l'éducation du cœur.

Dans ces jours de la commémoration des défunts, plus solennels cette année que jamais, la foule va se porter sur les tombes avec une telle ardeur d'affection qu'elle y héritera de l'héroïsme des morts. Ceux qui meurent pour la patrie dans les batailles de 1914 ne s'anéantissent pas plus que ne s'anéantit le génie. Ils prendront place sur le plan du sentiment dans les destinées de la France, non loin d'un Pierre Corneille, et tout aussi bien que, sur le plan de l'intelligence, survivent les Claude Bernard, les Berthelot et les Pasteur.

TABLE DES MATIÈRES



TABLE DES MATIÈRES

A LA VEILLE DE LA GUERRE

Chapitres.	Pages.
I La Ligue des Patriotes choisit un successeur à Déroulède. .	1
II Appel aux patriotes pour le retour du Président de la République.	4
III La mort de Jaurès	5

PREMIÈRE PHASE

LES ÉCHECS FRANÇAIS D'AOUT.	9
I Le jour sacré	14
II Le cadeau de retour que Metz offre à la France.	20
III A ceux qui « se rongent d'attendre »	25
IV Les Alsaciens et les Lorrains proclamés Français s'ils servent la France	28
V Fondation du Comité de secours national.	32
VI L'Alsace et l'Armée.	38
VII Une visite à la légion alsacienne,	40

Chapitres.	Pages.
VIII	Toute l'âme de Paris est sur la frontière 43
IX	A une jeune Lorraine comédienne et ligueuse 49
X	Non combattants, retournons au travail 55
XI	L'Alsace confiante dans la vic- toire. 59
XII	Cet admirable état-major. 67
XIII	Retournons chez nos fournisseurs. 73
XIV	Le feu sacré. 76
XV	<i>Lettre ouverte au Ministre de la Guerre : Accueillons les pri- sonniers alsaciens et lorrains .</i> 80
XVI	L'aigle survole le rossignol. 84

DEUXIÈME PHASE

	LA RETRAITE 89
I	Nos certitudes de vaincre 95
II	Pour les servantes alsaciennes. 99
III	Un nouveau gage de victoire 103
IV	L'âme belge formée par la guerre. 105
V	La botte remplie de crottin. 112
VI	Les raisons du triomphe final. 115
VII	Beau mot d'une victime de la guerre 119
VIII	La sympathie de l'univers 123

Chapitres.		Pages.
IX	Le rôle de Paris	126
X	Unanimes, unis par le cœur . .	130
XI	Ce qui brille dans les ténèbres .	133
XII	Sur les tours de la ville. . . .	135

TROISIÈME PHASE

	LA VICTOIRE DE LA MARNE . . .	139
I	Sous le ciel de Paris	144
II	La promenade du dimanche . . .	146
III	La confiance de Paris	150
IV	La gratitude de Paris	154
V	L'âme des soldats	157
VI	Des mainteneurs de fraternité. .	162
VII	Bonnes et très bonnes nouvelles.	168
VIII	Deux hirondelles	172
IX	La victoire!	177
X	Le charme néfaste est rompu . .	182

QUATRIÈME PHASE

	LA GUERRE DE SIÈGE.	187
	§ 1. <i>De la mer du Nord à</i> <i>l'Oise. — Bataille des</i> <i>Flandres.</i>	
	§ 2. <i>De l'Oise à l'Argonne.</i>	
	§ 3. <i>L'Armée de Lorraine.</i>	
I	Les conscrits de 1914	194

Chapitres.	Pages.
II Charles Péguy mort au champ d'honneur	200
III Deux types d'humanité	205
IV Pour ceux qui se battent	210
V Un silence solennel	213
VI La cathédrale en flammes	220
VII C'est un reître déjà qui fit bom- barder le Parthénon	224
VIII La fin d'un sceptique	226
IX Les blessés sont faits pour être guéris	231
X La pensée unanime de Paris	236
XI La leçon fortifiante des ruines	241
XII Un ami belge m'écrit	248
XIII La victoire s'avance	253
XIV Noblesse oblige	259
XV Confiance et respect	263
XVI La joie de se dévouer	268
XVII A Gustave Hervé	272
XVIII Les « tireurs d'officiers »	278
XIX Hâtons le salut des blessés	285
XX La blessure au visage	292
XXI Les ivrognes sur le charnier	296
XXII La France en armes	303
XXIII La spontanéité du cœur	308
XXIV Dans l'Alsace reconquise	314
XXV Un « Van der Meulen »	319
XXVI La victoire de l'Aisne	325
XXVII Le chansonnier des armées	331

Chapitres.	Pages.
—	—
XXVIII	Pour les enfants qui vont pieds nus 339
XXIX	Dans un jardin de Lorraine . . 345
XXX	La ferblanterie des Hohenzollern. 351
XXXI	Saint-Dié ou « le trou de la mort » 357
XXXII	La ruée des inférieurs. 364
XXXIII	Dans les ruines 374
XXXIV	Le temps des morts. 381



